



Paraissant  
du Lundi au Vendredi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL  
*Fritzner Beauzile*

169<sup>e</sup> Année - Spécial No. 3

PORT-AU-PRINCE

Mercredi 1<sup>er</sup> Octobre 2014

## SOMMAIRE

DOCUMENTS ANNEXES AU BUDGET  
2014 – 2015

# NUMÉRO SPÉCIAL

DOCUMENTS ANNEXES AU BUDGET  
EXERCICE 2014 – 2015

**EXPOSÉ DES MOTIFS DU BUDGET  
2014 - 2015**

## I. CADRE GÉNÉRAL DE L'ÉLABORATION DU BUDGET 2014 - 2015

### I.1.- Les Grandes orientations du Budget 2014-2015:

Depuis l'exercice 2013-2014, l'élaboration des lois de finances s'appuie sur un cadre programmatique triennal avec des objectifs de croissance accélérée et de réduction de la pauvreté, au regard du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH). Les axes prioritaires de la politique gouvernementale demeurent encore l'éducation, l'environnement, l'emploi, l'état de droit et l'énergie dans le budget 2014-2015.

L'option de refondation économique basée sur une approche équilibrée et dynamique de valorisation de l'ensemble du territoire selon ses potentialités et supportée par l'investissement privé, porteur de croissance et d'emplois, constitue la principale motivation de ce budget. De plus, la structuration des actions à travers les quatre refondations (économique, territoriale, sociale et institutionnelle) assure la cohérence et une synergie des activités entreprises à court et moyen termes pour des résultats significatifs.

Les programmes de structuration et développement territorial et ceux visant les couches les plus vulnérables de la population seront maintenus et reconduits jusqu'à la fin du quinquennat. Le financement des dépenses visant à garantir la stabilité macrofinancière représente dans ce budget une politique de renforcement du secteur privé.

Le Budget de l'exercice 2014-2015, tout en visant à apporter des réponses concrètes à certains problèmes du pays, et particulièrement ceux des 55% de la population vivant dans la pauvreté extrême, privilégie des investissements stratégiques en vue du renforcement de la production nationale. La résilience de la population et la protection de l'environnement comptent également parmi les axes essentiels retenus dans ce budget.

Ce nouveau projet de loi de finances s'inscrit une nouvelle fois tout naturellement dans les principes de rigueur et de discipline budgétaires. L'optimisation des choix budgétaires se focalise toujours plus sur les dépenses porteuses de croissance et d'emplois. L'approfondissement de la réforme des finances publiques dont le document de stratégie et le plan d'actions triennal ont été publiés, encadre désormais les efforts de modernisation et de diversification accrue des sources de financement.

Dans cette optique, les réformes seront poursuivies pour permettre de dégager plus de ressources, pour appuyer le secteur privé national et pour attirer les investissements directs étrangers dans les secteurs productifs prioritaires à forte croissance et intégrateurs des franges de la population dans la dynamique de changement socioéconomique, afin de créer plus d'emplois et de générer beaucoup plus de valeur ajoutée et de richesses. C'est la voie à suivre pour accroître le Produit Intérieur Brut pour une allocation, d'année en année, d'une plus grande part des ressources domestiques au financement de la charge collective.

## II. DES GRANDS AGGREGATS MACRO FINANCIERS QUI SOUTIENNENT LE BUDGET 2014-2015

### II.1.- Des perspectives économiques plus encourageantes

Les actions et politiques qui seront mises en œuvre soutiendront l'objectif de croissance de 4,6% attendu pour l'exercice fiscal 2014-2015. Dans ce contexte de croissance modérée de l'économie, de 4,3% en 2012-2013 à 3,6% en 2013-2014, les actions qui seront menées viseront à placer l'économie sur une dynamique de croissance plus vigoureuse. Une impulsion au niveau de l'offre contribuera à un contrôle de l'inflation à environ 6,2% en glissement annuel et à une maîtrise du taux de change en adéquation avec l'objectif de croissance. L'inflation sera contenue dans les limites de 7% en moyenne annuelle à la fin de l'exercice. Une légère augmentation de la pression fiscale à 13% est prévue.

La politique monétaire sera caractérisée par une plus grande disponibilité et accessibilité au crédit dans les secteurs prioritaires tout en restant suffisamment flexible pour garantir les conditions de stabilité. La stérilisation de tout nouveau financement net du déficit par la Banque Centrale continuera d'être l'objectif de base d'une politique budgétaire plus saine et plus compatibles aux objectifs macroéconomiques.

De plus, le régime de change flexible sera maintenu et la politique de change visera essentiellement à atténuer la volatilité excessive du taux de change pour absorber les chocs.

## II.2.- Des voies et moyens

Les ressources totales de ce budget atteindront 122,64 milliards de gourdes soit une hausse d'environ 3,96 milliards par rapport à l'exercice fiscal 2013-2014. Par contre les dons extérieurs devraient chuter légèrement de 3,96%, en passant de 31,72 à 30,46 milliards de gourdes. Il convient également de relever la tendance à la baisse observée au niveau des dons extérieurs sur projets.

Les prévisions de recettes domestiques ont été portées à 60.1 milliards de gourdes, sous l'effet d'une hausse modérée des impôts directs et indirects. Le poids des recettes internes sur le total du budget, qui était de 40% en 2012-2013 et de 43% en 2013-2014 atteindra 49% en 2014-2015.

Les recettes fiscales devront croître d'environ 9,12 milliards de gourdes par rapport au montant prévu pour l'exercice dernier. Egalement, les différentes composantes des recettes internes devraient subir une augmentation de 8,76 milliards de gourdes et les prévisions de recettes douanières augmenter de 683 millions.

## II.3.- Des crédits budgétaires

Les crédits (122,64 milliards) dans le budget 2014-2015 sont répartis selon les grandes catégories de dépenses suivantes :

- dépenses courantes : 51,38 milliards de gourdes, soit une augmentation de 10,58% par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par le fait que la nouvelle grille salariale, dont la mise en application a débuté au cours de l'exercice 2013-2014, notamment avec la valorisation des salaires du corps enseignants, va s'étendre à toutes les institutions de l'Administration d'État. Elle facilitera l'avancement et la hiérarchisation du personnel. De leur côté, les achats de biens et services affichent une progression de 13% alors que les transferts et subventions se contractent de 28%, suite à un effort de réaffectation de certaines dépenses.
- les dépenses d'investissements publics prévues dans le budget 2014-2015 totalisent 66,6 milliards de gourdes, accusant par rapport à l'exercice fiscal précédent une baisse de 3,02%. Cette baisse résulte de la contraction des appuis budgétaires en financement des programmes et projets.

Des efforts très importants sont en cours pour améliorer la qualité du portefeuille de projets. Ils vont être poursuivis et amplifiés pour que leur contenu soit réellement porteur de croissance et de développement à moyen terme, Un meilleur soin sera également consenti au niveau de leur exécution, tant au point de vue de leur exécution physique que de la fluidité dans la chaîne de la dépense.

- amortissements de la dette : 3,73 milliards, en hausse assez sensible (43,74%) du fait du début du remboursement des emprunts PetroCaribe.

## II.4.- Du Solde Global

Le solde global, qui mesure la dépendance financière vis-à-vis de l'extérieur, est en réduction et financé à travers des ressources externes dont le programme Petrocaribe et le marché financier interne à travers notamment les émissions de bons du Trésor. Il est à noter que ce financement est en voie de réduction, passant de 28% pour l'exercice 2013-2014 à 23% dans le budget 2014-2015. Ceci mesure les efforts engagés pour rationaliser les dépenses publiques comme pour mobiliser davantage les recettes domestiques et représente également le reflet de la politique de diversification des ressources, avec notamment la mise en œuvre de partenariats public-privé qui constituent une alternative crédible et attrayante à la dépense publique pour assurer la mise à disposition d'infrastructures et la fourniture efficace de services au public.

### III. LES STRATÉGIES POURSUIVIES DANS LE BUDGET 2014-2015

Pour permettre l'accélération des actions initiées au travers du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH), et tirer profit des efforts de stabilisation macroéconomique consentis au cours des dernières années pour répondre aux exigences du court terme, pour assurer la continuité de l'action gouvernementale sur le moyen terme et pour attirer de nouveaux investissements privés substantiels dans notre économie, le Gouvernement a confirmé le choix de cinq options fondamentales :

#### III.1.- De la Stabilité vers la Croissance Economique

L'accent est mis sur le couple **stabilité du cadre macroéconomique/ croissance économique**.

La stabilité du cadre macroéconomique se traduit par l'assainissement des finances publiques, pour préserver les efforts de développement dans la durée et la mise en œuvre de la stratégie de réforme des finances publiques, pour créer les conditions de confiance tant exigées de nos partenaires et surtout de nos contribuables dans notre système financier public, élément garant de la bonne gouvernance économique.

La croissance économique significative recherchée, quant à elle, sera favorisée par les multiples initiatives mis en place pour agiliser au profit des secteurs privés les démarches administratives, par les multiples appels lancés et les diverses démarches réalisées par les membres de l'Exécutif et des hauts cadres de l'Administration Publique pour de nouveaux investissements directs nationaux et étrangers dans notre économie pour générer, dans un moyen terme proche, la croissance économique, à deux chiffres, tant attendue.

#### III.2.- Priorité à l'Investissement

La priorité donnée à l'investissement dans le budget, gage de développement à moyen et long termes, mais sans négliger les programmes à effet rapide, tant pour la création d'emplois que pour la prise en charge immédiate des populations les plus vulnérables.

#### III.3.- Augmentation des Ressources Domestiques

La poursuite des efforts pour améliorer le système de collecte des recettes afin d'accroître les ressources budgétaires propres et de desserrer les contraintes liées au financement externe des dépenses d'investissement.

#### III.4.- Mixage des Investissements Nationaux aux Investissements Directs Etrangers

L'ouverture aux investissements privés nationaux et aux investissements directs étrangers dans les secteurs prioritaires de notre économie.

#### III.5.- Dynamisation et Modernisation du Secteur Agricole

L'attention portée à notre secteur agricole pour sa dynamisation et sa modernisation afin d'amorcer l'inversion tant indispensable dans le comportement alimentaire de notre population à dessein de promouvoir la consommation locale des produits locaux. Cette transformation est une condition sine qua non pour de nouveaux investissements dans les filières potentielles à forte croissance, l'industrialisation de notre monde agricole et la génération de nouvelles classes sociales techniques et l'ouverture à d'autres types de formation technique et de nouveaux corps de métiers.

### IV. LES GRANDS CHANTIERS DU BUDGET 2014-2015

Ce budget 2014-2015 poursuit la mise en œuvre de quatre grands chantiers établis dans le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH), énoncés par le Premier Ministre, lors de sa déclaration de Politique Générale.

Le chantier territorial vise à jeter les bases devant nous permettre de maîtriser durablement l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la protection de l'environnement pour assurer un développement territorial effectif, à même de restaurer des équilibres régionaux gravement affectés par le poids exorbitant de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. En plus, ce chantier couvre également l'extension des services d'alimentation en eau potable et d'assainissement, la poursuite de l'électrification du pays. Dans le présent budget, il absorbe une enveloppe de 31.5 milliards de gourdes.

Les travaux de ce chantier vont permettre à chaque commune, à chaque département, à terme, de jouir des avantages de la croissance et de la modernité pour que toutes nos potentialités puissent être mises en valeur dans un processus équilibré fondant notre résilience aux catastrophes.

Le **chantier social** a pour objectif de favoriser principalement l'accès à l'éducation préscolaire, fondamentale et secondaire, l'accès aux services de santé, le renforcement de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et technique, le renforcement de notre système de sécurité sociale pour une enveloppe de 17.5 milliards de gourdes.

Le développement social n'est possible que si nous engageons fermement le **chantier économique**. Il s'appuie sur une approche de développement fondée sur le rôle prééminent de l'investissement privé en se focalisant en priorité sur la dynamisation et la modernisation de nos secteurs agricole et service, sur le démarrage du développement de notre secteur touristique et sur la poursuite des réformes de gouvernance économique. Une enveloppe de 8.6 milliards de gourdes lui est alloué.

Enfin, le **chantier institutionnel**, clé de voute d'un dispositif qui doit à la fois refonder l'ingénierie de gouvernance et restaurer les valeurs de civisme et d'engagement au service de la cité, bénéficie pour les travaux de modernisation de nos administrations centrales et déconcentrées, pour le renforcement de l'administration de la Justice et de la Sécurité et celui des institutions démocratiques nationales d'un montant de 9 milliards de gourdes.

**CADRE MACROÉCONOMIQUE  
DU BUDGET 2014 - 2015**

## CADRAGE MACROÉCONOMIQUE DU BUDGET 2014-2015

Conformément à la vision du PSDH, le cap est mis depuis 2011 sur une trajectoire de croissance accélérée. La performance de l'économie confirme que la dynamique de récupération et de relance économique se poursuit et la stabilité macroéconomique est maintenue en dépit d'un repli prévu de la croissance sur l'exercice 2013-2014, en raison essentiellement du retard dans l'adoption du budget et la mise en œuvre des investissements et politiques prévus pour l'exercice. Des progrès sociaux notables sont ainsi enregistrés comme le confirme le dernier rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) qui révèle un taux de pauvreté extrême en baisse à 24% en 2012 et un taux net de scolarisation en hausse à 88%.

La dynamique de croissance actuelle est soutenue par des investissements publics, des réformes conduites en vue d'améliorer la productivité globale de l'économie, une amélioration du climat des affaires et du contexte sociopolitique, une redynamisation progressive du secteur privé, une demande externe favorable. Toutefois, la gestion macroéconomique est soumise à un ensemble de contraintes et de facteurs de risque liés aux capacités de financement, aux problèmes de gouvernance économique, au contexte international marqué par une reprise fragile de l'économie mondiale, par l'incertitude et la montée des cours des produits pétroliers. Aussi, maintenir l'économie sur une trajectoire de croissance accélérée requiert d'adresser un certain nombre de défis et contraintes.

Au niveau de la demande, l'investissement public repose en grande partie sur des apports de fond externes, mais la tendance récente est au repli de l'aide publique au développement, et les disponibilités sur les fonds de PETROCARIBE sont largement entamées. Ainsi, le déficit budgétaire devrait passer de 6.3% du PIB en 2013 à environ 7% du PIB en 2014 et devrait être autour de 5% en 2015. Cette situation met la Banque Centrale aux prises avec un arbitrage difficile entre soutenir une croissance forte et limiter l'inflation par le ralentissement de la dépréciation de la gourde, sans affecter la compétitivité externe de l'économie haïtienne. Un processus de consolidation budgétaire est envisagé mais ne devrait pas mettre en péril les objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté.

Les difficultés budgétaires et de coordination contribuent à ralentir la mise en place d'infrastructures stratégiques et de mesures de stimulation et d'accompagnement des initiatives privées. Le renforcement de la gouvernance économique et les réformes du système des finances publiques sont indispensables pour renforcer l'autonomie et l'efficacité de l'État.

Du côté de l'offre, la production agricole demeure tributaire des aléas climatiques ; la relance dans le secteur est contraint par des systèmes d'irrigation insuffisants, les difficultés d'accès aux intrants, l'incertitude des modes de tenure des terres, l'absence d'un dispositif de déconcentration au profit des régions et des exploitants agricoles moyens.

Pour la construction, les PME ont peu d'accès aux marchés publics de contrat (sur les projets de construction de routes, de bâtiments publics, etc.), au crédit, et sont faiblement capitalisées ; les problèmes de titres de propriétés, l'absence de plans d'aménagement et l'absence de développeurs limitent l'efficacité des instruments financiers en place.

Pour l'industrie locale, son dynamisme est limité par l'accès limité au crédit, la concurrence sauvage des produits étrangers, souvent subventionnés par les pays d'origine. Les PME en général dans les différents secteurs font face à d'énormes contraintes liées à l'accès au crédit, à l'encadrement technique, aux services d'appui, à des taux d'intérêt trop élevé. Cette situation limite l'impact de l'investissement public qui maintient la priorité sur les cinq E : Éducation, État de droit, Économie/Emploi et Énergie.

C'est dans ce contexte que le nouveau budget 2014-2015 intervient pour avancer avec la résolution de ces problèmes et défis, maintenir la stabilité macroéconomique, consolider l'économie sur ce sentier de croissance accélérée et améliorer les conditions de vie de la population.



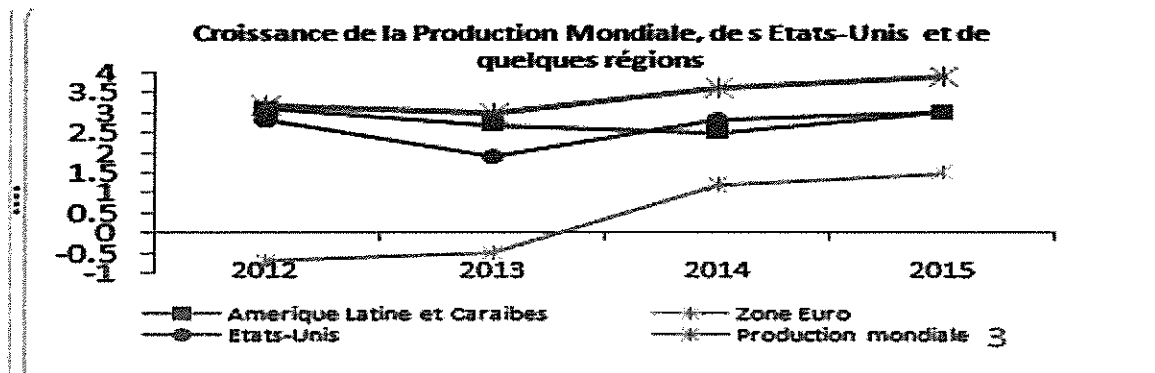
## I- L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie haïtienne bénéficie d'une dynamique de reprise de l'activité économique mondiale qui assure une demande externe favorable et d'un repli des prix des produits alimentaires qui contribue à contenir l'inflation mais la hausse des coûts du pétrole amplifié par l'augmentation du taux de change constitue une sérieuse menace pour l'équilibre économique global.

### a- Croissance

La croissance mondiale s'est accélérée au deuxième semestre de l'année (civile) 2013, pour atteindre 3.6% en moyenne contre 2.6% enregistrée au semestre précédent. Cette croissance est entraînée par un redressement des économies développées et par la poursuite de la croissance dans les pays en développement. Les dernières projections du FMI tablent sur une accélération de l'économie mondiale avec une croissance de 3.6% en 2014 et 3.9% en 2015.

L'économie américaine affiche une croissance sur le premier trimestre 2013-2014 de 3.2% en variation trimestrielle corrigée de variation saisonnière, soit un léger repli par rapport au trimestre précédent. Cette croissance est supportée par les dépenses de consommation et les exportations. Sur la même période, la Zone Euro affiche une croissance de 1.2%. Les dernières prévisions tablent sur une croissance pour l'Economie Américaine et pour la zone Euro respectivement de 2.8% et de 1% en 2014 ; et respectivement de 3% et 1.5% en 2015.

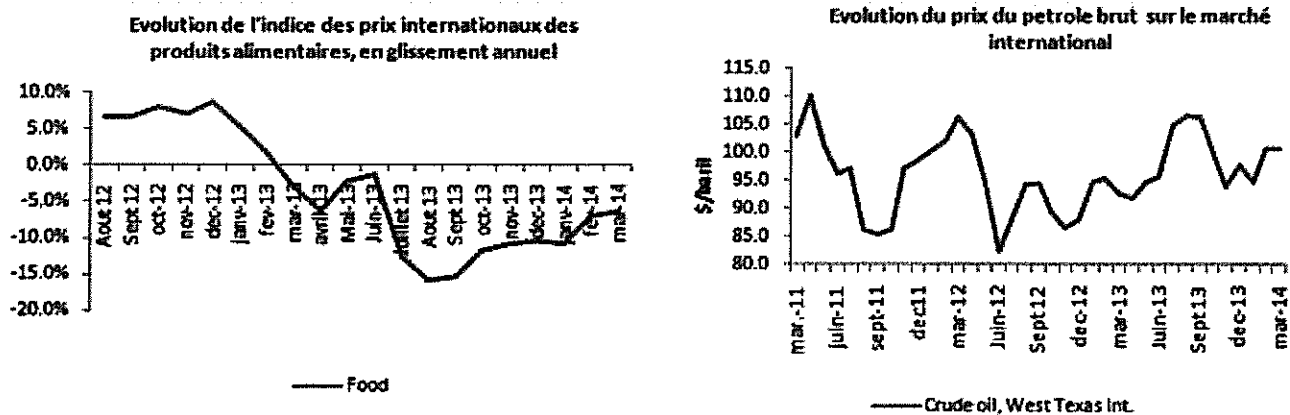


Supportées par le rebond cyclique du commerce international et par la vigueur de la demande interne, les économies émergentes et en développement continuent de croître et de soutenir la croissance mondiale. Ces économies devraient croître de 4.9% en 2014 et de 5.3% en 2015.

### b- Evolution des prix internationaux

Les perspectives de production céréalière mondiale restent bonnes pour cette année. En effet, la production de riz pourrait atteindre 471 millions de tonnes, légèrement en hausse par rapport à l'année dernière (+0.5%). Les stocks de riz devraient représenter 22% de la consommation et 16,7% dans le cas du maïs - des niveaux assez confortables. L'indice de prix des produits agricoles a baissé de 8% en glissement annuel. Ce repli des cours internationaux des produits alimentaires s'est traduit par un fort ralentissement des prix des produits alimentaires sur le marché local.

Sur les six premiers mois de l'exercice fiscal, le prix moyen du baril de pétrole brut sur le marché international s'établit à 98.1\$US contre 91.2\$US à la même période de l'exercice précédent, soit une hausse de 7.6%. Cet état des cours du pétrole brut, selon EIA (Agence Internationale de l'Energie) reflète la diminution des stocks mondiaux au quatrième trimestre de 2013, due essentiellement à la solide demande américaine et des pays riches de l'OCDE. Le risque sur la montée des cours est élevé avec la crise au Moyen-Orient. Les dernières projections de l'EIA (Energy Information Administration) pour l'année 2014 tablent sur un prix du pétrole à 104.92 \$/bl.



## II- DÉVELOPPEMENTS MACROÉCONOMIQUES RÉCENTS DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET PRÉVISIONS POUR L'EXERCICE 2013-2014

### a- Croissance

L'expansion de l'activité économique entamée depuis trois ans se poursuit au premier semestre 2013-2014 bien qu'à un rythme moins soutenu par rapport à l'exercice précédent, d'après les premières informations rendues disponibles par l'IHSI. Pour le premier et second trimestres de l'exercice fiscal 2013-2014, un ralentissement de la croissance est observé au niveau des différents secteurs d'activités par rapport à la même période de l'année précédente mis à part les industries manufacturières qui sont en accélération.

En effet, au premier semestre (S1) de l'exercice en cours, l'industrie manufacturière a cru de 7,7% en glissement annuel contre 5,7% à la même période de l'année précédente. L'indice moyen de l'activité de construction en S1 2014 affiche une hausse de 8,3% en glissement annuel, mais en ralentissement par rapport à S1 2013 (9,9%). De même l'indice moyen de l'activité commerciale a connu une hausse de 12,6% en glissement contre 14,6% à la même période de l'année précédente.

## CADRAGE MACROÉCONOMIQUE DU BUDGET 2014-2015

Comportement des indicateurs conjoncturels																
En niveau	2010-2011				2011-2012				2012-2013				2013-2014			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Ind. Prod. Industrielle	155	156.6	157.1	169	169.6	162.7	164.2	172.4	178.3	172.8	178.9	191.2	194.2	184.0	190.7	200.0
Ind. construction	253.9	265.9	259.3	259.1	265.8	258.3	266.3	280.0	285.0	291.2	301.3	324.1	308.7	315.2	334.7	348.1
Ind. Act. Com	687.7	649.8	680.8	779.2	810.9	801.4	832.4	866.8	930.9	917.3	949.1	990.2	1054.5	1027.0	1075.5	1125.4
Ind. Prod. Ener. Elect.	164.1	185.2	196.4	200.6	226.9	221.7	239.5	236.0	240.6	224.2	237.0	218.2	219.2	230.5	218.3	218.2
Variation trimestrielle																
Ind. Prod. Industrielle	2.9	1.0	0.3	7.6	0.4	-4.1	0.9	5.0	3.4	-3.1	3.5	6.9	1.6	-5.3	3.6	4.9
Ind. construction	5.2	4.7	-2.5	-0.1	2.6	-2.8	3.1	5.1	1.8	2.2	4.1	7.6	-4.8	2.1	6.2	4.0
Ind. Act. Com	-7.0	-5.5	4.8	14.5	4.1	-1.2	3.9	4.1	7.4	-1.5	3.5	4.3	6.5	-2.6	4.7	4.6
Ind. Prod. Ener. Elect.	-5.0	12.9	6.0	2.1	13.1	-2.3	8.0	-1.5	1.9	-6.8	5.7	-7.9	0.5	5.2	-5.3	0.0
Glissement annuel																
Ind. Prod. Industrielle	1.4	95.0	31.1	12.2	9.4	3.9	4.5	2.0	5.1	6.2	9.0	10.9	8.9	6.5	6.6	4.6
Ind. construction	25.8	52.2	-11.3	7.4	4.7	-2.9	2.7	8.1	7.2	12.7	13.8	15.8	8.3	8.2	11.1	7.4
Ind. Act. Com	19.8	107.5	30.9	5.4	17.9	23.3	22.3	11.2	14.8	14.5	14.0	14.2	13.3	12.0	13.3	13.7
Ind. Prod. Ener. Elect.	-4.9	123.0	46.9	16.1	38.3	19.7	21.9	17.6	6.0	1.1	-1.0	-7.5	-8.9	2.8	-7.9	0.0

Sources: IHSI/DEE

Le secteur agricole - qui représente 25% du PIB - a eu une bonne performance au cours de l'exercice précédent avec une croissance de 4.5%. La prévision initiale de croissance est maintenue inchangée autour de 2%, soit un peu plus que la croissance moyenne des récentes années. Il convient de noter que les prix des produits alimentaires ont ralenti sur les cinq premiers mois avec une hausse cumulée de 1.4% cette année contre 3.4% l'année précédente.

La prévision effectuée à l'aide de ces indicateurs de l'activité dans les principaux secteurs de l'économie, conduit à une projection de croissance du PIB réel de l'ordre de 3,6% pour l'exercice fiscal 2013-2014 contre 4.3% réalisée l'année précédente.

Du côté de la demande, la hausse de l'activité économique est soutenue par la consommation dont l'un des principaux déterminants sont les transferts en hausse de 13.%, par les exportations nominales qui ont cru de 14% et les dépenses publiques en salaires en hausse de 8%.

Le nombre d'emplois enregistrés au niveau du secteur textile connaît une hausse de 11.43%. Il atteint 33 312 au mois de mars 2014 contre 29 895 au mois de Mars 2013. Cette augmentation de l'emploi s'explique par l'installation de nouvelles capacités de production et par l'expansion de la demande extérieure, particulièrement la demande américaine.

**b- Inflation**

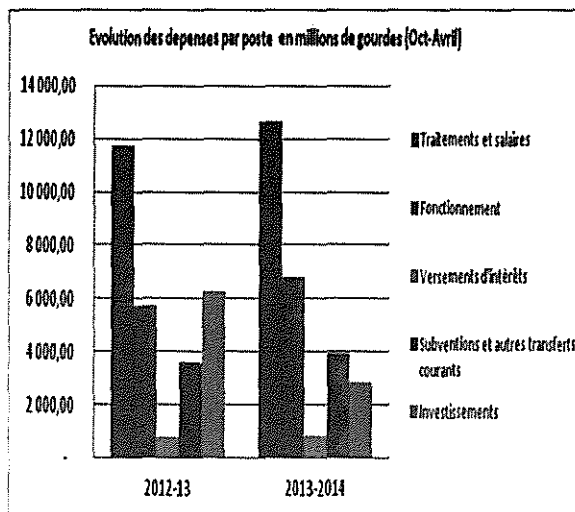
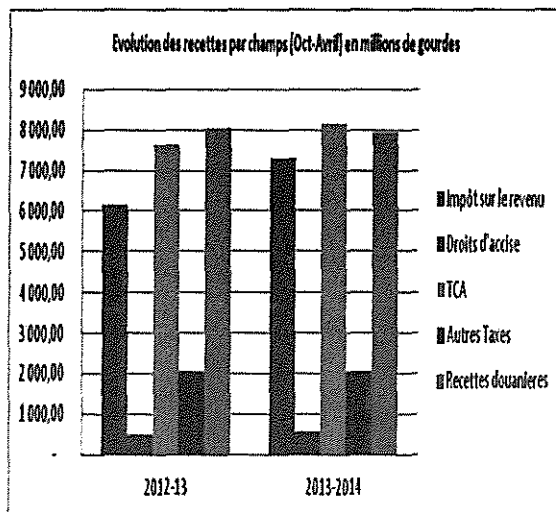
- L'inflation est maintenue à un niveau relativement faible et en baisse. L'inflation atteint 3.5% en glissement annuel en avril 2014 contre 7.3% en avril 2013. Elle devrait se maintenir au tour de 5% à septembre 2014, légèrement en dessous du niveau convenu dans le programme financier avec le FMI. Le repli de l'inflation en 2014 s'explique principalement par : a) la baisse des prix internationaux des produits alimentaires ; b) le gel des prix du pétrole à la pompe qui a limité l'impact de la hausse des prix internationaux du pétrole ; c) une amélioration de l'offre de produits alimentaires.

## CADRAGE MACROÉCONOMIQUE DU BUDGET 2014-2015

Mois	Indice général des prix			Var. mensuelle en %			Glissement annuel en %		
	Fev 2014	Mars 2014	Avril 2014	Fev 2014	Mars 2014	Avril 2014	Fev 2014	Mars 2014	Avril 2014
<b>Indice Général</b>	212.2	213.5	214.7	0.3	0.6	0.6	3.2	3.2	3.5
Alimentation, Boisson, Tabac.	220.8	222.3	224	0.3	0.7	0.8	2.5	2.4	2.7
Habillement, Tissus, Chaussures.	205.4	206.7	208	0.4	0.6	0.6	5.5	6.0	6.2
Loyer, Energie, Eau	248.8	251	251.1	0.1	0.9	0.0	4.5	4.8	4.8
Aménagement, Entretien. Logement.	216.4	217.1	218.1	0.1	0.3	0.5	3.4	3.5	3.8
Santé	220.1	221	224.4	0.7	0.4	1.5	4.6	5.0	6.4
Transport	157.6	158	158.3	0.0	0.3	0.2	1.6	1.7	1.9
Loisirs, Enseignement, Culture.	224	224.2	224.7	0.1	0.1	0.2	4.2	4.1	4.3
Autres Biens et Services	178	179.3	180.5	0.7	0.7	0.7	5.3	5.7	5.9
<i>Source: IHS/DEE</i>									

## c- Situation des Finances Publiques

Les recettes collectées par les administrations fiscales et douanières sont en progression de 8% pour les sept premiers mois de l'exercice 2013-2014. Elles se chiffrent à 27.9 milliards de gourdes contre 25.7 milliards à la même période de l'exercice précédent. Ce niveau représente 50.56% de l'objectif de 50.9 milliards de gourdes du budget 2013-2014 révisé et voté récemment par le Parlement.



Cette hausse des recettes provient essentiellement des recettes internes qui se chiffrent sur la période d'octobre 2013 à avril 2014 à 19.7 milliards de gourdes contre 17.5 milliards de gourdes à la même période de l'exercice antérieur, soit une progression de 13%. Cette performance s'explique notamment par la croissance de 19% des Impôts sur le Revenu, de 12% des droits d'accise et de 7% des recettes de TCA qui représentent 41% des recettes internes totales à elles seules, suivies des recettes d'ISR avec 37%. Les recettes sur le commerce extérieur sont en baisse de 2% en glissement annuel, elles se chiffrent à 7.9 milliards de gourdes.

Pour les sept premiers mois, les dépenses publiques exécutées sur les ressources du Trésor Public connaissent une baisse de 4% due à la diminution de (-58%) des dépenses du programme d'investissements Publics (PIP). Cette réduction des dépenses publiques d'investissement serait due à la reconduction du budget de l'exercice précédent empêchant le lancement de nouveaux projets dans le cadre du PIP de 2013-2014. Toutefois, les dépenses courantes sont en hausse de 11%, lesquelles sont entraînées par la hausse des dépenses de salaires, de fonctionnement et des subventions de respectivement +8%, +19% et +9%.

Les dépenses d'investissement financées sur ressources domestiques (PIP et Immobilisation) sont limitées à 2.5 milliards de gourdes d'Oct. 2013 à avril 2014, en baisse de 54% comparé à la même période de l'exercice passé. Par contre, sur ressources Petro caribe (non représentés dans le TOFE), les dépenses d'investissement sur les sept premiers mois, s'élèvent à 7,8 milliards de gourdes contre 9.9 milliards à la même période de l'exercice antérieur, soit une baisse de 22%. Le retard dans le vote du budget de l'exercice a constitué une réelle limitation à la mise en œuvre des investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs de croissance de l'exercice.

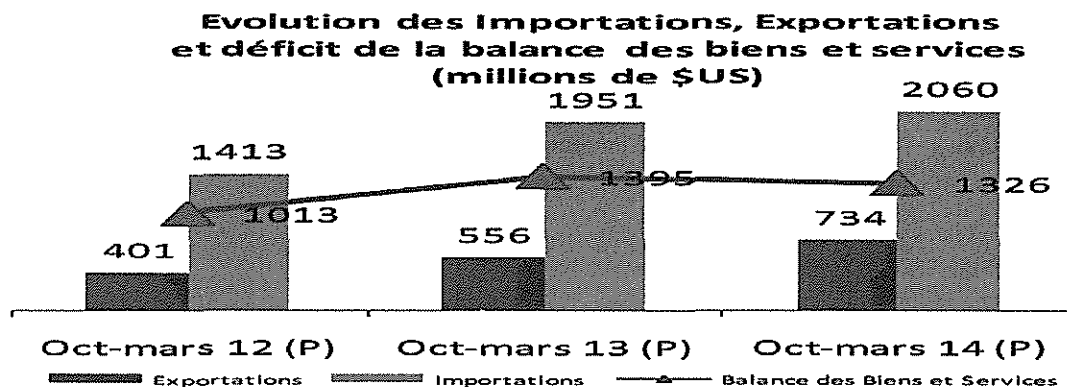
Le solde global est positif à hauteur de 778 millions de gourdes en base engagement sur les sept premiers mois de cet exercice, mais est négatif à hauteur de 3,3 milliards de gourdes en base caisse. A la fin du mois d'avril de l'exercice 2013-2014, le niveau de financement (diminution du solde des avoirs à la BRH) atteint environ 3,8 milliards de gourdes. Ce niveau de financement s'explique notamment par l'utilisation progressive des ressources sur le fonds d'annulation de la dette, le recours aux fonds de PetroCaribe pour le financement des projets, le retard de décaissement de l'appui budgétaire prévu sur le semestre, la réalisation de la garantie dans le cadre du contrat de l'Etat haïtien avec EPOWER.

Sommaires des Opérations Financières de l'Etat/Tresor Public							
Postes	Budget 2013-2014	Previsions Oct-Avril 13-14	Réalizations (Oct-Avril)		Variation	exécution en % du budget 2013-2014 (5)/(3)	exécution en % de la prevision cumulée(oct13-Avril 14) (5)/(2)
	2013-2014(2)	2013-14(3)	2012-2013 (4)	2013-2014(5)			
<b>Recettes totales</b>	<b>50900,00</b>	<b>29646</b>	<b>25735,75</b>	<b>27908,16</b>	<b>8%</b>	<b>95%</b>	<b>94,1%</b>
Recettes internes	35917,41	20745,00	17543	19778	13%	55%	95,3%
Recettes douanières	14419,68	8517,00	8063	7930	-2%	55%	93,1%
Autres	562,91	384,00	129	195	51%	35%	50,8%
<b>Dépenses totales</b>	<b>85158,29</b>	<b>31418,00</b>	<b>40926,19</b>	<b>36785,52</b>	<b>-10%</b>	<b>48%</b>	<b>117,1%</b>
Dépenses courantes	46420,39	26057,00	21881,68	24595,25	12%	53%	94,4%
dont traitement et salaires	23479,20	12390,00	11740,44	12717,11	8%	54%	102,6%
Fonctionnement	13369,68	10120,00	5719,80	6782,33	19%	51%	67,0%
Subventions	8212,64	2659,00	3629,36	4242,67	17%	52%	159,6%
versement d'Interet	1358,87	888,00	792,08	853,14	8%	63%	96,1%
** Investissement	38737,91	5361,00	19044,51	12190,26	-36%	31%	227,4%
Tresor public	12724,21	6961,00	6255,71	2842,45	-55%	22%	40,8%
Petrocaribe	22824,59	n.a.	9971,00	7763,00	-22%	34%	
AFC	3189,11	n.a.	2817,80	1584,81	-44%	50%	
<b>Solde courant</b>	<b>4479,61</b>	<b>3589,00</b>	<b>3854,08</b>	<b>3307,91</b>	<b>-14%</b>		
<b>Solde global hors petrocaribe</b>	<b>-8244,60</b>	<b>-3372,00</b>	<b>-2401,63</b>	<b>465,46</b>	<b>-119%</b>		
Financement interne			4696,87	7995,83	70%		
dont ressources tresor à la BRH	0,00		2554	3811	49%		
billet de tresorerie			6400	6880	8%		
Appui budgétaire	3073,55		416	0		0%	

#### d- Balance des Paiements

Une réduction du déficit commercial de 15% est notée au premier trimestre de l'exercice fiscal 2013-2014 par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Cette réduction est favorisée par une hausse de 32% des exportations totales en glissement annuel résultant de la hausse des exports de biens (1%) et des services (10%), notamment du tourisme, pendant que les importations totales, en glissement annuel, sont en hausse de 6% portée par les importations de biens de 11% en dépit d'une baisse des imports de services de 9%.

Ce déficit commercial est en partie financé par une hausse de 13% des transferts courants par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, hausse résultant d'une accélération des transferts privés de la diaspora (+ 11%) et des transferts officiels (13%) en glissement annuel. Le déficit du solde extérieur courant s'établit aux environs de 150 millions USD en réduction de 56% par rapport au premier semestre 2012-2013.

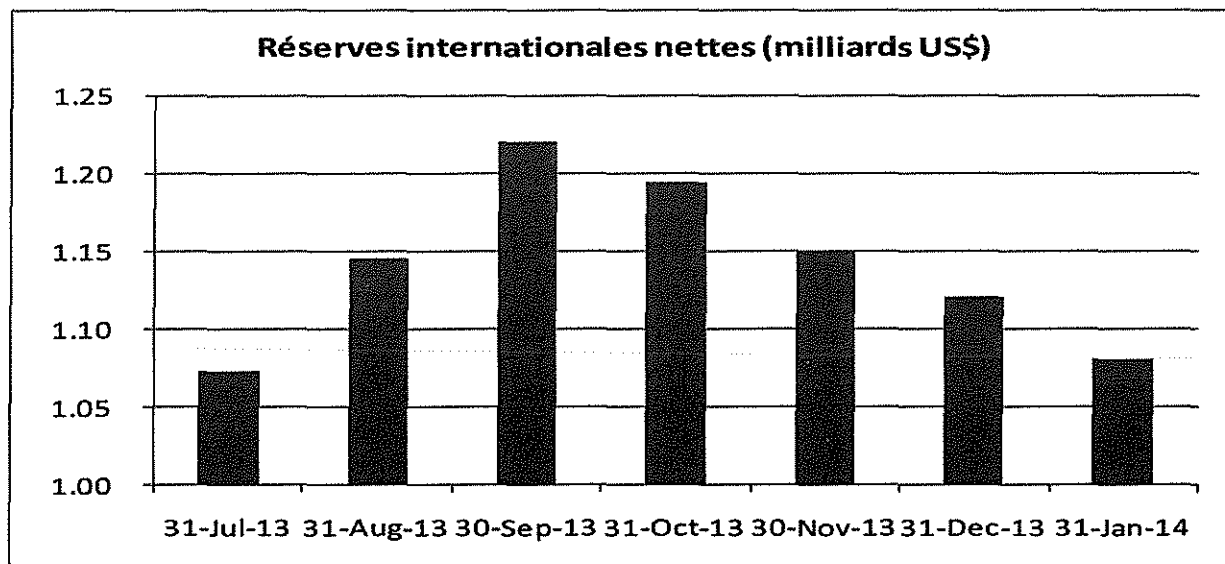


Le compte des opérations financières indiquent que nos engagements vis-à-vis de l'extérieur ont augmenté de 221 millions dollars permettant des entrées de devises pour financer en partie le déficit du solde extérieur courant. Ces engagements comprennent entre autres les IDE de 108 millions USD soit une hausse de 93% et les flux de dette dans le cadre de petro caribe en baisse de 17%. Cependant, le solde de la balance des paiements afficherait un déficit de 309 millions \$US, en hausse de 17% sur le premier semestre de l'exercice fiscal 2013/14 par rapport au premier semestre précédent, le poste ajustement de la balance des paiements étant encore plus important. Coté financement, il est relevé notamment une diminution des réserves brutes de change 505 millions \$US et une réduction des Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales à hauteur de 202 millions dollars. Les réserves brutes de changes restent quand même à un niveau confortable (autour de 4.7 mois d'importations) grâce aux accumulations enregistrées durant les années précédentes.

#### Situation monétaire

La position extérieure s'est détériorée au premier trimestre de l'exercice 2013-2014 avec des réserves officielles nettes de l'ordre de 992 millions de dollars en mars 2014 contre 1.12 milliard US\$ au 31 décembre 2013 et 1.22 milliard au 30 septembre 2013. Ainsi, la dépréciation de la gourde s'accélère passant de 43.02 à 44.71 gourdes pour 1 dollar de mars 2013 à mars 2014 (+4%). Ainsi, la BRH a opéré une vente nette de devises de l'ordre 0.5 million de dollars USD sur le marché des changes au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, puis de 17 millions de dollars au cours du deuxième trimestre 2014 afin de limiter une chute trop brusque de la gourde.

## CADRAGE MACROÉCONOMIQUE DU BUDGET 2014-2015



La masse monétaire au sens large a augmenté de 7.1% en variation annuelle (décembre 2012 à décembre 2013) due à une contribution de 12.5% du crédit net au secteur public. Le crédit au secteur privé a cru de 12.1% en glissement annuel et de 2.4% en rythme trimestriel.

La Banque Centrale a adopté une posture de resserrement des conditions monétaires en augmentant de deux points de pourcentage (2%) les taux d'intérêt sur les bons BRH qui sont passés de 1, 2 et 3% à 3, 4 et 5% respectivement sur les maturités de 7, 28 et 91 jours. En plus, les coefficients de réserve obligatoire sur les passifs en gourdes ont été relevés de 3% alors que ceux sur les passifs en dollars ont été maintenus à leur niveau de juin 2013 : 39%, 27.5% et 39% respectivement pour les banques commerciales, les BEL et les filiales non bancaires.

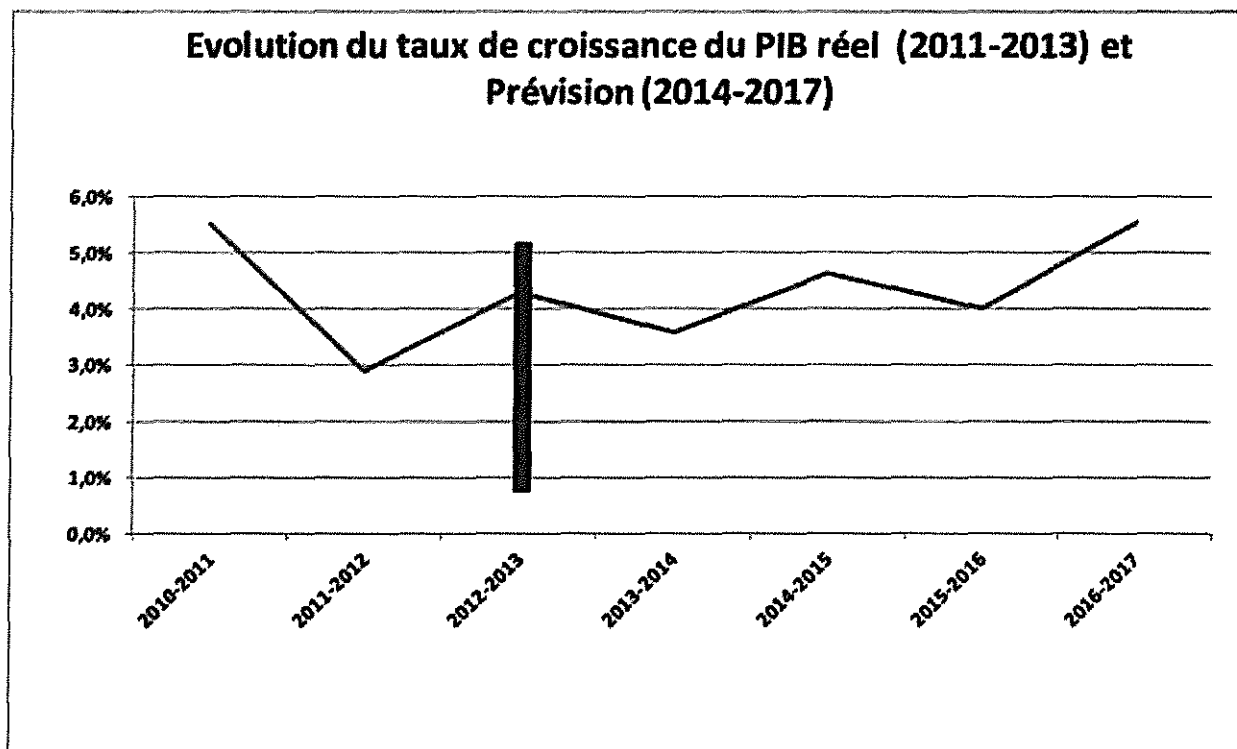
### III- CADRE BUDGÉTAIRE 2014-2015

Dans la perspective du Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) qui vise à propulser le Pays au rang des pays Émergents à l'horizon 2030, les politiques macroéconomiques et structurelles visent à créer les conditions pour une croissance accélérée de l'économie et une réduction durable de la pauvreté.

#### A\_. La perspective triennale 2014-2017

Ce cadre triennal dans lequel s'inscrivent les projections pour le budget 2013-2014 repose sur un engagement ferme des autorités dans la conduite de politiques volontaristes en adéquation avec les objectifs de moyen terme. Il table sur :

- Une augmentation graduelle de la performance de l'économie au fur et à mesure que les réformes et les investissements stratégiques pour accroître l'efficacité de l'économie sont mises en place pour garantir des niveaux de croissance élevée et soutenue ;
- Dans la continuité des performances macroéconomiques et financières enregistrées depuis 2011, le taux de croissance devrait avoisiner 4.5% en moyennes sur les trois ans, soit des taux nettement au-dessus des tendances passées. Ceci implique d'augmenter le potentiel de l'économie pour éviter une surchauffe ou une forte hausse des importations pouvant conduire à des problèmes de déséquilibres externes ;
- Une inflation maîtrisée et contenue à 6,5% en moyenne.



La trajectoire de l'économie est projetée sur des hypothèses volontaristes suivantes:

- Un important effort pour accroître le niveau et la qualité de l'investissement public. Le taux d'investissement public devra être maintenu à 15% du PIB dans un contexte de baisse de l'aide internationale. Les investissements financés par les ressources domestiques et l'appui budgétaire devraient être maintenus autour de 2% du PIB en 2015-2017. Pour cela des efforts importants devront être déployés pour augmenter les recettes fiscales et les porter de 12% du PIB en 2012-2013 à 13% en moyenne sur 2015-2017 ;
- Une augmentation continue des investissements privés appuyée par des politiques publiques appropriées. Ces investissements sont attendus notamment dans la construction, les industries tournées vers les exportations, le tourisme, l'agriculture. A cet effet, le Gouvernement devra poursuivre les efforts pour faciliter les démarches administratives à l'ouverture d'une entreprise en Haïti, accroître l'accès au crédit, accompagner le développement des PME, réaliser des infrastructures stratégiques. L'investissement privé inclura de plus en plus d'investissements directs étrangers qui apportent non seulement des devises pour améliorer l'équilibre externe mais aussi de nouvelles technologies et une nouvelle forme de gestion de nature à faire augmenter la productivité de l'économie ;
- L'accès aux ressources de l'Accord Petro Caribe est maintenu et assure la prévisibilité des ressources pour l'investissement. Les investissements publics financés à partir du fonds Petrocaribe sont maintenus à 21 milliards de gourdes par année, alors que les projets financés par les autres ressources externes passeront de 8% à 5% du PIB ;
- Les investissements publics sont orientés de façon stratégique dans l'optique de contribuer à accroître la productivité globale des facteurs, de l'économie. Ils se concentrent dans la construction des édifices publics, les infrastructures routières et énergétiques, les secteurs touristiques et industriels prendront également la forme de partenariats publics privés ;



- Une augmentation graduelle de l'épargne publique pour financer l'investissement public. Cela suppose de contenir l'évolution des dépenses courantes pour dégager de plus en plus de ressources pour l'investissement;
- Le recours à l'épargne privé en développant les instruments appropriés. L'utilisation des bons du Trésor à maturité longue est prévue ;
- La mise en place d'un programme pour la mobilisation des ressources de la diaspora sur des projets sociaux et des projets privés. La conduite d'un ensemble de réformes et politiques pour relever le potentiel de l'économie. La projection fait l'hypothèse d'une amélioration de la productivité globale des facteurs dans l'économie sur la période.

#### B.- Le budget 2014-2015 : Pour consolider les bases de la croissance et améliorer les conditions de vie des plus vulnérables.

L'année budgétaire 2014-2015 s'inscrit dans la continuité des initiatives et réformes engagées pour accroître le potentiel de l'économie, diminuer le chômage et réduire la pauvreté extrême. Le budget 2014-2015 table sur la performance macroéconomique suivante :

- Une croissance réelle de l'économie de 4,6%, nettement au-dessus de la croissance moyenne observée sur les années précédentes ;
- Une inflation de 6.2% en glissement annuel au mois de septembre 2015 sur la base d'une prévision à la baisse des cours mondiaux du pétrole et des produits alimentaires et sur l'hypothèse d'un meilleur approvisionnement en produits agricoles locaux découlant de la reprise des activités du secteur agricole ;
- Une augmentation de la pression fiscale à 13% ;
- Des investissements publics sur ressources domestiques en hausse.

#### Synthèse des résultats de la prévision de croissance

Cadre macroéconomique 2014							
Indicateurs macroéconomiques	2010-11	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
<b>PIB</b>							
à prix constant	13,996.00	14,407.00	15,026.00	15,573.79	16,296.71	17,065.01	17,770.98
variation annuelle	5.6%	2.9%	4.3%	3.6%	4.6%	4.7%	4.1%
<b>PIB</b>							
à prix courant	297687	328061	364811	396671	445190	498622	555388
variation annuelle	12.7%	10.2%	11.2%	8.7%	12.2%	12.0%	11.4%
<b>Inflation</b>							
en glissement annuel	10.4	6.5	4.5	5.2	6.2	5.5	5.5
en moyenne annuelle	7.4	6.8	6.8	4.2	6.6	6.3	6.3
<b>Recettes totales en millions de gourdes</b>							
Total	38,698.0	42,060.0	44,576.8	50,904.4	60,134.6	66,645.8	75,787.8
variation	23.1%	8.7%	6.0%	14.2%	18.1%	10.8%	13.7%
<b>Pression fiscale</b>	13.0%	12.8%	12.2%	12.8%	13.5%	13.4%	13.6%

Source :MEF/DEE

### **a. Bases sectorielles de la croissance projetée.**

La croissance de 4.6% projetée pour 2015 repose sur les secteurs de l'agriculture (+2.5%), de l'industrie (6.0%), le commerce (4.6%), et la construction (8.0%). La croissance dans le commerce résulterait de l'accroissement des revenus des agents économiques en lien avec l'augmentation de la demande publique et des transferts sans contrepartie. L'industrie apporterait près d'un point de croissance au PIB et sera soutenue par une augmentation des capacités productives locales et de la demande américaine. En dernier lieu, la construction, soutenue par le processus de reconstruction des édifices publics, les projets privés de plus en plus dynamiques contribuera à près d'un point à la croissance. Entre-temps différentes politiques sectorielles viendront préparer les moteurs de la croissance future.

### **b. Le comportement attendu des principaux agrégats.**

L'expansion de l'activité économique sera portée par :

L'investissement, tiré par le secteur privé est attendu notamment dans la construction, les industries tournées vers les exportations, le tourisme, l'agriculture. Il serait soutenu par une augmentation du crédit, des politiques publiques visant à appuyer les entreprises locales et par des investissements directs étrangers, entre autre dans le secteur touristique, les télécommunications. La dynamisation des investissements suppose des mesures de renforcement des capacités de mise en œuvre des projets ainsi qu'un regain de confiance des institutions bancaires dans les titres de l'état et des taux d'intérêt plus attractifs, capables d'inciter les institutions financières ;

- Les exportations augmenteraient en valeur de 7%. Elles seront soutenues par : a) La construction de nouvelles usines au Parc de Caracol et à Carrefour qui réduirait davantage les contraintes d'offre; b) La croissance de l'économie américaine; c) la conquête de parts de marchés plus importantes au niveau de l'économie américaine par les entreprises exportatrices installées en Haïti grâce aux accords préférentiels (HelpAct) ;
- La consommation privée devrait être plus dynamique en 2015 qu'en 2014. Elle sera supportée par les programmes sociaux visant à améliorer la répartition du revenu, par les effets de revenu des investissements et par l'augmentation des transferts de la diaspora. L'insuffisance de l'offre locale justifie une croissance des importations non seulement de biens de consommation mais aussi de biens d'équipement en appui à des politiques de croissance de l'offre sectorielle de biens et services. Cela est nécessaire pour permettre à l'économie de croître sans surchauffe au voisinage de sa zone de croissance potentielle.

### **c- Les politiques macroéconomiques et structurelles en support à la croissance visée.**

#### **1. La politique budgétaire**

La politique budgétaire viendra appuyer l'objectif de croissance et de réduction de la pauvreté. Son orientation va permettre d'accroître le niveau et la qualité de l'investissement public ainsi que la poursuite et le renforcement de la gestion des finances publiques. A cet effet :

- Dans un contexte de baisse de l'aide internationale, les investissements financés par les ressources domestiques et l'appui budgétaire devraient augmenter de 30% en 2014-2015. Le taux d'investissement public sera de 15% du PIB en 2015. Les dépenses d'investissement financées par le Trésor Public sont de l'ordre de 13 Md gourdes ;

- Le renforcement des structures d'études et de programmation contribueront à la qualité de la dépense. L'opérationnalisation de mécanismes de concertation et de suivi intersectoriels permettra un meilleur ciblage et la recherche de cohésion dans les politiques publiques ;
- Pour favoriser une augmentation de l'épargne publique en faveur des dépenses d'investissement public, les dépenses publiques courantes seront contenues à 51 milliards de gourdes. Pour cela, la masse salariale devra augmenter de 10% pour prendre en compte l'accroissement de l'offre d'éducation, le renforcement de la sécurité publique et la réforme de l'Administration Publique et de l'effet d'un reclassement de certaines dépenses ;
- L'accès aux ressources de l'Accord Petro Caribe est maintenu et assure la prévisibilité des ressources pour l'investissement. Les investissements publics financés sur Petrocaribe sont à 20.4 milliards de gourdes. Les dépenses d'investissement financées par Petro caribe seront consacrées en partie aux infrastructures publiques (édifices publics, Aéroports, Etablissements scolaires) ;
- Les investissements publics sont orientés de façon stratégique dans l'optique de contribuer à accroître la productivité globale des facteurs, de l'économie. Ils se concentrent dans la construction des édifices publics, les infrastructures routières et énergétiques, les secteurs touristiques et industriels et prendront également la forme de partenariats publics privés ;
- Des gains d'efficacité et des économies seront recherchées à travers un traitement différent de la commande publique. Les plans de passation de marchés devront être disponibles dès le début de l'exercice pour permettre aux PME de visualiser la demande publique et aux administrations de préparer le regroupement des achats publics ;
- Un effort d'institutionnalisation des politiques sociales. Des études permettront de mieux cerner leur impact budgétaire et de mieux planifier leur financement. De même la Pension Civile sera revisitée pour garantir une gestion efficace et soutenable des ressources et une couverture équitable.

## 2. Politique et réforme fiscales

Un effort particulier sera consacré pour améliorer la mobilisation de l'impôt. Les recettes vont passer de 12.8% du PIB en 2013-2014 à 13% en 2014-2015. Le rendement des administrations fiscales et douanières va augmenter avec la mise en place d'un programme de réforme qui, dans l'immédiat, mettra l'accent sur les aspects organisationnels et de contrôle, la sensibilisation des contribuables et leur encouragement au civisme fiscal, la répression de la fraude et l'amélioration du service aux usagers pendant que les études sont réalisées pour préparer le passage de la TCA à la TVA, la réforme de l'Impôt sur le Revenu et du système des exonérations. A la DGI, la poursuite de la segmentation des contribuables avec l'opérationnalisation de deux Directions l'une en charge des ONG et l'autre en charge des PME devrait permettre une meilleure maîtrise de l'assiette et l'amélioration du service aux contribuables.

## 3. La politique monétaire et de financement

- Une politique monétaire sera suffisamment flexible pour permettre d'assouplir les conditions d'octroi de crédit au secteur privé tout en garantissant une situation macroéconomique stable. La BRH cherchera à renforcer les instruments de politique monétaire et à améliorer la gestion de la liquidité du système bancaire. Parallèlement, elle continuera d'intervenir sur le marché des changes dans le but d'éviter de trop fortes fluctuations du taux de change de la gourde par rapport au dollar US et s'assurera de maintenir un niveau confortable de réserves.

- Le recours à l'épargne privé en développant les instruments appropriés fera l'objet de promotion. L'utilisation des bons du Trésor à maturité longue est prévue. En ce sens, il est prévu entre autres de : a) développer un programme de partenariat public privé; b) mettre en place un programme pour la mobilisation des ressources de la diaspora sur des projets sociaux et des projets privés.
- L'inventaire et la mise en valeur des biens et patrimoine de l'Etat. Cela permettra d'accroître la marge de financement de l'état, notamment en valorisant le potentiel minier, le patrimoine culturel et historique.

#### **4. Des réformes structurelles en support à la croissance**

La nécessité de conduire un ensemble de réformes et politiques pour relever le potentiel de l'économie est évidente et la projection intègre l'hypothèse d'une amélioration de la productivité globale des facteurs dans l'économie sur la période. Pour cela un certain nombre de mesures et politiques seront mises en place. Elles concernent :

- **La préservation de la stabilité macroéconomique et l'amélioration de la gestion des finances publiques par :**
  - o La mise en place du CUT ;
  - o Une politique d'achats groupés.
- **Le renforcement de la gouvernance économique par différentes interventions :**
  - o Le renforcement de la coordination et du pilotage de la politique économique par la mise en place d'un mécanisme approprié ;
  - o La mise en œuvre du plan de renforcement des UEP et la formation des cadres en politique publique ;
  - o La réforme de la gestion publique.
- **Le renforcement des bases de la compétitivité et de l'attractivité de l'économie haïtienne par :**
  - o La simplification et la facilitation des opérations et services aux entreprises avec la mise en place du guichet unique et la réduction du délai de création d'une entreprise ;
  - o L'accroissement de l'offre énergétique ;
  - o le développement d'infrastructures de transport notamment les plateformes portuaires et aéroportuaires ;
  - o L'inventaire et la valorisation du patrimoine culturel et historique ;
  - o La formation technique et professionnelle ;
  - o La mise en place des zones économiques intégrées fournissant un environnement idéal à des entreprises tournées vers l'exportation ;
  - o La poursuite de la réforme du cadre légal des affaires.
- **Un soutien actif à l'investissement privé et à l'entrepreneuriat par :**
  - o La mise en place de structure d'aide technique et de conseil aux PME ;
  - o L'alignement de la fiscalité sur les produits finis avec celle des matières premières pour encourager les remontées de filières ;
  - o Un programme facilitant les contrats de filières entre les entreprises, les PMI et les PME.

### III- HYPOTHESES ET RISQUES ASSOCIEES AUX PROJECTIONS

#### 1. Les Hypothèses

Globalement la projection des ces agrégats économiques de 2015 se base sur les hypothèses opportunistes et volontaristes suivantes : un environnement international favorable caractérisé par :

- a) Une croissance de 3.0% de l'économie américaine ;
- b) Une relative stabilité des cours du pétrole et des produits de base ;
- c) L'augmentation des transferts de la diaspora.

#### 2. Les risques

Cette prévision est assujettie à certains risques, notamment :

- Le financement de l'investissement public étant en partie assuré par l'émission de bons du trésor, si ce financement n'est pas réalisé l'investissement public serait amputé des montants prévus ;
- Les recettes dans la prévision de base croissent plus vite que l'activité économique ce qui explique que la pression fiscale croît sur la période. Si les recettes ne sont pas au niveau prévu l'investissement public devrait encore être amputé ;
- La mise en œuvre de politiques devant augmenter la productivité est un aspect essentiel de la performance prévue. A défaut, la contribution de la productivité globale des facteurs à la croissance serait plus faible ;
- Les estimations de la production agricole restent fortement dépendant des aléas climatiques ;
- Un environnement économique international moins favorable notamment : une hausse des prix des produits de base et des produits pétroliers sur le marché international dans l'éventualité d'une crise géopolitique ou d'une catastrophe naturelle.

#### Synthèse des résultats de la prévision de croissance

Secteur réel							
En millions de gourdes constantes	2010-11	2011-12	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
PIB	13,996.00	14,407.00	15,026.00	15,573.79	16,296.71	17,065.01	17,770.98
Importations	20,881.00	20,883.00	21,553.00	22,084.41	22,593.60	23,491.32	24,437.05
Offre Globale	34877.0	35200.0	36579.0	37658.2	38800.3	40556.3	42208.0
Consommation	25,099.00	23,677.00	24,329.00	24,934.44	25,751.49	26,580.38	26,626.27
Investissement	5,067.00	5,417.00	5,745.00	5,821.08	5,706.89	5,952.25	6,919.19
Exportations	4,712.00	6,196.00	6,505.00	6,902.68	7,431.92	8,023.69	8,662.57
Demande Globale	34878.0	35200.0	36579.0	37658.2	38800.3	40556.3	42208.0
Taux de croissance réelle en %	2010-11	2011-12	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
PIB	5.6%	2.9%	4.3%	3.6%	4.6%	4.7%	4.1%
Importations	-7.1%	0.0%	3.2%	2.5%	2.3%	4.0%	4.0%
Offre Globale	-1.0%	1.2%	3.7%	3.0%	3.3%	4.3%	4.1%
Consommation	-5.6%	-5.7%	2.8%	2.5%	3.3%	3.2%	0.2%
Investissement	9.0%	6.9%	6.1%	1.3%	-2.0%	4.3%	16.2%
Exportations	16.9%	31.5%	5.0%	6.1%	7.7%	8.0%	8.0%
Demande Globale	-1.0%	1.2%	3.7%	3.0%	3.3%	4.3%	4.1%
Ratio (en terme réel)	2010-11	2011-12	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Importations/PIB	149.2%	145.0%	143.4%	141.8%	138.6%	137.7%	137.5%
Consommation/PIB	179.3%	164.3%	161.9%	160.1%	158.0%	155.8%	149.8%
Investissement/PIB	36.2%	37.6%	38.2%	37.4%	35.0%	34.9%	38.9%
Exportations/PIB	33.7%	43.0%	43.3%	44.3%	45.6%	47.0%	48.7%

Source:MEF/DEE

## CADRAGE MACROÉCONOMIQUE DU BUDGET 2014-2015

TOFE previsionnel	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
En milliards de gourdes							
<b>A Recettes courantes</b>	38.70	42.06	44.58	50.90	60.13	66.15	72.79
<b>B Dépenses courantes</b>	31.00	34.74	39.38	46.42	51.87	56.71	62.47
<b>C Dépenses exceptionnelles (Elections)</b>	0.10	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1.00
<b>D Excédent=A-B-C</b>	7.60	7.32	5.20	4.49	8.26	9.44	9.32
<b>E Aide budgétaire</b>	2.90	1.54	3.84	3.07	4.04	3.00	4.00
<b>F Recettes disponibles=D+E</b>	10.50	8.86	9.05	7.56	12.31	12.44	13.32
<b>G1 Projets financés localement</b>	11.36	16.38	21.67	17.28	19.68	23.54	24.42
dont G11 FER+FNE	1.23	2.20	2.99	3.19	3.10	4.20	4.20
G12 annulation de la dette	2.80	2.40	5.23	1.37	3.01	2.40	2.40
G13 Trésor Public	7.30	11.78	13.45	12.72	13.57	16.94	17.82
<b>G2 Immobilisations</b>	0.30	0.48	0.55	0.91	0.90	1.00	1.11
<b>G Total à financer=G1+G2</b>	11.66	16.86	21.67	17.28	19.68	23.54	24.42
<b>H Financement interne = G-F</b>	1.16	0.17	12.62	9.72	7.37	11.10	11.10
dont H1=G11 (allim FER+FNE)	1.23	2.20	2.99	3.19	3.10	4.20	4.20
H2=G12 annulation dette FMI	2.80	2.40	5.23	1.37	3.01	2.40	2.40
H3 amortissement interne	-2.87	-4.43	-1.81	-1.85	-1.88	-1.50	-1.50
H3.1 amortissement externe			-0.18	-0.75	-1.85		
H4 Bons du Trésor=H-H1-H2-H3	0.0	0.0	6.4	7.8	5.0	6.0	6.0

Source: MEF / DEE

## Ventilation des dépenses totales du TOFE (En Md gourdes courantes)

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
dépenses totales	65.1	97.2	95.1	105.4	116	117.7	130.6	159.4
Dépenses courantes	27.3	31.1	34.7	39.4	46.4	51.9	56.7	63.5
Dépenses en capital	37.8	66.1	60.4	66.0	69.7	65.8	73.9	95.9
Dépenses financées sur ressources domestiques	10.6	11.6	16.9	22.2	18.2	19.3	24.4	25.4
dont G11 FER+FNE		1.23	2.20	3.0	3.2	2.8	4.2	4.2
G12 annulation de la dette		2.80	2.40	5.2	1.4	3.0	2.4	2.4
G13 Trésor Public		7.30	11.78	13.5	12.7	12.7	16.9	17.8
Immobilisations		0.30	0.48	0.5	0.9	0.8	0.9	1.0
Dépenses financées par l'extérieur	27.2	54.4	43.5	43.8	51.5	46.5	49.5	70.5
dont par dons projet	24.2	47.0	35.2	28.2	28.7	26.1	28.5	28.5
dont par emprunts au Venezuela (Petrocaribe)	3.0	7.5	8.4	15.7	22.8	20.4	21.0	42.0

Source: MEF/DEE

**SUIVI DE L'ENCOURS  
ET DU SERVICE DE LA DETTE  
DE 2008 - 2009 A 2013 - 2014**

**SUIVI D'EXECUTION DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE**  
**EXERCICE: 2008-2009 @ 2013-2014**  
 (Montant en Gourdes)

CREANCIERS	Exercice 2008-2009		Exercice: 2009-2010		Exercice: 2010-2011		Exercice: 2011-2012		Exercice: 2012-2013		Octobre-13 @ 31 mars-14	
	Montant alloué	Paiement effectué	Montant alloué	Paiement effectué	Montant alloué	Paiement effectué	Montant alloué	Paiement effectué	Montant alloué	Paiement effectué	Montant alloué	Paiement effectué
<b>INTERNES</b>	<b>3 313 407 677</b>	<b>2 399 433 898</b>	<b>1 598 707 131</b>	<b>1 407 434 290</b>	<b>2 138 707 131</b>	<b>2 134 988 965</b>	<b>4 247 500 428</b>	<b>4 083 114 352</b>	<b>2 949 695 982</b>	<b>2 998 062 017</b>	<b>2 949 695 982</b>	<b>691 050 510</b>
IFCM / BRH	1 070 000 000	1 070 000 000 <sup>1</sup>	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	1 100 000 000	448 907 772
ACI	2 243 407 677	1 329 433 898	498 707 131	307 434 290 <sup>2</sup>	1 038 707 131	1 034 988 965 <sup>4</sup>	3 147 500 428	2 983 114 352 <sup>6</sup>	1 849 695 982	1 898 062 017	1 849 695 982	242 142 738
<b>EXTERNES</b>	<b>2 913 284 240</b>	<b>1 490 747 816</b>	<b>705 138 494</b>	<b>545 934 954</b>	<b>41 745 674</b>	<b>30 036 517</b>	<b>42 170 974</b>	<b>41 124 798</b>	<b>328 284 490</b>	<b>253 125 171</b>	<b>328 284 490</b>	<b>777 172 212</b>
Multilatérale	2 585 717 413	1 298 691 549	467 524 397	468 278 035 <sup>3</sup>	41 745 674	29 454 515	35 870 974	34 965 101	49 825 702	20 832 736	49 825 702	25 914 468
Bilatérale	327 566 827	192 056 267	237 614 097	77 656 919	0	582 002 <sup>5</sup>	6 300 000	6 159 697	278 458 788	232 292 435	278 458 788	751 257 744
<b>TOTAL</b>	<b>6 226 691 917</b>	<b>3 890 181 714</b>	<b>2 303 845 625</b>	<b>1 953 369 244</b>	<b>2 180 452 805</b>	<b>2 165 025 482</b>	<b>4 289 671 402</b>	<b>4 124 239 150</b>	<b>3 277 980 472</b>	<b>3 251 187 188</b>	<b>3 277 980 472</b>	<b>1 468 222 722</b>

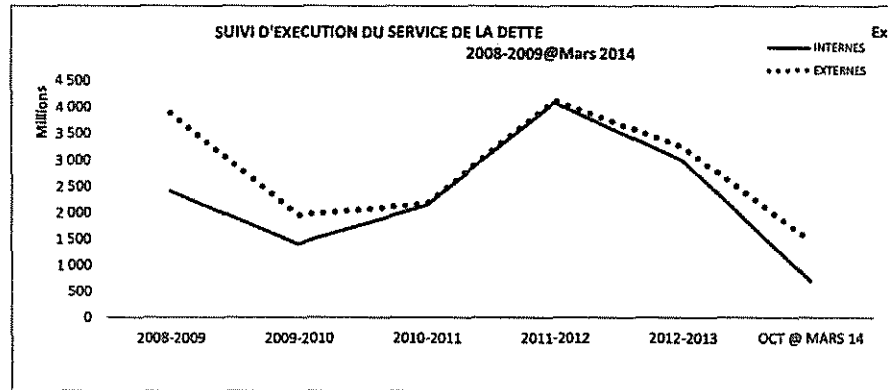
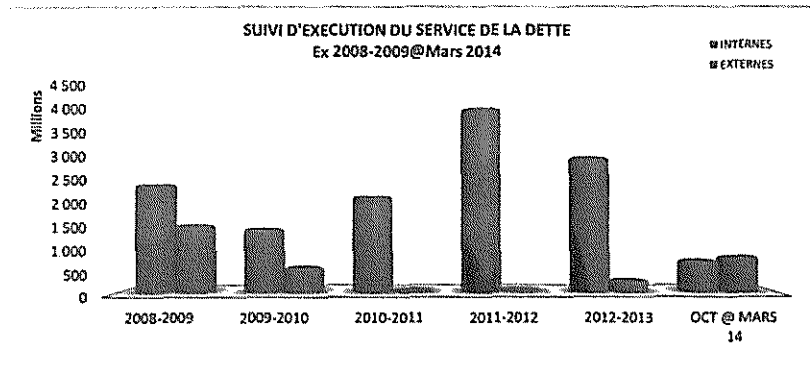
<sup>1</sup> Au niveau de l'IFCM/BRH 490,000,000 gdes ont été payés par lettre à BRH, des réquisitions pour un montant de 580,000,000 gdes

<sup>2</sup> Au niveau des ACI des dépenses pour un montant de 190,250 ont été exécutées par lettre à la BRH

<sup>3</sup> Des paiements totalisant 411,433,724 Gdes ont été effectués à la BID à partir de fonds provenant du don Canadien  
 3,718,166 gdes ont été payées par lettre à la BRH

Paiements effectués par lettre à la BRH pour le compte de la BANDES

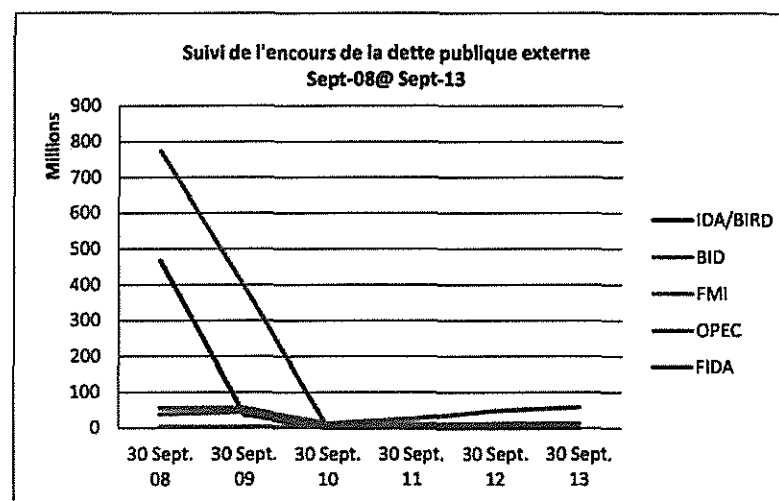
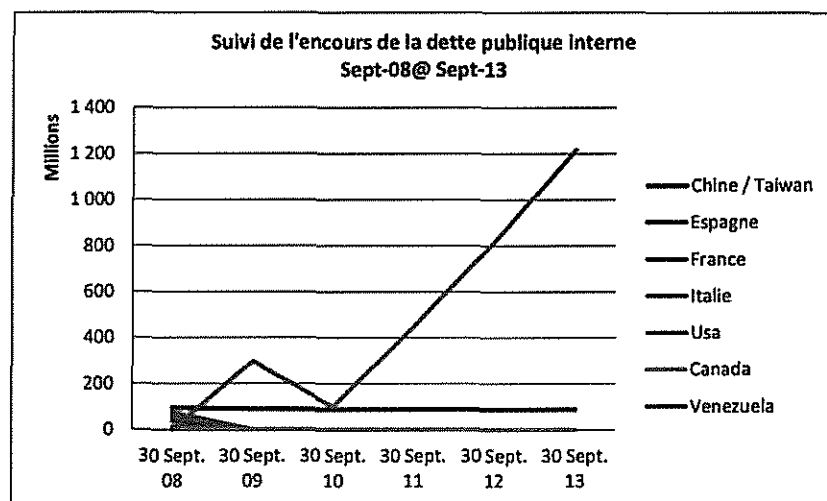
Un montant de 2,729,615 gourdes ont été utilisées au titre de régularisation sur des transactions pour le compte de l'EDH





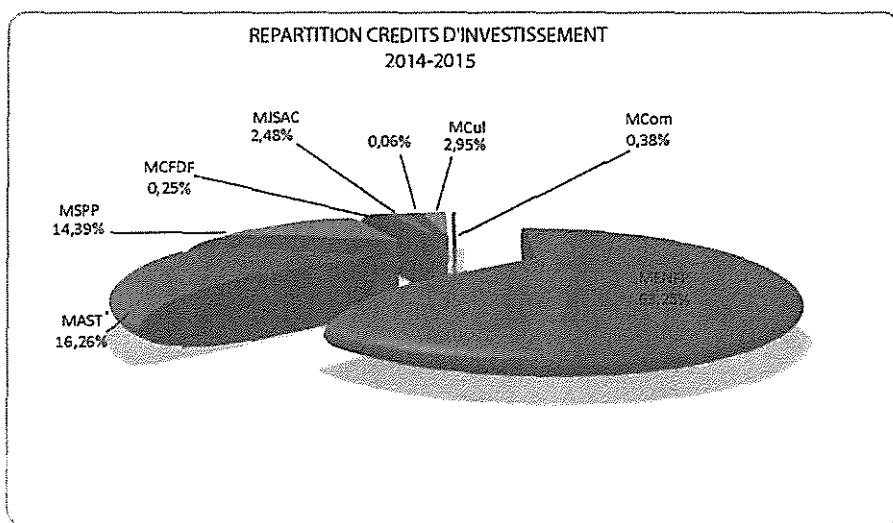
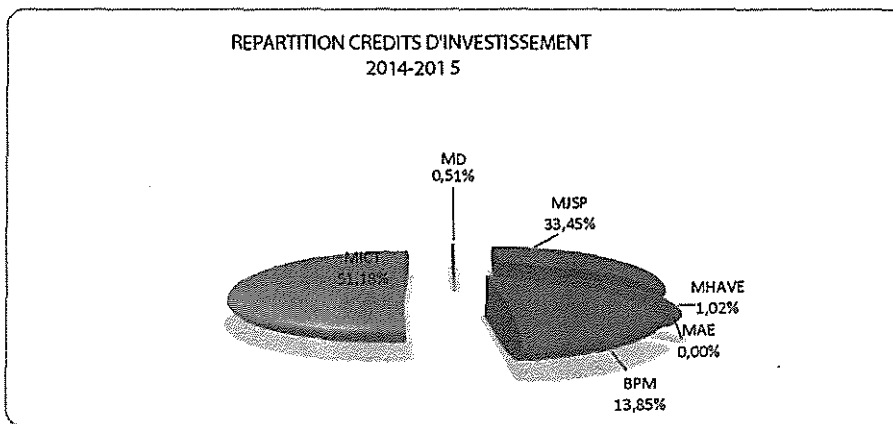
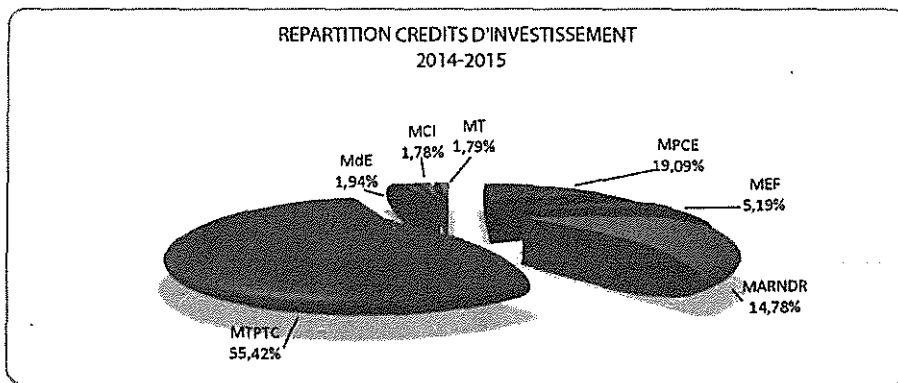
SUIVI DE L'ENCOURS DE LA DETTE  
EXERCICE: 2008-2009 @ 2013-2014  
(Montant en Gourdes)

INSTITUTIONS	30 Sept. 08	30 Sept. 09	30 Sept. 10	30 Sept. 11	30 Sept. 12	30 Sept. 13
<b>BILATERALES</b>	<b>286 175 323</b>	<b>386 685 012</b>	<b>188 619 775</b>	<b>537 855 787</b>	<b>905 170 644</b>	<b>1 304 792 050</b>
Chine / Taiwan	95 272 219	90 374 662	88 914 073	88 914 073	88 914 073	88 914 073
Espagne	39 700 000	0	0	0	0	0
France	75 300 000	0	0	0	0	0
Italie	59 600 000	0	0	0	0	0
Usa	14 032 699	0	0	0	0	0
Canada	2 270 405	0	0	0	0	0
Venezuela	0	296 310 350	99 705 702	448 941 714	816 256 571	1 215 877 977
BANDES	0	0	0	3 995 424	10 382 095	15 843 715
PDVSA	0	296 310 350	99 705 702	444 946 290	805 874 476	1 200 034 262
<b>MULTILATERALES</b>	<b>1 336 281 363</b>	<b>534 758 018</b>	<b>17 885 934</b>	<b>35 471 105</b>	<b>60 135 923</b>	<b>70 877 190</b>
IDA/BIRD	466 237 336	37 745 919	0	0	0	0
BID	773 401 724	393 577 554	425 851	108 869	90 250	90 250
FMI	55 600 000	55 600 000	12 745 196	25 579 336	47 927 880	57 794 930
OPEC	3 014 461	2 893 087	4 714 887	9 782 900	12 117 793	12 992 010
FIDA	38 027 842	44 941 458	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 622 456 686</b>	<b>921 443 030</b>	<b>206 505 709</b>	<b>573 326 892</b>	<b>965 306 567</b>	<b>1 375 669 240</b>



**LES INVESTISSEMENTS PUBLICS  
EN 2014 - 2015**

SYNTHESE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC PAR INSTITUTION



## SYNTHESE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC PAR INSTITUTION

	RESSOURCES NATIONALES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL PIP	
	TRESOR PUBLIC/AFIC	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE		
	1	2	3	4=2+3		
					5=4+1	
<b>TOTAL</b>	<b>19 803 560 069</b>	<b>28 640 217 392</b>	<b>18 179 307 534</b>	<b>46 819 524 926</b>	<b>66 623 084 995</b>	
<b>POUVOIR EXECUTIF</b>	<b>19 136 080 069</b>	<b>28 329 537 932</b>	<b>18 179 307 534</b>	<b>46 508 845 466</b>	<b>65 644 905 535</b>	
<b>SECTEUR ECONOMIQUE</b>	<b>10 589 630 698</b>	<b>22 437 130 331</b>	<b>12 041 129 502</b>	<b>34 478 259 833</b>	<b>45 067 890 532</b>	
1111	MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE (MPCÉ)	3 137 066 386	5 182 985 706	283 500 000	5 466 485 706	8 603 552 092
1112	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	1 380 035 848	9 000 000	949 997 475	958 997 475	2 339 033 323
1113	MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)	1 370 000 000	2 772 062 951	2 521 105 558	5 293 168 509	6 663 168 509
1114	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATION (MTPC)	3 857 528 465	13 432 388 299	7 686 071 437	21 118 459 736	24 975 988 201
1115	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)	105 000 000	271 973 700	424 653 632	696 627 332	801 627 332
1116	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT (Mde)	570 000 000	260 897 310	45 000 000	305 897 310	875 897 310
1117	MINISTERE DU TOURISME (MT)	170 000 000	507 822 365	130 801 400	638 623 765	808 623 765
	<b>SECTEUR POLITIQUE</b>	<b>1 531 500 000</b>	<b>1 800 507 684</b>	<b>803 000 000</b>	<b>2 403 507 684</b>	<b>3 935 007 684</b>
1211	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MUSP)	327 500 000	988 707 684	-	988 707 684	1 316 207 684
1212	MINISTERE DES HAITIENS VIVANTS A L'ETRANGER (MHAVE)	40 000 000	-	-	-	40 000 000
1213	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (MAE)	-	-	-	-	-
1215	BUREAU DU PREMIER MINISTRE (BPM)	185 000 000	135 000 000	225 000 000	360 000 000	545 000 000
1216	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (MICT)	959 000 000	676 800 000	378 000 000	1 054 800 000	2 013 800 000
1217	MINISTERE DE LA DEFENSE (MD)	20 000 000	-	-	-	20 000 000
	<b>SECTEUR SOCIO-CULTUREL</b>	<b>7 014 929 371</b>	<b>4 091 899 917</b>	<b>5 535 178 032</b>	<b>9 627 077 949</b>	<b>16 642 007 320</b>
1311	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)	5 245 429 371	803 642 566	4 476 188 149	5 279 830 715	10 525 260 086
1312	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	709 500 000	1 230 832 395	765 000 000	1 995 832 395	2 705 332 395
1313	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	433 000 000	1 687 461 920	273 800 000	1 961 261 920	2 394 261 920
1314	MINISTERE A LA CONDITION FEMINE ET AUX DROITS DES FEMMES (MCFDF)	42 000 000	-	-	-	42 000 000
1315	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)	135 000 000	277 000 000	-	277 000 000	412 000 000
1411	MINISTERE DES CULTES	10 000 000	-	-	-	10 000 000
1412	MINISTERE DE LA CULTURE (MC)	400 000 000	70 463 036	20 189 883	90 652 919	490 652 919
1413	MINISTERE LA COMMUNICATION (MC)	40 000 000	22 500 000	-	22 500 000	62 500 000
	<b>AUTRES CATEGORIES INSTITUT.</b>	<b>667 500 000</b>	<b>310 679 460</b>	<b>-</b>	<b>310 679 460</b>	<b>978 179 460</b>
	<b>POUVOIR LEGISLATIF</b>	<b>450 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>450 000 000</b>
2211	SENAT DE LA REPUBLIQUE	450 000 000	-	-	-	450 000 000
2212	CHAMBRE DES DEPUTES	-	-	-	-	-
	<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>65 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>65 000 000</b>
3211	CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE (CSPJ)	65 000 000	-	-	-	65 000 000
	<b>INSTITUTIONS INDEPENDANTES</b>	<b>152 500 000</b>	<b>310 679 460</b>	<b>-</b>	<b>310 679 460</b>	<b>463 179 460</b>
4111	COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	112 500 000	-	-	-	112 500 000
4211	CONSEIL ELECTORAL	-	-	-	-	-
4311	RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI (RUEH)	40 000 000	310 679 460	-	310 679 460	350 679 460
4411	ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	-	-	-	-	-

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION</b>	<b>69</b>	<b>1 485 890</b>
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE SECURITE	5	51 000
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
CHAUFFEUR	4	60 400
CHEF DE SECTION	1	32 000
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMMIS ADMINISTRATIF	2	33 550
COMPTABLE DELEGUE	2	55 600
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	2	65 600
COORDONNATEUR ADJOINT	1	53 500
DACTYLOGRAPHE	1	20 700
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	2	115 300
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
EMPLOYE	3	22 590
GARDIEN	1	7 530
MENAGER	2	16 230
MESSAGER	2	21 450
PREPOSE	1	15 100
PREPOSE A LA PERCEPTION	3	36 030
RESPONSABLE	2	47 100
SECRETAIRE	2	43 600
TECHNICIEN	24	434 580
TECHNICIEN SPECIALISE	1	27 800
TRAVAILLEUR SOCIAL	2	22 630
<b>1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES</b>	<b>1</b>	<b>97 200</b>
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
<b>1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION</b>	<b>9325</b>	<b>149 360 903</b>
<b>1313111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>16</b>	<b>532 588</b>
AGENT D'ACHATS	1	20 700
ARCHIVISTE	1	20 700
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	44 900
ATTACHE DE PRESSE	1	36 300
CHARGE DE MISSION	1	53 500
CHAUFFEUR	1	11 600
CHEF DE SERVICE	1	44 900
INTENDANT	1	14 784
MEDECIN GENERALISTE	1	27 800
MENAGER	1	9 850
MINISTRE	1	121 200
RECEPTIONNISTE	1	15 650
RECEPTIONNISTE	1	32 000
RESPONSABLE	1	44 900
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	18 704
TECHNOLOGISTE MEDICAL	1	15 100
<b>1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>9309</b>	<b>148 828 315</b>
ADMINISTRATEUR	9	274 100
ADMINISTRATEUR	97	2 890 300
AGENT	19	239 150
AGENT ADMINISTRATIF	1	21 800
AGENT ADMINISTRATIF	55	1 058 100
AGENT ADMINISTRATIF SENIOR III	1	21 800
AGENT AGRICOLE	1	8 700
AGENT COMMUNAUTAIRE	9	135 900
AGENT D'ACCUEIL	7	85 250
AGENT D'ACHATS	14	177 500
AGENT D'ASSAINISSEMENT	1	7 530
AGENT DE CAMPAGNE	9	74 790
AGENT DE COMMUNICATION	1	20 700
AGENT DE LIAISON	5	75 500
AGENT DE RELATION PUBLIQUE	3	43 600
AGENT DE SANTE	3	26 100
AGENT DE SANTE	157	1 388 780
AGENT DE SECURITE	5	43 480
AGENT DE SECURITE	424	4 141 000
AGENT DE SOUTIEN	3	27 250
AGENT DE STOCK	1	12 850
AGENT D'ENTRETIEN	33	255 270
AGENT DOUANIER	7	150 500
AGENT RESPONSABLE	1	15 100
AGENT TECHNIQUE	1	12 850
AIDE ARCHIVISTE	20	191 230
AIDE AUXILIAIRE INFIRMIERE	3	26 100
AIDE EN SOINS INFIRMIERS	78	683 200
AIDE MAGASINIER	1	8 700
AIDE MECANICIEN	5	41 160
AIDE PHARMACIEN	9	113 350
AIDE STATISTICIEN	2	23 200

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
AIDE TECHNOLOGISTE MEDICAL	3	27 230
AIDE TECHNOLOGISTE MEDICAL	3	30 150
AIDE THERAPEUTIQUE	1	8 700
ANALYSTE	2	58 200
ANESTHESIOLOGISTE	5	139 000
ANESTHESISTE	3	83 400
ANIMATEUR	4	34 800
ARCHIVISTE	2	23 200
ARCHIVISTE	217	2 488 130
ASSISTANT	2	34 650
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	5	164 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	7	245 500
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE CUISINE	1	15 650
ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL	1	23 500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	20	601 900
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	10	131 750
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	57 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	32	1 177 700
ASSISTANT COMPTABLE	3	66 000
ASSISTANT DE SALLE	1	7 530
ASSISTANT DIRECTEUR	2	74 200
ASSISTANT DIRECTEUR	20	910 200
ASSISTANT INFIRMIERE EN CHEF	1	21 800
ASSISTANT INFIRMIERE EN CHEF	1	21 800
ASSISTANT INTENDANT	1	9 850
ASSISTANT INTENDANT	1	20 700
ASSISTANT RESPONSABLE	12	150 450
ATTACHE DE PRESSE	3	62 100
AUMONIER	1	7 530
AUTRES PROFESSIONNELS	1	27 800
AUXILIAIRE INFIRMIERE	964	11 175 390
AUXILIAIRE STATISTICIEN	2	21 450
AUXILIAIRE POLYVALENTE	1	11 600
AUXILIAIRE STATISTICIEN	1	9 850
AUXILIAIRE STATISTICIEN	12	128 200
AUXILIAIRE-INFIRMIERE	14	168 100
BACILLOSCOPISTE	1	9 850
BIBLIOTHECAIRE	3	56 400
BONNE	31	234 600
BRAVCARDIER	32	243 300
CAISSIER	1	9 850
CAISSIER	39	414 550
CHARGE DE MISSION	6	362 500
CHARGE DES RELATIONS PUBLIQUES	1	32 000
CHAUFFEUR	1	11 600
CHAUFFEUR	202	2 540 800
CHEF DE BUREAU	2	20 300
CHEF DE PERSONNEL	21	617 300
CHEF DE SECTION	53	1 616 950
CHEF DE SECURITE	7	102 300
CHEF DE SERVICE	8	316 200
CHEF DE SERVICE	90	3 671 300
CHEF D'EQUIPE	5	59 250
CHEF DES TRAVAUX	1	20 700
CHIMISTE	1	32 000
COMMIS ADMINISTRATIF	46	767 660
COMMIS DE PHARMACIE	1	8 700
COMPILATEUR STATISTIQUE	3	29 550
COMPTABLE	1	17 300
COMPTABLE	67	1 597 000
COMPTABLE CONTROLEUR	3	75 700
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR I	1	23 500
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR II	1	23 500
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR III	1	21 800
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	4	93 700
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	1	23 500
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR III	1	21 800
COMPTABLE DELEGUE	5	154 200
COMPTABLE EN CHEF	10	346 000
CONSEILLER	3	109 000
CONSEILLER JURIDIQUE	3	122 800
CONSEILLER TECHNIQUE	1	40 600
CONSEILLER TECHNIQUE	14	737 000
CONTROLEUR	1	15 100
CONTROLEUR	25	418 810
COORDONNATEUR	13	664 200
COORDONNATEUR	6	278 200
COORDONNATEUR PEDAGOGIQUE	1	44 900
COUTURIERE	9	81 160

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
CUISINIERE	66	554 930
DACTYLOGRAPHE	15	193 030
DAME DE SALLE	79	594 870
DIRECTEUR	2	93 800
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	3	177 100
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	61 800
DIRECTEUR MEDICAL	162	7 668 510
DISPATCHER	6	93 100
DISPENSATEUR DE MEDICAMENT	2	23 200
DOCUMENTALISTE	2	37 450
DOCUMENTALISTE	17	247 600
EBENISTE	6	66 700
ELECTRICIEN	22	271 650
EMPLOYE	140	1 228 020
ENCADREUR	1	7 530
ENSEIGNANT	1	17 300
EPIDEMIOLOGISTE	1	32 000
FEMME DE SALLE	9	67 770
GARCON DE COUR	269	2 051 160
GARDIEN	63	476 710
GESTIONNAIRE	10	252 950
GRAPHISTE	1	21 800
GYNECOLOGUE-OBST.	2	55 600
HYGIENISTE DENTAIRE	2	23 200
INFIRMIERE	220	4 312 150
INFIRMIERE	1	21 800
INFIRMIERE - SAGE-FEMME	58	1 280 400
INFIRMIERE ANESTHESISTE	8	174 400
INFIRMIERE DE LIGNE	9	166 200
INFIRMIERE DE LIGNE	421	7 324 750
INFIRMIERE EN CHEF	16	357 900
INFIRMIERE EN CHEF	32	775 300
INFIRMIERE HYGIENISTE	2	39 100
INFIRMIERE HYGIENISTE	12	284 700
INFORMATICIEN	2	43 600
INFORMATICIEN	11	243 450
INGENIEUR	5	141 900
INSPECTEUR CONSEILLER PEDAGOGIQUE	1	9 850
INSPECTEUR SANITAIRE	11	97 980
INSPECTEUR SENIOR	1	15 650
INSTITUTEUR	1	8 700
INSTRUMENTISTE	1	8 700
INSTRUMENTISTE	14	118 850
INTENDANT	2	19 700
INTENDANT	53	613 230
INTERNISTE	2	55 600
INTERPRETE	1	12 850
JARDINIER	8	60 240
JOURNALIER	16	120 480
LAVANDIERE	11	82 830
LAVEUR D'AUTOS	3	22 590
LAVEUSE DE TUBES	1	7 530
LEGISTE	1	11 600
LESSIVEUSE	65	504 540
LOGISTICIEN	2	33 580
MAÇON	1	7 530
MAGASINIER	34	395 050
MANUTENTIONNAIRE	24	213 850
MECANICIEN	26	327 200
MECANOGRAPHE	12	146 300
MEDECIN	8	226 600
MEDECIN ANESTHESIOLOGISTE	5	139 000
MEDECIN ANESTHESISTE	10	278 000
MEDECIN CHIRURGIEN	2	55 600
MEDECIN CHIRURGIEN	33	930 200
MEDECIN CHIRURGIEN DENTISTE	30	834 662
MEDECIN DENTISTE	12	337 800
MEDECIN DERMATOLOGUE	9	250 200
MEDECIN ENDOSCOPISTE	1	27 800
MEDECIN EPIDEMIOLOGISTE	2	45 300
MEDECIN GENERALISTE	246	7 150 435
MEDECIN GENERALISTE	349	9 740 600
MEDECIN GYNECOLOGUE	3	83 400
MEDECIN GYNECOLOGUE	26	722 800
MEDECIN GYNECOLOGUE-OBSTETRICIEN	23	625 650
MEDECIN INTERNISTE	16	444 800
MEDECIN OBSTETRICIEN	3	83 400

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
MEDECIN OPHTALMOLOGUE	4	111 200
MEDECIN ORTHOPEDISTE	4	111 200
MEDECIN ORTHOPEDISTE	6	166 800
MEDECIN PATHOLOGISTE	2	55 600
MEDECIN PEDIATRE	3	83 400
MEDECIN PEDIATRE	29	806 200
MEDECIN PSYCHOLOGUE	7	193 000
MEDECIN RADIOLOGISTE	5	139 000
MEDECIN SONOGRAPHIE	1	27 800
MEDECIN SPECIALISTE	1	27 800
MEDECIN SPECIALISTE	19	563 430
MEDECIN UROLOGUE	5	139 000
MENAGER	428	3 316 270
MESSAGER	2	15 060
MESSAGER	129	1 103 540
MONITEUR	6	97 760
MONITEUR	3	22 590
NETTOYEUR	19	147 140
OFFICIER D'ACHAT	1	23 500
OFFICIER D'ETAT CIVIL	1	11 600
OFFICIER SANITAIRE	3	31 900
OFFICIER SANITAIRE	22	282 500
OPERATEUR	10	97 360
OPERATEUR DE SAISIE	1	15 650
OPERATEUR DE SAISIE	73	1 183 900
OPERATEUR D'ORDINATEUR	5	80 500
OPERATEUR D'OXYGENE	1	11 600
OPERATEUR INFORMATIQUE	16	252 050
PANSEUR	1	7 530
PEINTRE	3	30 730
PERCEPTEUR	36	486 450
PHARMACIEN	1	21 800
PHARMACIEN	26	757 000
PHLEBOTOMISTE	1	15 100
PHLEBOTOMISTE	1	11 600
PHOTOGRAPHE	1	12 850
PLOMBIER	16	193 200
POMPISTE	3	22 590
PORTIER	10	75 300
PREPOSE	1	8 700
PREPOSE A LA PHARMACIE	2	29 400
PRESIDENT CROIX ROUGE HAITIENNE	1	61 800
PROFESSEUR	19	148 880
PROFESSEUR	8	111 810
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	1	9 850
PROFESSEUR A TEMPS PARTIEL	1	7 530
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	1	8 700
PROFESSEUR AU CACHET	12	95 000
PROFESSEUR CENTRE DE FORMATION	2	15 060
PROFESSEUR DE LYCEE	1	20 700
RECEPTIONISTE	1	12 850
RECEPTIONISTE	103	1 476 600
REGISSEUR DE PHARMACIE	63	632 580
RESPONSABLE	108	2 037 326
RESPONSABLE ALIMENTATION	7	62 050
RESPONSABLE BANQUE DE DONNEES	1	20 700
RESPONSABLE DE LA MAINTENANCE	1	11 600
RESPONSABLE DE SECTION	1	15 100
RESPONSABLE DE SECURITE	3	45 850
RESPONSABLE DE STOCK	1	15 100
RESPONSABLE DES DOSSIERS DE LA COOP. EXTER	1	23 500
SECOURISTE	1	11 600
SECRETARE	2	43 600
SECRETARE	131	2 727 830
SECRETARE DE DIRECTION	27	735 236
SECRETARE EXECUTIF	2	89 800
SERVANTE	1	7 530
SOUDEUR	1	11 600
STATISTICIEN	18	291 550
SUPERVISEUR	6	99 780
SUPERVISEUR	48	658 850
SURVEILLANT	52	416 010
SURVEILLANT GENERAL	2	19 130
TECHNICIEN	52	928 500
TECHNICIEN	6	67 180
TECHNICIEN	1531	20 321 676
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	4	65 250
TECHNICIEN EN REFRIGERATION	2	41 400
TECHNICIEN JUNIOR III	3	48 650
TECHNICIEN SPECIALISE	1	17 300



## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
TECHNOLOGISTE MEDICAL	136	2 061 570
TECHNOLOGISTE MEDICAL	173	2 665 100
TECHNOLOGISTE MEDICAL EN CHEF	2	41 400
TENEUR DE LIVRE	20	359 050
TRAVAILLEUR SOCIAL	1	20 700
TRAVAILLEUR SOCIAL	11	137 710
UROLOGUE	3	83 400
VACCINATEUR MOBILE	3	22 590
VENDEUSE	2	18 550
<b>1314-MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES</b>	<b>201</b>	<b>5 842 420</b>
<b>1314111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>52</b>	<b>1 365 650</b>
AGENT	5	117 500
AGENT ADMINISTRATIF	2	30 200
AGENT DE LIAISON	8	105 050
AGENT DE SECURITE	1	12 850
AGENT DE TERRAIN	1	23 500
AGENT POLYVALENT	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	2	72 600
ASSISTANT RESPONSABLE	1	21 800
CHARGE DE MISSION	3	128 200
CHAUFFEUR	4	67 100
CHEF DE SECURITE	1	21 800
COMPTABLE	1	32 000
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	1	40 600
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
MESSAGER	5	58 000
MINISTRE	1	121 200
OPERATEUR DE SAISIE	1	21 800
RECEPTIONISTE	1	21 800
RESPONSABLE	1	33 100
TECHNICIEN	5	174 100
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	33 100
TECHNICIEN JUNIOR I	3	69 200
<b>1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>149</b>	<b>4 476 770</b>
AGENT	10	213 700
AGENT ADMINISTRATIF	1	15 100
AGENT DE LIAISON	17	267 270
AGENT DE SECURITE	3	38 550
AGENT DE TERRAIN	5	114 500
AGENT POLYVALENT	1	12 850
AGENT TECHNIQUE	1	23 500
ASSISTANT	2	70 300
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT COMPTABLE EN CHEF	2	81 200
ASSISTANT COORDONNATEUR	2	64 000
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	5	267 500
ASSISTANT RESPONSABLE	2	62 400
CHARGE DE MISSION	7	290 400
CHAUFFEUR	3	45 300
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE SECURITE	1	21 800
CHEF DE SERVICE	6	269 400
COMMIS ADMINISTRATIF	1	20 700
COMPTABLE	3	95 000
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	5	224 200
COORDONNATEUR	1	40 600
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	6	370 800
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GARDIEN	1	12 850
INSPECTEUR JUNIOR II	1	17 300
INTENDANT	1	12 850
MESSAGER	6	69 600
PHOTOGRAPHE	1	17 300
RECEPTIONISTE	6	93 900
RESPONSABLE	3	121 800
RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES	1	61 800
SECRETAIRE	3	80 000
SECRETAIRE DE DIRECTION	5	154 400
TECHNICIEN	1	25 100
TECHNICIEN	21	607 700
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	17 300
TECHNICIEN JUNIOR I	2	41 400
TECHNICIEN SENIOR I	2	55 600

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
TECHNICIEN SENIOR II	1	23 500
TECHNICIEN SENIOR III	1	21 800
1315-MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	555	15 019 458
1315111-BUREAU DU MINISTRE	444	11 978 738
ADMINISTRATEUR	1	9 850
AGENT ADMINISTRATIF	2	27 950
AGENT DE SECURITE	26	260 760
AGENT MULTIPLICATEUR	15	327 000
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	1	49 400
ANIMATEUR	8	94 050
ARCHITECTE	1	25 100
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	81 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	88 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	9	365 400
ASSISTANT DIRECTEUR	3	160 500
CHARGE DE MISSION	2	123 600
CHAUFFEUR	7	114 500
CHEF DE SECTION	12	379 800
CHEF DE SERVICE	17	771 900
COMMIS ADMINISTRATIF	4	78 850
COMPTABLE	1	44 900
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
CONSEILLER	2	106 700
CONSEILLER EN CIVISME	1	47 000
CONSEILLER JURIDIQUE	1	49 400
CONSEILLER TECHNIQUE	3	160 500
COORDONNATEUR	4	230 600
COORDONNATEUR	1	61 800
COORDONNATEUR ADJOINT	2	107 000
DIRECTEUR	3	177 100
DIRECTEUR	11	679 800
DIRECTEUR ADJOINT	4	223 200
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	3	160 200
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	9	547 900
EBENISTE	1	15 100
ELECTRICIEN	2	26 700
EMPLOYE	1	12 850
ENCADREUR	1	25 100
ENTRAINEUR	10	235 000
GARCON DE COUR	1	11 600
GARDIEN	1	9 850
GESTIONNAIRE	1	44 900
INGENIEUR	2	54 500
INSPECTEUR	1	61 800
INSPECTEUR	1	19 600
INTENDANT	1	12 850
MACON	1	20 700
MECANICIEN	3	47 500
MECANOGAPHE	1	15 100
MESSAGER	2	22 630
MINISTRE	1	121 200
MONITEUR	2	19 700
MONITEUR	10	129 500
MONITEUR SPORTIF	7	93 850
OPERATEUR	1	20 700
OPERATEUR DE SAISIE	2	41 400
PLOMBIER	2	30 200
PROFESSIONNEL JUNIOR	1	27 800
RECEPTIONISTE	1	15 650
RECEPTIONISTE	6	84 950
RESPONSABLE	1	21 800
RESPONSABLE ACTION CIVIQUE	1	21 800
SECRETAIRE	4	105 200
SECRETAIRE DE DIRECTION	8	210 400
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
SUPERVISEUR	6	97 360
TECHNICIEN	11	241 500
TECHNICIEN	11	267 880
TECHNICIEN	162	3 634 908
TECHNICIEN EN COMMUNICATION	1	35 300
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	4	93 200
TECHNICIEN EN INSERTION DE JEUNES	4	100 400
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	2	49 600
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	20 700
TECHNICIEN SENIOR I	1	27 800
TENEUR DE LIVRE	1	20 700

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>111</b>	<b>3 040 720</b>
AGENT ADMINISTRATIF	1	20 700
AGENT DE SECURITE	2	30 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	58 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
CHARGE DE MISSION	1	84 400
CHARGE DE MISSION	1	44 900
CHAUFFEUR	8	120 800
CHEF DE PERSONNEL	1	43 850
CHEF DE SECTION	4	128 000
CHEF DE SECURITE	1	27 800
CHEF DE SERVICE	3	134 700
COMMIS ADMINISTRATIF	3	68 800
CONSEILLER TECHNIQUE	2	89 800
COORDONNATEUR	1	61 800
COORDONNATEUR ADJOINT	1	53 500
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	3	151 600
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
ENTRAINEUR	2	47 000
INSPECTEUR	1	19 600
INTENDANT	3	45 300
MENAGER	3	29 550
MESSAGER	5	58 000
MONITEUR SPORTIF	3	41 000
OPERATEUR DE SAISIE	2	43 600
RESPONSABLE	11	398 200
SECRETAIRE	4	86 100
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	55 600
TECHNICIEN	2	50 200
TECHNICIEN	33	735 720
<b>1411-MINISTERE DES CULTES</b>	<b>160</b>	<b>3 646 050</b>
<b>1411111-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>1</b>	<b>84 400</b>
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
<b>1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>159</b>	<b>3 561 650</b>
AGENT DE SECURITE	31	381 870
ARCHIVISTE	4	68 750
ASSISTANT CHEF DE SECTION	5	147 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	5	191 800
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ASSISTANT RESPONSABLE	2	64 100
CHARGE DE MISSION	1	44 900
CHAUFFEUR	5	63 930
CHEF DE SECTION	4	125 400
CHEF DE SERVICE	6	256 500
CONSEILLER JURIDIQUE	1	49 400
DIRECTEUR	2	106 700
DIRECTEUR	6	320 100
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	2	106 700
DOCUMENTALISTE	2	36 900
ELECTRICIEN	1	11 600
GARDIEN	5	37 650
INGENIEUR	1	29 400
INSPECTEUR	10	235 400
INSPECTEUR JUNIOR I	2	41 400
INSPECTEUR SENIOR	3	79 100
INSPECTEUR SENIOR III	9	208 700
INTENDANT	2	26 100
MECANICIEN	1	12 850
MENAGER	11	89 850
MESSAGER	6	66 120
OPERATEUR D'ORDINATEUR	1	12 850
RECEPTIONISTE	3	41 350
RESPONSABLE	1	40 600
SECRETAIRE	6	121 700
SECRETAIRE DE DIRECTION	6	177 400
TECHNICIEN	13	250 230
<b>1412-MINISTERE DE LA CULTURE</b>	<b>866</b>	<b>20 596 390</b>
<b>1412111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>40</b>	<b>1 229 300</b>
AGENT DE SECURITE	8	102 800
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
CHARGE DE MISSION	2	123 600
CHAUFFEUR	7	139 300
CHEF DE SECTION	1	32 000
COMMIS ADMINISTRATIF	2	43 600
COORDONNATEUR	3	168 500
COORDONNATEUR	1	61 800

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
DIRECTEUR	2	123 600
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
INTENDANT	6	77 100
MESSAGER	1	11 600
MINISTRE	1	121 200
SECRETAIRE DE DIRECTION	3	94 000
TECHNICIEN JUNIOR I	1	27 800
<b>1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>119</b>	<b>3 365 610</b>
AGENT DE LIAISON	6	88 350
AGENT DE SECURITE	19	232 650
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	27 800
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	17 300
ASSISTANT CHEF DE SECTION	6	176 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT COMPTABLE	2	72 600
CHARGE DE MISSION	3	185 400
CHAUFFEUR	10	173 400
CHEF DE SECTION	4	125 400
CHEF DE SERVICE	9	399 800
COMPTABLE EN CHEF	2	89 800
COORDONNATEUR	1	61 800
COORDONNATEUR	2	123 600
COORDONNATEUR ADJOINT	3	160 500
DIRECTEUR	5	309 000
DIRECTEUR ADJOINT	1	53 500
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	2	123 600
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GARDIEN	6	57 380
INTENDANT	3	38 550
MECANICIEN	1	20 700
MENAGER	7	59 150
MESSAGER	2	20 300
RECEPTIONISTE	3	46 950
RESPONSABLE	1	32 000
SECRETAIRE	2	43 080
SECRETAIRE DE DIRECTION	6	198 600
TECHNICIEN	5	191 800
TECHNICIEN SENIOR I	4	111 200
<b>1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS</b>	<b>73</b>	<b>1 539 540</b>
AGENT DE LIAISON	2	27 950
AGENT DE SECURITE	3	37 300
ARCHIVISTE	1	29 400
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT BIBLIOTHECAIRE	1	23 500
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
CHAUFFEUR	1	15 100
CHEF DE SECURITE	1	15 100
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMMIS ADMINISTRATIF	1	20 700
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	1	33 100
DIRECTEUR	2	123 600
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
INTENDANT	1	15 100
MENAGER	3	26 100
MESSAGER	1	8 700
PROFESSEUR	8	123 050
PROFESSEUR	6	75 580
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	21	318 550
RECEPTIONISTE	1	15 650
RESPONSABLE	3	100 400
SECRETAIRE	1	20 700
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	55 600
SECRETAIRE GENERAL	1	61 800
TAMBOURINEUR	3	29 550
TECHNICIEN	2	28 500
TECHNICIEN JUNIOR II	1	17 300

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL</b>	<b>34</b>	<b>837 250</b>
ARCHITECTE	2	55 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
CHAUFFEUR	4	58 150
CHEF DE SECTION	3	96 000
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	1	23 500
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR ADJOINT	2	107 000
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	2	115 300
GARDIEN	6	52 200
INSPECTEUR JUNIOR II	1	17 300
INSPECTEUR JUNIOR III	1	15 100
INTENDANT	1	11 600
JARDINIER	1	8 700
MENAGER	1	8 700
RECEPTIONISTE	1	21 800
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
SURVEILLANT	2	17 400
TECHNICIEN	1	32 000
<b>1412115-THEATRE NATIONAL</b>	<b>111</b>	<b>1 978 040</b>
ACCESSOIRISTE	1	26 000
AGENT DE SECURITE	5	47 240
ASSISTANT	2	65 500
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	28 730
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	27 500
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	78 600
CHARGE DE MISSION	1	61 800
CHAUFFEUR	2	27 950
CHEF DE PERSONNEL	1	42 000
CHEF DE SECTION	2	62 000
CHEF DE SERVICE	2	84 000
COMPTABLE	2	43 600
DACTYLOGRAPHE	1	12 850
DELEGUE	1	29 960
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	2	122 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DOCUMENTALISTE	1	15 650
EMPLOYE	16	124 650
JARDINIER	1	6 950
MACHINISTE	1	11 600
MAGASINIER	1	12 320
MAQUILLEUR	1	18 300
MENAGER	5	35 300
MESSAGER	2	13 900
MONITEUR	2	58 850
OPERATEUR DE SAISIE	1	15 650
RECEPTIONISTE	1	11 600
RESPONSABLE	4	108 000
SUPERVISEUR	2	18 120
TECHNICIEN	43	562 420
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	26 000
<b>1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL</b>	<b>46</b>	<b>1 024 400</b>
AGENT DE SECURITE	11	145 850
CAISSIER	2	43 000
CHAUFFEUR	2	28 500
CHEF DE SECTION	1	19 600
CHEF DE SERVICE	5	218 100
COMMIS ADMINISTRATIF	1	21 500
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GUIDE	1	27 800
GUIDE ANIMATEUR	5	117 500
JARDINIER	2	23 200
MENAGER	4	41 800
MESSAGER	1	11 600
PLOMBIER	1	11 600
PROFESSIONNEL SENIOR	1	33 100
RESPONSABLE	2	66 200
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	30 500
SURVEILLANT	4	38 350

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE</b>	<b>30</b>	<b>810 000</b>
AGENT DE SECURITE	6	61 750
AIDE BIBLIOTHECAIRE	1	15 100
CHEF DE SECTION	2	64 000
CHEF DE SECURITE	1	27 800
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GARDIEN	1	8 700
MECANICIEN	1	20 700
MENAGER	2	19 700
MESSAGER	1	9 850
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	1	44 900
RESPONSABLE	4	107 600
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
TECHNICIEN	1	44 900
TECHNICIEN	4	121 200
<b>1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE</b>	<b>87</b>	<b>1 546 700</b>
ADMINISTRATEUR	1	14 500
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE SECURITE	5	58 000
AGENT DU CORPS DE SURVEILLANCE	1	8 700
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	81 200
ASSISTANT COMPTABLE	1	40 600
BIBLIOTHECAIRE	1	15 650
CAISSIER	1	17 300
CHAUFFEUR	4	60 400
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE SERVICE	2	89 800
CHEF SECRETARIAT	1	44 900
COMMIS ADMINISTRATIF	13	195 600
COMMIS DE REFERENCE	1	15 650
COMMIS DE REFERENCE	4	57 000
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DOCUMENTALISTE	1	10 400
EMPLOYE	3	38 300
GARCON DE COUR	1	7 530
GARDIEN	1	7 530
HOQUETON	2	16 230
JARDINIER	1	8 700
MENAGER	6	47 520
OPERATEUR DE SAISIE	2	28 500
RESPONSABLE	3	79 650
RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES	1	44 900
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	33 100
SUPERVISEUR	1	20 700
TECHNICIEN	1	15 650
TECHNICIEN	22	282 490
<b>1412119-ARCHIVES NATIONALES</b>	<b>262</b>	<b>6 706 150</b>
AGENT	3	34 800
AGENT DE SECURITE	1	12 850
AGENT D'ENTRETIEN	7	82 950
AIDE ARCHIVISTE	1	20 700
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	12	352 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	13	527 800
ASSISTANT COMPTABLE EN CHEF	2	81 200
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	29 400
ASSISTANT DIRECTEUR	4	214 000
ASSISTANT RESPONSABLE	1	29 400
CAISSIER	2	55 500
CHAUFFEUR	2	41 400
CHEF DE SECTION	19	608 000
CHEF DE SECURITE	1	15 100
CHEF DE SERVICE	10	449 000
COMPTABLE	1	27 800
COMPTABLE CONTROLEUR	1	20 700
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	2	81 200
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GARDIEN	1	12 850
MANUTENTIONNAIRE	12	142 700
SECRETAIRE DE DIRECTION	3	99 300
TECHNICIEN	1	20 700
TECHNICIEN	1	23 500

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
TECHNICIEN	136	2 986 700
TECHNICIEN JUNIOR I	6	124 200
TECHNICIEN JUNIOR II	8	179 600
TECHNICIEN JUNIOR III	3	50 900
TECHNICIEN SPECIALISE	2	47 000
<b>1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE</b>	<b>42</b>	<b>916 000</b>
ANIMATEUR	17	267 100
ASSISTANT	1	8 700
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	1	42 000
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR ADJOINT	1	53 500
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GARDIEN	6	41 700
INTENDANT	1	12 850
MENAGER	4	27 800
MESSAGER	1	9 850
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
TECHNICIEN	1	20 700
TECHNICIEN JUNIOR I	1	20 700
<b>1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR</b>	<b>22</b>	<b>643 400</b>
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
CHAUFFEUR	4	60 400
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
DIRECTEUR	3	185 400
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
GARCON DE COUR	1	8 700
MESSAGER	1	8 700
PROFESSIONNEL JUNIOR	1	27 800
TECHNICIEN	3	60 900
TECHNICIEN JUNIOR II	1	20 700
TECHNICIEN SENIOR III	4	87 200
<b>1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>	<b>463</b>	<b>10 959 468</b>
<b>1413111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>2</b>	<b>218 400</b>
MINISTRE	1	121 200
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
<b>1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>58</b>	<b>2 083 480</b>
AGENT DE SECURITE	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	2	64 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
CHARGE DE MISSION	4	195 800
CHAUFFEUR	1	15 650
CHEF DE SECTION	2	64 000
CHEF DE SERVICE	2	89 800
COMMIS ADMINISTRATIF	4	74 900
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	4	238 900
COORDONNATEUR ADJOINT	2	107 000
DIRECTEUR	3	185 400
DIRECTEUR ADJOINT	2	107 000
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GARDIEN	2	18 550
INTENDANT	1	15 100
MENAGER	2	14 880
MESSAGER	2	23 200
OPERATEUR DE SAISIE	3	63 200
RECEPTIONISTE	1	15 650
REDACTEUR	1	27 800
RESPONSABLE	3	160 500
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
STATISTICIEN	1	53 500
TECHNICIEN	5	120 600
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	2	70 600
TECHNICIEN SENIOR I	1	25 100
<b>1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI</b>	<b>304</b>	<b>6 300 758</b>
ACCESSOIRISTE	1	11 600
AGENT DE LIAISON	13	182 000
AGENT DE SECURITE	1	12 850
AGENT DE SECURITE	9	116 650
AGENT DE STOCK	1	12 850
AIDE MECANICIEN	1	12 850
ANIMATEUR	1	23 500
ARCHIVISTE	3	42 500
ASSISTANT	1	16 800

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT COMPTABLE	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ATTACHE AU PROTOCOLE	1	15 100
CAMERAMAN	19	367 900
CHAUFFEUR	21	305 200
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE PLATEAU	2	47 000
CHEF DE SECTION	1	27 800
CHEF DE SECTION	7	224 000
CHEF DE SERVICE	4	171 000
CHEF SECRETARIAT	1	32 000
COMMIS ADMINISTRATIF	3	47 250
COMPTABLE	1	30 500
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	2	98 400
COORDONNATEUR PEDAGOGIQUE	1	53 500
DIRECTEUR	3	185 400
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
ECLAIRAGISTE EN CHEF	1	44 900
ELECTRICIEN	4	85 600
EMPLOYE	9	100 820
GARCON DE COUR	6	69 600
GARDIEN	4	44 080
GESTIONNAIRE	2	45 300
GRAPHISTE	1	21 800
INFOGRAPHISTE	3	70 360
INFORMATICIEN	2	39 200
INFORMATICIEN	5	98 000
INTENDANT	1	14 000
INTERPRETE	1	20 700
JARDINIER	7	81 200
JOURNALISTE	1	23 500
JOURNALISTE	22	513 100
MACHINISTE	2	30 200
MAGASINIER	2	25 700
MAQUILLEUR	2	35 250
MECANICIEN	4	66 804
MENAGER	4	46 400
MESSAGER	3	36 050
METTEUR EN ONDE	6	112 224
MONITEUR	4	78 400
MONITEUR	6	119 800
OPERATEUR	9	65 450
PLOMBIER	1	11 600
PRESENTATEUR D'EMISSIONS	11	255 300
PRODUCTEUR	1	44 900
REALISATEUR	3	76 800
RECEPTIONISTE	3	42 000
REDACTEUR EN CHEF	1	44 900
REPORTEUR	6	141 000
RESPONSABLE	7	191 600
SCRIPTEUR	4	78 400
SECRETARE	8	179 350
SECRETARE DE DIRECTION	4	113 900
SUPERVISEUR	1	32 000
SUPERVISEUR	2	40 300
TECHNICIEN	35	637 720
<b>1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI</b>	<b>99</b>	<b>2 356 830</b>
AGENT DE SECURITE	2	19 700
ANIMATEUR	2	40 800
ASSISTANT	1	32 000
ASSISTANT COMPTABLE EN CHEF	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	2	107 000
CHAUFFEUR	4	50 870
CHEF DE SECTION	1	32 000
CHEF DE SERVICE	4	179 600
COMPTABLE DELEGUE	1	27 800
CONTROLEUR FINANCIER	1	7 530
COORDONNATEUR	3	113 900
CORRESPONDANT	1	7 530
DIRECTEUR	5	309 000
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
EMPLOYE	4	35 440
GARDIEN	1	8 700
INSPECTEUR	1	27 800



## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
JOURNALISTE	9	182 900
MENAGER	4	39 400
MESSAGER	1	11 600
METTEUR EN ONDE	3	38 550
OPERATEUR	6	84 500
PORTIER	4	34 800
PRESENTATEUR D'EMISSIONS	2	66 300
PRESENTATEUR EN CHEF	1	40 000
PRODUCTEUR	1	23 500
RECEPTIONISTE	1	12 850
REDACTEUR	1	44 900
REPORTEUR	2	34 600
RESPONSABLE	1	11 600
SECRETAIRE	2	49 600
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	58 300
SUPERVISEUR	2	45 300
TECHNICIEN	1	7 530
TECHNICIEN	20	384 130
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	716	19 518 050
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	622	17 451 650
AGENT	3	53 650
AGENT ADMINISTRATIF	11	170 550
AGENT D'ACHATS	1	17 300
AGENT D'ACHATS	5	77 700
AGENT DE LIAISON	5	75 500
AGENT DE PROTOCOLE	14	289 800
AGENT DE SECURITE	3	38 550
AGENT DE SECURITE	36	471 550
AGENT DE SOUTIEN	3	45 300
ARCHIVISTE	4	69 200
ASSISTANT	4	91 500
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	14	568 400
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	6	192 000
ASSISTANT CHEF DE POSTE	1	20 700
ASSISTANT CHEF DE POSTE	6	124 200
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SECTION	20	588 000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	20 700
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	15	577 900
ASSISTANT DIRECTEUR	2	107 000
ASSISTANT DIRECTEUR	5	267 500
ASSISTANT TECHNIQUE	5	147 000
ATTACHE AU PROTOCOLE	1	27 800
ATTACHE DE PRESSE	5	139 000
AUDITEUR INTERNE	6	166 800
BIBLIOTHECAIRE	7	152 600
CAMERAMAN	2	43 600
CHARGE DE MISSION	3	134 000
CHAUFFEUR	9	104 400
CHEF DE POSTE	6	130 800
CHEF DE SECTION	27	864 000
CHEF DE SECURITE	1	21 800
CHEF DE SERVICE	5	224 500
COMMIS ADMINISTRATIF	2	43 600
COMMIS ADMINISTRATIF	51	1 001 100
COMPTABLE	18	500 400
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	27 800
COMPTABLE DELEGUE	5	154 800
CONSEILLER	2	111 200
CONSEILLER JURIDIQUE	4	160 600
CONSEILLER TECHNIQUE	1	52 500
CONSEILLER TECHNIQUE	3	152 350
COORDONNATEUR	1	61 800
COORDONNATEUR ADJOINT	2	98 400
CORRECTEUR REVISEUR	5	142 700
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	3	185 400
DIRECTEUR ADJOINT	1	53 500
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DOCUMENTALISTE	1	15 650
ECONOMISTE	1	27 800
ECONOMISTE SENIOR	1	41 100
ELECTRICIEN	3	62 100
ELECTRONICIEN	2	41 400
EMPLOYE	1	15 100
GARCON DE COUR	2	17 400
GARDIEN	1	8 700
GESTIONNAIRE	3	110 000
HUISSIER	6	103 800
INFORMATICIEN	6	166 800

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
INFORMATICIEN	3	83 400
INGENIEUR	3	73 400
INTENDANT	1	44 900
INTENDANT	4	90 400
MAGASINIER	6	130 800
MANUTENTIONNAIRE	3	26 100
MECANICIEN	3	48 300
MECANOGRAPHE	13	273 500
MENAGER	14	127 600
MESSAGER	6	69 600
OPERATEUR DE SAISIE	1	21 800
OPERATEUR DE SAISIE	12	260 500
PLOMBIER	3	62 100
PREPOSE	1	21 800
PREPOSE A LA PERCEPTION	9	196 200
PROFESSIONNEL SENIOR	1	40 600
RECEPTIONISTE	2	31 300
REDACTEUR	18	543 650
RESPONSABLE	18	475 500
RESPONSABLE ELECTRIQUE	1	25 100
REVISEUR MECANIQUE	3	79 600
SECRETAIRE	15	325 900
SECRETAIRE DE DIRECTION	16	449 000
SECRETAIRE EXECUTIF	1	75 600
SENATEUR	20	2 424 000
SUPERVISEUR	6	148 000
SUPERVISEUR	18	441 600
TECHNICIEN	2	29 400
TECHNICIEN	37	853 800
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	27 800
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	2	41 400
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	20 700
TRADUCTEUR	1	25 100
TRADUCTEUR	1	25 100
VERIFICATEUR	11	305 800
<b>221112-ASSEMBLEE DES SENATEURS</b>	<b>94</b>	<b>2 066 400</b>
AGENT	2	34 600
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE PROTOCOLE	2	41 400
AGENT DE SECURITE	17	218 450
AGENT DE SOUTIEN	1	15 100
ARCHIVISTE	1	17 300
ASSISTANT CHEF DE POSTE	2	41 400
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	88 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ATTACHE AU PROTOCOLE	1	27 800
ATTACHE DE PRESSE	2	55 600
BIBLIOTHECAIRE	2	43 600
CHAUFFEUR	2	23 200
CHEF DE POSTE	4	87 200
COMMIS ADMINISTRATIF	12	249 300
COMPTABLE	1	27 800
CORRECTEUR REVISEUR	2	50 100
ELECTRICIEN	1	20 700
HUISSIER	1	17 300
INFORMATICIEN	1	27 800
INGENIEUR	2	41 400
MAGASINIER	3	65 400
MECANOGRAPHE	1	20 700
MENAGER	2	17 400
MESSAGER	1	11 600
PLOMBIER	1	20 700
RECEPTIONISTE	1	15 650
REDACTEUR	3	88 200
RESPONSABLE	2	50 200
SECRETAIRE	2	43 600
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	55 600
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT	2	151 200
SUPERVISEUR	1	41 100
SUPERVISEUR	4	98 300
TECHNICIEN	3	70 900
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	27 800
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	20 700
VERIFICATEUR	3	83 400

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Masse Salariale	
	Effectif	
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	708	25 339 375
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	400	17 556 225
AGENT ADMINISTRATIF	1	21 800
AGENT DE LIAISON	16	241 600
AGENT DE PROTOCOLE	1	21 800
AGENT DE SOUTIEN	1	15 100
AGENT PARLEMENTAIRE III	9	196 200
AGENT PARLEMENTAIRE IV	10	240 000
ARCHIVISTE	4	69 200
ASSISTANT	4	117 600
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	12	487 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	13	382 200
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	7	284 200
ASSISTANT RESPONSABLE	6	176 400
ATTACHE AU PROTOCOLE	1	21 800
ATTACHE DE PRESSE	1	25 100
CHARGE D'AFFAIRES	1	32 000
CHARGE DE L'ENTRETIEN	3	96 000
CHARGE DE MISSION	6	256 500
CHARGE DE SUIVI DES DOSSIERS	5	160 000
CHARGE DES RELATIONS PUBLIQUES	1	32 000
CHAUFFEUR	1	20 700
CHAUFFEUR	7	105 700
CHEF DE SECTION	12	384 000
CHEF DE SERVICE	15	673 500
COMPTABLE	4	102 500
COMPTABLE CONTROLEUR	1	25 100
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	5	121 800
COMPTABLE DELEGUE	1	23 500
CONSEILLER TECHNIQUE	1	29 400
CONTROLEUR FINANCIER	3	83 400
COORDONNATEUR	3	104 600
CORRECTEUR REVISEUR	6	176 400
DEPUTE	94	9 136 800
DIRECTEUR	5	309 000
ELECTRICIEN	1	20 700
EMPLOYE	3	72 800
HUISSIER	4	62 600
HUISSIER AUDIENCIER	3	45 300
INFORMATICIEN	1	17 300
INGENIEUR	1	40 600
INSPECTEUR	1	27 800
INSPECTEUR	1	27 800
INSPECTEUR ASSISTANT CHEF DE BRIGADE	1	29 400
INSPECTEUR CHEF DE BRIGADE	1	32 000
INSPECTEUR SENIOR	1	27 800
INTENDANT	28	395 750
MECANICIEN	1	15 100
MECANOGRAPHE	2	41 400
MENAGER	1	12 850
MESSAGER	1	15 100
OPERATEUR DE SAISIE	5	102 400
POLICIER A2	2	41 400
REDACTEUR	10	294 000
RESPONSABLE	13	413 400
SECRETAIRE	12	295 400
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	55 600
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT	1	75 625
SUPERVISEUR	1	29 400
SUPERVISEUR	4	117 600
TECHNICIEN	33	864 600
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	2	55 600

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>2212211-SECRETARIAT GENERAL</b>	<b>308</b>	<b>7 783 150</b>
AGENT DE LIAISON	8	120 800
AGENT DE PROTOCOLE	2	43 600
AGENT PARLEMENTAIRE I	15	285 000
AGENT PARLEMENTAIRE II	31	641 700
AGENT PARLEMENTAIRE III	10	218 000
AGENT PARLEMENTAIRE IV	7	164 700
ARCHIVISTE	6	103 800
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	12	487 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	12	384 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	14	411 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	5	203 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
ASSISTANT RESPONSABLE	4	117 600
ASSISTANT TECHNIQUE	3	88 200
ATTACHE DE PRESSE	1	25 100
BIBLIOTHECAIRE	2	41 400
CHARGE D'AFFAIRES	1	32 000
CHARGE DE L'ENTRETIEN	2	64 000
CHARGE DE MISSION	1	61 800
CHARGE DE SUIVI DES DOSSIERS	1	32 000
CHAUFFEUR	6	90 600
CHEF DE SECTION	4	128 000
CHEF DE SERVICE	8	359 200
COMPTABLE	10	243 500
COMPTABLE CONTROLEUR	2	52 900
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	27 800
CONSEILLER TECHNIQUE	1	44 900
CONTROLEUR FINANCIER	4	111 200
COORDONNATEUR	1	32 000
CORRECTEUR REVISEUR	1	29 400
DELEGUE	1	44 900
EMPLOYE	1	15 650
HUISSIER	1	15 100
INFIRMIERE	1	23 500
INFORMATICIEN	1	17 300
INFORMATICIEN	4	69 200
INSPECTEUR	3	88 200
INSPECTEUR ASSISTANT CHEF DE BRIGADE	3	88 200
INSPECTEUR CHEF DE BRIGADE	1	32 000
INSPECTEUR JUNIOR II	2	34 600
INSPECTEUR SENIOR	7	194 600
INTENDANT	16	225 850
MECANICIEN	3	45 300
OPERATEUR DE SAISIE	8	164 500
PROFESSIONNEL JUNIOR	1	27 800
RECEPTIONISTE	1	12 850
REDACTEUR	2	58 800
RESPONSABLE	6	192 000
SECRETAIRE	11	273 600
SECRETAIRE DE DIRECTION	3	77 400
SUPERVISEUR	1	32 000
TECHNICIEN	5	103 500
TECHNICIEN	38	935 700
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	5	124 800
TRANSCRIPTEUR	4	78 400
<b>3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>892</b>	<b>47 344 052</b>
<b>3211212-COUR DE CASSATION</b>	<b>91</b>	<b>3 718 120</b>
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	2	47 650
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
CHAUFFEUR	11	160 350
CHEF DE SECTION	5	160 000
CHEF DE SERVICE	6	269 400
COMMIS ADMINISTRATIF	4	87 200
COMMIS PARQUET	3	126 270
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	1	109 080
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR I	1	20 700
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
DIRECTEUR	1	61 800
GREFFIER A LA COUR DE CASSATION	2	88 320
HUISSIER AUDIENCIER	3	62 790
INTENDANT	1	15 100
JUGE A LA COUR DE CASSATION	9	927 180
MENAGER	7	66 500
MESSAGER	1	9 850
MESSAGER	3	33 050

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
PRESIDENT DE LA COUR DE CASSATION	1	121 200
RECEPTIONNISTE	1	15 650
SECRETAIRE	6	142 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	6	188 000
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT	1	103 020
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT	4	412 080
SUPERVISEUR	1	12 850
TECHNICIEN	2	106 700
TECHNICIEN SENIOR III	2	43 600
TRANSCRIPTEUR	1	21 800
VICE-PRESIDENT DE LA COUR DE CASSATION	1	109 080
<b>3211213-COUR D'APPEL</b>	<b>36</b>	<b>2 817 372</b>
CHAUFFEUR	1	15 100
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	5	448 440
DACTYLOGRAPHE	1	14 672
JUGE A LA COUR D'APPEL	1	84 840
JUGE A LA COUR D'APPEL	11	933 240
JUGE DE PAIX SUPPLEANT	5	278 760
PRESIDENT DE LA COUR D'APPEL	2	181 800
PRESIDENT DE LA COUR D'APPEL	2	181 800
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT	2	169 680
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT	1	84 840
TECHNICIEN	1	84 840
TECHNICIEN	4	339 360
<b>3211214-TRIBUNAUX</b>	<b>765</b>	<b>40 808 560</b>
ARCHIVISTE	1	15 650
BIBLIOTHECAIRE	1	15 650
CHAUFFEUR	1	15 100
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	3	172 160
DACTYLOGRAPHE	2	26 850
DOYEN	2	157 560
DOYEN DU TRIBUNAL CIVIL	15	1 181 700
GREFFIER	4	76 630
GREFFIER 1ERE INSTANCE	1	25 070
HOUQUETON	2	14 480
JUGE	5	327 240
JUGE	10	666 600
JUGE 1ERE INSTANCE	8	533 280
JUGE 1ERE INSTANCE	29	1 933 140
JUGE A LA COUR D'APPEL	2	169 680
JUGE AU TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL	2	121 200
JUGE DE PAIX SUPPLEANT	39	1 890 720
JUGE DE PAIX SUPPLEANT	288	14 012 600
JUGE DE PAIX SUPPLEANT	32	1 551 360
JUGE DE PAIX TITULAIRE	11	599 940
JUGE DE PAIX TITULAIRE	143	7 817 400
JUGE DE SIEGE	1	66 660
JUGE D'INSTRUCTION	9	612 060
JUGE D'INSTRUCTION	50	3 306 940
MESSAGER	5	47 880
OFFICIER D'ETAT CIVIL	2	32 450
OPERATEUR DE SAISIE	1	21 800
PRESIDENT DE LA COUR D'APPEL	1	90 900
RECEPTIONNISTE	2	31 300
SECRETAIRE	3	65 400
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT	2	151 500
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT	6	424 200
SUBSTITUT PARQUET	1	60 600
SUBSTITUT PARQUET	2	133 320
TECHNICIEN	22	1 327 140
TECHNICIEN	57	3 112 400
<b>41111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF</b>	<b>850</b>	<b>22 180 168</b>
<b>4111111-CONSEIL DE LA COUR</b>	<b>850</b>	<b>22 180 168</b>
AGENT DE LIAISON	8	112 350
AGENT DE RELATION PUBLIQUE	2	42 500
AGENT DE SECURITE	24	298 680
AIDE STATISTICIEN	1	17 300
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	1	49 400
ANALYSTE DE SYSTEME	2	55 600
ARCHIVISTE	1	15 650
ARCHIVISTE	18	253 650
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	12	491 500
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	4	128 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	7	205 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	11	446 600
ASSISTANT DIRECTEUR	2	107 000
ASSISTANT DIRECTEUR	4	214 000
ASSISTANT RESPONSABLE MAINTENANCE	1	23 500
AUDITEUR INTERNE	4	214 000

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
CHARGE DE MISSION	4	230 300
CHAUFFEUR	3	43 050
CHAUFFEUR	19	276 550
CHEF DE SECTION	12	384 000
CHEF DE SERVICE	17	763 300
CHEF D'EQUIPE	2	38 000
COMMIS ADMINISTRATIF	57	1 103 980
COMPTABLE	5	109 100
COMPTABLE CONTROLEUR	6	163 700
COMPTABLE CONTROLEUR	33	771 800
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR I	12	249 500
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR II	21	376 900
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR III	1	21 800
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	35	976 200
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	61	1 453 100
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR III	13	286 800
COMPTABLE DELEGUE	1	29 400
COMPTABLE DELEGUE	20	588 000
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COMPTABLE VERIFICATEUR	32	984 590
COMPTABLE VERIFICATEUR SENIOR I	7	345 800
COMPTABLE VERIFICATEUR SENIOR II	16	657 600
COMPTABLE VERIFICATEUR SENIOR III	34	1 123 200
CONCIERGE	7	72 450
CONSEILLER	11	1 012 600
CONSEILLER JURIDIQUE	1	33 100
CONSULTANT	1	41 100
COORDONNATEUR	4	247 200
COORDONNATEUR	1	61 800
COORDONNATEUR ADJOINT	7	391 100
COORDONNATEUR PEDAGOGIQUE	1	61 800
DIRECTEUR	3	173 000
DIRECTEUR	13	687 300
DIRECTEUR ADJOINT	1	53 500
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	3	177 100
DOCUMENTALISTE	25	373 300
ELECTRICIEN	1	17 300
GARDIEN	8	87 000
GREFFIER	1	41 100
GREFFIER DU TRIBUNAL DE PAIX	1	29 400
HUISSIER	4	92 500
INFIRMIERE	2	37 500
INGENIEUR	6	148 800
INSPECTEUR	11	242 100
INSPECTEUR ASSISTANT CHEF DE BRIGADE	1	29 400
INSPECTEUR JUNIOR I	2	44 200
INSPECTEUR JUNIOR II	2	32 400
INSPECTEUR SENIOR	2	59 800
INSPECTEUR SENIOR III	2	45 300
INTENDANT	1	15 100
INTENDANT	12	160 950
MECANICIEN	7	126 950
MEDECIN GENERALISTE	1	30 500
MENAGER	14	127 540
MESSAGER	30	328 440
OPERATEUR	2	34 600
OPERATEUR DE SAISIE	1	20 700
OPERATEUR DE SAISIE	32	636 096
PLOMBIER	1	15 650
PROFESSEUR DE LYCEE	1	29 400
PROFESSEUR SENIOR	1	27 800
PROGRAMMEUR	1	23 500
RECEPTIONISTE	16	242 000
RESPONSABLE	3	151 600
SECRETAIRE	22	479 080
SECRETAIRE DE DIRECTION	17	496 600
TECHNCIEN	2	72 600
TECHNICIEN	1	44 900
TECHNICIEN	31	633 550
TECHNICIEN EN ELECTRICITE	1	15 650
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	7	136 400
TECHNICIEN EN MECANIQUE	1	17 300
TECHNICIEN JUNIOR II	1	20 700
TECHNICIEN SENIOR I	1	20 700
TECHNICIEN SENIOR II	1	23 500
TECHNICIEN SENIOR III	1	21 800
TENEUR DE LIVRE	1	20 700
VERIFICATEUR SENIOR	3	135 400

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
4211-CONSEIL ELECTORAL	16	1 263 450
421111-CONSEIL ELECTORAL	16	1 263 450
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
CHEF DE SECTION	1	32 000
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	97 200
DOCUMENTALISTE	1	15 100
MEMBRES DU CONSEIL ELECTORAL	6	727 200
MESSAGER	1	9 850
RESPONSABLE	1	20 700
SECRETAIRE	1	27 800
TRESORIER DU CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE	1	121 200
VICE-PRESIDENT DU CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE	1	121 200
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	19	825 450
421212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	19	825 450
ASSISTANT	1	27 800
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
CHAUFFEUR	2	30 200
CHEF DE SECTION	2	64 000
CHEF DE SERVICE	4	166 700
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	2	123 600
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
INTENDANT	1	12 850
JURISTE	1	40 600
PROTECTEUR DU CITOYEN	1	121 200
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1716	45 062 464
431111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	264	9 266 764
ADMINISTRATEUR	1	61 800
AGENT	1	12 850
AGENT ADMINISTRATIF	1	29 400
AGENT DE LIAISON	1	12 850
AGENT DE LIAISON	4	53 650
AGENT DE SECURITE	1	12 850
AGENT DE SECURITE	3	38 550
AGENT D'ENTRETIEN	12	154 200
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	1	49 400
ANIMATEUR	1	23 500
ASSISTANT	1	29 400
ASSISTANT ADMINISTRATIVE	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	4	162 400
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	12	384 000
ASSISTANT CHEF COMPTABLE	1	40 600
ASSISTANT CHEF COMPTABLE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	58 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CHEF LOGISTIQUE	1	40 600
ASSISTANT COMPTABLE	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ASSISTANT RESPONSABLE	1	27 800
BIBLIOTHECAIRE	3	80 600
CHARGE D'AFFAIRES	1	41 100
CHARGE DE MISSION	2	96 400
CHAUFFEUR	1	15 100
CHAUFFEUR	11	171 700
CHEF DE SECTION	1	32 000
CHEF DE SECTION	5	160 000
CHEF DE SECURITE	1	32 000
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMMIS ADMINISTRATIF	3	49 750
COMPTABLE	1	40 600
COMPTABLE	4	131 400
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR II	1	17 300
COMPTABLE EN CHEF	1	49 400
CUISINIERE	1	15 100
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR ADJOINT	1	53 500
DISPATCHER	2	44 200
DOCUMENTALISTE	1	15 650
GARCON DE COUR	3	29 000
GARDIEN	1	11 600
GARDIEN	4	45 400
GRAPHISTE	1	40 000
INFIRMIERE	1	27 800
INFIRMIERE	1	27 800
INFORMATICIEN	2	74 200
INTENDANT	1	15 100
MENAGER	17	150 664

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
MESSAGER	1	9 850
MESSAGER	5	56 250
OPERATEUR	1	15 100
PLOMBIER	1	12 850
PROFESSEUR	8	502 000
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	10	252 000
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	64	4 030 000
RECTEUR DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1	110 000
RESPONSABLE	3	108 900
RESPONSABLE BIBLIOTHEQUE	1	44 900
SECRETAIRE	4	87 200
SECRETAIRE	5	122 500
SECRETAIRE DE DIRECTION	9	250 200
SECRETAIRE EXECUTIF	1	50 000
SURVEILLANT GENERAL	1	53 500
TECHNICIEN	3	70 700
TECHNICIEN	14	219 300
TECHNICIEN EN CLIMATISATION	1	21 800
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	3	97 100
VICE-RECTEUR DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	2	170 000
<b>431115-FACULTE DES SCIENCES</b>	<b>123</b>	<b>3 458 059</b>
AGENT DE LIAISON	4	58 150
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
CHAUFFEUR	2	30 200
CHEF DE SECTION	1	32 000
CHEF DE SERVICE	2	89 800
CONTROLEUR	1	12 850
COORDONNATEUR	1	30 500
DOCUMENTALISTE	2	25 700
EBENISTE	1	17 300
ELECTRICIEN	1	17 300
MENAGER	3	34 800
MESSAGER	7	81 200
OPERATEUR DE SAISIE	3	65 400
PROFESSEUR	47	893 657
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	1	23 500
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	7	140 202
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	26	1 569 850
SECRETAIRE DE DIRECTION	4	111 200
SECRETAIRE GENERAL	1	53 500
TECHNICIEN	2	42 400
TECHNICIEN	4	49 850
TECHNOLOGISTE MEDICAL	1	17 300
<b>431116-FACULTE DES SCIENCES HUMAINES</b>	<b>171</b>	<b>4 692 160</b>
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE LIAISON	2	25 700
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	2	64 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	4	35 320
BIBLIOTHECAIRE	2	41 400
CHARGE D'AFFAIRES	3	60 430
CHEF DE SERVICE	1	44 900
DACTYLOGRAPHE	1	21 800
DOCUMENTALISTE	1	20 700
ELECTRICIEN	1	15 100
GARDIEN	3	31 850
INTENDANT	1	15 100
JARDINIER	1	15 100
MAGASINIER	1	15 100
MENAGER	3	28 400
MONITEUR	1	23 500
PLOMBIER	1	17 300
PROFESSEUR	39	478 590
PROFESSEUR	1	7 530
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	4	53 170
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	33	384 580
PROFESSEUR A TEMPS PARTIEL	1	21 800
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	29	2 360 000
RESPONSABLE	3	89 300
SECRETAIRE	5	117 300
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	55 600
SECRETAIRE GENERAL	1	44 900
SUPERVISEUR	2	51 300
TECHNICIEN	1	12 320
TECHNICIEN	17	375 370
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	27 800



## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>4311117-FACULTE D'ETHNOLOGIE</b>	<b>93</b>	<b>2 516 830</b>
ADMINISTRATEUR	1	44 900
AGENT DE LIAISON	2	27 950
AGENT DE SECURITE	6	62 100
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	68 200
BIBLIOTHECAIRE	1	20 700
CHAUFFEUR	1	12 850
CHEF DE SECTION	4	128 000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	15 650
DOCUMENTALISTE	1	15 650
MENAGER	5	42 330
MESSAGER	4	41 150
OPERATEUR DE SAISIE	4	77 750
PROFESSEUR	23	393 900
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	5	129 180
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	9	119 720
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	14	1 100 000
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT	1	40 600
TECHNICIEN	2	34 120
TECHNICIEN	4	69 380
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	20 700
<b>4311118-FACULTE D'ODONTOLOGIE</b>	<b>105</b>	<b>2 470 245</b>
AGENT DE LIAISON	1	12 850
AGENT DE SECURITE	4	38 850
ARCHIVISTE	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	2	64 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	27 420
AUXILIAIRE INFIRMIERE	1	12 850
CHAUFFEUR	1	12 850
CHEF DE SECTION	1	32 000
CHEF DE SERVICE	1	15 100
CHEF DE SERVICE	2	85 500
COMMIS ADMINISTRATIF	2	31 300
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	27 800
DACTYLOGRAPHE	1	15 650
DIRECTEUR MEDICAL	1	11 600
DOCUMENTALISTE	2	34 650
EMPLOYE	1	15 650
GARDIEN	3	31 300
INFIRMIERE EN CHEF	1	27 800
INTENDANT	2	27 950
MENAGER	8	70 750
OPERATEUR DE SAISIE	1	21 800
PROFESSEUR	18	351 470
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	1	24 610
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	25	356 825
PROFESSEUR A TEMPS PARTIEL	1	22 400
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	10	830 000
PROGRAMMEUR	1	23 500
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE GENERAL	1	44 900
TECHNICIEN	2	34 720
TECHNICIEN ELECTRIQUE	1	20 700
TECHNICIEN JUNIOR	3	58 700
TENEUR DE LIVRE	1	20 700
<b>4311213-FACULTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE</b>	<b>200</b>	<b>3 082 127</b>
AGENT DE LIAISON	2	27 950
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	1	41 100
ASSISTANT	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE BUREAU	2	41 400
ASSISTANT PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	1	7 530
CHAUFFEUR	2	26 700
CHEF DE DEPARTEMENT	2	39 890
CHEF DE SECTION	1	32 000
COMPTABLE	1	32 000
DIRECTEUR MEDICAL	3	27 910
EMPLOYE	6	57 380
ENSEIGNANT	1	7 530
GARDIEN	4	34 800
INFORMATICIEN	1	32 000
INTENDANT	3	45 300
JARDINIER	1	8 700
MEDECIN CHIRURGIEN	3	22 590
MEDECIN ORTHOPEDISTE	1	7 530
MEDECIN UROLOGUE	1	7 530
MENAGER	8	69 600
MESSAGER	4	40 600

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
MONITEUR	2	15 060
MONITEUR	6	61 790
PHARMACIEN	2	29 330
PROFESSEUR	48	575 597
PROFESSEUR (2E. CHAIRE)	1	7 530
PROFESSEUR (SECONDAIRE)	2	22 590
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	8	183 550
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	51	732 870
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	6	290 880
RESPONSABLE	3	108 900
SECRETAIRE	4	87 200
SECRETAIRE DE DIRECTION	3	83 400
TECHNICIEN	4	39 700
TECHNICIEN	10	152 490
<b>4311214-FACULTE DE LINGUISTIQUE APPLIQUEE</b>	<b>51</b>	<b>2 185 730</b>
AGENT DE LIAISON	1	15 100
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT COMPTABLE	1	29 400
CHAUFFEUR	1	15 100
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMMIS ADMINISTRATIF	1	21 800
DOCUMENTALISTE	1	15 650
DOCUMENTALISTE	1	15 650
DOYEN	1	85 000
INTENDANT	2	27 950
MONITEUR	1	25 600
PROFESSEUR	9	210 550
PROFESSEUR (2E. CHAIRE)	1	17 200
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	3	108 830
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	2	34 600
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	17	1 240 000
SECRETAIRE	1	23 500
SECRETAIRE GENERAL	1	44 900
TECHNICIEN	1	20 700
TECHNICIEN	3	68 600
VICE-DOYEN	1	80 000
<b>4311215-ECOLE NORMALE SUPERIEURE</b>	<b>127</b>	<b>4 025 321</b>
AGENT DE LIAISON	4	51 400
ASSISTANT ADMINISTRATIVE	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT COMPTABLE EN CHEF	1	40 600
CHAUFFEUR	1	15 100
CHAUFFEUR	2	27 950
COMMIS ADMINISTRATIF	1	15 650
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	27 800
GARDIEN	1	10 460
MEMBRE DU CONSEIL TECHNIQUE	1	80 000
MENAGER	5	48 352
MESSAGER	1	11 600
PROFESSEUR	43	782 850
PROFESSEUR (SECONDAIRE)	1	19 100
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	1	19 200
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	13	225 961
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	29	2 123 225
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
TECHNICIEN	5	141 561
TECHNICIEN	9	141 840
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	2	39 292
<b>4311220-HERAH</b>	<b>85</b>	<b>1 739 330</b>
ADMINISTRATEUR	1	44 900
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE SECURITE	2	30 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
BIBLIOTHECAIRE	2	31 300
CHAUFFEUR	1	15 100
COMMIS ADMINISTRATIF	4	72 100
COMPTABLE DELEGUE	1	21 800
GARDIEN	1	8 700
INFORMATICIEN	1	27 800
MENAGER	4	34 800
MESSAGER	1	8 700
OPERATEUR DE SAISIE	1	15 650
PROFESSEUR	10	98 940
PROFESSEUR (2E. CHAIRE)	1	7 530
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	5	37 850
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	22	195 310

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	12	695 090
RESPONSABLE	1	29 400
SECRETAIRE	3	65 400
SECRETAIRE	3	65 400
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT	1	40 600
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT	1	40 600
TECHNCIEN	2	29 330
TECHNICIEN	1	7 530
<b>4311221-INAGHEI</b>	<b>184</b>	<b>3 743 058</b>
AGENT ADMINISTRATIF	2	64 000
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE SECURITE	5	59 970
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	81 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	3	96 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	121 800
CHEF DE SERVICE	2	85 500
COMMIS ADMINISTRATIF	2	43 600
COORDONNATEUR PEDAGOGIQUE	1	44 900
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	8 700
DOCUMENTALISTE	3	46 950
EBENISTE	1	12 850
ELECTRICIEN	1	12 850
GARDIEN	7	77 436
INFORMATICIEN	1	23 500
MENAGER	6	59 100
MESSAGER	2	22 600
PROFESSEUR	56	703 340
PROFESSEUR	1	12 320
PROFESSEUR (2E. CHAIRE)	1	12 320
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	7	97 810
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	18	250 910
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	11	866 000
REPOGRAPHE	1	12 850
RESPONSABLE	3	109 800
SECRETAIRE	16	348 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	55 600
TECHNCIEN	4	44 820
TECHNICIEN	21	352 432
<b>4311223-FACULTE D'AGRONOMIE ET DE MEDECINE VETERINAIRE</b>	<b>149</b>	<b>4 948 420</b>
AGENT DE SECURITE	3	34 800
AGENT DE SECURITE	1	9 850
AIDE BIBLIOTHECAIRE	5	97 880
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	1	49 400
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	4	136 900
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	3	96 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	3	88 200
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
CHAUFFEUR	5	75 500
CHEF DE SECTION	1	32 000
CHEF DE SECURITE	1	15 100
CHIMISTE	1	20 700
COMMIS ADMINISTRATIF	1	15 650
COMMIS ADMINISTRATIF	3	50 300
CUISINIERE	5	51 030
DACTYLOGRAPHE	1	15 650
DOCUMENTALISTE	3	44 150
DOCUMENTALISTE	1	15 650
GARDIEN	1	11 600
INTENDANT	4	55 900
MANUTENTIONNAIRE	2	17 400
MANUTENTIONNAIRE	4	34 800
MENAGER	15	132 210
MESSAGER	9	93 350
OPERATEUR DE SAISIE	1	20 700
OPERATEUR DE SAISIE	1	20 700
PLOMBIER	2	32 950
PORTIER	1	11 600
PROFESSEUR	8	422 000
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	28	2 470 000
REGISSEUR DE PHARMACIE	1	23 500
RESPONSABLE	1	12 850
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	8	222 400
TECHNCIEN	1	11 600
TECHNICIEN	1	23 500
TECHNICIEN	7	143 800
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	23 500

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
TECHNICIEN SENIOR	1	27 800
TECHNICIEN SENIOR II	1	27 800
TECHNICIEN SENIOR III	1	21 800
TECHNOLOGISTE MEDICAL	3	64 900
4311114-FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES	164	2 934 420
AGENT DE SECURITE	1	8 700
AIDE BIBLIOTHECAIRE	1	15 650
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT COMPTABLE	1	40 600
ASSISTANT PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	2	27 380
BIBLIOTHECAIRE	3	51 950
CHAUFFEUR	2	30 200
CHEF DE SECTION	1	32 000
COMMIS ADMINISTRATIF	6	124 650
COMPTABLE	1	27 800
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	1	23 500
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR III	1	21 800
DOCUMENTALISTE	2	31 300
DOYEN	1	61 800
DOYEN DE FACULTE ET D'ECOLEES SUPERIEURES	1	90 000
ENSEIGNANT	1	80 000
GARDIEN	1	9 850
GARDIEN	1	9 850
INFORMATICIEN	1	23 500
MENAGER	7	60 900
MESSAGER	6	53 350
OPERATEUR DE SAISIE	1	21 800
OPERATEUR DE SAISIE	2	42 500
PROFESSEUR	36	562 590
PROFESSEUR	1	19 600
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	6	85 260
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	42	672 750
RECEPTIONISTE	1	15 650
SECRETAIRE	8	192 400
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
SECRETAIRE GENERAL	1	44 900
TECHNCIEN	8	150 280
TECHNICIEN	15	244 710
Grand Total	75372	1 351 047 939

**EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT  
AU MOIS DE MAI 2014**

	Effectif	Masse Salariale
<b>1111-MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE</b>	<b>585</b>	<b>16 243 945</b>
1111111-BUREAU DU MINISTRE	22	620 750
1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	449	12 675 305
1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	39	821 160
1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	32	766 480
1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	43	1 360 250
<b>1112-MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>	<b>3 877</b>	<b>101 222 804</b>
1112111-BUREAU DU MINISTRE	36	1 255 009
1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	541	17 644 686
1112213-INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	123	3 746 050
1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	112	3 592 350
1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1 603	39 941 870
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1 394	32 785 630
1112217-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES	2	194 400
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	55	1 726 350
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	11	336 459
<b>1113-MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL</b>	<b>1 553</b>	<b>33 891 610</b>
1113111-BUREAU DU MINISTRE	61	1 751 280
1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 145	24 496 927
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	229	4 403 103
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	118	3 240 300
<b>1114-MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>1 214</b>	<b>27 738 995</b>
1114111-BUREAU DU MINISTRE	40	1 317 390
1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	832	18 339 470
1114113-SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	15	571 500
1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	49	1 227 905
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	77	1 864 700
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	55	1 383 220
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	29	487 610
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	110	2 427 470
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	7	119 730
<b>1115-MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE</b>	<b>354</b>	<b>11 087 284</b>
1115111-BUREAU DU MINISTRE	40	1 230 800
1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	314	9 856 484
<b>1116-MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>406</b>	<b>10 249 682</b>
1116111-BUREAU DU MINISTRE	57	1 741 400
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	349	8 508 282
<b>1117-MINISTÈRE DU TOURISME</b>	<b>151</b>	<b>4 581 230</b>
1117111-BUREAU DU MINISTRE	15	655 200
1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	116	3 453 550
1117113-ECOLE HOTELIERE	20	472 480
<b>1211-MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE</b>	<b>16 265</b>	<b>336 625 189</b>
1211111-BUREAU DU MINISTRE	17	597 250
1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2 926	55 918 301
1211216-POLICE NATIONALE D'HAÏTI	13 321	280 012 438
1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	1	97 200
<b>1212-MINISTÈRE DES HAÏTIENS VIVANT A L'ETRANGER</b>	<b>69</b>	<b>2 177 706</b>
1212111-BUREAU DU MINISTRE	12	371 610
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	57	1 806 096
<b>1213-MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES</b>	<b>495</b>	<b>15 378 893</b>
1213111-BUREAU DU MINISTRE	83	2 803 550
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	412	12 575 343
<b>1214-LA PRESIDENCE</b>	<b>164</b>	<b>3 009 630</b>
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	28	876 690
1214112-ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	136	2 132 940
<b>1215-PRIMATURE</b>	<b>244</b>	<b>7 427 855</b>
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	84	3 156 405
1215112-ADMINISTRATION GENERALE	141	3 692 200
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	19	579 250
<b>1216-MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>1 044</b>	<b>23 339 650</b>
1216111-BUREAU DU MINISTRE	31	1 178 250
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 013	22 161 400
<b>1217-MINISTÈRE DE LA DEFENSE</b>	<b>63</b>	<b>1 868 800</b>
1217111-BUREAU DU MINISTRE	8	280 600
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	55	1 588 200
<b>1311-MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>30 980</b>	<b>361 651 459</b>
1311111-BUREAU DU MINISTRE	42	1 114 540
1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	30 009	343 380 939
1311113-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	111	3 178 965
1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	20	636 755
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	798	13 340 260

**EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT  
AU MOIS DE MAI 2014**

	Effectif	Masse Salariale
<b>1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL</b>	<b>1 421</b>	<b>27 595 512</b>
1312111-BUREAU DU MINISTRE	257	4 993 793
1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	910	16 550 694
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	111	2 355 980
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	73	2 110 955
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	69	1 486 890
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	1	97 200
<b>1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION</b>	<b>9 325</b>	<b>149 360 903</b>
1313111-BUREAU DU MINISTRE	16	532 588
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9 309	148 828 315
<b>1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMMININE ET AUX DROITS DES FEMMES</b>	<b>201</b>	<b>5 842 420</b>
1314111-BUREAU DU MINISTRE	52	1 365 650
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	149	4 476 770
<b>1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE</b>	<b>555</b>	<b>15 019 458</b>
1315111-BUREAU DU MINISTRE	444	11 978 738
1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	111	3 040 720
<b>1411-MINISTERE DES CULTES</b>	<b>160</b>	
1411111-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1	84 400
1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	159	3 561 650
<b>1412-MINISTERE DE LA CULTURE</b>	<b>866</b>	<b>20 596 390</b>
1412111-BUREAU DU MINISTRE	40	1 229 300
1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	119	3 365 610
1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS	73	1 539 540
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	34	837 250
1412115-THEATRE NATIONAL	111	1 978 040
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	46	1 024 400
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	30	810 000
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	87	1 546 700
1412119-ARCHIVES NATIONALES	262	6 706 150
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	42	916 000
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	22	643 400
<b>1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>	<b>463</b>	<b>10 959 468</b>
1413111-BUREAU DU MINISTRE	2	218 400
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	58	2 083 480
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	304	6 300 758
1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI	99	2 356 830
<b>2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>716</b>	<b>19 518 050</b>
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	622	17 451 650
2211112-ASSEMBLEE DES SENATEURS	94	2 066 400
<b>2212-CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>708</b>	<b>25 339 375</b>
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	400	17 556 225
2212211-SECRETARIAT GENERAL	308	7 783 150
<b>3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICAIRE</b>	<b>892</b>	<b>47 344 052</b>
3211212-COUR DE CASSATION	91	3 718 120
3211213-COUR D'APPEL	36	2 817 372
3211214-TRIBUNAUX	765	40 808 560
<b>4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET D'J CONTENCIEUX ADMINISTRATIF</b>	<b>850</b>	<b>22 180 166</b>
4111111-CONSEIL DE LA COUR	850	22 180 166
<b>4211-CONSEIL ELECTORAL</b>	<b>16</b>	<b>1 263 450</b>
4211111-CONSEIL ELECTORAL	16	1 263 450
<b>4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN</b>	<b>19</b>	<b>825 450</b>
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	19	825 450
<b>4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI</b>	<b>1 716</b>	<b>45 062 464</b>
4311111-RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	264	9 266 764
4311115-FACULTE DES SCIENCES	123	3 458 059
4311116-FACULTE DES SCIENCES HUMAINES	171	4 692 160
4311117-FACULTE D'ETHNOLOGIE	93	2 516 830
4311118-FACULTE D'ODONTOLOGIE	105	2 470 245
4311213-FACULTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE	200	3 082 127
4311214-FACULTE DE LINGUISTIQUE APPLIQUEE	51	2 185 730
4311215-ECOLE NORMALE SUPERIEURE	127	4 025 321
4311220-IERAH	85	1 739 330
4311221-INAGHEI	184	3 743 058
4311223-FACULTE D'AGRONOMIE ET DE MEDECINE VETERINAIRE	149	4 948 420
4311114-FACULTE DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES	164	2 934 420
<b>Grand Total</b>	<b>75 372</b>	<b>1 351 047 939</b>

**DETAILS DES CRÉDITS  
DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2014 - 2015  
PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES**

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014- 2015
<b>1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE</b>	<b>880 568 656</b>
1111111-BUREAU DU MINISTRE	162 974 562
TITRE I-Dépenses de Personnel	55 588 083
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	29 074 649
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1 307 555
TITRE VI-Autres dépenses publiques	77 004 274
<b>1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>618 549 305</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	241 674 898
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	92 105 088
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	8 009 513
TITRE IV-Dépenses de Transferts	190 622 773
TITRE VI-Autres dépenses publiques	86 137 033
<b>1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE</b>	<b>57 224 414</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	38 227 358
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	18 997 056
<b>1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES</b>	<b>16 787 175</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	14 576 418
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2 210 757
<b>1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE</b>	<b>25 033 200</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	20 445 213
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4 587 987
<b>1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>	<b>4 207 380 765</b>
<b>1112111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>54 858 068</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	28 102 975
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 999 861
TITRE VI-Autres dépenses publiques	13 755 232
<b>1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>662 585 567</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	358 403 494
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	114 202 161
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	19 643 015
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3 936 897
TITRE VI-Autres dépenses publiques	166 400 000
<b>1112119-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>	<b>11 207 610</b>
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11 207 610
<b>1112121-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>	<b>93 396 752</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	57 824 883
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	35 571 869
<b>1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE</b>	<b>49 981 172</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	34 158 200
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 822 972



VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

Crédit Budgétaires 2014-2015

1112213-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	88 168 151
TITRE I-Dépenses de Personnel	66 366 636
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11 030 149
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1 808 030
TITRE IV-Dépenses de Transferts	40 095
TITRE VI-Autres dépenses publiques	8 923 240
1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	117 691 192
TITRE I-Dépenses de Personnel	78 228 485
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	26 513 564
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2 726 881
TITRE VI-Autres dépenses publiques	10 222 262
1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1 106 136 805
TITRE I-Dépenses de Personnel	668 144 160
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	272 027 034
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	43 635 792
TITRE IV-Dépenses de Transferts	300 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	117 425 366
TITRE V-Service de la Dette Publique	4 604 452
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1 942 461 929
TITRE I-Dépenses de Personnel	727 395 954
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	988 957 858
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	117 373 951
TITRE IV-Dépenses de Transferts	4 669 838
TITRE VI-Autres dépenses publiques	103 989 329
TITRE V-Service de la Dette Publique	75 000
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	80 893 519
TITRE I-Dépenses de Personnel	41 400 933
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	23 711 276
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 563 846
TITRE IV-Dépenses de Transferts	252 171
TITRE VI-Autres dépenses publiques	11 965 292
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	829 693 349
1113111-BUREAU DU MINISTRE	76 492 960
TITRE I-Dépenses de Personnel	34 862 572
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	5 797 611
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1 649 565
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 018 025
TITRE VI-Autres dépenses publiques	33 165 187

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

Crédits Budgétaires  
2014-2015

1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	567 813 890
TITRE I-Dépenses de Personnel	486 104 446
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	61 360 472
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	10 130 062
TITRE VI-Autres dépenses publiques	10 218 910
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	98 283 006
TITRE I-Dépenses de Personnel	91 623 243
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 659 762
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	63 754 306
TITRE I-Dépenses de Personnel	51 450 445
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 303 861
1113116-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD	9 339 675
TITRE I-Dépenses de Personnel	8 128 880
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1 210 795
1113117-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	14 009 513
TITRE I-Dépenses de Personnel	8 694 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	5 315 513
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	955 005 259
1114111-BUREAU DU MINISTRE	58 722 404
TITRE I-Dépenses de Personnel	41 257 058
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9 147 431
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	7 150 456
TITRE IV-Dépenses de Transferts	700 476
TITRE VI-Autres dépenses publiques	466 984
1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	537 984 671
TITRE I-Dépenses de Personnel	376 892 485
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	153 146 351
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 164 749
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4 781 086
1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	22 535 083
TITRE I-Dépenses de Personnel	19 173 927
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	3 361 157
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	48 031 809
TITRE I-Dépenses de Personnel	41 882 425
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 149 384
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	28 738 138
TITRE I-Dépenses de Personnel	19 589 080
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9 149 058

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7 740 558
TITRE I-Dépenses de Personnel	7 255 598
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	484 960
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	48 604 037
TITRE I-Dépenses de Personnel	39 431 184
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	9 172 853
1114120-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4 994 417
TITRE I-Dépenses de Personnel	119 730
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4 874 687
1114121-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	140 095 130
TITRE I-Dépenses de Personnel	81 244 800
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	58 850 330
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	57 559 011
TITRE I-Dépenses de Personnel	52 722 683
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4 836 328
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	502 918 870
1115111-BUREAU DU MINISTRE	50 205 174
TITRE I-Dépenses de Personnel	28 720 467
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 125 000
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 100 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 364 732
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1 894 975
1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	248 647 699
TITRE I-Dépenses de Personnel	219 276 111
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	21 898 001
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 600 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	373 587
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3 500 000
1115113-OFFICE DES POSTES D'HAITI	56 038 052
TITRE I-Dépenses de Personnel	44 076 474
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11 961 578
1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	31 773 994
TITRE I-Dépenses de Personnel	15 229 067
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16 544 927
1115116-CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	116 253 951
TITRE I-Dépenses de Personnel	38 783 333
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	77 470 618
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	329 764 650
1116111-BUREAU DU MINISTRE	74 870 792
TITRE I-Dépenses de Personnel	45 567 536
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2 684 168
TITRE VI-Autres dépenses publiques	26 619 088

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	254 893 858
TITRE I-Dépenses de Personnel	163 154 960
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	32 255 623
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	14 326 823
TITRE IV-Dépenses de Transferts	27 442 585
TITRE VI-Autres dépenses publiques	17 713 868
1117-MINISTERE DU TOURISME	165 666 469
1117111-BUREAU DU MINISTRE	31 455 601
TITRE I-Dépenses de Personnel	17 344 799
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 310 802
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	700 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	600 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	500 000
1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	109 035 825
TITRE I-Dépenses de Personnel	74 154 522
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	24 529 523
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	4 080 038
TITRE IV-Dépenses de Transferts	600 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	5 671 740
1117113-ECOLE HOTELIERE	25 175 043
TITRE I-Dépenses de Personnel	15 175 043
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10 000 000
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	8 456 629 019
1211111-BUREAU DU MINISTRE	54 960 575
TITRE I-Dépenses de Personnel	36 823 147
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4 499 177
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	214 813
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 867 935
TITRE VI-Autres dépenses publiques	11 555 503
1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 322 901 714
TITRE I-Dépenses de Personnel	1 029 250 137
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	164 032 155
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	45 495 824
TITRE IV-Dépenses de Transferts	4 669 838
TITRE VI-Autres dépenses publiques	79 443 760
TITRE V-Service de la Dette Publique	10 000
1211117-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	47 165 360
TITRE I-Dépenses de Personnel	31 298 138
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 867 222
1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	56 972 019
TITRE I-Dépenses de Personnel	25 214 402
TITRE VI-Autres dépenses publiques	31 757 617

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014- 2015
1211119-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	140 095 130
TITRE I-Dépenses de Personnel	110 095 121
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	30 000 009
1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	35 589 452
TITRE I-Dépenses de Personnel	19 641 441
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 948 011
1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	6 798 944 768
TITRE I-Dépenses de Personnel	5 402 285 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1 079 363 305
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	32 000 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	35 296 463
TITRE VI-Autres dépenses publiques	250 000 000
<b>1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER</b>	<b>91 553 294</b>
1212111-BUREAU DU MINISTRE	26 321 867
TITRE I-Dépenses de Personnel	12 125 698
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2 722 106
TITRE IV-Dépenses de Transferts	140 095
TITRE VI-Autres dépenses publiques	11 333 968
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	65 231 428
TITRE I-Dépenses de Personnel	33 772 069
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	14 001 300
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 208 051
TITRE VI-Autres dépenses publiques	14 250 007
<b>1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES</b>	<b>2 267 356 745</b>
1213111-BUREAU DU MINISTRE	84 776 266
TITRE I-Dépenses de Personnel	66 429 545
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11 346 721
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 000 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	6 000 000
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2 182 580 480
TITRE I-Dépenses de Personnel	218 236 573
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	46 896 029
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	39 053 105
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1 878 304 773
TITRE V-Service de la Dette Publique	90 000
<b>1214-LA PRESIDENCE</b>	<b>1 303 958 690</b>
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	314 222 948
TITRE I-Dépenses de Personnel	166 222 948
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	0
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	100 000 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	48 000 000

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
<b>1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL</b>	<b>414 002 105</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	99 656 137
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	205 693 934
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1 172 690
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 409 355
TITRE VI-Autres dépenses publiques	106 069 989
<b>1214113-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL</b>	<b>530 133 637</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	250 990 388
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	56 420 838
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 263 572
TITRE VI-Autres dépenses publiques	221 458 838
<b>1214114-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT</b>	<b>45 600 000</b>
TITRE VI-Autres dépenses publiques	45 600 000
<b>1215-PRIMATURE</b>	<b>1 481 275 736</b>
<b>1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>360 272 404</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	139 842 793
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	74 831 984
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	27 882 497
TITRE VI-Autres dépenses publiques	117 715 129
<b>1215112-ADMINISTRATION GENERALE</b>	<b>766 820 569</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	240 265 612
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	127 515 118
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	56 485 536
TITRE IV-Dépenses de Transferts	125 416 673
TITRE VI-Autres dépenses publiques	217 137 630
<b>1215113-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE</b>	<b>42 028 539</b>
TITRE VI-Autres dépenses publiques	42 028 539
<b>1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES</b>	<b>37 424 734</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	26 562 367
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10 862 367
<b>1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE</b>	<b>23 349 188</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	18 762 120
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4 587 068
<b>1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL</b>	<b>16 053 968</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	10 504 968
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	5 549 000
<b>1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES</b>	<b>88 726 915</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	51 350 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	37 376 915
<b>1215121-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE</b>	<b>65 377 726</b>
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	65 377 726
<b>1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA</b>	<b>22 501 893</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	15 350 283
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	7 151 610

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
1215123-APPUI A LA FORMATION	19 146 334
TITRE IV-Dépenses de Transferts	19 146 334
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	24 508 102
TITRE I-Dépenses de Personnel	11 056 631
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	13 451 471
1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	15 065 363
TITRE I-Dépenses de Personnel	12 932 183
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2 133 180
<b>1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>1 426 875 160</b>
1216111-BUREAU DU MINISTRE	121 678 118
TITRE I-Dépenses de Personnel	80 083 787
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	8 978 027
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1 419 130
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2 008 031
TITRE VI-Autres dépenses publiques	29 189 143
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	889 858 239
TITRE I-Dépenses de Personnel	452 128 677
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	132 075 879
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	9 875 371
TITRE VI-Autres dépenses publiques	295 778 312
1216115-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	6 438 882
TITRE I-Dépenses de Personnel	5 648 200
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	790 682
1216117-SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	408 899 922
TITRE I-Dépenses de Personnel	159 992 632
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	248 907 290
<b>1217-MINISTERE DE LA DEFENSE</b>	<b>224 421 889</b>
1217111-BUREAU DU MINISTRE	123 357 340
TITRE I-Dépenses de Personnel	24 737 525
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	7 742 591
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 343 604
TITRE IV-Dépenses de Transferts	79 017 368
TITRE VI-Autres dépenses publiques	8 516 252
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	101 064 549
TITRE I-Dépenses de Personnel	53 520 795
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	17 718 061
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	13 297 716
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 494 348
TITRE VI-Autres dépenses publiques	15 033 628

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
<b>1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>9 852 014 632</b>
<b>1311111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>517 977 643</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	136 389 948
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 208 924
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	691 136
TITRE IV-Dépenses de Transferts	335 333 690
TITRE VI-Autres dépenses publiques	30 353 945
<b>1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>9 046 864 120</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	6 827 563 687
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	1 148 100 605
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	79 429 363
TITRE IV-Dépenses de Transferts	454 781 479
TITRE VI-Autres dépenses publiques	536 975 485
TITRE V-Service de la Dette Publique	13 500
<b>1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO</b>	<b>16 943 182</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	14 870 738
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2 072 445
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	-
<b>1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>260 890 012</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	209 447 340
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	51 442 672
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	-
TITRE IV-Dépenses de Transferts	-
TITRE VI-Autres dépenses publiques	-
<b>1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT</b>	<b>9 339 675</b>
TITRE IV-Dépenses de Transferts	9 339 675
<b>1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL</b>	<b>908 089 397</b>
<b>1312111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>114 467 020</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	94 436 176
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 934 241
TITRE IV-Dépenses de Transferts	933 967
TITRE VI-Autres dépenses publiques	12 162 635
<b>1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>594 055 124</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	393 120 273
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	67 161 129
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	36 274 141
TITRE IV-Dépenses de Transferts	6 520 358
TITRE VI-Autres dépenses publiques	90 979 224
<b>1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES</b>	<b>52 836 375</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	42 599 161
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10 237 214



VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	50 078 929
TITRE I-Dépenses de Personnel	37 374 394
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 704 535
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	56 958 329
TITRE I-Dépenses de Personnel	36 022 334
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	20 935 995
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	39 693 620
TITRE VI-Autres dépenses publiques	39 693 620
<b>1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION</b>	<b>3 344 423 490</b>
1313111-BUREAU DU MINISTRE	75 912 136
TITRE I-Dépenses de Personnel	62 379 387
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	6 461 682
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3 335 196
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3 735 870
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3 266 269 832
TITRE I-Dépenses de Personnel	2 927 342 970
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	258 594 879
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	43 143 049
TITRE IV-Dépenses de Transferts	5 085 453
TITRE VI-Autres dépenses publiques	32 103 481
1313114-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	2 241 522
TITRE IV-Dépenses de Transferts	2 241 522
<b>1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES</b>	<b>130 232 820</b>
1314111-BUREAU DU MINISTRE	40 324 504
TITRE I-Dépenses de Personnel	31 135 183
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2 050 238
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	1 934 919
TITRE IV-Dépenses de Transferts	149 435
TITRE VI-Autres dépenses publiques	5 054 729
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	89 908 316
TITRE I-Dépenses de Personnel	73 370 271
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10 163 405
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2 559 001
TITRE IV-Dépenses de Transferts	186 794
TITRE VI-Autres dépenses publiques	3 628 846

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
<b>1315-MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE</b>	<b>473 860 254</b>
<b>1315111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>88 901 600</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	68 964 547
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 249 653
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	166 688
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 783 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	5 737 712
<b>1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>384 958 654</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	225 806 682
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	97 025 998
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	15 601 522
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3 195 350
TITRE VI-Autres dépenses publiques	43 329 102
<b>1411-MINISTÈRE DES CULTES</b>	<b>136 701 514</b>
<b>1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>136 701 514</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	66 580 273
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11 185 603
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 582 705
TITRE IV-Dépenses de Transferts	54 777 786
TITRE VI-Autres dépenses publiques	575 146
<b>1412-MINISTÈRE DE LA CULTURE</b>	<b>982 682 121</b>
<b>1412111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>89 251 787</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	43 916 225
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16 064 723
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	4 675 044
TITRE IV-Dépenses de Transferts	16 595 795
TITRE VI-Autres dépenses publiques	8 000 000
<b>1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>221 992 678</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	59 088 369
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	28 899 620
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	8 840 459
TITRE IV-Dépenses de Transferts	7 140 391
TITRE VI-Autres dépenses publiques	118 023 838
<b>1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS</b>	<b>45 013 607</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	32 425 066
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 588 541
<b>1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL</b>	<b>66 753 611</b>
TITRE I-Dépenses de Personnel	38 983 742
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	27 769 869

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
1412115-THEATRE NATIONAL	36 417 427
TITRE I-Dépenses de Personnel	34 084 379
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	2 333 048
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	40 420 164
TITRE I-Dépenses de Personnel	23 558 080
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16 862 084
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	21 105 831
TITRE I-Dépenses de Personnel	15 526 350
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	5 579 481
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	44 396 733
TITRE I-Dépenses de Personnel	30 174 270
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	14 222 463
1412119-ARCHIVES NATIONALES	121 034 131
TITRE I-Dépenses de Personnel	104 664 143
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16 369 988
1412123-ACTIVITES CULTURELLES	219 263 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	219 263 000
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	43 398 878
TITRE I-Dépenses de Personnel	23 947 560
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	19 451 318
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	33 634 274
TITRE I-Dépenses de Personnel	15 453 600
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	18 180 674
<b>1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>	<b>271 202 880</b>
1413111-BUREAU DU MINISTRE	36 059 344
TITRE I-Dépenses de Personnel	15 351 504
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	10 966 667
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 807 840
TITRE VI-Autres dépenses publiques	7 933 333
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	60 849 736
TITRE I-Dépenses de Personnel	38 378 975
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	12 520 000
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	4 839 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	5 111 760
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	123 828 500
TITRE I-Dépenses de Personnel	102 748 183
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	21 080 317
1413114- RADIO NATIONALE D'HAITI	50 465 300
TITRE I-Dépenses de Personnel	43 182 095
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	7 283 205

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
<b>1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	<b>6 056 439 104</b>
1511111-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	623 889 104
TITRE IV-Dépenses de Transferts	623 889 104
1511113-AUTRES INSTITUTIONS	155 000 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	155 000 000
1511149-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	5 277 550 000
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	10 000 000
TITRE IV-Dépenses de Transferts	3 508 000 000
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1 759 550 000
<b>1512-DETTE PUBLIQUE</b>	<b>5 071 174 969</b>
1512111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	600 000 000
TITRE V-Service de la Dette Publique	600 000 000
1512112-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	255 653 983
TITRE V-Service de la Dette Publique	255 653 983
1512113-AUTRES CREANCIERS INTERNES	1 771 839 742
TITRE V-Service de la Dette Publique	1 771 839 742
1512211-DETTE MULTILATERALE	70 849 131
TITRE V-Service de la Dette Publique	70 849 131
1512212-DETTE BILATERALE	2 372 832 113
TITRE V-Service de la Dette Publique	2 372 832 113
<b>2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>1 057 866 298</b>
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1 057 866 298
TITRE I-Dépenses de Personnel	457 760 600
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	240 986 928
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	26 673 222
TITRE IV-Dépenses de Transferts	149 901 789
TITRE VI-Autres dépenses publiques	182 543 760
<b>2212-CHAMBRE DES DEPUTES</b>	<b>1 716 420 216</b>
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	560 491 505
TITRE I-Dépenses de Personnel	443 000 925
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	110 069 297
TITRE IV-Dépenses de Transferts	1 081 608
TITRE VI-Autres dépenses publiques	6 339 675
2212112-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	214 603 732
TITRE I-Dépenses de Personnel	149 216 978
TITRE VI-Autres dépenses publiques	65 386 753
2212211-SECRETARIAT GENERAL	941 324 979
TITRE I-Dépenses de Personnel	655 631 590
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	196 599 816
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	13 841 577
TITRE IV-Dépenses de Transferts	75 249 920
TITRE VI-Autres dépenses publiques	2 076

VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET TITRE DE DEPENSES  
EXERCICE 2014-2015

	Crédits Budgétaires 2014-2015
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	1 031 390 332
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	256 878 565
TITRE I-Dépenses de Personnel	142 309 720
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	59 373 711
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	26 219 532
TITRE VI-Autres dépenses publiques	28 975 601
3211212-COUR DE CASSATION	86 073 469
TITRE I-Dépenses de Personnel	62 021 737
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	11 735 848
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	10 634 743
TITRE IV-Dépenses de Transferts	280 190
TITRE VI-Autres dépenses publiques	1 400 951
3211213-COUR D'APPEL	75 854 584
TITRE I-Dépenses de Personnel	51 878 038
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	16 037 822
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	3 268 886
TITRE VI-Autres dépenses publiques	4 669 838
3211214-TRIBUNAUX	612 583 715
TITRE I-Dépenses de Personnel	548 123 271
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	39 168 470
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	12 683 412
TITRE VI-Autres dépenses publiques	12 608 562
4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	464 542 682
4111111-CONSEIL DE LA COUR	464 542 682
TITRE I-Dépenses de Personnel	386 480 612
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	22 397 931
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	4 183 165
TITRE IV-Dépenses de Transferts	766 536
TITRE VI-Autres dépenses publiques	50 714 437
4211-CONSEIL ELECTORAL	317 913 665
4211111-CONSEIL ELECTORAL	317 913 665
TITRE I-Dépenses de Personnel	273 891 794
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	27 591 527
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	9 430 343
TITRE VI-Autres dépenses publiques	7 000 001
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 819 487
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 819 487
TITRE I-Dépenses de Personnel	25 859 487
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	4 359 999
TITRE III-Dépenses d'Immobilisations	2 600 000
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 040 755 939
4311111-RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	1 040 755 939
TITRE I-Dépenses de Personnel	650 812 033
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	389 943 906
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	15 000 000
4411111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	15 000 000
TITRE II-Dépenses de Biens et Services	15 000 000
<b>Grand Total</b>	<b>56 026 598 350</b>

**DETAILS DES CRÉDITS  
DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET 2014 - 2015  
PAR DIRECTION**

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	880 568 656
1111111-BUREAU DU MINISTRE	162 974 562
111111111-BUREAU DU MINISTRE	162 974 562
1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	618 549 305
11111211-DIRECTION GENERALE	189 356 382
11111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	331 750 985
11111213-DIRECTION PROGRAMMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE	13 387 370
11111214-DIRECTION D'EVALUATION ET CONTROLE	10 472 060
11111215-DIRECTION DE LA COOPERATION EXTERNE	11 198 750
11111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	5 163 400
11111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	8 830 067
11111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	5 750 067
11111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	7 353 817
11111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	5 360 067
11111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	6 305 840
11111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	7 630 067
11111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	6 775 900
11111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	4 609 466
11111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	4 605 067
1111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	57 224 414
11111312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	57 224 414
1111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	16 787 175
11111411-DIRECTION GENERALE	4 376 666
11111412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	9 725 729
11111413-DIRECTION TECHNIQUE	1 811 080
11111442-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	552 000
11111443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	75 700
11111446-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	246 000
1111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE	25 033 200
11111511-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO. SPATIAL	25 033 200
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4 207 380 765
1112111-BUREAU DU MINISTRE	54 858 068
111211111-BUREAU DU MINISTRE	54 858 068
1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	662 585 567
11121211-DIRECTION GENERALE	178 936 303
11121212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	247 449 467
11121213-UNITE DE PROGRAMMATION	9 077 750
11121214-DIRECTION DE LA PENSION CIVILE	21 157 790
11121215-UNITE INFORMATIQUE	10 361 572
11121216-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	5 737 881
11121217-DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES/MEF	8 789 392
11121218-DIRECTION DU TRESOR	102 425 133
11121219-DIRECTION DE L'INSPECTION FISCALE	25 753 510
11121230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	3 937 226
11121239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	4 647 230
11121241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	3 879 225
11121242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	4 437 476
11121243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	6 390 309
11121244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	4 221 992
11121245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	4 867 027
11121246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	5 890 450
11121247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	4 955 150
11121248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	4 918 025
11121249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	4 752 660

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
1112119-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIAL	11 207 610
111211911-F.A.E.S.	11 207 610
1112121-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	93 396 752
111212111-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	93 396 752
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	49 981 172
111212211-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	49 981 172
1112213-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	88 168 151
111221311-DIRECTION GENERALE/IHSI	19 867 373
111221312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	39 551 502
111221313-DIRECTION DES ETUDES ECONMIQUES/IHSI	9 313 850
111221314-DIRECTION DE LA PRODUCTION DES STATISTIQUES	4 403 100
111221315-DIRECTION DES ETUDES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES	7 392 443
111221343-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1 287 100
111221345-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1 605 201
111221346-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	1 608 200
111221347-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	1 531 180
111221348-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1 608 201
1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	117 691 192
111221411-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	44 257 678
111221412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	45 920 748
111221413-DIRECTION CONTROLE BUDGETAIRE	16 014 190
111221414-DIRECTION DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE	8 015 529
111221415-DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE	3 483 047
1112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	1 106 136 805
111221511-DIRECTION GENERALE	519 077 803
111221512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	280 357 011
111221513-DIRECTION DE LA PERCEPTION	83 265 710
111221514-DIRECTION DE LA VERIFICATION	9 653 219
111221515-DIRECTION DES OPERATIONS	89 716 548
111221516-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	8 377 064
111221517-DIRECTION DE L'ENREG. ET CONTRIB. FONCIERE	17 723 203
111221518-DIRECTION DU DOMAINE	6 975 712
111221519-DIRECTION TECHNIQUE	945 317
111221539-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	5 649 900
111221540-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	352 616
111221541-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	2 332 503
111221542-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	10 843 400
111221543-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	12 757 750
111221544-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	6 215 472
111221545-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	14 227 167
111221546-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	16 585 100
111221547-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	8 323 750
111221548-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	7 785 350
111221549-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	4 972 210
1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1 942 461 929
111221611-DIRECTION GENERALE DES DOUANES	589 024 713
111221612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	679 857 970
111221614-UNITE D'ETUDE ET DE PROGRAMMATION	4 175 500
111221615-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	7 711 850
111221616-DIRECTION DES STATISTIQUES	9 424 680
111221617-DIRECTION DE L'INSPECTION	10 786 000
111221618-DIRECTION DE SURVEILLANCE	68 038 610
111221619-DIRECTION DE L'INFORMATION	118 653 662
111221620-SECRETARIAT GENERAL	10 082 750
111221621-DIRECTION DE REGLEMENTATION	5 881 620
111221622-DIRECTION DU CONTROLE	27 107 103
111221623-DIRECTION DES RESS. HUMAINES	11 366 400
111221630-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	13 185 335
111221639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	20 150 350
111221641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	257 554 192
111221642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	6 071 900
111221643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	28 745 591



## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
111221644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	11 728 601
111221645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	29 134 120
111221646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	9 338 200
111221647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	12 765 433
111221648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	3 723 000
111221649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	7 954 350
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	80 893 519
111222511-DIRECTION GENERALE	5 870 536
111222512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	50 053 115
111222513-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2 933 448
111222514-UNITÉ DE CONSEIL ET D'AUDIT	1 799 597
111222515-DIRECTION DE CONTROLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	13 809 962
111222516-DIRECTION DE SURVEILLANCE DES CAPITAUX PUBLICS	6 426 860
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	829 693 349
1113111-BUREAU DU MINISTRE	76 492 960
111311111-BUREAU DU MINISTRE/MARNDR	76 492 960
1113112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	567 813 890
111311211-DIRECTION GENERALE	165 167 633
111311212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MARNDR	104 741 475
111311213-DIRECTION DE LA PRODUCTION VEGETALE	8 782 293
111311214-DIRECTION DE LA PRODUCTION ANIMALE	15 948 126
111311215-DIRECTION DES RESSOURCES NATURELLES	15 168 609
111311216-DIRECTION DE FORMATION ET RECHERCHES	18 319 563
111311217-DIRECTION DE LA PECHE ET AQUACULTURE	1 880 897
111311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	4 099 995
111311240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	194 924 559
111311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	92 000
111311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	4 035 788
111311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	4 802 357
111311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	6 109 088
111311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	6 947 369
111311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	6 423 657
111311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	4 066 777
111311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	2 863 474
111311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	3 440 230
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	98 283 006
111311312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	10 609 364
111311314-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	-
111321311-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	87 673 642
1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	63 754 306
111311411-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	9 924 493
111311412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	15 057 997
111311413-DIRECTION TECHNIQUE	6 836 812
111311414-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	945 100
111311439-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	3 925 680
111311441-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	4 674 352
111311443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	3 958 875
111311444-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	4 471 798
111311445-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	11 522 398
111311449-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	2 436 800
1113116-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD	9 339 675
111311611-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DU NORD	9 339 675
1113117-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI	14 009 513
111311711-INSTITUT NATIONAL DU CAFÉ D'HAITI	14 009 513

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	955 005 259
1114111-BUREAU DU MINISTRE	58 722 404
111411111-BUREAU DU MINISTRE	58 722 404
11141112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	537 984 671
111411211-DIRECTION GENERALE	114 922 961
111411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	65 995 488
111411213-COORDINATION DES UNITES TECHNIQUES	13 485 176
111411214-CONTROLE FINANCIER	4 002 100
111411216-DIRECTION DES COMMUNICATIONS	5 418 309
111411217-DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS	129 085 422
111411218-DIRECTION DES TRANSPORTS	28 531 195
111411219-SERVICE DE SIGNALISATION ROUTIERE	5 570 101
111411239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	11 154 267
111411240-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	17 931 325
111411241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	25 485 169
111411242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	15 704 665
111411243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	16 438 480
111411244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	14 240 287
111411245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	18 515 801
111411246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	15 613 463
111411247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	10 905 500
111411248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	13 742 221
111411249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	11 242 742
1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	22 535 083
111411511-DIRECTION GENERALE	6 880 741
111411512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	8 948 136
111411513-DIRECTION D'EXPLOITATION	6 706 206
1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	48 031 809
111411611-DIRECTION GENERALE	29 330 637
111411612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	9 857 378
111411613-DIRECTION TECHNIQUE	2 345 500
111411614-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	642 000
111411641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	3 469 562
111411645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	2 386 732
1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	28 738 138
111411711-DIRECTION GENERALE/SEMANAH	28 474 368
111411712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	263 771
1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	7 740 558
111411811-DIRECTION GENERALE/CONATEL	6 352 222
111411812-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	1 388 336
1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	48 604 037
111411911-DIRECTION GENERALE	12 465 768
111411912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	22 226 239
111411913-DIRECTION DE LA GEOLOGIE ET DES MINES	8 292 065
111411914-DIRECTION DE L'ENERGIE	4 795 805
111411943-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	824 160
1114120-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4 994 417
111412011-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	4 994 417
1114121-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	140 095 130
111412111-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	140 095 130
1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	57 559 011
111412211-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	52 722 683
111412212-DIRECTION ADMINISTRATIVE	4 836 328
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	502 918 870
1115111-BUREAU DU MINISTRE	50 205 174
111511111-BUREAU DU MINISTRE	50 205 174
1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	248 647 699
111511211-DIRECTION GENERALE	143 187 640
111511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	41 788 631
111511213-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	7 034 301
111511214-DIRECTION DES ETUDES ET DE LA PROGRAMMATION	5 817 807
111511215-DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR	12 891 954
111511216-DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR	9 579 742
111511217-DIRECTION CONTROLE QUALITE ET PROTEC. CONSOMMATEUR	10 685 115

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
111511218-DIRECTION DE L'ENTREPRENEUR ET DU DEV INDUSTRIEL	11 008 722
111511219-DIRECTION CONTROLE ET REGLEMENTATION INDUSTRIELLE	6 653 788
1115113-OFFICE DES POSTES D'HAITI	56 038 052
111511311-OFFICE DES POSTES	44 076 474
111511312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/OFFICE DES POSTES	11 961 578
1115115-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	31 773 994
111511511-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	31 773 994
1115116-CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	116 253 951
111511611-DIRECTION GENERALE	116 253 951
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	329 764 650
1116111-BUREAU DU MINISTRE	74 870 792
111611111-BUREAU DU MINISTRE/MDE	74 870 792
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	254 893 858
111611211-DIRECTION GENERALE	39 159 550
111611212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MDE	150 814 295
111611213-DIRECTION PROMOTION DES RESS PR L'ENVIR. ET DEV.	7 745 400
111611214-DIRECTION CADRE DE VIE ET ASSAINISSEMENT	8 418 001
111611215-DIRECTION BIODIVERSITE ET CONTROLE DE L'EROSION	4 332 349
111611216-DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE SUIVI	5 342 852
111611217-DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU	9 409 200
111611218-DEIRECTION DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ENV.	11 961 400
111611239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	1 393 502
111611241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	3 606 100
111611242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	1 372 835
111611243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1 639 535
111611244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	1 325 201
111611245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1 086 051
111611246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	2 085 386
111611247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	2 050 350
111611248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	2 112 066
111611249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	1 039 785
1117-MINISTERE DU TOURISME	165 666 469
1117111-BUREAU DU MINISTRE	31 455 601
111711111-BUREAU DU MINISTRE/TOURISME	31 455 601
1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	109 035 825
111711211-DIRECTION GENERALE	31 351 092
111711212-DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE/MT	50 137 266
111711213-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	2 825 886
111711214-DIRECTION DES INVESTISSEMENTS	3 214 997
111711215-DIRECTION DE LA FORMATION	5 345 432
111711216-DIRECTION DE LA COMMUNICATION	4 568 980
111711242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	4 556 122
111711243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	4 568 372
111711246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	2 467 678
1117113-ECOLE HOTELIERE	25 175 043
111711311-ECOLE HOTELIERE	25 175 043
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	8 456 629 019
1211111-BUREAU DU MINISTRE	54 960 575
121111111-BUREAU DU MINISTRE/MJSP	54 960 575
1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1 322 901 714
121111211-DIRECTION GENERALE	123 668 085
121111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MJSP	1 099 306 549
121111213-DIRECTION DES AFFAIRES JUDICIAIRES	20 301 430
121111214-DIRECTION DE COMMUNICATION	10 940 061
121111215-OFFICES D'ETAT CIVIL	68 685 588

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

CREDITS BUDGETAIRES  
2014-2015

1211117-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	47 165 360
121111711-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	47 165 360
1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	56 972 019
121111811-SECRETAIRERIE DE LA POLICE ET SECURITE PUBLIQUE	56 972 019
1211119-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	140 095 130
121111911-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	140 095 130
1211121-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	35 589 452
121112111-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	35 589 452
1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	6 798 944 768
121121611-DIRECTION GENERALE/PNH	2 365 349 002
121121612-INSPECTION GENERALE DE LA PNH	350 448 680
121121613-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE JUDICIAIRE	119 035 799
121121614-DIRECTION CENTRALE DE L'ADM.ET DES SERV. GENERAUX/PNH	857 854 832
121121615-DIRECTION CENTRALE DE LA POLICE ADMINISTRATIVE	943 563 638
121121617-DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENCIAIRE	840 841 199
121121639-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	34 623 500
121121641-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	721 711 732
121121642-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	65 830 849
121121643-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	104 082 500
121121644-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	46 682 408
121121645-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	110 104 698
121121646-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	66 793 550
121121647-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	60 055 384
121121648-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	65 268 249
121121649-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	46 698 751
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	91 553 294
1212111-BUREAU DU MINISTRE	26 321 867
121211111-BUREAU DU MINISTRE	26 321 867
1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	65 231 428
121211211-DIRECTION GENERALE	13 405 205
121211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	36 326 021
121211213-DIRECTION PROMOTION DEV. RELATION INTERHAITIENNES	3 355 401
121211215-DIRECTION DES TECHNOLOGIES DE L'INF ET DE LA COMM.	3 265 373
121211216-DIRECTION ECONOMIQUE ET JURIDIQUES.	8 879 428
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 267 356 745
1213111-BUREAU DU MINISTRE	84 776 266
121311111-BUREAU DU MINISTRE	84 776 266
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	2 182 580 480
121311211-DIRECTION GENERALE	425 964 992
121311212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	446 311 796
121311213-DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	6 321 250
121311214-DIRECTION DES ARCHIVES ET DE LA DOCUMENTATION	8 125 000
121311215-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES	10 065 250
121311216-DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONNALES	4 722 250
121311217-DIRECTION DES AFF. ECONOMIQUES ET COOPERATION	4 286 425
121311218-DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES	4 538 344
121311219-DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES	4 281 550
121311220-DIRECTION DU PROTOCOLE	10 207 712
121311221-MISSIONS DIPLOMATIQUES	1 257 755 911
1214-LA PRESIDENCE	1 303 958 690
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	314 222 948
121411111-BUREAU DU PRESIDENT	314 222 948
1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	414 002 105
121411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	414 002 105
1214113-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	530 133 637
121411311-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	530 133 637
1214114-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	45 600 000
121411411-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	45 600 000

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
1215-PRIMATURE	1 481 275 736
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	360 272 404
121511111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	360 272 404
1215112-ADMINISTRATION GENERALE	766 820 569
121511211-DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES	39 662 523
121511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	582 655 582
121511220-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DE LA SECURITE ENERGETIQUE	20 000 000
121511221-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DE LA PROMOTION DE LA PAYSANNERIE	20 000 000
121511222-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE EXTREME	20 000 000
121511223-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DU RENFORCEMENT DES PARTIS POLITIQUES	20 000 000
121511224-UNITE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET DES BATIMENTS PUBLICS_UCLB	13 219 598
121511225-COMITE INTERMINISTERIEL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE_CIA	10 000 000
121511226-HELP-HOPE	3 035 621
121511227-CONSEIL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL_CDES	12 537 184
121511228-OFFICE DE MANAGEMENT ET DES RESSOURCES HUMAINES_OMRH	5 710 061
121511229-BUREAU DU MINISTRE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	20 000 000
1215113-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	42 028 539
121511311-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINISTRE	42 028 539
1215116-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	37 424 734
121511611-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	37 424 734
1215117-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	23 349 188
121511711-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	23 349 188
1215118-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	16 053 968
121511811-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	16 053 968
1215119-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	88 726 915
121511911-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	88 726 915
1215121-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	65 377 726
121512111-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE	65 377 726
1215122-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	22 501 893
121512211-BUREAU DE COORD.SUIV. DES ACC. C/Z	22 501 893
1215123-APPUI A LA FORMATION	19 146 334
121512312-APPUI A LA FORMATION	19 146 334
1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	24 508 102
121521411-DIRECTION DU CENTRE/CEFOPAFOP	10 809 778
121521412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/CEFOPAFOP	12 698 324
121521413-DIRECTION TECHNIQUE	1 000 000
1215220-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	15 065 363
121522011-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	15 065 363
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 426 875 160
1216111-BUREAU DU MINISTRE	121 678 118
121611111-BUREAU DU MINISTRE	121 678 118
1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	889 858 239
121611211-DIRECTION GENERALE	91 618 801
121611212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MICT	292 353 348
121611213-DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE/MICT	15 346 251
121611214-DIRECTION DE L'IMMIGRATION ET DE L'EMMIGRATION	263 637 027
121611215-DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES	9 107 453
121611216-DIRECTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	209 399 943
121611217-DIRECTION D'ETUDES DE PLANIFICATION ET DE SUIVI	8 395 415
1216115-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	6 438 882
121611511-ORGANISATION DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	6 438 882
1216117-SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	408 899 922
121611711-SMCRS	408 899 922
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	224 421 889
1217111-BUREAU DU MINISTRE	123 357 340
121711111-BUREAU DU MINISTRE	123 357 340
1217112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	101 064 549
121711211-DIRECTION GENERALE	6 578 481
121711212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	94 486 068

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	9 852 014 632
1311111-BUREAU DU MINISTRE	517 977 643
131111111-BUREAU DU MINISTRE	517 977 643
1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	9 046 864 120
131111211-DIRECTION GENERALE	3 296 181 908
131111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	1 842 300 743
131111213-DIRECTION DU PERSONNEL	68 291 799
131111214-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	21 388 430
131111215-DIRECTION DU GENIE SCOLAIRE	25 036 413
131111216-DIRECTION APPUI ET PATENARIAT	15 177 311
131111217-DIRECTION DU CURRICULUM DE LA QUALITE	16 132 289
131111218-DIR. ENSEIGNEMENT SUP. & RECHER. SCIENTIFIQUES	38 610 485
131111219-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	39 329 797
131111220-DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	27 913 941
131111221-DIRECTION FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DES CADRES	38 630 497
131111239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	107 660 685
131111241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	752 000 986
131111242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	163 820 098
131111243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	302 132 256
131111244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	121 135 016
131111245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	345 720 791
131111246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	204 014 865
131111247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	118 005 449
131111248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1 387 768 908
131111249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	115 611 452
1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	16 943 182
131111511-SECRETARIAT PERMANENT	6 632 608
131111512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/UNESCO	8 301 325
131111513-DIRECTION TECHNIQUE	2 009 249
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	260 890 012
131111711-DIRECTION GENERALE/INFP	125 251 796
131111712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/INFP	15 033 285
131111713-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	3 987 389
131111714-DIRECTION FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE	14 185 429
131111715-ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	29 807 906
131111716-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	42 863 990
131111717-ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL FILLE	9 937 793
131111718-CENTRE PROFESSIONNELS AFFILIES	17 820 122
131111743-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1 186 801
131111746-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	815 501
1311118-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	9 339 675
131111811-DIRECTION GENERALE	9 339 675

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	908 089 397
1312111-BUREAU DU MINISTRE	114 467 020
131211111-BUREAU DU MINISTRE	114 467 020
1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	594 055 124
131211211-DIRECTION GENERALE	121 901 688
131211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	347 964 679
131211213-DIRECTION DE LA PLANIFICATION	7 596 741
131211214-DIRECTION DU TRAVAIL	17 179 567
131211215-DIRECTION DE LA MAIN D'OEUVRE	14 698 434
131211216-DIRECTION DE L'ASSISTANCE SOCIALE	14 181 984
131211217-OFFICE NATIONAL D'ARTISANAT	15 368 429
131211230-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	55 163 602
1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	52 836 375
131211311-DIRECTION GENERALE	13 192 235
131211312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/IBESRH	30 764 326
131211313-DIRECTION DU SERVICE SOCIAL	4 181 800
131211314-DIRECTION DE DEFENSE SOCIALE	2 983 799
131211315-COORDINATION DES CENTRES DETACHES	1 714 215
1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	50 078 929
131211411-DIRECTION GENERALE/EPPLS	10 145 633
131211412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/EPPLS	27 777 169
131211413-DIRECTION TECHNIQUE	7 894 627
131211414-DIRECTION PLANIFICATION	4 261 500
1312115-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	56 958 329
131211511-DIRECTION GENERALE	43 058 116
131211512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ONM	13 900 213
1312117-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INT. DES PERS. HANDICAPEES	39 693 620
131211711-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	39 693 620
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	3 344 423 490
1313111-BUREAU DU MINISTRE	75 912 136
131311111-BUREAU DU MINISTRE	75 912 136
1313112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	3 266 269 832
131311211-DIRECTION GENERALE	660 005 282
131311212-HOPITAL DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	559 342 506
131311213-SANATORIUM DE PORT-AU-PRINCE	10 182 750
131311214-CENTRE DE PSYCHIATRIE MARS ET KLYNE	520 002
131311215-CRACE CHILDREN'S HOSPITAL	620 002
131311216-MATERNITE ESAE JEANTY	13 602 023
131311217-DIRECTION DE L'HYGIENNE PUBLIQUE	8 591 401
131311218-BUREAU ONCOLOGIE NATIONAL	8 924 542
131311219-DIRECTION D'EDUCATION SANITAIRE ET D'ENTRAINEMENT	2 336 400
131311220-DIRECTION DE PHARMACIE ET DE MEDECINE TRADITIONNELLE	275 757 537
131311221-UNITE DE COORD. DES MALADIES INF. ET TRANM.	29 233 285
131311222-UNITE DE COORD. NATIONALE DU PROGR. DE VACCINATION	44 837 766
131311223-UNITE DE COORD. NATIONALE DU PROGR. DE NUTRITION	440 413 501
131311224-DIRECTION DE LA SANTE FAMILIALE	22 037 218
131311225-DIRECTION DE PROMOTION DE LA SANTE ET DE L'ENV.	8 451 980
131311226-UNITE DE COORD. DE LA SECURITE DES HOPITAUX	2 789 974
131311227-DIRECTION TECHNIQUE	1 645 400
131311228-DIRECTION TECHNIQUE	1 040 002
131311229-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	340 200
131311230-DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET D'EVALUATION	16 690 268
131311232-DIRECTION GENERALE D'ASSISTANCE PUBLIQUE	959 800
131311233-DIRECTION DES PROGRAMMES PRIORITAIRES	1 231 200
131311234-DIRECTION DE POPULATION ET DU DEVELOPEMENT HUMAIN	880 003
131311235-DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	840 000
131311236-DIRECTION DES SOINS INFIRMIERS	740 003
131311237-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	1 540 002
131311238-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	2 631 000
131311239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	8 189 913
131311241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	433 545 909
131311242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	63 197 273
131311243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	142 664 436
131311244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	49 262 000

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
131311245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	125 534 410
131311246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	113 272 479
131311247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	52 884 500
131311248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	105 794 366
131311249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	55 740 500
1313114-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	2 241 522
131311411-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS ET PRIVES	1 200 000
131311412-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS ET PRIVES	1 041 522
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	130 232 820
1314111-BUREAU DU MINISTRE	40 324 504
131411111-BUREAU DU MINISTRE/MCFDF	40 324 504
1314112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	89 908 316
131411211-DIRECTION GENERALE/MCFDF	24 928 927
131411212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MCFDF	29 345 737
131411213-DIRECTION D'ORIENTATION ET D'INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE	18 841 800
131411214-DIRECTION PROMOTION ET DEFENSE DES DROIT DE LA FEMME	8 873 550
131411215-DIRECTION DU GENDER MAINSTREAMING	7 918 301
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	473 860 254
1315111-BUREAU DU MINISTRE	88 901 600
131511111-BUREAU DU MINISTRE	88 901 600
1315112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	384 958 654
131511211-DIRECTION GENERALE	145 956 625
131511212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	108 597 082
131511213-DIRECTION JEUNESSE	14 022 777
131511214-DIRECTION DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	34 563 538
131511215-DIRECTION DE L'ACTION CIVIQUE	65 156 986
131511239-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES NIPPES	885 450
131511241-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	6 938 712
131511242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	1 539 148
131511243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	1 590 550
131511244-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU CENTRE	874 998
131511245-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	1 278 798
131511246-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	924 996
131511247-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	624 996
131511248-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	1 053 998
131511249-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-OUEST	950 000
1411-MINISTERE DES CULTES	136 701 514
1411112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	136 701 514
141111211-DIRECTION GENERALE	54 084 242
141111212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/MCULTES	69 389 957
141111213-DIRECTION DE L'INSPECTION	13 227 315
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	982 682 121
1412111-BUREAU DU MINISTRE	89 251 787
141211111-BUREAU DU MINISTRE/CULTURE	89 251 787
1412112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	221 992 678
141211211-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	139 323 771
141211212-DIRECTION TECHNIQUE	58 202 584
141211214-DIRECTION DE PLANIFICATION ET DE CONTROLE	1 851 904
141211215-DIRECTION TECHNIQUE	2 411 060
141211217-DIRECTION TECHNIQUE	2 959 307
141211218-DIRECTION TECHNIQUE	4 300 953
141211220-DIRECTION TECHNIQUE	3 863 215
141211242-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	3 309 270
141211243-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	5 770 615
1412113-ECOLE NATIONALE DES ARTS	45 013 607
141211311-DIRECTION GENERALE/ENARTS	16 559 109
141211312-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ENARTS	28 454 498
1412114-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	66 753 611
141211411-DIRECTION GENERALE/ISPAN	23 775 744
141211412-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ISPAN	7 286 059
141211413-DIRECTION TECHNIQUE	2 466 085
141211443-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	33 225 723
1412115-THEATRE NATIONAL	36 417 427
141211511-DIRECTION GENERALE/THEATRE	7 892 789



## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
141211512-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/THEATRE	12 330 455
141211513-DIRECTION TECHNIQUE/THEATRE	16 194 182
1412116-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	40 420 164
141211611-DIRECTION GENERALE	3 088 634
141211612-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	37 331 530
1412117-BUREAU NATIONAL D'ETHNOLOGIE	21 105 831
141211711-DIRECTION GENERALE	3 484 079
141211712-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	17 065 552
141211713-DIRECTION TECHNIQUE	556 200
1412118-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	44 396 733
141211811-DIRECTION GENERALE	35 726 673
141211812-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	8 670 060
1412119-ARCHIVES NATIONALES	121 034 131
141211911-DIRECTION GENERALE/ARCHIVES	10 453 597
141211912-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/ARCHIVES	44 380 151
141211913-DIRECTION TECHNIQUE/ARCHIVES	66 200 383
1412123-ACTIVITES CULTURELLES	219 263 000
141212311-DIRECTION GENERALE/ACTIVITES CULTURELLES	219 263 000
1412124-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	43 398 878
141212411-DIRECTION GENERALE	43 398 878
1412125-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	33 634 274
141212511-DIRECTION GENERALE	33 634 274
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	271 202 880
1413111-BUREAU DU MINISTRE	36 059 344
141311111-BUREAU DU MINISTRE	36 059 344
1413112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	60 849 736
141311211-DIRECTION GENERALE COM	26 704 800
141311212-DIRECTION ADMINISTRATIVE COM	34 144 936
1413113-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	123 828 500
141311311-DIRECTION GENERALE/TNH	19 752 334
141311312-DIRECTION DE LA COMMUNICATION	69 514 155
141311314-DIRECTION DE L'INFORMATION	2 340 911
141311315-DIRECTION PROGRAMMATION ET DE LA PRODUCTION	3 855 290
141311316-DIRECTION TECHNIQUE	4 664 950
141311317-DIRECTION EDUCATIVE ET CULTURELLE	23 700 860
1413114-RADIO NATIONALE D'HAITI	50 465 300
141311411-DIRECTION GENERALE/RNH	50 465 300
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 056 439 104
1511111-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	623 889 104
151111111-ACQUISITION DE VEHICULES	543 389 104
151111112-AUTRES (MONTANT NON AFFECTE) 919	300 000
151111113-AUTRES SUBVENTIONS	200 000
151111114-INSTITUTIONS INTERNATIONALES (CONTRIBUTION)	80 000 000
1511113-AUTRES INSTITUTIONS	155 000 000
151111315-INDEMNITES HAUTS FONCTIONNAIRES	155 000 000
1511149-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	5 277 550 000
151114911-PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE	5 277 550 000
1512-DETTE PUBLIQUE	5 071 174 969
1512111-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	600 000 000
151211111-INST. FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIES (INTERET)	600 000 000
1512112-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	255 653 983
151211211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES (INTERET)	255 653 983
1512113-AUTRES CREANCIERS INTERNES	1 771 839 742
151211311-AUTRES CREANCIERS INTERNES (INTERET)	1 771 839 742
1512211-DETTE MULTILATERALE	70 849 131
151221111-BID (INTERET)	70 849 131
151221113-OPEC (INTERET)	131

## VENTILATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTANCE

EXERCICE 2014-2015

	CREDITS BUDGETAIRES 2014-2015
1512212-DETTE BILATERALE	2 372 832 113
151221211-ARGENTINE (INTERET)	2 372 832 113
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	1 057 866 298
2211111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1 057 866 298
221111111-ASSEMBLEE DES SENATEURS	1 057 866 298
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	1 716 420 216
2212111-CHAMBRE DES DEPUTES	560 491 505
221211111-ASSEMBLEE DES DEPUTES	560 491 505
2212112-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	214 603 732
22121211-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	214 603 732
2212211-SECRETARIAT GENERAL	941 324 979
221221111-SECRETARIAT GENERAL	64 588 706
221221112-ARCHIVES DOCUMENT. ET RECHERCHE	28 014 947
221221113-ADMINISTRATION ET GESTION	266 754 146
221221114-ASSEMBLEE	118 053 850
221221115-SEANCES	35 835 656
221221116-SERVICE DU PERSONNEL	40 689 480
221221117-BUREAU DES DEPUTES	387 388 194
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICAIRE	1 031 390 332
3211111-ADMINISTRATION GENERALE	256 878 565
321111111-ADMINISTRATION GENERALE	256 878 565
3211212-COUR DE CASSATION	86 073 469
321121211-BUREAU DES JUGES	25 771 859
321121212-PERSONNEL ADMINISTRATIF ET DE SUPPORT	60 301 610
3211213-COUR D'APPEL	75 854 584
321121311-COUR D'APPEL DE PORT-AU-PRINCE	75 854 584
3211214-TRIBUNAUX	612 583 715
321121411-TRIBUNAL CIVIL	210 812 448
321121412-TRIBUNAUX DE PAIX	395 282 336
321121413-TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL	6 488 930
4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	464 542 682
4111111-CONSEIL DE LA COUR	464 542 682
411111111-DIRECTION DU CONTROLE DES COMPTES	84 745 313
411111112-DIRECTION DE L'APUREMENT DES COMPTES	187 813 583
411111113-COORDINATION DES DIRECTIONS	59 797 683
411111114-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	45 163 857
411111130-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	5 624 500
411111140-COORDINATION DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES	19 359 213
411111141-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST	4 815 601
411111142-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD-EST	6 004 561
411111143-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD	6 549 001
411111145-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ARTIBONITE	4 773 001
411111146-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU SUD	4 543 201
411111147-DIRECTION DEPARTEMENTALE DU NORD-EST	30 174 685
411111148-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRANDE-ANSE	5 178 483
4211-CONSEIL ELECTORAL	317 913 665
4211111-CONSEIL ELECTORAL	317 913 665
421111111-BUREAU CENTRAL/CEP	317 913 665
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 819 487
4212112-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	32 819 487
421211211-BUREAU DU PROTECTEUR	6 949 814
421211212-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	14 519 574
421211213-DIRECTION TECHNIQUE	11 350 099
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 040 755 939
4311111-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	1 040 755 939
431111111-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES/UEH	1 040 755 939
4411-ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	15 000 000
4411111-SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ACADEMIE DU CREOLE HAITIEN	15 000 000
441111111-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES	15 000 000
Grand Total	56 026 598 350

**DETAILS DES CRÉDITS  
DES INTERVENTIONS PUBLIQUES**

**CREDITS BUDGETAIRES DES INTERVENTIONS PUBLIQUES****EXERCICE 2014 - 2015**

	CREDITS 2014-2015
TOTAL INTERVENTIONS PUBLIQUES	6 056 439 104
700- SUBVENTION D'EXPLOITATION AUX COMPTES SPECIAUX DU TRESOR & BUDGET ANNEXE	623 889 104
PENSIONNAIRES EX_BNDAI	3 563 832
PENSION MILITAIRE	110 809 752
PENSIONNAIRES EX_MINOTERIE	1 115 520
PENSIONNAIRES SELECTION 1974	8 400 000
COTISATION DE L'ETAT AU FONDS DE PENSION	500 000 000
721-QUOTES -PARTS ET CONTRIBUTION AUX INSTITUTIONS ETRANGERES & INTERNATIONALES	155 000 000
INSTITUTIONS INTERNATIONALES	155 000 000
AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	5 277 550 000
410- MATERIEL DE TRANSPORT ROUTIER	10 000 000
ACQUISITION DE VEHICULES	10 000 000
729- AUTRES QUOTES-PARTS ET CONTRIBUTIONS	3 508 000 000
ELECTRICITE D'HAITI / ED'H / INTERVENTIONS	2 500 000 000
GESTION DES AUTOBUS DE L'ETAT	393 000 000
ACTIVITES FESTIVES ET CONFERENCES	205 000 000
AUTO-ASSURANCE/FCT PUBLIQUE/INTERVENTIONS	360 000 000
AUTRES SUBVENTIONS	50 000 000
919- AUTRES DEPENSES NON VENTILEES PAR NATURE	1 759 550 000
ACTIVITES ELECTORALES	200 000 000
SUPPORT AUX PARTIS POLITIQUES	350 000 000
APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	278 000 000
PROGRAMME D'APPUI A LA RELANCE ECONOMIQUE	331 500 000
AUTRES (MONTANT NON AFFECTÉ) "919"	600 050 000

CODE		RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP
		TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	TOTAL PIP
	<b>REFONDATION TERRITORIALE</b>	5 981 538 000	1 597 028 465	7 578 566 465	16 746 254 870	7 189 989 781	23 936 244 651	31 514 811 116
1	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	2 956 000 000	572 000 000	3 528 000 000	1 181 087 360	283 500 000	1 464 587 360	4 992 587 360
1	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS	485 000 000	-	485 000 000	305 897 310	360 000 000	665 897 310	1 150 897 310
1	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE	609 000 000	74 250 000	683 250 000	4 560 175 331	652 624 313	5 212 799 644	5 895 049 644
1	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT	64 000 000	-	64 000 000	1 898 020 575	392 000 000	2 290 020 575	2 354 020 575
1	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL	1 525 538 000	715 910 217	2 241 448 217	5 386 689 270	4 555 313 193	9 942 002 463	12 183 450 680
1	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	226 000 000	90 000 000	316 000 000	45 000 000	90 000 000	135 000 000	451 000 000
1	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ELECTRICITE DU PAYS	116 000 000	144 868 248	260 868 248	3 369 385 024	856 552 275	4 225 937 299	4 486 805 547
	<b>REFONDATION ECONOMIQUE</b>	1 389 650 000	437 285 848	1 826 935 848	3 999 771 656	2 767 217 048	6 766 988 704	8 593 924 552
2	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES	10 000 000	-	10 000 000	756 000 000	-	756 000 000	766 000 000
2	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE	148 000 000	387 285 848	535 285 848	181 973 700	218 322 000	400 295 700	935 581 548
2	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	1 061 250 000	-	1 061 250 000	2 422 317 680	2 161 105 558	4 583 423 238	5 644 673 238
2	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DE LA PECHE	44 000 000	-	44 000 000	41 657 911	-	41 657 911	85 657 911
2	PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES ET ENERGETIQUES	25 000 000	-	25 000 000	-	-	-	25 000 000
2	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	18 000 000	-	18 000 000	90 000 000	256 988 090	346 988 090	364 988 090
2	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME	83 400 000	50 000 000	133 400 000	507 822 365	130 801 400	638 623 765	772 023 765
	<b>REFONDATION SOCIALE</b>	4 914 400 000	1 924 962 200	6 839 362 200	4 990 684 563	5 664 691 278	10 655 375 841	17 494 738 041
3	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT	-	-	-	420 832 395	765 000 000	1 185 832 395	1 185 832 395
3	PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	8 000 000	-	8 000 000	-	-	-	8 000 000
3	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE	175 400 000	-	175 400 000	562 500 000	963 000 000	1 525 500 000	1 700 900 000
3	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	116 000 000	-	116 000 000	221 796 000	9 900 000	231 696 000	347 696 000
3	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE	3 138 000 000	1 812 462 200	4 950 462 200	802 056 191	3 677 801 395	4 479 857 586	9 430 319 786
3	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE	72 000 000	112 500 000	184 500 000	292 500 000	-	292 500 000	477 000 000
3	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS	548 000 000	-	548 000 000	675 000 000	-	675 000 000	1 223 000 000
3	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE	337 000 000	-	337 000 000	1 687 461 920	228 800 000	1 916 261 920	2 253 261 920
3	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'EGALITE DE GENRE	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-	2 000 000
3	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE	125 000 000	-	125 000 000	277 000 000	-	277 000 000	402 000 000
3	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE	393 000 000	-	393 000 000	51 538 057	20 189 883	71 727 940	464 727 940
3	PROGRAMME DE DECONCENTRATION DES ARCHIVES NATIONALES D'HAITI DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT	-	-	-	-	-	-	-

	<b>REFONDATION INSTITUTIONNELLE</b>	1 323 412 000	2 235 283 557	3 558 695 557	2 903 506 304	2 557 409 427	5 460 915 731	9 019 611 287
4	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	677 662 000	1 425 283 557	2 102 945 557	1 882 626 605	2 529 959 427	4 412 586 032	6 515 531 589
4	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE	284 750 000	-	284 750 000	-	27 450 000	27 450 000	312 200 000
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	10 000 000
4	PROGRAMME DE REVISION DU CADRE LEGAL	10 000 000	-	10 000 000	-	-	-	10 000 000
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE	27 000 000	-	27 000 000	-	-	-	27 000 000
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE	221 500 000	112 500 000	334 000 000	575 200 239	-	575 200 239	909 200 239
4	PROGRAMME DE DECENTRALISATION	52 500 000	135 000 000	187 500 000	135 000 000	-	135 000 000	322 500 000
4	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES	40 000 000	562 500 000	602 500 000	310 679 460	-	310 679 460	913 179 460
	<b>Total</b>	13 609 000 000	6 194 560 069	19 803 560 069	28 640 217 392	18 179 307 534	46 819 524 926	66 623 084 995

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TREASOR PUBLIC	APC	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL R/P
					SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL R/P	
	TOTAL		13 609 000 000	6 194 560 069	19 803 560 069	28 640 217 392	18 179 307 534	46 819 524 926	66 621 084 995				
	1 FONDUE EXÉCUTIVE		13 549 000 000	5 587 060 069	19 136 060 069	28 132 937 932	18 179 307 534	46 508 845 466	65 644 903 532				
11	SECTEUR ECONOMIQUE		7 931 000 000	2 638 610 698	10 569 610 698	24 437 130 311	12 041 129 503	34 478 259 833	45 067 880 572				
1111	MINISTRE DE LA PLANNIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE		3 005 000 000	133 066 386	3 138 066 386	5 182 985 706	283 500 000	5 466 485 706	8 602 582 992				
1111-1	SERVICES INTERNES		3 005 000 000	133 066 386	3 138 066 386	5 182 985 706	283 500 000	5 466 485 706	8 602 582 992				
1111-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		2 960 000 000	132 066 386	3 092 066 386	5 182 985 706	283 500 000	5 466 485 706	8 588 552 992				
1111-1-12-50	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		2 633 000 000	0	2 633 000 000	900 000 000	283 500 000	1 183 500 000	3 816 500 000				
	PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		2 633 000 000	0	2 633 000 000	900 000 000	283 500 000	1 183 500 000	3 816 500 000				
1111-1-12-50-11	CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET PLANS TECHNIQUES DE DEVELOPPEMENT D'IMPACT	NATIONAL	162 000 000		162 000 000			0	162 000 000				
1111-1-12-50-13	MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS EMERGENTES DE REFORMATIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE	NATIONAL	90 000 000		90 000 000			0	90 000 000				
1111-1-12-50-14	INTERVENTIONS D'URGENCE DU GOUVERNEMENT	NATIONAL	600 000 000		600 000 000			0	600 000 000				
1111-1-12-50-15	MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS EMERGENTES DE REFORMATION TERRITORIALE	NATIONAL	100 000 000		100 000 000			0	100 000 000				
1111-1-12-50-16	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES QUARTIERS (12) COMMUNES DU	ANTIBONITE	150 000 000		150 000 000			0	150 000 000				
1111-1-12-50-17	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES BOULEVARDS (12) COMMUNES DU DEPARTEMENT	CEINTRE	120 000 000		120 000 000			0	120 000 000				
1111-1-12-50-18	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES BOULEVARDS (12) COMMUNES DU GRAND-NOISE	GRAND-NOISE	120 000 000		120 000 000			0	120 000 000				
1111-1-12-50-19	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES ONZES (11) COMMUNES DU DEPARTEMENT	HIPPES	110 000 000		110 000 000			0	110 000 000				
1111-1-12-50-20	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES CHEF LIEUX COMMUNES DU DEPARTEMENT	HORD	190 000 000		190 000 000			0	190 000 000				
1111-1-12-50-21	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX COMMUNES DU DEPARTEMENT DU NORD-OUEST	HORD-OUEST	100 000 000		100 000 000			0	100 000 000				
1111-1-12-50-22	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES TREIZE (13) COMMUNES DU DEPARTEMENT	NORD-EST	130 000 000		130 000 000			0	130 000 000				
1111-1-12-50-23	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES VINGT (20) COMMUNES DU DEPARTEMENT	OUEST	210 000 000		210 000 000			0	210 000 000				
1111-1-12-50-24	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX-HUIT (18) COMMUNES DU DEPARTEMENT	SUD	180 000 000		180 000 000			0	180 000 000				
1111-1-12-50-25	FONDS LOCALS D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES DIX (10) COMMUNES DU DEPARTEMENT	SUD-EST	100 000 000		100 000 000			0	100 000 000				
1111-1-12-50-26	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE EN MALEU URBAIN (PROCEDUR-HABITAT/BNPAD EN	NATIONAL	0		0		255 500 000	255 500 000	255 500 000				
1111-1-12-50-27	PROGRAMME DE REHABILITATION URBAINE DANS L'OUEST - (BID-HALI 002)	OUEST	0		0		27 000 000	27 000 000	27 000 000				
1111-1-12-50-28	CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	NATIONAL	200 000 000		200 000 000	900 000 000		900 000 000	1 100 000 000				

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERIERES			TOTAL PP	
					SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		TOTAL RE
1111-1-12-50-30	APPUI A LA MISE EN PLACE DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETE ET DE L'EXCLUSION SOCIALE (ONPES)	NATIONAL	16 000 000			16 000 000					0	16 000 000
1111-1-12-50-31	SUPPORT AUX ACTIVITES DES COOPERATIONS CUBAINES ET TRIPARTITE	NATIONAL	45 000 000			45 000 000					0	45 000 000
1111-1-12-51	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS MESSAGERS		50 000 000	0		50 000 000	0	0			0	50 000 000
	REDUCTION DE LA VULNERABILITE AUX SAISONS PLUVIEUSES ET CYCLONIQUES		50 000 000	0		50 000 000	0	0			0	50 000 000
1111-1-12-51-11	INTERVENTION D'URGENCE PRE-ET APRÈS LES PLUVIEUSES ET CYCLONES DANS LES ZONES A RISQUES CLIMATIQUES	NATIONAL	50 000 000			50 000 000					0	50 000 000
1111-1-12-52	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		237 000 000	0		237 000 000	1 746 331 901	0			1 746 331 901	1 983 331 901
	RENOVATION DES POLES REGIONAUX ET LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		202 000 000	0		202 000 000	0	0			0	202 000 000
1111-1-12-52-13	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE CENTRE	CENTRE	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1111-1-12-52-14	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS L'OUEST	OUEST	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1111-1-12-52-15	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE NORD	NORD	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1111-1-12-52-16	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1111-1-12-52-17	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LES HIPPIES	HIPPIES	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1111-1-12-52-18	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE NORD-EST	NORD-EST	21 000 000			21 000 000					0	21 000 000
1111-1-12-52-19	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE SUD	SUD	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1111-1-12-52-20	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE SUD-EST	SUD-EST	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1111-1-12-52-21	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE GRAND-ANSE	GRAND-ANSE	21 000 000			21 000 000					0	21 000 000
1111-1-12-52-22	MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE STRUCTURATION TERRITORIALE ET DE DEVELOPPEMENT DANS LE NORD-OUEST	NORD-OUEST	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
	RENOVATION URBAINE A DES FINS TOURISTIQUES		35 000 000	0		35 000 000	75 284 460	0			75 284 460	110 284 460
1111-1-12-52-24	REHABILITATION DES PLACES PUBLIQUES	NATIONAL	0			0	75 284 460				75 284 460	75 284 460
1111-1-12-52-25	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DANS LES HIPPIES	HIPPIES	35 000 000			35 000 000					0	35 000 000



BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	APC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL RP	TOTAL PIP
					SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		
1111-1-12-52-16	RENOUATION DE L'URBAIN	ARTIBONITE	0	0	0	1 671 047 441	0	0	0	1 671 047 441	0	1 671 047 441
1111-1-12-52-17	RENOUATION URBAINE DE ST-MARC	ARTIBONITE	0	0	0	180 000 000	0	0	0	180 000 000	0	180 000 000
1111-1-12-52-27	RENOUATION URBAINE DE LA VILLE DE JHECHE	CENTRE	0	0	0	270 000 000	0	0	0	270 000 000	0	270 000 000
1111-1-12-52-28	RENOUATION URBAINE DES GORAVES (PHASE 1/4 RD)	ARTIBONITE	0	0	0	112 500 000	0	0	0	112 500 000	0	112 500 000
1111-1-12-52-29	RENOUATION URBAINE A MREBALAS ET LACACHOBS	CENTRE	0	0	0	450 000 000	0	0	0	450 000 000	0	450 000 000
1111-1-12-52-30	RENOUATION DES ROUTES DU VILLAGE ARTIBONNE NOUVELLES DE CROIX DES BOUQUETS	OUEST	0	0	0	22 500 000	0	0	0	22 500 000	0	22 500 000
1111-1-12-52-31	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURE SOCIO-COMMUNAUTAIRE AU VILLAGE DE JEROME ACTE SOLEIL	OUEST	0	0	0	300 000 000	0	0	0	300 000 000	0	300 000 000
1111-1-12-52-32	RENOUATION URBAINE DANS LE NORD OUEST	NORD-OUEST	0	0	0	276 047 441	0	0	0	276 047 441	0	276 047 441
1111-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL	NATIONAL	0	0	0	765 000 000	0	0	0	765 000 000	0	765 000 000
1111-1-12-53-11	REHABILITATION DE LA ROUTE COLLOMBE-CERCA CAVAL 19 RK NATIONAL	CENTRE	0	0	0	450 000 000	0	0	0	450 000 000	0	450 000 000
1111-1-12-53-12	REHABILITATION TECHNIQUE TERMINTE- FRERES VIA SOUSSON DUPLAH, GRARDEAU ET COLLECTRICES RUE MATELLUS, MEYOTTE-FRERES, THOMAS SRI 25 ET FERMATHE 45	OUEST	0	0	0	315 000 000	0	0	0	315 000 000	0	315 000 000
1111-1-12-54	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU SOLAIRE ET CLASSANTS SERTUIT	NATIONAL	0	0	0	67 500 000	0	0	0	67 500 000	0	67 500 000
1111-1-12-55-11	RENOUAGEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DES DECHETS SOLIDES	NATIONAL	0	0	0	67 500 000	0	0	0	67 500 000	0	67 500 000
1111-1-12-55-12	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES	NATIONAL	0	0	0	517 500 000	0	0	0	517 500 000	0	517 500 000
1111-1-12-55-13	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE MARCHES PUBLICS	NATIONAL	0	0	0	517 500 000	0	0	0	517 500 000	0	517 500 000
1111-1-12-55-14	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE FONTAMBARA	OUEST	0	0	0	292 500 000	0	0	0	292 500 000	0	292 500 000
1111-1-12-55-15	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE PIGIRON	NORD	0	0	0	112 500 000	0	0	0	112 500 000	0	112 500 000
1111-1-12-55-16	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE GRANDE ANBEE DU NORD	NORD	0	0	0	112 500 000	0	0	0	112 500 000	0	112 500 000
1111-1-12-56-11	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT	NATIONAL	0	0	0	157 500 000	0	0	0	157 500 000	0	157 500 000
1111-1-12-56-12	APPU AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES	NATIONAL	0	0	0	157 500 000	0	0	0	157 500 000	0	157 500 000
1111-1-12-56-13	MISE EN PLACE AU NIVEAU DES DEPARTEMENTS DES SUIVRES POUR BESOINS D'URGENCE	NATIONAL	0	0	0	45 000 000	0	0	0	45 000 000	0	45 000 000
1111-1-12-56-14	PLANTATION DE LIGNES ET DE SERVICES POUR UN DESRELOIEMENT ORDONNE DE L'HABITAT (Urbanisation)	NATIONAL	0	0	0	112 500 000	0	0	0	112 500 000	0	112 500 000

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	A/C	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PP
					SOURCE	TOTAL RH	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	
1111-1-12-57	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		40 000 000	132 066 386	172 066 386	0	669 153 805	0	669 153 805	841 220 191	
	RELOGEMENT ET EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		40 000 000	132 066 386	172 066 386	0	630 000 000	0	630 000 000	803 066 386	
1111-1-12-57-11	SOUS-PROGRAMME D'URGENCE DE RENFORCEMENT DES STRUCTURES DU PALAIS NATIONAL	OUEST	40 000 000		40 000 000	0	0	0	0	40 000 000	
1111-1-12-57-13	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU MPCE	OUEST	0	132 066 386	ANNULATION/FNII					132 066 386	
1111-1-12-57-14	CONSTRUCTION DE BATHUBETS ET LOGEMENTS PUBLICS-JCLEP	OUEST	0	0	0	0	630 000 000		PETROCARIBE	630 000 000	
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0	0	0	39 153 805	0		39 153 805	
1111-1-12-57-16	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MPCE-KAONG PHASE 5	OUEST	0	0	0	0	24 089 355		ESPAGNE	24 089 355	
1111-1-12-57-17	APPUI AU SECRETARIAT TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'AIDE (CAED) PHASE 2	OUEST	0	0	0	0	4 142 543		ESPAGNE	4 142 543	
1111-1-12-57-18	APPUI AU SECRETARIAT TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'AIDE (CAED)	OUEST	0	0	0	0	10 921 907		ESPAGNE	10 921 907	
1111-1-12-58	PROGRAMME D'AUGMENTATION DE L'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE FONDAMENTALE ET SECONDAIRE		0	0	0	0	360 000 000	0		360 000 000	
	MISE EN PLACE DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES SECTIONS COMMUNALES		0	0	0	0	360 000 000	0		360 000 000	
1111-1-12-58-13	RECONSTRUCTION DU LYCEE TOUSSAINT LOUVREURE	OUEST	0	0	0	0	180 000 000		PETROCARIBE	180 000 000	
1111-1-12-58-12	RECONSTRUCTION DU LYCEE ALEXANDRE PETON	OUEST	0	0	0	0	180 000 000		PETROCARIBE	180 000 000	
1111-1-12-59	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0	0	0	0	0		0	
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		0	0	0	0	0	0		0	
1111-1-12-59-11	REALISATION DE LA CONSTRUCTION DES CASCS	NATIONAL	0	0	0	0	0	0		0	
1111-1-12-60	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE		0	0	0	0	0	0		0	
	MISE EN PLACE DE CENTRES MULTI-SPORTS ET DE LOISIRS DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		0	0	0	0	0	0		0	
1111-1-12-60-11	REHABILITATION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES	NATIONAL	0	0	0	0	0	0		0	
1111-1-13	CENTRE DE TECHNIQUES DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE		13 000 000	0	13 000 000	0	0	0		13 000 000	
1111-1-13-10	PROGRAMME DE FORMATION SUPERIEUR ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE		8 000 000	0	8 000 000	0	0	0		8 000 000	
	APPUI A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION		8 000 000	0	8 000 000	0	0	0		8 000 000	
1111-1-13-09-11	INVENTAIRE ET EVALUATION DE L'AMBE EN OEUVRE DES OUTILS DE PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT LOCAL	NATIONAL	8 000 000	0	8 000 000	0	0	0		8 000 000	

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERIEURES				TOTAL FIP		
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RH	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		TOTAL RE	
1111-1-13-51	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	0		5 000 000	0		0	0		0	5 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	0		5 000 000	0		0	0		0	5 000 000
1111-1-13-51-11	REINVESTISSEMENT DU BATIMENT DU CTEPA	OUEST	5 000 000			5 000 000						0	5 000 000
1111-1-14-	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES		5 000 000	0		5 000 000	0		0	0		0	5 000 000
1111-1-14-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	0		5 000 000	0		0	0		0	5 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000	0		5 000 000	0		0	0		0	5 000 000
1111-1-14-50-11	DECONCENTRATION DES ACTIVITES DU CHIC DANS LES DEPARTEMENTS	NATIONAL	5 000 000			5 000 000						0	5 000 000
1111-1-15-	CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO-SPATIAL		27 000 000	0		27 000 000	0		0	0		0	27 000 000
1111-1-15-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		27 000 000	0		27 000 000	0		0	0		0	27 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		27 000 000	0		27 000 000	0		0	0		0	27 000 000
1111-1-15-50-11	MISE EN PLACE DU PROGRAMME D'INFORMATION TERRITORIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE	NATIONAL	8 000 000			8 000 000			0	0		0	8 000 000
1111-1-15-50-12	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATIONS COMMUNALES POUR LA GOUVERNANCE DURABLE (MOULE ST NIKOLAS, ILES DE LA TROUÉE, AGUIH)	NORD-OUEST	10 000 000			10 000 000						0	10 000 000
1111-1-15-50-13	MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES CARTOGRAPHIQUES	NATIONAL	4 000 000			4 000 000						0	4 000 000
1111-1-15-50-14	PREVENTIVE DES PERNETRES BRIGUES ET DES INFRASTRUCTURES HYDROLOGIQUES (PHASE 2)	NATIONAL	5 000 000			5 000 000						0	5 000 000
1112	MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES		991 000 000	899 035 848		1 380 035 848	9 000 000	949 997 475				958 997 475	2 339 033 323
1112-1	SERVICES RIVERIES		207 000 000	597 687 660		804 687 660	0	949 997 475				949 997 475	1 754 685 134
1112-1-12-	DIRECTION GENERALE DES SERVICES RIVERIES		195 000 000	597 687 660		792 687 660	0	949 997 475				949 997 475	1 742 685 134
1112-1-12-50	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		10 000 000	23 500 000		33 500 000	0	180 000 000				180 000 000	212 500 000
	RENOVATION DES VILLES TAMPONS ACCOUEILLANT DES FLOUX MIGRATOIRES		10 000 000	23 500 000		33 500 000	0	180 000 000				180 000 000	212 500 000
1112-1-12-50-11	SOUTIEN AU PLAN D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR DE L'HABITAT (FAIES - HA-LIONS)	NATIONAL	0			0		180 000 000			BID	180 000 000	180 000 000
1112-1-12-50-12	CONSTRUCTION D'UN VILLAGE POUR LES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT	OUEST	10 000 000			10 000 000	0	0				0	10 000 000
1112-1-12-50-13	VALORISATION ET AMENAGEMENT TERRAIN BELVAL EN FAVEUR DES FONCTIONNAIRES PUBLICS	OUEST		23 500 000	ANNULATERIEM	23 500 000	0	0				0	23 500 000

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TREASOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PP	
					SOURCE	TOTAL RH	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		TOTAL
1112-1-12-51	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL		0	0	0	0	0	582 302 475			582 302 475	582 302 475
	INTEGRATION ROUTIERE LOCALE		0	0	0	0	0	582 302 475			582 302 475	582 302 475
1112-1-12-51-11	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES DE BASE/COFINANCEMENT ADDITIONNEL-HA-X1005	NATIONAL	0	0	0	0	0	476 100	BID		476 100	476 100
1112-1-12-51-12	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES DE BASE/COFINANCEMENT ADDITIONNEL-HA-X1008	NATIONAL	0	0	0	0	0	48 736 440	BID		48 736 440	48 736 440
1112-1-12-51-13	CONSTRUCTION/REHABILITATION DU RESEAU ROUTIER COFINANCEMENT-HA-X1007	NATIONAL	0	0	0	0	0	533 089 935	BID		533 089 935	533 089 935
	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES		0	0	0	0	0	0			0	0
1112-1-12-51-14	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU PORT DE BAYE DES FLAMANDS	SUD	0	0	0	0	0	0			0	0
1112-1-12-52	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		0	95 937 660	95 937 660	0	0	85 500 000			85 500 000	181 437 660
	ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES		0	39 072 000	39 072 000	0	0	0			0	39 072 000
1112-1-12-52-12	APPUI A LA DIRECTION DE L'INSPECTION FISCALE	NATIONAL	0	14 040 000	14 040 000	ANNULATION/FWI	14 040 000	0			0	14 040 000
1112-1-12-52-13	APPUI A L'UNITE D'ANALYSE ET DES POLITIQUES FISCALES (UAPF)	NATIONAL	0	7 380 000	7 380 000	ANNULATION/FMI	7 380 000	0			0	7 380 000
1112-1-12-52-14	APPUI A LA COORDINATION ET RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION FISCALE ET DOUANIERE	NATIONAL	0	17 652 000	17 652 000	ANNULATION/FWI	17 652 000	0			0	17 652 000
	APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE		0	56 865 659	56 865 659		56 865 659	85 500 000			85 500 000	142 365 659
1112-1-12-52-15	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'UNITE DE GESTION DU PATRIMoine PUBLIC PRIVE	NATIONAL	0	56 865 659	56 865 659	ANNULATION/FWI	56 865 659	0			0	56 865 659
1112-1-12-52-16	MISE EN PLACE DE FONDS DE GARANTIE PARTIELLE DE CREDIT POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES/FDI-(BID/HA-L1050)	NATIONAL	0	0	0	0	0	31 500 000	BID		31 500 000	31 500 000
1112-1-12-52-17	ANGELERATION DU CLIMAT DES AFFAIRES EN HAÏTI (DOING BUSINESS)	OUEST	0	0	0	0	0	54 000 000	BM		54 000 000	54 000 000
1112-1-12-53	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ACCES AU LOGEMENT		0	0	0	0	0	0			0	0
	APPUI AU RELOGEMENT DES PERSONNES SINISTREES		0	0	0	0	0	0			0	0
1112-1-12-53-11	PROPRETE SOURCE (PAPAD)	NATIONAL	0	0	0	0	0	0			0	0



BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TREASOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL PIP
					SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPF	TOTAL PE		
1112-2-11	SERVICES EXTERNES		284 000 000	291 348 188		575 348 188	0	9 000 000	0			9 000 000	584 348 188
1112-2-13	INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE		204 000 000	0		204 000 000	0	9 000 000	0			9 000 000	213 000 000
1112-2-13-50	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		204 000 000	0		204 000 000	0	9 000 000	0			9 000 000	213 000 000
	PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		204 000 000	0		204 000 000	0	9 000 000	0			9 000 000	213 000 000
1112-2-13-50-11	RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (REME RECENSEMENT)	NATIONAL	190 000 000			190 000 000							190 000 000
1112-2-13-50-12	DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE ECONOMIQUE (DESE)	NATIONAL	14 000 000			14 000 000							14 000 000
1112-2-13-50-13	APPEL AU SEVE RECENSEMENT DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (APPH/PH/AP)	NATIONAL	0			0		9 000 000				9 000 000	9 000 000
1112-2-14	DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000			5 000 000							5 000 000
1112-2-14-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000			5 000 000							5 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		5 000 000			5 000 000							5 000 000
1112-2-14-50-11	REINFORCEMENT DU SYSTEME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	NATIONAL	5 000 000			5 000 000							5 000 000
1112-2-15	DIRECTION GENERALE DES IMPOTS		65 000 000	128 144 796		193 144 796							193 144 796
1112-2-15-50	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		65 000 000	128 144 796		193 144 796							193 144 796
	ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES		65 000 000	128 144 796		193 144 796							193 144 796
1112-2-15-50-11	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA DGI	NATIONAL	40 000 000	128 144 796	AI	168 144 796							168 144 796
1112-2-15-50-12	EVALUATION ET AMELIORATION DES POTENTIALITES FISCALES DES COMMUNES	NATIONAL	25 000 000	163 203 392		188 203 392							213 203 392
1112-2-16	ADMINISTRATION GENERALES DES DOUANES		10 000 000	163 203 392		173 203 392							173 203 392
1112-2-16-50	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		10 000 000	163 203 392		173 203 392							173 203 392
	ORIENTATION DES POLITIQUES BUDGETAIRES ET FISCALES		10 000 000	163 203 392	AI	173 203 392							173 203 392
1112-2-16-50-11	MODERNISATION DES STRUCTURES DOUANIERES HAÏTIENNES	NATIONAL	10 000 000	163 203 392	AI	173 203 392							173 203 392
1112-2-25	INSPECTION GENERALE DES FINANCES		0	0		0							0
1112-2-25-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0		0							0
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0		0							0
1112-2-33-50-11	APPEL AU SEVE RECENSEMENT GENERAL DES FINANCES	OUËST	0	0		0							0

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL PIP	
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RH	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		TOTAL PE
1113-1-12-50-11	MINISTRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARDR)		1 370 000 000	0		1 370 000 000		2 772 052 951	2 521 105 559		5 293 168 509	6 663 168 509
1113-1-12-50-12	SERVICES INTERNES		1 370 000 000	0		1 370 000 000		2 772 052 951	2 521 105 559		5 293 168 509	6 663 168 509
1113-1-12-50-13	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERIES		1 370 000 000	0		1 370 000 000		2 772 052 951	2 521 105 559		5 293 168 509	6 663 168 509
1113-1-12-50-14	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		83 000 000	0		83 000 000		69 587 360	0		69 587 360	157 587 360
1113-1-12-50-15	PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		83 000 000	0		83 000 000		69 587 360	0		69 587 360	157 587 360
1113-1-12-50-16	REINFORCEMENT DU SYSTEME D'INFORMATION SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES 10 DEPARTEMENTS	NATIONAL	13 000 000			13 000 000						13 000 000
1113-1-12-50-17	ENQUETE SUR LES CAPACITES PRODUCTIVES AGRICOLES SUR TOUT LE TERRITOIRE	NATIONAL	10 000 000			10 000 000						10 000 000
1113-1-12-50-18	MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME INSTITUTIONNEL DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI-EVALUATION DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	NATIONAL	10 000 000			10 000 000						10 000 000
1113-1-12-50-19	AMELIORATION DE LA FOURNITURE DE SOURCES AGROMETEOROLOGIQUES ET HYDROLOGIQUES EN SUPPORT A LA PRODUCTION AGRICOLE	NATIONAL	0			0		69 587 360	CANADA	DON	69 587 360	69 587 360
1113-1-12-50-20	STIMULATION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS L'AGRICULTURE	NATIONAL	40 000 000			40 000 000						40 000 000
1113-1-12-50-21	ETUDES ET CLASSIFICATION DES SOLS/PROJET PILOTE DANS LES COMMUNES DE GRAYHER ET CHOK-DES-BOUCIETS	NATIONAL	5 000 000			5 000 000						5 000 000
1113-1-12-50-22	MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE REFORME INSTITUTIONNELLE DU MARINER	NATIONAL	5 000 000			5 000 000						5 000 000
1113-1-12-50-23	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		95 000 000	0		95 000 000		0	360 000 000		360 000 000	455 000 000
1113-1-12-50-24	GESTION DES BASSINS VERSANTS		80 000 000	0		80 000 000		0	360 000 000		360 000 000	440 000 000
1113-1-12-50-25	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DE TERRE NEUVE	ARTIBONITE	20 000 000			20 000 000						20 000 000
1113-1-12-50-26	PROTECTION DES INFRASTRUCTURES AGRIQUES ET URBAINES DANS LE BASSIN VERSANT DE LA QUINTE/BAVORINS/VEINERY	ARTIBONITE	10 000 000			10 000 000						10 000 000
1113-1-12-50-27	RECALIBRAGE DE LA RIVIERE COLOMBIER ET RETABLISSEMENT DES PRISES D'EAU A ANSE ROUGE	ARTIBONITE	10 000 000			10 000 000						10 000 000
1113-1-12-50-28	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS EN AMONT DES SYSTEMES D'IRRIGATION (SAINT-RAPHAEL ET LOUIN/ARTIBONITE)	NORD-EST	10 000 000			10 000 000						10 000 000
1113-1-12-50-29	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS DANS LE DEPARTEMENT DE L'OUEST	OUEST	10 000 000			10 000 000		0		ARTIBONITE	ENFRUIT	10 000 000
1113-1-12-50-30	AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS (VOLDRUQUE RIVIERE GLACE, ROSEAUX, ABERCOT, DAME-MARIE, GRAND ANSE, GURAUDES)	GRAND-ANSE	20 000 000			20 000 000						20 000 000
1113-1-12-50-31	ATTENUATION DES RISQUES NATURELS DANS LES BASSINS VERSANTS/PROJET SUR IM 11041	NATIONAL	0			0			360 000 000	BID	DON	360 000 000





BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	APC	RESSOURCES NATIONALES		MULTILATÉRALE	SOURCE	RESSOURCES ÉTRANGÈRES		TOTAL RP
					SOURCE	TOTAL RN			TYPE	TOTAL RE	
1113-1-12-54-25	MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES GRANDES ZONES PRODUCTIVES (CAMP. FERREIN, ST LOUIS DU SUD)	SUD	15 000 000		15 000 000					0	15 000 000
1113-1-12-54-26	MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES GRANDES ZONES PRODUCTIVES (GROS-MORNE, ENRIEY)	ARTIBONITE	20 000 000		20 000 000					0	20 000 000
1113-1-12-54-27	MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN DE LUTTE PHYTOSANITAIRE CONTRE LES MOUCHES GRANDES ZONES PRODUCTIVES (CENTRE)	CENTRE	10 000 000		10 000 000					0	10 000 000
1113-1-12-54-28	MISE EN ŒUVRE D'ACTIVITÉS D'ÉPIDÉMIOLOGIE VÉGÉTALE	NATIONAL	8 000 000		8 000 000					0	8 000 000
1113-1-12-54-29	MODERNISATION DES SERVICES PUBLIQUES DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE ET D'INOCUITÉ DES ALIMENTS (HA-LI 1674)	NATIONAL	7 000 000		7 000 000	0				0	7 000 000
1113-1-12-54-30	DÉVELOPPEMENT ET VIABILISATION DE PROJETS TECHNIQUES A LA PLANE DES CAYES, THOTTE BELLAËRE ET DONCOU	NATIONAL	14 000 000		14 000 000					0	14 000 000
1113-1-12-54-31	RENFORCEMENT DU LABORATOIRE DE TAMARIBER POUR LE CONTRÔLE DE QUALITÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES	NATIONAL	5 000 000		5 000 000					0	5 000 000
1113-1-12-54-32	PROJET DE FOURNITURE DE SERVICES PUBLIQUES EN QUANTITAIRE ANIMALE ET VÉGÉTALE	NATIONAL	5 000 000		5 000 000					0	5 000 000
1113-1-12-54-33	PRODUCTION ET TRANSFORMATION DE LA MARRONNE ET DU LAIT	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					0	20 000 000
1113-1-12-54-34	DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE ET CONTRÔLE DE CAPRINS	NATIONAL	10 000 000		10 000 000					0	10 000 000
1113-1-12-54-35	PROMOTION DE L'ARBOVICULTURE FRUITIÈRE	NATIONAL	20 000 000		20 000 000					0	20 000 000
1113-1-12-54-36	PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES MARAIS SALINISÉS DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	12 000 000		12 000 000					0	12 000 000
1113-1-12-54-37	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA PRODUCTION DE SEMENCES DE RIZ EN HAÏTI	NATIONAL			0	67 500 000				DON	67 500 000
1113-1-12-54-38	DÉVELOPPEMENT DES FUIÈRES CÉRÉALIÈRES DANS LA PLAIE DES CAYES ACCÈS AUX MATÉRIELS ET INTRANTS AGRICOLES	SUD	280 000 000	0	280 000 000	540 000 000				DON	1 270 000 000
1113-1-12-54-39	SUBVENTION DE FERTILISANTS ET AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DES CULTURES ET DES SOLS (ST-MARIE, PLAIE DES CAYES, ST-RAPHAËL, KENSIOFF, FERREIN) ACHAT D'ENGRAIS	NATIONAL	170 000 000		170 000 000	225 000 000				EMPRUNT	395 000 000
1113-1-12-54-40	SUBVENTION DE SEMENCES	NATIONAL	70 000 000		70 000 000					0	70 000 000
1113-1-12-54-41	TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AUX PETITS AGRICULTEURS DANS LE NORD ET LE NORD-EST-HAÏTI 1059	NATIONAL	0		0	540 000 000				DON	540 000 000
1113-1-12-54-42	APPEL À LA MÉCANISATION AGRICOLE	NATIONAL	40 000 000		40 000 000	225 000 000				EMPRUNT	265 000 000

**BUDGET 2014-2015**  
**PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	ASF	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL PIP	
					SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTALIE	TOTAL PIP		
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE SYSTEMES D'IRRIGATION		380 250 000	0		380 250 000	1 750 000 000	826 342 500				2 576 342 500	2 958 592 500	
1113-1-12-54-43	APPUI A LA VALORISATION DU POTENTIEL AGRICOLE DU NORD POUR LA SECURITE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE (AVANSE)	NORD-NORD-EST	0	0		0	1 164 000 000			USA	DOH	1 164 000 000	1 164 000 000	
1113-1-12-54-44	REHABILITATION DES PERIMETRES (BARBOURE, DUVALS, ROBINO, ACUL, SANEDE), BAS DES PERCHES (659 HA)	NORD-EST	10 000 000			10 000 000		231 570 000		FINA	DOH	231 570 000	241 570 000	
1113-1-12-54-45	REHABILITATION DES PERIMETRES (ANDREAU, TI CHANGOUA, RATRACAS LA HATTE, BELIER, JEAN-PIERRE, VIDAL, POLVO, FOIRAN/ADOU) (615 HA)	NORD-OUEST				0		164 000 000		IFEA	DOH	164 000 000	164 000 000	
1113-1-12-54-46	CONSTRUCTION DU BARRAGE DES TROIS (3) RIVERES	NORD-OUEST	200 000 000			200 000 000	45 000 000			PETROCARIBE	EMPRUNT	45 000 000	245 000 000	
1113-1-12-54-47	REHABILITATION DU PARRAGE DE LA RIVIERE GRIS (CROIX DES BOUQUETS - WILHEM) (400 HA) SOURCE, MARINA	OUEST				0	364 000 000			USA	DOH	364 000 000	364 000 000	
1113-1-12-54-48	REHABILITATION DU PERIMETRE DE LA VERRAZ, A CRUP, FERRIER (2500 HA) - SICAL, SUD	SUD				0	102 000 000			FRANCE	DOH	102 000 000	102 000 000	
1113-1-12-54-49	REHABILITATION DES PERIMETRES (GROIC, POUSSE/PAFFLY, LOS POSSO, FLAOREST/MARTE, COYATE, SOURCE	CENTRE				0		104 625 000		IFEA	DOH	104 625 000	104 625 000	
1113-1-12-54-51	REHABILITATION PERIMETRE DE LA RIVIERE SALSAS	OUEST				0	45 000 000			PETROCARIBE	EMPRUNT	45 000 000	45 000 000	
1113-1-12-54-52	REHABILITATION DU BARRAGE DU CHEVAL (SIC) (2000 HA) - RUS	ARTIBONITE				0	90 000 000			PETROCARIBE	EMPRUNT	90 000 000	90 000 000	
1113-1-12-54-53	REHABILITATION DES PERIMETRES DU NORD-EST, ARTIBONITE (CENTRE, NORD, EST)	NATIONAL	40 000 000			40 000 000						0	40 000 000	
1113-1-12-54-54	PLAN DIRECTEUR DES PLAINES D'OUVERT ET DE BASOINIS DANS LE CADRE DU PPIII LESOHAU	NIPPES				0		11 147 500		FIDA	DOH	11 147 500	11 147 500	
1113-1-12-54-55	CONSTRUCTION DU SYSTEME D'IRRIGATION DE LA PLAINES DE (RECOUSSIS, LEUCES)	NIPPES	70 000 000			70 000 000						0	70 000 000	
1113-1-12-54-56	REHABILITATION DES PERIMETRES (BOGRIE, D'ERRIERES, L'ANFOURE) (4541 HA)	ARTIBONITE	10 000 000			10 000 000						0	10 000 000	
1113-1-12-54-57	PROJET DE GESTION DE L'EAU DANS LE BASIN DE L'ARTIBONITE (PROCEBA)	ARTIBONITE	40 250 000			40 250 000		315 000 000		BIH	DOH	315 000 000	355 250 000	
1113-1-12-54-58	AMENAGEMENT ET/OU REHABILITATION DES BARRAGES (ROPIER, YVOH) (600 HA)	ARTIBONITE	10 000 000			10 000 000						0	10 000 000	
1113-1-12-55	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE TRANSFERT DE LA PECHE		44 000 000			44 000 000	41 657 911	0				41 657 911	85 657 911	
	ENCADREMENT DES PRATIQUES DE PECHE		12 000 000			12 000 000	22 642 576	0				22 642 576	34 642 576	
1113-1-12-55-11	MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE MARITIME EN HAITI	NATIONAL	12 000 000			12 000 000						0	12 000 000	
1113-1-12-55-12	REINFORCEMENT DE LA PECHE MARITIME DANS LE DEPARTEMENT DU SUD-EST	SUD-EST				0	22 642 576			ESPAGNE	DOH	22 642 576	22 642 576	
1113-1-12-55-13	AMENAGER LES LACS COLLINAIRES		12 000 000			12 000 000	0	0				0	12 000 000	
1113-1-12-55-13	CONSTRUCTION ET MISE EN VALEUR DES LACS COLLINAIRES	NATIONAL	12 000 000			12 000 000						0	12 000 000	

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	A/C	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL RP
					SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	
1113-1-12-55-14	REPLANTATION DE FERMIERES AQUACOLES REHABILITATION ET VISE EN VALEUR DE QUATRE FERMIERES AQUACOLES	OUEST	20 000 000 10 000 000	0	0	20 000 000 10 000 000	19 015 335 0	0		19 015 335 0	39 015 335 10 000 000
1113-1-12-55-15	APPUI AU REMPLACEMENT DE L'AQUACULTURE ET LA PECHE CONTINENTALE DANS LE SUD-EST PHASE 4	SUD-EST	0	0	0	0	19 015 335	0		19 015 335	19 015 335
1113-1-12-55-16	EMPOISEMENT DES PLANS D'EAU ET ELEVAGE DE POISSON EN BASSINS	NATIONAL	10 000 000	0	0	10 000 000	0	0		0	10 000 000
1113-1-12-56	PROGRAMME DE MODERNISATION ET DE DYNAMISATION DU SECTEUR DES SERVICES		10 000 000	0	0	10 000 000	238 500 000	0		238 500 000	248 500 000
1113-1-12-56-11	AMELIORATION DE L'ACCES AUX ASSURANCES		10 000 000	0	0	10 000 000	238 500 000	0		238 500 000	248 500 000
1113-1-12-56-11	SYSTEME DE FINANCEMENT ET D'ASSURANCES AGRICOLES EN PARTI (A234624-65)	NATIONAL	10 000 000	0	0	10 000 000	238 500 000	0	CAPISEA	DCI	238 500 000
1113-1-12-57	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		46 750 000	0	0	46 750 000	0	0		0	46 750 000
1113-1-12-57-11	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS	NATIONAL	21 750 000	0	0	21 750 000	0	0		0	21 750 000
1113-1-12-57-11	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DES STRUCTURES DECONCENTREES	NATIONAL	16 750 000	0	0	16 750 000	0	0		0	16 750 000
1113-1-12-57-12	ETUDES ET CONSTRUCTION DE L'ON ZONE RORD	RORD	5 000 000	0	0	5 000 000	0	0		0	5 000 000
1113-1-12-57-13	REFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		25 000 000	0	0	25 000 000	0	0		0	25 000 000
1113-1-12-57-13	FORMATION ET ENCADREMENT TECHNIQUE DES ENTREPRENEURS AGRICOLIS (LUMBE, NIHCHE, LEGAME)	NATIONAL	10 000 000	0	0	10 000 000	0	0		0	10 000 000
1113-1-12-57-14	ETUDES FONCIERES ET ETABLISSEMENT DE REPERTOIRE DE TERRES AGRICOLES EN HAIUT-PIREES ET L'AT	NATIONAL	5 000 000	0	0	5 000 000	0	0		0	5 000 000
1113-1-12-57-15	SECURISATION FORCEE APPUI A L'ACQUISITION DES TITRES LEGAUX EN	NATIONAL	10 000 000	0	0	10 000 000	0	0		0	10 000 000
1114-1-12-58	MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS, COMMUNICATIONS		2 270 000 000	1 587 528 465	0	3 857 528 465	13 432 388 299	7 686 071 437		21 118 459 736	24 975 989 201
1114-1-12-58-11	SERVICES INTERNES		2 270 000 000	1 587 528 465	0	3 857 528 465	13 432 388 299	7 686 071 437		21 118 459 736	24 975 989 201
1114-1-12-58-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		2 159 000 000	1 587 528 465	0	3 746 528 465	11 648 667 724	7 294 071 437		18 942 739 161	22 689 207 626
1114-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 662 000	675 000 000	0	685 662 000	483 750 000	1 028 824 131		1 512 634 131	2 197 626 131
1114-1-12-50-11	MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 662 000	675 000 000	0	685 662 000	483 750 000	1 028 824 131		1 512 634 131	2 197 626 131
1114-1-12-50-11	AMELIORATION DU SYSTEME DE CONTROLE DE POIDS DES VEHICULES SUR LES ROUTES, CONSTRUCTION DE 3 STATIONS DE PESAGE A BELLADERE, MORIE A CABRI, ROUTE NATIONALE NO 11- SOURCE INTPTC	NATIONAL	0	0	0	0	0	200 663 000	UE	DCI	200 663 000
1114-1-12-50-12	REPARATION DES MATERIELS ET EQUIPEMENTS LEURDS	NATIONAL	0	0	0	0	33 750 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	33 750 000
1114-1-12-50-13	REHABILITATION ET ENTRETIEN D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET D'EQUIPEMENTS URBAINS	NATIONAL	0	0	0	0	450 000 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	450 000 000

**BUDGET 2014-2015**  
**PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERIERES				TOTAL RIP
					SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	
1114-12-50-14	FINALES/FOUCHES TRAVAUX POST REGIME MITFC	NATIONAL	0	675 000 000	AMMILUTION/FMI	675 000 000					0	675 000 000
1114-12-50-15	CONSTRUCTION OU REPARATION DES BARRIAGES LOGEANT LES DIRECTEURS DES BUREAUX	NATIONAL	3 000 000			10 000 000					0	10 000 000
1114-12-50-16	RECONSTRUCTION DES INSTITUTIONS ET INFRASTRUCTURES (PROJET) EN	NATIONAL	0	0		0	813 600 000	EM	DON		813 600 000	813 600 000
1114-12-50-17	RECONSTRUCTION DES MINISTERES CLES ET DES ASSOCIATIONS	NATIONAL	0	0		0	14 021 131	UE	DON		14 021 131	14 021 131
1114-12-51	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		0	0		0	112 500 000				112 500 000	112 500 000
	AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		0	0		0	112 500 000				112 500 000	112 500 000
1114-12-51-14	TRAVAUX DE DEVOLUTION D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE TERRITOIRES DANS LE PERIMETRE PIVOTE DE RECONSTRUCTION DU CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE (D)	OUEST	0	0		0	112 500 000				112 500 000	112 500 000
1114-12-52	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		362 000 000	51 750 000		413 750 000	2 498 843 430			472 624 313	2 971 467 743	3 385 217 743
	RENOVATION DE L'URBAIN		362 000 000	51 750 000		413 750 000	2 498 843 430			472 624 313	2 971 467 743	3 385 217 743
1114-12-52-11	RENOVATION DE LA ROUTE DE FRERES	OUEST	0	0		0	45 000 000				EMPRUNT	45 000 000
1114-12-52-13	REHABILITATION DES RUES AU CAP-HAITIEN ET AUX ENVOIRONS-PHASE 2	NORD	0	0		0	43 530 330				EMPRUNT	43 530 330
1114-12-52-14	REHABILITATION DES ROUTES ET DES SYSTEMES DE DRAINAGE DU CENTRE-VILLE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	0	0		0	450 000 000				EMPRUNT	450 000 000
1114-12-52-15	RENOVATION URBAINE DE LA VILLE DE LERNE	NORD	0	0		0	45 000 000				EMPRUNT	45 000 000
1114-12-52-16	APPUIL A L'AMENAGEMENT ET LA RECONSTRUCTION DES QUARTIERS POUR FACILITER LE RETOUR DES POPULATIONS SINISTREES/UCLEP	OUEST	0	0		0	472 624 313	UE	DON		472 624 313	472 624 313
1114-12-52-17	CONSTRUCTION VMAOC DELMAS/RAZON	OUEST	0	0		0	270 000 000				EMPRUNT	270 000 000
1114-12-52-18	CONSTRUCTION VMAOC MARIE HAITIENNE	OUEST	0	0		0	225 000 000				EMPRUNT	225 000 000
1114-12-52-19	REHABILITATION ET ENTRETIEN DES RUES DANS LA ZONE CENTRO-CENTRALE DE PORT-AU-PRINCE (PETRO-CARIBE)	OUEST	0	0		0	225 000 000				EMPRUNT	225 000 000

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP		
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PIP
1114-1-12-52-21	REHABILITATION URBAINE AUX CAYES	SUD	0			0	45 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	45 000 000	45 000 000
1114-1-12-52-22	CONSTRUCTION DE LA ROUTE ENTREE MINOTERIE A LA NOUVELLE ZONE INDUSTRIELLE	OUEST	0			0	225 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	225 000 000	225 000 000
1114-1-12-52-25	CONSTRUCTION DE DEGRAVEURS EN AMONT DU DALOT BOS MOQUETTE	OUEST	30 000 000			30 000 000					0	30 000 000
1114-1-12-52-26	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT MEYOTTE	OUEST	50 000 000			50 000 000					0	50 000 000
1114-1-12-52-27	RENOVATION URBAINE A VERRETTES	ARTIBONITE	12 000 000			12 000 000					0	12 000 000
1114-1-12-52-28	RENOVATION URBAINE A DAME-MARIE	GRAND-ANSE	10 000 000			10 000 000					0	10 000 000
1114-1-12-52-29	REHABILITATION DE LA ROUTE CAHAPE-VERT/SAINTE MARIE	OUEST	10 000 000			10 000 000					0	10 000 000
1114-1-12-52-30	TRAVAUX DE VOIRIE URBAINE DANS LA VILLE DE GROS MORNE	ARTIBONITE	10 000 000			10 000 000					0	10 000 000
1114-1-12-52-31	REHABILITATION DE LA ROUTE DE TABARRE	OUEST	0			0	450 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	450 000 000	450 000 000
1114-1-12-52-32	REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE GONAVES-ANSE ROUGE	ARTIBONITE	60 000 000			60 000 000					0	60 000 000
1114-1-12-52-33	REHABILITATION DELMAS 83/CATALPA-DALIA/JONCTION DELMAS 83& 75 (PHASE 2)	OUEST	100 000 000			100 000 000					0	100 000 000
1114-1-12-52-34	REHABILITATION/CONSTRUCTION DU TRONCON DE DELMAS 65	OUEST	30 000 000			30 000 000					0	30 000 000
1114-1-12-52-35	REHABILITATION ROUTE MEYOTTE-FRERES	OUEST	50 000 000			50 000 000					0	50 000 000
1114-1-12-52-36	ETUDES ET MISE EN PLACE DU PLAN DE RECONSTRUCTION GRAND GOAVE ET PETIT GOAVE (UCPI)	OUEST		2 250 000	ANNULATION/FMI	2 250 000					0	2 250 000

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESORERIE	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERIERES			TOTAL REP	
					SOURCE	TOTAL PH	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TRE		TOTAL RE
1114-112-52-32	PLAN D'AMENAGEMENT GRAND-GOAVE ET PETIT-GOAVE (UCP)	OUEST		4 500 000	ANNULATION FMI	4 500 000					0	4 500 000
1114-112-52-38	AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES A PETIT-GOAVE (UCP)	OUEST		22 500 000	ANNULATION FMI	22 500 000					0	22 500 000
1114-112-52-39	AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES PHYSIQUES A GRAND-GOAVE (UCP)	OUEST		22 500 000	ANNULATION FMI	22 500 000					0	22 500 000
1114-112-52-40	REHABILITATION URBAINE DE JEREMIE	GRAND-ANSE				0	112 500 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	112 500 000	112 500 000
1114-112-52-41	AMENAGEMENT INTEGRÉ DES QUARTIERS INFORMELS DE PORT AU PRINCE (UE ET AFD)	OUEST				0	352 813 040	0	FRANCE	DCM	352 813 040	352 813 040
1114-112-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DU RESEAU DE TRANSPORT NATIONAL	NATIONAL	1 435 538 000	715 910 217		2 211 448 217	4 621 469 220	3 973 010 718			8 594 699 038	10 806 148 205
	FINALISATION DU MAILLAGE ROUTIER NATIONAL	NATIONAL	1 295 538 000	0		1 295 538 000	2 857 625 000	3 971 010 718			7 830 635 718	9 126 173 718
1114-112-53-11	REPARATION ET PROTECTION DE PONTS	NATIONAL	50 000 000			50 000 000					0	50 000 000
1114-112-53-13	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE BRÈGES AU ROUTES DANS LE SUD ET LE GRAND-ANSE (RD, MA, 110)	NATIONAL	14 000 000			14 000 000		335 565 000	€D	DCM	335 565 000	489 565 000
1114-112-53-14	OPUV AU SECTEUR TRANSPORTS EN MATIÈRE DE ROUTES GRAND-ANSE, OUEST, SUD, SUD-EST, MA, 1064	NATIONAL	30 000 000			30 000 000	0	0			0	30 000 000
1114-112-53-15	REHABILITATION DE LA ROUTE GOMANES-EBIRBY, SOURCE, MTPTC	ARTIBONITE	50 000 000			50 000 000		760 313 472	UE	DCM	760 313 472	810 313 472
1114-112-53-16	REHABILITATION DE LA ROUTE RHEMY-PLADANCE - SOURCE, MTPTC	NATIONAL	50 000 000			50 000 000					0	50 000 000
1114-112-53-17	REHABILITATION DE LA ROUTE CROIX DES EQUETS-FONDS PARBIEN	NATIONAL	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1114-112-53-18	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES SUR LA ROUTE CARREFOUR FULBOREAU/MARMELEDE	ARTIBONITE	0			0	45 000 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	45 000 000	45 000 000
1114-112-53-20	REHABILITATION DE LA ROUTE CAVES-JEREMIE-A033178-001-SOURCE, MTPTC	NATIONAL				0	900 000 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	900 000 000	900 000 000
1114-112-53-21	REHABILITATION RPICHE ST RAPHAEL BARRIERE BATTANT - PHASE 1, RPICHE ST RAPHAEL CORRECTION (AFD), CENTRE-NORD - SOURCE, MTPTC	NORD	35 000 000			35 000 000	0	0			0	35 000 000
1114-112-53-22	REHABILITATION RPICHE ST RAPHAEL BARRIERE BATTANT - PHASE 2, ST RAPHAEL, DOMDON ET CARREFOUR MENARD/BARRIERE BATTANT (AFD), CENTRE NORD/CO FINANCEMENT UE - SOURCE, MTPTC	NORD	150 000 000			150 000 000	0	0			0	150 000 000
1114-112-53-23	REHABILITATION THOMASSIQUE - CERCA LA SOURCE	CENTRE	55 930 414			55 930 414		6 673 870	UE	DCM	6 673 870	62 604 284
1114-112-53-24	CONSTRUCTION POINT HYDRAULIQUE POIT A TIGOURCHURE DE LA BARRIERE DU HAUT DU CARRÉ	NORD				0		85 528 633	UE	DCM	85 528 633	85 528 633

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERIERES			TOTAL RIP	
					SOURCE	TOTAL RH	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		TOTALE
1114-1-12-53-26	REHABILITATION ROUTE BETTE ENIERE DE HEPES-PETIT TROU DE HIPPEES	NIPPEES	30 000 000			30 000 000	405 000 000			EMPRUNT	405 000 000	435 000 000
1114-1-12-53-27	REHABILITATION TRONÇON RUE BENOYEN-BASST MARK-BIGOT (GOUANES) CONSTRUCTION EGOUT-CARREFOUR VOIE BETHINA-CROIX CLEREAU ET RAV. (GRAND-BOIS)	ARTIBONITE	0		0	675 000 000				EMPRUNT	675 000 000	675 000 000
1114-1-12-53-28	REHABILITATION PARTIELLE DE LA ROUTE DE PONT SONDE - MIRREBALAIS	ARTIBONITE	100 000 000			100 000 000	225 000 000			EMPRUNT	225 000 000	325 000 000
1114-1-12-53-29	REHABILITATION DE LA ROUTE MIRREBALAIS/MIRRECHE/RELOCATION DE FONDS SUR RIBS	CENTRE	0		0		415 000 000			DSN	415 000 000	415 000 000
1114-1-12-53-32	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE MARISSOT-PEPEBO	SUD-EST	0		0	90 000 000				EMPRUNT	90 000 000	90 000 000
1114-1-12-53-33	CONSTRUCTION D'UN PONT DE ROZEAUX	GRAND-ANSE	0		0	135 000 000				EMPRUNT	135 000 000	135 000 000
1114-1-12-53-34	CONSTRUCTION DU PONT DE VOIROGUE	GRAND-ANSE	0		0	90 000 000				EMPRUNT	90 000 000	90 000 000
1114-1-12-53-35	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE DES BARRES REJANT ST LOUIS DU NORD A ANSE A FOLEUR	NORD-OUEST	0		0	145 125 000				EMPRUNT	145 125 000	145 125 000
1114-1-12-53-36	CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LA RIVIERE DU HAUT DU CAP/POIT ELIE (HILL)	NORD			0	90 000 000				EMPRUNT	90 000 000	90 000 000
1114-1-12-53-37	CONSTRUCTION DE PONTS DANS LE NORD- OUEST CARREFOUR JOUFRE/PORT-DE-PAIX	NORD-OUEST			0	45 000 000				EMPRUNT	45 000 000	45 000 000
1114-1-12-53-38	REHABILITATION DE LA ROUTE LACARRAS-BELLEBERE-CACHINAR	CENTRE	50 000 000			50 000 000					0	50 000 000
1114-1-12-53-39	REHABILITATION DES COURTOURNEMENTS DES VILLES DE LACARRAS ET BELLEBERE	CENTRE	25 000 000			25 000 000					0	25 000 000
1114-1-12-53-42	TRAVAUX D'URGENCE ENTRE CARREFOUR DU FORT ET JACMEL (H366)	SUD-EST	243 000 260			243 000 260					0	243 000 260
1114-1-12-53-43	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT BOUJNET A GANTHER (R18)	OUEST	35 000 000			35 000 000					0	35 000 000
1114-1-12-53-44	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT GENS DE MAINES SUR FAVE GOUANVILLE - CAROTELLE	NORD-EST	15 000 000			15 000 000					0	15 000 000
1114-1-12-53-45	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT MAFFETY SUR LA RUE ROUTIER DE LA RNS	NORD-EST	10 000 000			10 000 000					0	10 000 000
1114-1-12-53-46	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT SUR LA RIVIERE GUNHAUDEE	GRAND-ANSE	17 000 000			17 000 000					0	17 000 000
1114-1-12-53-47	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DU PONT SAINT-ANNE A ANSE A FOLEUR	NORD-OUEST	40 000 000			40 000 000					0	40 000 000
1114-1-12-53-48	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE R11 - DESDUINES	ARTIBONITE	26 000 000			26 000 000					0	26 000 000
1114-1-12-53-49	TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA ROUTE THOMAZEAU - CORAILLOH - GRAND BOIS	OUEST	28 000 000			28 000 000					0	28 000 000
1114-1-12-53-50	CARREFOUR PLUME DU NORD - CARREFOUR NOIRIE ROUSE R11	NORD	35 000 000			35 000 000					0	35 000 000
1114-1-12-53-51	TRAVAUX FONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE MIRRECHE/PEPEBO - BELLE ANSE	SUD-EST	15 000 000			15 000 000			0		0	15 000 000

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL RIP
					SOURCE	TOTAL PN	BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	SOURCE	TYPE	
1114-1-12-53-52	TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE DE LA VALLEE SAINT-JACQUES	SUD-EST	13 643 900		13 643 900						13 643 900
1114-1-12-53-53	TRAVAUX PONCTUELS D'ENTRETIEN DE LA ROUTE CAVALLOON-BONNE FRI -BARABEEES	NATIONAL	17 000 000		17 000 000						17 000 000
1114-1-12-53-54	DALOT SUR FAVOROBIERE A PLATE	NORD	2 963 426		2 963 426						2 963 426
1114-1-12-53-55	APPU AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAUT IHA-LI064	NATIONAL	0	0	0	0	607 764 735	EID	607 764 735		607 764 735
1114-1-12-53-56	APPU AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAUT IHA-LI028	NATIONAL	0	0	0	816 165 000	EID	816 165 000			816 165 000
1114-1-12-53-57	APPU AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAUT IHA-LI029	NATIONAL	0	0	0	535 000 000	EID	535 000 000			535 000 000
1114-1-12-53-58	APPU AU SECTEUR TRANSPORTS EN HAUT IHA-LI089	NATIONAL	0	0	0	360 000 000	EID	360 000 000			360 000 000
1114-1-12-53-59	TRAVAU D'AMÉLIORATION DE LA ROUTE IRIKICIE - CERICALA SOURCE	CENTRE	40 000 000		40 000 000	900 000 000	JAP/CH	900 000 000			940 000 000
1114-1-12-53-60	DALOT DOUBLE SUR LA ROUTE UBERAL A LUYEE	NORD	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1114-1-12-53-61	RECONSTRUCTION DES TRONCONS DE ROUTE EN TIERRE BAUTIS DANS LE DÉPARTEMENT DE LOUEST	OUEST	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1114-1-12-53-62	RECONSTRUCTION DES TRONCONS DE ROUTE EN TIERRE BAUTIS DANS LE DÉPARTEMENT DE CENTRE	CENTRE	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1114-1-12-53-63	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE DE FORT JACOUES	OUEST	10 000 000		10 000 000						10 000 000
1114-1-12-53-64	CONSTRUCTION DE LA GARE ROUTIERE DU SUP A GRESSER	OUEST	0	0	0	22 500 000	ENFRUIT	22 500 000			22 500 000
1114-1-12-53-65	AMÉLIORATION DE LA CIRCULATION URBAINE ET INTERURBAINE		200 000 000	715 910 217	915 910 217	557 500 000					1 473 410 217
1114-1-12-53-66	REHAUTATION ET ENTRETIEN DE LA ROUTE BAIE DE LACUL/BAHRIERE BATTANT MILOT (RD) ET BARRIERE BATTANT / SANS SOUCHI VILLE MILODY	NORD	0	0	0	67 500 000					67 500 000
1114-1-12-53-67	CONSTRUCTION D'UN PORT SUR LA RIVIERE GAUCHE (Rte Jamed'Ca village de Jamed)	SUD-EST	0	0	0	90 000 000					90 000 000
1114-1-12-53-68	ENTRETIEN DE ROUTES INTERURBAINES	NATIONAL	110 000 000	431 290 547	541 290 547						541 290 547
1114-1-12-53-69	REHAUTATION ET ENTRETIEN DE ROUTES INTERURBAINES	OUEST	40 000 000		40 000 000						40 000 000
1114-1-12-53-70	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE PICHOU	NORD	50 000 000		50 000 000						50 000 000
1114-1-12-53-71	ENTRETIEN DE ROUTES URBAINES	NATIONAL	0	184 833 826	184 833 826						184 833 826
1114-1-12-53-72	TRAVAUX PONCTUELS D'URGENCE	NATIONAL	0	97 260 824	97 260 824						97 260 824



BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES ÉTRANGÈRES				TOTAL PP
					SOURCE	TOTAL RN	BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	SOURCE	TYPE	TOTAL FE		
	INTEGRATION ROUTIERE LOCALE		0	0	0	0	0	450 000 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	450 000 000	450 000 000
1114-1-12-53-73	REHABILITATION DE LA ROUTE JACQUEL LAVALLEE DE JACQUEL	SUD-EST	0	0	0	0	0	450 000 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	450 000 000	450 000 000
	REHABILITATION ET CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES ET AEROPORTUAIRES		0	0	0	0	0	156 564 270	0			156 564 270	156 564 270
1114-1-12-53-74	ETUDES DE FABRICATION DES PORTS OMNIS LE NORD D'IRATI	NORD	0	0	0	0	0	66 564 270	0	USA	DON	66 564 270	66 564 270
1114-1-12-53-75	CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDRO ELECTRIQUE DANS LES NIPPES (SAUT PARU)	NIPPES	0	0	0	0	0	45 000 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	45 000 000	45 000 000
1114-1-12-53-77	REPARATION DU POST DE CAVES	SUD	0	0	0	0	0	45 000 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	45 000 000	45 000 000
1114-1-12-54	PROGRAMME DE RECHERCHEMENT DE VACCINS AUX SERRES DE SANTE		175 400 000	0	0	0	175 400 000	562 500 000	983 000 000			1 525 500 000	1 700 900 000
	LUTTE CONTRE LES MALADIES ENDEMIQUES ET LES EPIDEMIES		0	0	0	0	0	562 500 000	983 000 000			1 525 500 000	1 525 500 000
1114-1-12-54-11	GRABAGE DES ENTOURES ET DE LA BARE DES BAYNES DE PORT-AU-PRINCE	QUEST	0	0	0	0	0	562 500 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	562 500 000	562 500 000
1114-1-12-54-12	EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT EN VALLEE RURAL-ARTIBONITE-GRAND-ANSE-QUEST (MALLORZE AU POTABLE)	NATIONAL	0	0	0	0	0	112 500 000	112 500 000	BID	DON	112 500 000	112 500 000
1114-1-12-54-13	EAUX POTABLE ET ASSAINISSEMENT (EPAS) VILLES INTERMEDIARIES (N-ARTIBONITE, NORD, NORD-EST, NORD-OUEST, SUD, SUD-EST-HAL-103)	NATIONAL	0	0	0	0	0	180 000 000	180 000 000	BID	DON	180 000 000	180 000 000
1114-1-12-54-14	EAUX POTABLE ET ASSAINISSEMENT (EPAS) VILLES INTERMEDIARIES (N-ARTIBONITE, NORD, NORD-EST, NORD-OUEST, SUD, SUD-EST-HAL-103)	NATIONAL	0	0	0	0	0	252 000 000	252 000 000	BID	DON	252 000 000	252 000 000
1114-1-12-54-15	TRAVAUX EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT POUR PORT-AU-PRINCE-HAL-104	QUEST	0	0	0	0	0	58 500 000	58 500 000	BID	DON	58 500 000	58 500 000
1114-1-12-54-16	EAU ET SANITATION A PORT-AU-PRINCE-HAL-102	QUEST	0	0	0	0	0	360 000 000	360 000 000	BID	DON	360 000 000	360 000 000
	BENEFICIAIRE ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DE BECHETS SOLIDES		175 400 000	0	0	0	175 400 000	0	0			0	175 400 000
1114-1-12-54-17	INTERVENTION DANS LES ZONES FRAGILES (ASSAINISSEMENT)	NATIONAL	130 400 000	0	0	0	130 400 000	0	0			0	130 400 000
1114-1-12-54-18	TRAVAUX DE CURAGE ET DE PROTECTION DES BERGES DE LA RIVIERE DES BARADRES	NIPPES	45 000 000	0	0	0	45 000 000	0	0			0	45 000 000
1114-1-12-55	PROGRAMME D'ACCROISSEMENT DE L'ELECTRICITE DU PAYS		116 000 000	144 868 248	0	0	260 868 248	3 369 385 024	856 532 275			4 225 937 298	4 486 805 547
	BENEFICIAIRE DE LA CAPACITE DE PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE DE L'ENERGIE		0	0	0	0	0	469 385 024	405 450 000			1 074 835 024	1 074 835 024
1114-1-12-55-11	APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR ELECTRIQUE DE PELGHE HAL-1032	NATIONAL	0	0	0	0	0	97 400 250	97 400 250	PETROCARIBE	EMPRUNT	97 400 250	97 400 250
1114-1-12-55-12	REHABILITATION DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE PELGHE HAL-1032	CENTRE	0	0	0	0	0	4 950 000	4 950 000	BID	DON	4 950 000	4 950 000
1114-1-12-55-13	REHABILITATION DE LA CENTRALE ELECTRIQUE DE PELGHE HAL-1038	CENTRE	0	0	0	0	0	400 500 000	400 500 000	BID	DON	400 500 000	400 500 000
1114-1-12-55-14	REHABILITATION DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE PELGHE	CENTRE	0	0	0	0	0	92 947 500	92 947 500	ALLEMAGNE	DON	92 947 500	92 947 500
1114-1-12-55-15	SERVICE SEMI AUTONOME EN ELECTRICITE	NATIONAL	0	0	0	0	0	479 037 274	479 037 274	CANADA	DON	479 037 274	479 037 274

**BUDGET 2014-2015**  
**PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PP	
				AFC	SOURCE	TOTAL RN	BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	SOURCE		TYPE
	ACCROISSEMENT DE LA CAPACITÉ DE TRANSPORT D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE		51 000 000	144 868 248		195 868 248	0	0		0	195 868 248
1114-1-12-55-19	EXTENSION DE RESEAUX SUR GROS-MORNE, SAINT-MICHEL DE L'ANTALAYE ET BENERY	ANTIBONITE	0	144 868 248	ANNULATION/PMI	144 868 248					144 868 248
1114-1-12-55-23	EXTENSION RESEAU HIRICHE/PAPANTE/ BASSIN ZEM	CENTRE	10 000 000			10 000 000					10 000 000
1114-1-12-55-24	EXTENSION DU RESEAU FHOASSIQUE/CECALA SOURCE	CENTRE	30 000 000			30 000 000					30 000 000
1114-1-12-55-27	INTERCONNEXION DES RESEAUX DE ST-MICHEL DE L'ANTALAYE/MARVELADE	ANTIBONITE	11 000 000			11 000 000					11 000 000
	ACCROISSEMENT DE LA CAPACITÉ DE DISTRIBUTION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE		65 000 000	0		65 000 000	2 700 000 000	422 000 000			3 188 000 000
1114-1-12-55-33	EXTENSION ET REHABILITATION RESEAU LAS-SAHOUBAS/BELLADERE	CENTRE	15 000 000			15 000 000					15 000 000
1114-1-12-55-36	REHABILITATION DU RESEAU DE ALGERICE HA-LIOLH	OUEST				0				DOH	85 500 000
1114-1-12-55-37	APPUI SUPPLEMENTAIRE AU RESEAU DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ A PORT-AU-PRINCE/HA-LIOLH	OUEST				0				DOH	337 500 000
1114-1-12-55-38	CONSTRUCTION D'UNE SOUS-STATION DE 20 MVA A PELGRE POUR L'ALIMENTATION DE HIRICHE & BELLADERE	CENTRE	50 000 000			50 000 000					50 000 000
1114-1-12-55-39	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE TROIS CENTRALES ÉLECTRIQUES	NATIONAL	0			0	2 700 000 000		PETROCARBEE	EMPRUNT	2 700 000 000
	AMELIORATION DE LA COMMERCIALISATION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE		0			0		28 102 275			28 102 275
1114-1-12-55-40	RECONSTRUCTION DE L'INFRASTRUCTURE ÉNERGÉTIQUE BWP/22703	NATIONAL	0			0		28 102 275		DOH	28 102 275
1114-1-15	LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.		10 000 000			10 000 000		0			10 000 000
1114-1-15-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000			10 000 000		0			10 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		10 000 000			10 000 000		0			10 000 000
1114-1-15-50-11	MAISE EN PLACE DU LABORATOIRE DE CIMENT AU LRHP	OUEST	5 000 000			5 000 000					5 000 000
1114-1-15-50-12	MAISE EN PLACE DU LABORATOIRE DE CONTRÔLE DE L'ENCR AU LRHP/MAISE EN PLACE DES HORAIRES DU POSTE DES PRODUITS NOIRS EN VUE DE L'ACCREDITATION ISO 17043	OUEST	5 000 000			5 000 000					5 000 000
1114-1-15-51	PROGRAMME DE MAISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINÉRIALES ET ÉNERGÉTIQUES		0			0		0			0
	MAITRE EN VALEUR LES RESSOURCES MINÉRIALES		0			0		0			0
1114-1-15-51-11	MAISE EN VALEUR DES SOURCES DE GRANULAT	OUEST	0			0					0

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES			TOTAL FIP		
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL FIP
1114-1-16	OFFICE NATIONAL DU CADASTRE		10 000 000	0		10 000 000	0	0			0	10 000 000
1114-1-16-50	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		10 000 000	0		10 000 000	0	0			0	10 000 000
	RESPECT DU DROIT A LA PROPRIETE		10 000 000	0		10 000 000	0	0			0	10 000 000
1114-1-16-50-11	MONTAGE D'UN SYSTEME D'INFORMATION CADASTRALE : CARREFOUR, CROIX-DES-BOUQUETS, PETION-VILLE, TABARE, DELMAS ET JACMEL	OUEST	10 000 000			10 000 000					0	10 000 000
1114-1-19	BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE		35 000 000	0		35 000 000	0	0			0	35 000 000
1114-1-19-50	PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERAIRES ET ENERGETIQUES		25 000 000	0		25 000 000	0	0			0	25 000 000
	METTRE EN VALEUR LES RESSOURCES MINIERES		10 000 000	0		10 000 000	0	0			0	10 000 000
1114-1-19-50-11	PROMOTION ET RATIONALISATION DES MARISS SALANTS DANS LES COMMUNES DE CARACOL, AQUIN (PHASE 1), BAIE DE HEINE, CORIDON ET ANSE ROUGE (PHASE 2)	NATIONAL	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1114-1-19-50-12	MISE EN PLACE D'UN CADASTRE MINIER SUR LE TERRITOIRE (NORD, NORD-EST, CENTRE ET OUEST (PHASE 1), NORD-OUEST, NIPPES, SUD, GRAND-ANSE, SUD-EST: Phase 2)	NATIONAL	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
	EXPLOITATION DURABLE DES CARRIERES		5 000 000	0		5 000 000	0	0			0	5 000 000
1114-1-19-50-13	GESTION RATIONNELLE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET CONTROLE DES ACTIVITES MINIERES SUR LE TERRITOIRE (ZONE METROPOLITAINNE DE PAP ET REGION NORD)	NATIONAL	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
	AMELIORATION DU BILAN ENERGETIQUE		10 000 000	0		10 000 000	0	0			0	10 000 000
1114-1-19-50-16	REDUCTION DE LA MENACE SISMIQUE	NATIONAL	10 000 000			10 000 000					0	10 000 000
1114-1-19-51	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	0		10 000 000	0	0			0	10 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	0		10 000 000	0	0			0	10 000 000
1114-1-19-51-11	RECONSTRUCTION DES LOCAUX DU BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	OUEST	10 000 000			10 000 000					0	10 000 000
1114-1-21	CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS		0	0		0	315 000 000	0			315 000 000	315 000 000
1114-1-21-50	PROGRAMME DE RENOVATION URBAINE		0	0		0	315 000 000	0			315 000 000	315 000 000
	RENOVATION DE L'URBAIN		0	0		0	315 000 000	0			315 000 000	315 000 000
1114-1-21-50-11	REHABILITATION DU TRONCON DE ROUTE CARREFOUR 44/COTE DE FER	SUD-EST	0			0	315 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	315 000 000	315 000 000

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL PIP	
			TRESOR PUBLIC	APC	SOURCE	TOTAL RN	BIATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PIP
1114-1-22	DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT		56 000 000	0		56 000 000	1 468 720 575	392 000 000			1 860 720 575	1 916 720 575
1114-1-22-50	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT		56 000 000	0		56 000 000	1 468 720 575	392 000 000			1 860 720 575	1 916 720 575
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE RESEAUX D'EAU POTABLE		56 000 000	0		56 000 000	294 220 575	279 500 000			573 720 575	629 720 575
1114-1-22-50-11	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: MONT-ORGANISE, GRANDE SAVANE, CARICE, SAVANE LONGUE, LIMONADE/TROU DU NORD, TERRIER ROUGE, CARACOL	NORD-EST	8 000 000			8 000 000					0	8 000 000
1114-1-22-50-12	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: CHANSOUME, DESGRANGES, ST LOUIS DU NORD, VILLE BASSIN BLEU, FOISSON, MEYANCE/ANSE A FOLEUR, MOLE ST NICOLAS, VILLE DE LA TORTUE, JEAN-BABEL	NORD-OUEST	8 000 000			8 000 000					0	8 000 000
1114-1-22-50-13	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: BAS LIMBE, LIMONADE, PLAIN DU NORD, CHABOTTE/LIMBE, PILATE, VILLE DE BORGNE	NORD	8 000 000			8 000 000					0	8 000 000
1114-1-22-50-15	CONSTRUCTION D'UN RESEAU D'EAU ET D'UN RESERVOIR A LEOGANE-JCA	OUEST				0	294 220 575		JAPON	DON	294 220 575	294 220 575
1114-1-22-50-17	CONSTRUCTION DE CHATEAU D'EAU 1500 M3 ET DE STATION DE POMPAGE/CAYES-BID/OFEP	SUD				0		279 500 000	OPIP	DON	279 500 000	279 500 000
1114-1-22-50-18	REHABILITATION ET EXTENSION DU SAEP DE GERMOINT LAHATE/DAME MARIE, LES IROIS, DUCHITY/CHAHTALE, GERMOINT LAHATE/DAME MARIE, KASAVON, ANSE DU CLERC/ABRICOT, CORAIL, ANSE D'HANULT, DAME MARIE	GRAND-ANSE	8 000 000			8 000 000					0	8 000 000
1114-1-22-50-20	REHABILITATION ET EXTENSION RESEAUX SAEP DE: PETIT-TROU/BATARDEAU, L'ASILE, TI FRANCOIS/PLAISANCE, BARADERES, JOYANGE CADRAC/MIRANGOANE, LAVAL/ANSE A VEAU, CHARLIER/PETITE RIVIERE DE HIPPE, SOURCE QUETANT/ANSE A VEAU, BARREAU 1ERE SECTION, ARHAUD, SOURCE QUETANT/ANSE A VEAU	HIPPE	8 000 000			8 000 000					0	8 000 000
1114-1-22-50-21	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: GRAND LAYANIER/HINCHE, LASCAHOBAS, SAVANETTE, THOMONDE, HINCHE, GASGOGNE/NIREBALAIS	CENTRE	8 000 000			8 000 000					0	8 000 000
1114-1-22-50-22	REHABILITATION ET EXTENSION DES SAEP DE: TERRE NEUVE, GOHARES, DUCLOS LESTER/D'ESDUNES, LACHAPPELLE	ARTIBONITE	8 000 000			8 000 000					0	8 000 000
	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DE RESEAUX D'ASSAINISSEMENT		0	0		0	1 174 500 000	112 500 000			1 287 000 000	1 287 000 000
1114-1-22-50-23	PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT/DINEPA (ARTIBONITE, GRAND ANSE, OUEST) -HA-L1007	NATIONAL				0		112 500 000	BID	DOH	112 500 000	112 500 000
1114-1-22-50-27	REFORME ET INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DE L'EAU POTABLE EN MATVAECID	NATIONAL	0			0	1 174 500 000		ESPAGNE	DOH	1 174 500 000	1 174 500 000

**BUDGET 2014-2015**  
**PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL PP
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RI	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	
1115	MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIEREC		105 000 000	0	0	105 000 000	271 973 700	424 653 632		696 627 332	801 677 332
1115-1-12-50-11	SERVICES INTERNES		105 000 000	0	0	105 000 000	271 973 700	424 653 632		696 627 332	801 677 332
1115-1-12-50-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		105 000 000	0	0	105 000 000	271 973 700	424 653 632		696 627 332	801 677 332
1115-1-12-50-13	PROGRAMME DE REGION DU CADRE LEGAL		10 000 000	0	0	10 000 000	0	0		0	10 000 000
1115-1-12-50-14	MODERNISATION DU CADRE LEGAL DES AFFAIRES		10 000 000	0	0	10 000 000	0	0		0	10 000 000
1115-1-12-50-15	MODERNISATION DU CADRE JURIDIQUE DES AFFAIRES	NATIONAL	10 000 000	0	0	10 000 000	0	0		0	10 000 000
1115-1-12-51	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	0	0	10 000 000	0	34 843 542		34 843 542	44 843 542
1115-1-12-51-11	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0	0	0	0	34 843 542 UE	DOH	34 843 542	34 843 542
1115-1-12-51-12	APPUI AU MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIERECRDI	NATIONAL	0	0	0	0	0	34 843 542 UE	DOH	34 843 542	34 843 542
1115-1-12-51-13	RELOGEMENT ET EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	0	0	10 000 000	0	0		0	10 000 000
1115-1-12-51-14	REINFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DE L'OFFICE DES POSTES D'HAITI	OUEST	5 000 000			5 000 000	0	0		0	5 000 000
1115-1-12-52	APPUI AU DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE LA SORHP	OUEST	5 000 000			5 000 000	0	0		0	5 000 000
1115-1-12-53	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE		5 000 000	0	0	5 000 000	0	0		0	5 000 000
1115-1-12-53-11	REINFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE		5 000 000	0	0	5 000 000	0	0		0	5 000 000
1115-1-12-53-12	APPUI A LA MODERNISATION ET LA DYNAMISATION DES ASSOCIATIONS DE DEFENSE DES CONSOMMATEURS HAITIENS	NATIONAL	5 000 000			5 000 000	0	0		0	5 000 000
1115-1-12-53-13	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		62 000 000	0	0	62 000 000	181 973 700	132 822 000		314 795 700	376 795 700
1115-1-12-53-14	APPUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE		62 000 000	0	0	62 000 000	181 973 700	132 822 000		314 795 700	376 795 700
1115-1-12-53-15	MISE EN PLACE DU CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURAT	NATIONAL	12 000 000			12 000 000	0	0		0	12 000 000
1115-1-12-53-16	MISE EN OUVRE D'ACTIVITES DE RENFORCEMENT A LA CREATION ET A LA GESTION DES ENTREPRISES	NATIONAL	45 000 000			45 000 000	24 473 700	PETROCARIBE	EMPRUNT	24 473 700	69 473 700
1115-1-12-53-17	APPUI A LA FORMALISATION ET CAPITALISATION DE 20000 MICRO-ENTREPRISES RECENSEES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE	NATIONAL	5 000 000			5 000 000	157 500 000	PETROCARIBE	EMPRUNT	157 500 000	162 500 000
1115-1-12-53-18	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE VIA LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (PIA-LI 078)	NATIONAL	0			0	127 170 000	BID	DOH	127 170 000	127 170 000
1115-1-12-53-19	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE VIA LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT (PIA-LI 078)	NATIONAL	0			0	2 826 000	BID	DOH	2 826 000	2 826 000
1115-1-12-53-20	PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (CFI et MEF)	NATIONAL	0			0	2 826 000	BID	DOH	2 826 000	2 826 000

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL P.P.
					SOURCE	TOTAL RH	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PP	
1115-1-12-54	PROGRAMME D'APUI AU DEVELOPEMENT INDUSTRIEL		18 000 000	0	18 000 000	0	0	90 000 000	256 988 090	346 988 090		346 988 090	346 988 090
	AMENAGEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES/MANUFACTURIERES		18 000 000	0	18 000 000	0	0	90 000 000	256 988 090	346 988 090		346 988 090	346 988 090
1115-1-12-54-11	APUI AU DEVELOPEMENT DES ZONES FRANCHISE D'EXPORTATION SUR LA FRONTIERE NATIONALE-DOMINICAINE - CONSTRUCTION D'UN AGRO VILLAGE A MORRE CASE	NORD-EST	10 000 000		10 000 000					0			10 000 000
1115-1-12-54-15	MISE EN PLACE ET GESTION D'ENCLAVES PARCS ET DECENTRALES D'ACHAT ET DE DISTRIBUTION	NATIONAL	8 000 000		8 000 000				220 107 904	UE	DOH	220 107 904	228 107 904
1115-1-12-54-16	PROGRAMME BINATIONAL (CANBEN/EXPORT)	NATIONAL	0		0				36 880 186	UE	DOH	36 880 186	36 880 186
1115-1-12-54-17	DEVELOPEMENT D'UN PARC INDUSTRIEL A MORRE A CAERI	OUEST	0		0			90 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	90 000 000	90 000 000
1116-1-12-51-13	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT		570 000 000	0	570 000 000	0	0	260 897 310	45 000 000			305 897 310	875 897 310
1116-1-12-51-14	SERVICES RIVERNES		570 000 000	0	570 000 000	0	0	260 897 310	45 000 000			305 897 310	875 897 310
1116-1-12-51-15	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		570 000 000	0	570 000 000	0	0	260 897 310	45 000 000			305 897 310	875 897 310
1116-1-12-51-16	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT		220 000 000	0	220 000 000	0	0	45 000 000	45 000 000			90 000 000	310 000 000
1116-1-12-51-17	GESTION ET DEVELOPEMENT DES USAGES DU BOIS		220 000 000	0	220 000 000	0	0	45 000 000	45 000 000			90 000 000	310 000 000
1116-1-12-51-18	CAMPAGNE NATIONALE DE REBOISEMENT	NATIONAL	170 000 000		170 000 000							0	170 000 000
1116-1-12-51-19	MODERNISATION ET DYNAMISATION DES CORPS DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE	NATIONAL	50 000 000		50 000 000							0	50 000 000
1116-1-12-51-20	PROTECTION DU PARC MACAYA	SUD			0				45 000 000	BID	DOH	45 000 000	45 000 000
1116-1-12-51-21	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	NATIONAL	0		0			45 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	45 000 000	45 000 000
1116-1-12-52	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		335 000 000	0	335 000 000	0	0	215 897 310	0			215 897 310	550 897 310
	PROTECTION DES BASSINS VERSANTS		335 000 000	0	335 000 000	0	0	215 897 310	0			215 897 310	550 897 310
1116-1-12-52-1	GESTION AMENAGEMENT ET PROTECTION DES BASSINS VERSANTS DU MORRE DE L'HOPITAL SUPPLIMANT TOUTE LA PARTIE SUD DE LA REGION METROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	85 000 000		85 000 000							0	85 000 000
1116-1-12-52-2	PRESERVATION ET RESTAURATION DES MILIEUX NATURELS TRÈS VULNERABLES NON COMPRIS LES ARES PROTEGES	NATIONAL	5 000 000		5 000 000							0	5 000 000
1116-1-12-52-3	GESTION DES CRUES ET PROTECTION DE LA POPULATION CONTRE LES INONDATIONS/EPHRAÏE	NATIONAL	120 000 000		120 000 000							0	120 000 000
1116-1-12-52-4	PROTECTION DE LA VILLE DES COTES ET MADAH SAMEH	SUD	50 000 000		50 000 000							0	50 000 000
1116-1-12-52-5	PROTECTION DE LA VILLE DE MICHEL CONTRE LES CRUES DES RIVERES DES ZONAGES ET LA GOSSEUSE	SUD-EST	0		0			151 875 000		FRANCE	DOH	151 875 000	151 875 000
1116-1-12-52-6	PROTECTION DE TROUC RAMAH	OUEST	0		0			19 022 310		ESPAGNE	DOH	19 022 310	19 022 310

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERIERES				TOTAL PP		
			TRESOR PUBLIC	AFIC	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		TOTAL RE	
1116-1-12-52-32	DRAINAGE ET PROTECTION DE LA VALLEE DE OUAHANIMITHIE CONTRE LES CRUES DE LA RIVIERE DU MASSAGE	NORD-EST	70 000 000			70 000 000						0	70 000 000
1116-1-12-52-33	PROTECTION DU VILLAGE DE BORGHE ET DE PETIT-BOURG DE BORGHE	NORD	0			0	45 000 000			PETROCARBIE	BAFRUIT	45 000 000	45 000 000
1116-1-12-52-34	PROTECTION EN AVANT DES SOURCES D'EAU EXPLOITEES EN MILIEU RURAL	NATIONAL	5 000 000			5 000 000						0	5 000 000
1116-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UNE GOUVERNANCE ACTIVE POUR UNE CROISSANCE ECONOMIQUE ACCELEREE ET EQUILIBREE		5 000 000	0		5 000 000	0					0	5 000 000
1116-1-12-53-12	APUI A L'INVESTISSEMENT PRIVE		5 000 000	0		5 000 000	0					0	5 000 000
1116-1-12-54-12	MISE EN PLACE ET ENTRETIEN DES STATIONS HYDROLOGIQUES	NATIONAL	5 000 000			5 000 000						0	5 000 000
1116-1-12-54	PROGRAMME DE REORGANISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	0		10 000 000	0					0	10 000 000
1116-1-12-54-12	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000	0		10 000 000	0					0	10 000 000
1116-1-12-54-12	GESTION ET ENTRETIEN DES ABRIES PROTEGES	OUEST	5 000 000			5 000 000						0	5 000 000
1116-1-12-54-14	MISE EN PLACE DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHES ENQUETES NATIONALES	OUEST	3 000 000			3 000 000						0	3 000 000
1116-1-12-54-15	STABILISATION DE L'ANNITE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION (SEP)	OUEST	2 000 000			2 000 000						0	2 000 000
1117	MINISTERE DU TOURISME		130 000 000	50 000 000		180 000 000	507 822 365	130 801 400				638 623 765	808 623 765
1117-1	SERVICES INTERNES		120 000 000	50 000 000		170 000 000	507 822 365	130 801 400				638 623 765	808 623 765
1117-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		120 000 000	50 000 000		170 000 000	507 822 365	130 801 400				638 623 765	808 623 765
1117-1-12-50	PROGRAMME DE REORGANISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		36 600 000	0		36 600 000	0	0				0	36 600 000
1117-1-12-50-11	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		36 600 000	0		36 600 000	0	0				0	36 600 000
1117-1-12-50-11	MISE EN PLACE DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION HOTELIERE ET TOURISTIQUE (INFOTHT) (Phase II)	OUEST	5 100 000			5 100 000						0	5 100 000
1117-1-12-50-12	MISE EN PLACE DU BUREAU DE STANDARDISATION ET DES NORMES	OUEST	5 000 000			5 000 000						0	5 000 000
1117-1-12-50-13	MISE EN PLACE DU SYSTEME D'INFORMATIONS STATISTIQUES TOURISTIQUES (SIT) (Phase II)	NATIONAL	9 000 000			9 000 000						0	9 000 000
1117-1-12-50-15	AMENAGEMENT DE NOUVEAUX SITES D'INFORMATION DANS LES REGIONS TOURISTES (NORD, SUD, OUEST, SUD-EST...)	NATIONAL	7 500 000			7 500 000						0	7 500 000
1117-1-12-50-16	CONSTRUCTION DE L'ECOLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE	OUEST	10 000 000			10 000 000						0	10 000 000
1117-1-12-51	PROGRAMME D'APUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME		83 400 000	50 000 000		133 400 000	507 822 365	130 801 400				638 623 765	776 023 765
1117-1-12-51-11	DEVELOPPEMENT DU TOURISME BAULENE		25 900 000	50 000 000		75 900 000	270 000 000	106 331 400				376 331 400	502 231 400
1117-1-12-51-11	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE SUD-EST (EVANG BOSSIES, MOULIN PRICE, SEQUIN...)	SUD-EST	10 000 000			10 000 000						0	10 000 000
1117-1-12-51-12	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LA REGION DU CENTRE ARTISANATE (MARCHAND, BOSSIES, ENHIERY, PETITE PAREE DE L'ARTISANATE...)	ARTISANATE	10 000 000			10 000 000						0	10 000 000

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL PIP	
					SOURCE	TOTAL FN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PIP		
1117-1-12-51-13	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE MORONILLOT, BAS-LIMBE, CAP-HAÏTIEN...	NORD	10 500 000			10 500 000							0	10 500 000
1117-1-12-51-14	PROMOTION DU TOURISME (PHASE II)	NATIONAL	10 000 000	50 000 000	FDT	60 000 000							0	60 000 000
1117-1-12-51-15	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE SUD ILES A VACHE, COTEAUX, CAMP PERSONA	SUD	8 400 000			8 400 000							0	8 400 000
1117-1-12-51-16	MISE EN PLACE DE CIRCUITS TOURISTIQUES DANS LES REGIONS NORD-EST, NORD-OUEST, ARTIBONITE, GRAND-ANSE, NORD	NATIONAL	7 500 000			7 500 000							0	7 500 000
1117-1-12-51-17	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE SUD-OUEST (COTE DES ARCADES)	OUEST	10 000 000			10 000 000							0	10 000 000
1117-1-12-51-18	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LE NORD-OUEST	NORD-OUEST	5 500 000			5 500 000	106 331 400	BA	106 331 400	DOH	106 331 400		0	111 831 400
1117-1-12-51-19	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE L'ILE A VACHE	SUD	4 000 000			4 000 000	270 000 000	PETROCARBIE	270 000 000	EMPRUNT	270 000 000		0	274 000 000
1117-1-12-51-20	DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE TOURISME D'HISTOIRE ET DE TOURISME D'EVENEMENT	SUD-EST	7 500 000	0		7 500 000	237 822 365		237 822 365		237 822 365		0	245 322 365
1117-1-12-51-21	RENOUVELLEMENT INSTITUTIONNEL DE LA Mairie de JACHEL POUR LA GESTION URBAINE DU CENTRE HISTORIQUE DE JACHEL (PHASE II)	SUD-EST	0			0	9 481 115	ESPAGNE	9 481 115	DON	9 481 115		0	9 481 115
1117-1-12-51-22	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA Mairie de JACHEL POUR LA GESTION URBAINE DU CENTRE HISTORIQUE DE JACHEL (PHASE IV)	SUD-EST	0			0	3 341 250	ESPAGNE	3 341 250	DON	3 341 250		0	3 341 250
1117-1-12-51-23	AMENAGEMENT TOURISTIQUE DANS LA GRANDE ANSE	GRANDE ANSE	7 500 000			7 500 000	0		0		0		0	7 500 000
	DEVELOPPEMENT DU TOURISME BALNEAIRE		0	0		0	24 470 000		24 470 000		24 470 000		0	24 470 000
1117-1-12-51-35	SENSIBILISATION AU TOURISME	NATIONAL	0			0	9 855 000	CEA	9 855 000	DOH	9 855 000		0	9 855 000
1117-1-12-51-36	APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME DANS LE SUD	SUD	0			0	2 035 000	UNEP	2 035 000	DOH	2 035 000		0	2 035 000
1117-1-12-51-37	APPUI AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME DANS LE SUD	SUD	0			0	6 120 000	BID	6 120 000	DOH	6 120 000		0	6 120 000
1117-1-12-51-38	APPUI AU DEVELOPPEMENT DE JACHEL	SUD-EST	0			0	6 470 000	UNESCO	6 470 000	DOH	6 470 000		0	6 470 000
1211-1-12-50-10	SECTEUR POLITIQUE		257 000 000	774 500 000		1 031 500 000	1 800 507 684		1 800 507 684		1 800 507 684		0	3 935 007 684
1211-1-12-50-11	MINISTRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJPST)		260 000 000	67 500 000		327 500 000	988 707 684		988 707 684		988 707 684		0	1 316 207 684
1211-1-12-50-12	SERVICES INTERNES		86 500 000	67 500 000		154 000 000	413 507 445		413 507 445		413 507 445		0	507 507 445
1211-1-12-50-13	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		86 500 000	67 500 000		154 000 000	413 507 445		413 507 445		413 507 445		0	507 507 445
1211-1-12-50-14	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		15 000 000	0		15 000 000	413 507 445		413 507 445		413 507 445		0	428 507 445
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		15 000 000	0		15 000 000	413 507 445		413 507 445		413 507 445		0	428 507 445
1211-1-12-50-15	MISE EN PLACE DE 4 BUREAUX REGIONAUX DE RESEIGNEMENTS FINANCIERS, NORD, NORD-OUEST, SUD, SUD-EST	NATIONAL	5 000 000			5 000 000							0	5 000 000
1211-1-12-50-16	MODERNISATION DU REGISTRE CIVIL EN HAÏTI	NATIONAL	0			0	413 507 445	CANADA	413 507 445	DOH	413 507 445		0	413 507 445
1211-1-12-50-17	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'UNITE CENTRALE DE RESEIGNEMENTS FINANCIERS (UCRF)	OUEST	10 000 000			10 000 000							0	10 000 000



**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES					RESSOURCES EXTERNES			TOTAL P <sup>1</sup>	
			TRESOR PUBLIC	AFI	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PIP
1211-1-12-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		28 000 000	67 500 000		95 500 000	0	0			0	95 500 000
	RENFORCEMENT DU RESEAU DE TRIBUNAUX		28 000 000	67 500 000		95 500 000	0	0			0	95 500 000
1211-1-12-51-12	CONSTRUCTION D'UNE COUR D'APPEL A HICHI	CENTRE	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-51-13	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE ANSE A VEAU	NIPPES	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-51-14	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE JEREMIE	GRAND-ANSE	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-51-15	REHABILITATION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A GRANDE RIVIERE DU NORD	NORD	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-51-16	CONSTRUCTION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A CROIX-DES-BONQUETS	OUEST	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-51-17	CONSTRUCTION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A SAINT-MARC	ARTIBONITE	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-51-18	CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT, SUPERVISION PALAIS DE JUSTICE, BARREAU DE PORT-AU-PRINCE ET PARQUET	OUEST	0	67 500 000	ANNULATION/FMI	67 500 000					0	67 500 000
1211-1-12-51-19	CONSTRUCTION DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE A MIRAGOANE	NIPPES	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-52	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DE COHENRIEE		43 500 000	0		43 500 000	0	0			0	43 500 000
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		43 500 000	0		43 500 000	0	0			0	43 500 000
1211-1-12-52-11	CONSTRUCTION DE BATIMENTS ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) SECTION SUD DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-52-12	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A MOLE ST NICOLAS	NORD-OUEST	4 500 000			4 500 000					0	4 500 000
1211-1-12-52-13	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A LA VICTOIRE	NORD	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-52-14	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A DONDON	NORD	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-52-15	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A DESOINES	ARTIBONITE	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-52-16	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A MAISSADE	CENTRE	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-52-17	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) SECTION NORD DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1211-1-12-52-18	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A TABARE	OUEST	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1211-1-12-52-19	CONSTRUCTION DE COMPLEXES ADMINISTRATIFS (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A MARTISSANT	OUEST	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1211-1-12-52-20	CONSTRUCTION DE BATIMENT ADMINISTRATIF (TRIBUNAUX DE PAIX, ONI ET OEC) A GRANDE RIVIERE DU NORD	NORD	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000

**BUDGET 2014-2015**  
**PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP		
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PIP
1211-2	SERVICES EXTERNES		173 500 000	0		173 500 000	575 200 239	0			575 200 239	748 700 239
1211-2-16	POLICE NATIONALE D'HAITI		173 500 000	0		173 500 000	575 200 239	0			575 200 239	748 700 239
1211-2-16-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0		0	0	0			0	0
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0		0	0	0			0	0
1211-2-16-50-11	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION PENITENCIERE	NATIONAL	0			0					0	0
1211-2-16-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		173 500 000	0		173 500 000	575 200 239	0			575 200 239	748 700 239
	RENFORCEMENT DU RESEAU D'INFRASTRUCTURES DE MAINTIEN DE L'ORDRE		173 500 000	0		173 500 000	575 200 239	0			575 200 239	748 700 239
	APPUI A LA PNH: RENFORCEMENT DES											

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP
					SOURCE	TOTAL RN	BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	SOURCE	TYPE	
1212	MINISTÈRE DES HAITIENS VIVANTS A L'ÉTRANGER		40 000 000	0	0	40 000 000	0	0	0	0	40 000 000
1212-1	SERVICES INTERNES		40 000 000	0	0	40 000 000	0	0	0	0	40 000 000
1212-1-12	DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES		40 000 000	0	0	40 000 000	0	0	0	0	40 000 000
1212-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		40 000 000	0	0	40 000 000	0	0	0	0	40 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		40 000 000	0	0	40 000 000	0	0	0	0	40 000 000
1212-1-12-50-11	INTEGRATION ET REINTEGRATION DES JEUNES HAITIENS ET DES RETRAITES VIVANT A L'ÉTRANGER AU TRAVERS DES SERVICES CIVIQUES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET LA PROMOTION DE LA CULTURE HAITIENNE	NATIONAL	22 000 000			22 000 000				0	22 000 000
1212-1-12-50-12	APPLI A LA MISE EN PLACE D'UN MECANISME DE PRODUCTION DE CARTES D'IDENTIFICATION NATIONALE (CIN) POUR LES HAITIENS VIVANT A L'ÉTRANGER	NATIONAL	10 000 000			10 000 000				0	10 000 000
1212-1-12-50-13	MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'APPLI A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT (VHET TRANSFERT DE COMPETENCES	NATIONAL	4 000 000			4 000 000				0	4 000 000
1212-1-12-50-14	MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'APPLI A LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT (VHET FINANCEMENT PAR DES LIQUIDITES RECHERCHÉES	NATIONAL	4 000 000			4 000 000				0	4 000 000
1215	LA PRIMAIRE		185 000 000	0	0	185 000 000	135 000 000	235 000 000	360 000 000	0	545 000 000
1215-1	SERVICES INTERNES		185 000 000	0	0	185 000 000	135 000 000	235 000 000	360 000 000	0	545 000 000
1215-1-12	ADMINISTRATION GÉNÉRALE		170 000 000	0	0	170 000 000	135 000 000	235 000 000	360 000 000	0	530 000 000
1215-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		170 000 000	0	0	170 000 000	135 000 000	235 000 000	360 000 000	0	530 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		170 000 000	0	0	170 000 000	135 000 000	235 000 000	360 000 000	0	530 000 000
1215-1-12-50-11	STRUCTURATION DES ORGANES DE GESTION ET DE COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE PHASE 3: ETUDE-CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE GARAGES, CONSTRUCTION ANNEXE /REHABILITATION DU LOCAL	OUEST	20 000 000			20 000 000				0	20 000 000
1215-1-12-50-12	RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	NATIONAL	25 000 000			25 000 000				0	25 000 000
1215-1-12-50-13	MISE EN PLACE DE L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE POLITIQUES PUBLIQUES - PHASE 2-ENAPP	OUEST	5 000 000			5 000 000				0	5 000 000
1215-1-12-50-14	MISE EN PLACE D'UN ATLAS EMPLOI DU SECTEUR TEXTILE (CTMO-HOPE)	OUEST	5 000 000			5 000 000				0	5 000 000
1215-1-12-50-15	MISE EN PLACE D'UNE UNITÉ DE VEILLE STRATÉGIQUE- CTMO-HOPE	OUEST	2 000 000			2 000 000				0	2 000 000
1215-1-12-50-16	INDUSTRIELLE DU SECTEUR TEXTILE- CTMO-HOPE	NATIONAL	5 000 000			5 000 000				0	5 000 000
1215-1-12-50-17	TECHNOLOGIQUE POUR LE SECTEUR TEXTILE- ETUDES- CTMO-HOPE	NATIONAL	6 000 000			6 000 000				0	6 000 000
1215-1-12-50-18	MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE COOPÉRATION AVEC LA RÉPUBLIQUE DOMINIKAINE-CTMO-HOPE-PHASE 2	NATIONAL	4 000 000			4 000 000				0	4 000 000



**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP		
				AFC	SOURCE	TOTAL FN	BILATERAL	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PIP
1216-1-12-50-14	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES FRONTALIERES A BELLADEBE	CENTRE	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-50-15	CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES FRONTALIERES A ANSE A PITRE	SUD-EST	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-50-16	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE SAINT-MARC (ETUDES ET CONSTRUCTION)	ARTIBONITE	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-50-17	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE MIREBALAIS (ETUDES ET CONSTRUCTION)	CENTRE	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-50-18	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DEGRANDE RIVIERE DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-50-19	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE TROU DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD-EST	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-50-20	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LOGER LA VICE-DELEGATION DE LIMBE (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-50-21	RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS DE CONTROLE FRONTALIER: OUEST, NORD-EST, SUD-EST, CENTRE	NATIONAL	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-50-22	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LES CADRES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES A AQUIN	SUD	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-50-23	REHABILITATION DU BUREAU CENTRAL D'IMMIGRATION ET D'EMMIGRATION DE LALUE	OUEST	2 500 000			2 500 000					0	2 500 000
1216-1-12-51	PROGRAMME DE DECENTRALISATION		52 500 000	135 000 000		187 500 000	135 000 000	0			135 000 000	322 500 000
1216-1-12-51-11	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE CENTRES ADMINISTRATIFS IMPLANTATION DES BASES DE DONNEES COMMUNALES A TABARRE, LIMBE, ANSE D'HAINAULT, CORAIL, ANSE A VEAL, SAINT-LOUIS DU NORD, CERCA LA SOURCE, GRANDE RIVIERE DU NORD, MOLE ST NICOLAS	NATIONAL	2 500 000	135 000 000		187 500 000	135 000 000	0			135 000 000	322 500 000
1216-1-12-51-12	RECONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE VERRETES	ARTIBONITE	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-51-14	CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE PLAINE DU NORD (ETUDES ET CONSTRUCTIONS)	NORD	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-51-15	CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE LA VICTOIRE (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-51-16	CONSTRUCTION DE L'HOTEL DE VILLE DE FERRE (ETUDES ET CONSTRUCTION)	NORD-EST	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1216-1-12-51-18	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE DE LIANCOURT (VERRETES)	ARTIBONITE	3 000 000			3 000 000					0	3 000 000
1216-1-12-51-19	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE DE D'ULIGE (SAINT-MARC)	ARTIBONITE	3 000 000			3 000 000					0	3 000 000
1216-1-12-51-20	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE BASSE PLAINE (LIMONADE)	NORD	3 000 000			3 000 000					0	3 000 000

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES						RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP	
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PIP	
1216-1-12-51-21	CONSTRUCTION DE CENTRES DE SERVICES AU NIVEAU DES SECTIONS COMMUNALES-ETIENDES	NATIONAL	3 000 000			3 000 000						0	3 000 000
1216-1-12-51-22	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 5EME SECTION COMMUNALE PERODIN (PETITE RIVIERE ARTIBONITE)	ARTIBONITE	3 000 000	0		3 000 000						0	3 000 000
1216-1-12-51-23	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 6EME SECTION COMMUNALE MEDOR (PETITE RIVIERE ARTIBONITE)	ARTIBONITE	3 000 000			3 000 000						0	3 000 000
1216-1-12-51-24	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 1ERE SECTION COMMUNALE MARTINEAU (LACHAPELLE)	ARTIBONITE	3 000 000			3 000 000						0	3 000 000
1216-1-12-51-25	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 4EME SECTION COMMUNALE DESARMS (VERRETTES)	ARTIBONITE	3 000 000			3 000 000						0	3 000 000
1216-1-12-51-26	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 3EME SECTION COMMUNALE GOYAYER (ST MARC)	ARTIBONITE	3 000 000			3 000 000						0	3 000 000
1216-1-12-51-27	CONSTRUCTION DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA 5EME SECTION COMMUNALE BOCOZELLE (ST MARC)	ARTIBONITE	3 000 000	0		3 000 000						0	3 000 000
1216-1-12-51-28	CONSTRUCTION, SUPERVISION ET AMENAGEMENT HOTEL DE VILLE DE PORT-AU-PRINCE	OUEST	0	135 000 000	ANNULATION/FMI	135 000 000						0	135 000 000
1216-1-12-51-29	CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE ADMINISTRATIF ET FRONTALIER A OUANAMINTE (SAD)	NORD-EST	0			0	135 000 000		0	PETROCARIBE	EMPRUNT	135 000 000	135 000 000
1216-1-12-52	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		64 000 000	0		64 000 000	0	378 000 000				378 000 000	442 000 000
	REINGENIERIE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE		64 000 000	0		64 000 000	0	378 000 000				378 000 000	442 000 000
1216-1-12-52-12	ENQUETE/RECHERCHE SUR LE CONTROLE FRONTALIER ET LES ATTEINTES A LA LIBERTE ET AUX DROITS DES CITOYENS	NATIONAL	2 000 000			2 000 000						0	2 000 000
1216-1-12-52-13	APPLI AU SYSTEME NATIONAL DE GESTION DES RISQUES ET DESASTRES (PASHGRD)	NATIONAL	50 000 000			50 000 000						0	50 000 000
1216-1-12-52-14	RECONSTRUCTION ET GESTION DES RISQUES ET DESASTRES/PRGRD/BM/P126346/BM	NATIONAL	0			0		378 000 000	BM	DON		378 000 000	378 000 000
1216-1-12-52-15	APPLI A LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE MITIGATION DES RISQUES (INCLUANT L'INVENTAIRE DES BESOINS DANS LES ZONES VULNERABLES)	NATIONAL	12 000 000			12 000 000						0	12 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0		0	0	0				0	0
1216-1-12-52-16	CREATION D'UN ATELIER D'ENTRETIEN ET DE REPARATION DE VEHICULES A PORT-AU-PRINCE	OUEST	0			0						0	0
1216-1-12-53	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE		22 000 000	0		22 000 000	0	0				0	22 000 000
	STRUCTURATION DES PARTENAIRES DE LA SOCIETE CIVILE		22 000 000	0		22 000 000	0	0				0	22 000 000
1216-1-12-53-11	ENCADREMENT STRUCTUREL DE LA SOCIETE CIVILE (KATYE PAM POZE)	NATIONAL	22 000 000			22 000 000						0	22 000 000

**BUDGET 2014-2016  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERIÈRES			TOTAL PIP
					SOURCE	TOTAL RN	BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	SOURCE	TYPE	
	PROGRAMME DE GESTION DES BASSINS VERSANTS		5 000 000	0	0	5 000 000	90 000 000	0	0	90 000 000	95 000 000
	PROTECTION DES BASSINS VERSANTS		5 000 000	0	0	5 000 000	90 000 000	0	0	90 000 000	95 000 000
1216-112-54-11	RESTRUCTURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTEMES DU MORNIE DE L'HOPITAL OUEST	OUEST	5 000 000			5 000 000				0	5 000 000
1216-112-54-12	RESTRUCTURATION ET PROTECTION DES ECOSYSTEMES DU MORNIE DE L'HOPITAL OUEST	OUEST				0	45 000 000			EMPRUNT	45 000 000
1216-112-54-13	PROTECTION DES VILLES DE LA COTE SUD CONTRE LES RISQUES D'INONDATION ET DES INTERPERIES	SUD	0			0	45 000 000			EMPRUNT	45 000 000
1216-112-55	PROGRAMME D'EXTENSION DES SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT, RENFORCEMENT ET MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DE DECHETS SOLIDES		8 000 000	0	0	8 000 000	361 800 000	0	0		369 800 000
1216-112-55-11	CREATION D'UN CENTRE D'ENFOSSEMENT DE DECHETS COP. HAITIEN	NORD	4 000 000			4 000 000	180 900 000			FRANCE DDN	184 900 000
1216-112-55-12	CREATION D'UN CENTRE D'ENFOSSEMENT DE DECHETS GOMAYES	ARTIBONITE	4 000 000			4 000 000	180 900 000			FRANCE DDN	184 900 000
1216-112-56	PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES, PLANIFICATION ET DEVELOPPEMENT NATIONAL ET REGIONAL		36 000 000	572 000 000		608 000 000	90 000 000	0	0		698 000 000
1216-112-56-11	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE L'HOPITAL	NORD	5 000 000			5 000 000					5 000 000
1216-112-56-12	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE MILOT	NORD	4 000 000			4 000 000					4 000 000
1216-112-56-13	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE CABACON	NORD	5 000 000			5 000 000					5 000 000
1216-112-56-14	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE PONT SONDRE (SAINT-MARCEL)	ARTIBONITE	5 000 000			5 000 000					5 000 000
1216-112-56-15	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE TESTERE	ARTIBONITE	5 000 000			5 000 000					5 000 000
1216-112-56-16	CONSTRUCTION DU MARCHÉ PUBLIC DE SALTADERE	ARTIBONITE	3 000 000			3 000 000					3 000 000
1216-112-56-17	CREATION D'UN PARC RECREATIF A BOUENI CARRE	CENTRE	3 000 000			3 000 000					3 000 000
1216-112-56-18	CREATION D'UN PARC RECREATIF A DESLALIDES/PETITE RIVIERE DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	3 000 000			3 000 000					3 000 000
1216-112-56-19	CREATION D'UN PARC RECREATIF A SAUT D'EAU	CENTRE	3 000 000			3 000 000					3 000 000
1216-112-56-20	PROJET DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	NATIONAL	0		0	0	90 000 000	0	0	EMPRUNT	90 000 000
1216-112-56-21	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE L'ARTIBONITE	ARTIBONITE	0	63 000 000		63 000 000					63 000 000
1216-112-56-22	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU CENTRE	CENTRE	0	35 000 000		35 000 000					35 000 000
1216-112-56-23	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU NORD	NORD	0	82 000 000		82 000 000	0	0	0		82 000 000
1216-112-56-24	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU NORD-EST	NORD-EST	0	36 000 000		36 000 000					36 000 000
1216-112-56-25	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE L'OUEST	OUEST	0	112 000 000		112 000 000					112 000 000
1216-112-56-26	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU SUD	SUD	0	69 000 000		69 000 000					69 000 000

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TREASOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	SOURCE	TYPE	RESSOURCES EXTÉRIÈRES		TOTAL PIP
					SOURCE	TOTAL RN	TOTAL RE					TOTAL RE	TOTAL PIP	
1216-1-12-56-27	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU SUD-EST	SUD-EST	0	50 000 000	CF6DCT	0	50 000 000	0	0	0	0	0	0	50 000 000
1216-1-12-56-28	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE LA GRANDE ANSE	GRAND-ANSE	0	47 000 000	CF6DCT	0	47 000 000	0	0	0	0	0	0	47 000 000
1216-1-12-56-29	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DES RIPPES	RIPPES	0	39 000 000	CF6DCT	0	39 000 000	0	0	0	0	0	0	39 000 000
1216-1-12-56-30	PROJET DE DEVELOPPEMENT DANS LES SECTIONS COMMUNALES DU NORD-OUEST	NORD-OUEST	0	39 000 000	CF6DCT	0	39 000 000	0	0	0	0	0	0	39 000 000
	<b>1217 MINISTÈRE DE LA DÉFENSE</b>													
1217-1	SERVICES INTERNES		20 000 000	0	0	0	20 000 000	0	0	0	0	0	0	20 000 000
1217-1-12	DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES		20 000 000	0	0	0	20 000 000	0	0	0	0	0	0	20 000 000
1217-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DÉCENTRÉE		20 000 000	0	0	0	20 000 000	0	0	0	0	0	0	20 000 000
	<b>RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DÉCENTRÉE</b>													
1217-1-12-50-1	CRÉATION UN CENTRE DE FORMATION EN PLACE DU SERVICE CONJONCTIF DE LA MAIRIE OBLIGATOIRE (ETUDES ET PHASE II)	NATIONAL	20 000 000	0	0	0	20 000 000	0	0	0	0	0	0	20 000 000
	<b>13 SECTEUR SOCIAL</b>													
1311	MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MERNFP)		4 411 000 000	2 153 929 371	0	0	6 564 929 371	3 998 916 681	5 514 988 149	0	0	9 513 925 019	16 078 854 401	
1311-1-12-50-19	1311-1-12-50-19		3 294 000 000	1 951 429 371	0	0	5 245 429 371	603 642 566	4 476 188 149	0	0	5 279 830 715	10 525 260 086	
1311-1-12-50-19-1	SERVICES INTERNES		3 294 000 000	1 951 429 371	0	0	5 245 429 371	603 642 566	4 476 188 149	0	0	5 279 830 715	10 525 260 086	
1311-1-12-50-19-1-1	DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES		3 274 000 000	1 812 462 200	0	0	5 086 462 200	750 352 171	4 476 188 149	0	0	5 226 540 320	10 313 002 570	
1311-1-12-50-19-1-1-1	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		32 000 000	0	0	0	32 000 000	86 499 980	761 036 754	0	0	847 536 734	879 536 734	
	<b>RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE</b>													
1311-1-12-50-19-1-1-1-1	ASSISTANCE TECHNIQUE-APPLI INSTRUMENTAIRE ET POLITIQUES PUBLIQUES-APPLI A LA COND'S/SUM/PSUGO	NATIONAL	32 000 000	0	0	0	32 000 000	64 999 980	757 915 000	0	0	822 934 980	854 934 980	
	<b>SUPPORT A LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION- INAL-1049</b>													
1311-1-12-50-19-1-1-1-1-1	MISE EN PLACE DE LABORATOIRES SCOLAIRES EXPERIMENTAUX	NATIONAL	0	0	0	0	0	45 000 000	0	0	0	45 000 000	45 000 000	
1311-1-12-50-19-1-1-1-1-1-1	REFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	NATIONAL	0	0	0	0	0	19 999 980	0	0	0	19 999 980	19 999 980	
1311-1-12-50-19-1-1-1-1-1-1-1	ÉTABLISSEMENT DU SYSTEME DE PLANIFICATION OPERATIONNELLE ET DE SUPPLÉMENTATION DES PROJETS ET PROGRAMMES PUBLICS	NATIONAL	0	0	0	0	0	13 500 000	0	0	0	13 500 000	13 500 000	
1311-1-12-50-24	MISE EN ŒUVRE D'ACTION DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	OUEST	7 000 000	0	0	0	7 000 000	0	0	0	0	0	7 000 000	
1311-1-12-50-25	MISE EN ŒUVRE D'ACTION DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	NATIONAL	25 000 000	0	0	0	25 000 000	0	0	0	0	0	25 000 000	



BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES					RESSOURCES EXTERNES					TOTAL PIP
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PIP	
1311-1-12-50-16	MISE EN PLACE DES RESEAUX REGIONAUX DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	NATIONAL	0	0		0	21 500 000	3 101 754		24 601 754	24 601 754		24 601 754
1311-1-12-50-21	APPUI A LA MISE EN PLACE DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE EDUCATIVE L'EDUCATION (PHASE II/2010-2011)	NATIONAL	0	0		0	21 500 000	3 101 754	CANADA	DON	21 500 000		21 500 000
1311-1-12-51	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	NATIONAL	104 000 000	0		0	104 000 000	231 796 000	UNESCO	DON	231 796 000		335 696 000
1311-1-12-51-11	MISE EN PLACE DES RESEAUX REGIONAUX DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE	NATIONAL	0	0		0	41 796 000	9 900 000			51 696 000		51 696 000
1311-1-12-51-11	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE EDUCATIVE- APPUI AU RECENSEMENT	NATIONAL	0	0		0	9 900 000	9 900 000	UNICEF	DON	9 900 000		9 900 000
1311-1-12-51-13	APPUI AU RENFORCEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CANADON (APRIL A PORT-AU-PRINCE ET FPH-CANADO (MIRROU)	OUEST	0	0		0	41 796 000		CANADA	DON	41 796 000		41 796 000
1311-1-12-51-17	MISE EN PLACE DE CENTRES DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT ETUDES ET CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR L'ENST	OUEST	104 000 000	0		0	180 000 000	0			180 000 000		284 000 000
1311-1-12-51-18	CONSTRUCTION DU CAMPUS UNIVERSITAIRE DU SUD	SUD	5 000 000	0		0	5 000 000	0	PETROCARIBE	EMPRUNT	180 000 000		5 000 000
1311-1-12-51-19	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU NORD-OUEST	NORD-OUEST	43 000 000	0		0	43 000 000				0		43 000 000
1311-1-12-51-20	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DU SUD-EST	SUD-EST	16 000 000	0		0	16 000 000				0		16 000 000
1311-1-12-51-21	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LE CAMPUS DE L'UNIVERSITE PUBLIQUE DE L'ARTIBONITE AUX GOAVES	ARTIBONITE	40 000 000	0		0	40 000 000				0		40 000 000
1311-1-12-52	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		0	0		0	0	27 450 000			27 450 000		27 450 000
1311-1-12-52	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECONCENTREE		0	0		0	0	27 450 000	UNICEF	DON	27 450 000		27 450 000
1311-1-12-52-11	APPUI AU RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LOCALE-MICRO PLANIFICATION ET INSPECTION	NATIONAL	0	0		0	0	27 450 000	UNICEF	DON	27 450 000		27 450 000
1311-1-12-53	PROGRAMME D'ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE, FONDAMENTALE ET SECONDAIRE		3 138 000 000	1 817 462 200		4 955 462 200	442 056 191	3 677 801 395			4 119 857 586		9 070 319 786
1311-1-12-53-10	MISE EN PLACE DES ECOLES FONDAMENTALES DANS LES SECTIONS COMMUNALES	NATIONAL	3 138 000 000	1 817 462 200		4 955 462 200	442 056 191	3 677 801 395			4 119 857 586		9 070 319 786
1311-1-12-53-11	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DEVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE- PORTOUE ET PAYS SAUTAGEOIRE	NATIONAL	0	0		0	0	3 600 000	UNICEF	DON	3 600 000		3 600 000
1311-1-12-53-12	DEVELOPPEMENT DU COURS COLON PRES COLEGE NATIONAL	NATIONAL	0	0		0	0	7 200 000	UNICEF	DON	7 200 000		7 200 000
1311-1-12-53-13	APPUI A L'EDUCATION PARENTALE ET AU DEVELOPPEMENT INTEGRE DU JE	NATIONAL	0	0		0	0	13 500 000	UNICEF	DON	13 500 000		13 500 000
1311-1-12-53-14	REVALORISATION DES ECOLES PUBLIQUES DANS LES 10 DEPARTEMENTS DU PAYS	NATIONAL	50 000 000	0		50 000 000	0	0			0		50 000 000
1311-1-12-53-16	APPUI A L'ACCES ET A LA QUALITE DE L'EDUCATION	NATIONAL	0	0		0	0	197 000 000	UNICEF	DON	197 000 000		197 000 000

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL PIP	
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		TOTAL RE
1311-1-12-53-17	APPUI A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DU PRESCOLAIRE	NATIONAL	0			0		25 650 000	UNICEF	DON	25 650 000	25 650 000
1311-1-12-53-18	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PLAN OPERATIONNEL DE L'EDUCATION ET DE LA REFORME (FAES)- HA-L1060	NATIONAL	0			0		648 450 000	BID	DON	648 450 000	648 450 000
1311-1-12-53-19	SCOLARISATION DES ENFANTS (FONDS NATIONAL POUR L'EDUCATION + tresor I)	NATIONAL	2 790 400 000	1 812 462 200	FNE	4 602 862 200					0	4 602 862 200
1311-1-12-53-20	SCOLARISATION POUR LES ENFANTS SURAGES ET DES ENFANTS EN AGE SCOLAIRE DANS LE PAYS (PROVED-PIENASECO + PAS) IMPLANTATION D'ECOLEES DANS LES SECTIONS COMMUNALES	NATIONAL	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1311-1-12-53-21	EDUCATION POUR TOUS phase 2 BM/P124134	NATIONAL	0			0		1 215 000 000	BM	DON	1 215 000 000	1 215 000 000
1311-1-12-53-22	CONSTRUCTION DE LYCEE A BELLADERE, THOMASSIQUE ET CERCA LA SOURCE (AIDE ALIMENTAIRE JAPONAISE) - SOURCE BMAPADMEF	CENTRE	0			0	70 000 000		JAPON	DON	70 000 000	70 000 000
1311-1-12-53-24	APPUI A L'AMELIORATION DE LA FOURNITURE DES SERVICES DE CANTINES SCOLAIRES	NATIONAL	171 600 000			171 600 000		310 906 395	PAM	DON	310 906 395	482 506 395
1311-1-12-53-26	CAMPAGNE PILOTE D'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE	NATIONAL	0			0	90 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	90 000 000	90 000 000
1311-1-12-53-27	EXTENSION DU NOUVEAU SECONDAIRE DANS LES DEPARTEMENTS	NATIONAL	15 000 000			15 000 000					0	15 000 000
1311-1-12-53-28	REFONTE DU CURRICULUM DU SYSTEME EDUCATIF HAITIEN	NATIONAL	15 000 000			15 000 000					0	15 000 000
1311-1-12-53-29	APPUI AU PROGRAMME DE SCOLARISATION	NATIONAL	0			0	25 800 000		CANADA	DON	25 800 000	25 800 000
1311-1-12-53-31	ACCES A L'EDUCATION PRIMAIRE-RENTREE SCOLAIRE 2010-2011 / OUEST ET SUD-EST/ (Source : ACOI / A035198-001)	NATIONAL	0			0		900 000 000	BID	DON	900 000 000	900 000 000
1311-1-12-53-32	ACCROISSEMENT DE L'ACCES A L'EDUCATION DE QUALITE	NATIONAL	0			0	0	356 495 000	BID	DON	356 495 000	356 495 000
1311-1-12-53-37	AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT EN HAITI	NATIONAL	0			0	43 000 000	0	CANADA	DON	43 000 000	43 000 000
1311-1-12-53-38	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP SALTADERE DES CAYES	SUD	30 000 000			30 000 000	43 000 000	0	CANADA	DON	43 000 000	73 000 000
1311-1-12-53-39	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAPDE MARFRANC DE JEREMIE	GRAND-ANSE	20 000 000			20 000 000	43 000 000	0	CANADA	DON	43 000 000	63 000 000
1311-1-12-53-43	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP MORISSEAU D'AQUIN	SUD	13 500 000			13 500 000	127 256 191		CANADA	DON	127 256 191	140 756 191
1311-1-12-53-44	ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'EFACAP MICHEL LAZARE DES CAYES	SUD	12 500 000			12 500 000	0		ESPAGNE	DON	0	12 500 000

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PP	
					SOURCE	TOTAL RN	BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	SOURCE	TYPE		TOTAL RE
1311-1-17-1	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE		20 000 000	138 967 171		158 967 171	53 290 395	0	0		53 290 395	212 257 566
1311-1-17-50	PROGRAMME DE LOGEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		20 000 000	138 967 171		158 967 171	53 290 395	0	0		53 290 395	212 257 566
1311-1-17-50-11	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	NATIONAL	20 000 000	138 967 171		158 967 171	53 290 395	0	0		53 290 395	212 257 566
1311-1-17-50-11	MISE EN ŒUVRE D'ACTIFS DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	NATIONAL	20 000 000			20 000 000					0	20 000 000
1311-1-17-50-13	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE A PIGNON	NORD	0		0	0	53 290 395			PETITCOÛRBE	EMPRUNT	53 290 395
1311-1-17-50-14	EQUIPEMENTS POUR LES ATELIERS DES ECOLES DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN CONSTRUCTION (UCP)	NATIONAL	0	135 000 000		135 000 000						135 000 000
1311-1-17-50-15	CONSTRUCTION DE CINQ ECOLES DE FORMATION PROFESSIONNELLE (UCP)	NATIONAL	0	3 967 171		3 967 171						3 967 171
1312-1	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL		597 000 000	112 500 000		709 500 000	1 230 832 395	765 000 000				2 705 332 395
1312-1-12	DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTERNES		597 000 000	112 500 000		709 500 000	1 230 832 395	765 000 000				2 705 332 395
1312-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0	0	0	0	0	0			0
1312-1-12-50-11	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0	0	0	0	0	0			0
1312-1-12-50-11	REINFORCEMENT DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE DES AGENTS GOUVERNEMENTAUX ET NON GOUVERNEMENTAUX POUR LA PROMOTION ET LA DÉPENSE DES ORDRES DES PENSIONS HONORAIRES	OUEST	0	0	0	0	0	0	0			0
1312-1-12-51	LEVEUR D'IMPÔT SUPPLÉMENTAIRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES PENSIONS HONORAIRES		12 000 000	0		12 000 000	0	0	0			12 000 000
1312-1-12-51-11	FORMATION PROFESSIONNELLE ET MISE EN PLACE DE BESOINS		12 000 000	0		12 000 000	0	0	0			12 000 000
1312-1-12-51-11	FORMATION PROFESSIONNELLE ET MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE TRAVAIL POUR LA LIBERTÉ	NORD-EST	8 000 000	0		8 000 000	0	0	0			8 000 000
1312-1-12-51-12	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE REINFORCEMENT DANS L'OUEST	OUEST	4 000 000	0		4 000 000	0	0	0			4 000 000
1312-1-12-52	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE		37 000 000	112 500 000		149 500 000	292 500 000	0	0			442 000 000
1312-1-12-52-11	PROTEGE DANS CHAQUE PÔLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		24 000 000	0		24 000 000	0	0	0			24 000 000
1312-1-12-52-11	IMPLANTATION D'UN VILLAGE ARTISANAL AU CAP-HAÏTEN	NORD	3 000 000			3 000 000						3 000 000
1312-1-12-52-12	MISE EN ŒUVRE DE 5 BOULANGERIES COMMUNALES	NATIONAL	8 000 000			8 000 000						8 000 000
1312-1-12-52-13	IMPLANTATION D'UN VILLAGE ARTISANAL A JACHEL	500-EST	3 000 000			3 000 000						3 000 000
1312-1-12-52-14	CONSTRUCTION DE 4 CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE AU PROFIT DE 20000 HANOUCAPES (PORT-AU-PRINCE, CAP-HAÏTEN, JACHEL ET CANES)	NATIONAL	10 000 000			10 000 000						10 000 000

**BUDGET 2014-2016**  
**PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES ÉTRANGÈRES			TOTAL PP
					SOURCE	TOTAL (R)	BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	SOURCE	TYPE	
	CONSTRUIRE UN CENTRE D'ACCUEIL POUR PERSONNES DÉPENDANTES DANS CHAQUE PÔLE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT		13 000 000	112 500 000	125 500 000	292 500 000	0	292 500 000			418 000 000
1312-1-12-52-16	ÉTUDES ET CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'ÉBERGÈMENT POUR LES PERSONNES DU 3ÈME ÂGE À PORT-AU-PRINCE	OUEST	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1312-1-12-52-17	ÉTUDES POUR LA CONSTRUCTION DE 2 CENTRES D'ÉBERGÈMENT POUR LES PERSONNES DU 3ÈME ÂGE À CAP-HAÏTIEN ET AUX CAYES	NATIONAL	4 000 000		4 000 000						4 000 000
1312-1-12-52-18	IMPLANTATION DE 9 CENTRES DE RÉHABILITATION PSYCHOSOCIALE POUR LES ÉPILEPTIQUES DES RIVES ENQUÊTES, ÉTUDES, PLANIFICATION ET CONSTRUCTION DES LOGEMENTS SOCIAUX (IJCPI)	NATIONAL	5 000 000	112 500 000	112 500 000	202 500 000		202 500 000	PÉTROCARBÈ	EMPRUNT	207 500 000
1312-1-12-52-20	CONSTRUCTION DE 1500 MAIRONS ET INFRASTRUCTURES À MORNIE À CABRI	OUEST	0	0	0	90 000 000		90 000 000	PÉTROCARBÈ	EMPRUNT	90 000 000
1312-1-12-53	PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ASSURANCE SOCIALE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS		548 000 000	0	548 000 000	675 000 000	0	675 000 000			1 223 000 000
	EXTENSION DE L'ASSURANCE SOCIALE À TOUS LES TRAVAILLEURS		548 000 000	0	548 000 000	675 000 000	0	675 000 000			1 223 000 000
1312-1-12-53-11	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESTAURATION POUR LES QUÉBÉCOIS À LA SORPHE	OUEST	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1312-1-12-53-12	RESTAURATION POUR LES QUÉBÉCOIS DU PÔLE CARACOL	NORD	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1312-1-12-53-13	MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESTAURATION POUR LES QUÉBÉCOIS DE LA CODOYÈ	NORD-EST	5 000 000		5 000 000						5 000 000
1312-1-12-54	LUTTE CONTRE LA PALUSTRITE ET L'EXCLUSION SOCIALE	NATIONAL	533 000 000	0	533 000 000	675 000 000		675 000 000	PÉTROCARBÈ	EMPRUNT	1 208 000 000
1312-1-12-54-1	PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ ET À L'ÉNERGIE		0	0	0	263 332 395	765 000 000	1 028 332 395			1 028 332 395
	APPUÏ AU RELOGEMENT DES PERSONNES SANS-ABRI		0	0	0	263 332 395	765 000 000	1 028 332 395			1 028 332 395
1312-1-12-54-11	CONSTRUCTION DE LOGEMENTS À CARACOL - EKAM	NORD	0	0	0	125 227 350		125 227 350	USA	DOH	125 227 350
1312-1-12-54-12	PRÉPARATION DU SITE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ÉPILEPTIQUES À CARACOL	NORD	0	0	0	138 105 045		138 105 045	USA	DOH	138 105 045
1312-1-12-54-13	RECONSTRUCTION DE LOGEMENTS DANS LES QUARTIERS DÉFAVORISÉS DE PORT-AU-PRINCE (PÉREAD) BAU/125805/BA/PA	OUEST	0	0	0	765 000 000		765 000 000	BAI	DOH	765 000 000
1311	MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION		343 000 000	90 000 000	433 000 000	1 687 461 920	273 800 000	1 961 261 920			2 394 261 920
1313-1-12	DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES INTÉRIEURS		343 000 000	90 000 000	433 000 000	1 687 461 920	273 800 000	1 961 261 920			2 394 261 920
1313-1-12-50	PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ MISE EN PLACE DES CENTRES HÔPITALIERS UNIVERSITAIRES (CHU) DANS LES TROIS GRANDES PÔLES RÉGIONNAUX DE DÉVELOPPEMENT		343 000 000	90 000 000	433 000 000	1 687 461 920	273 800 000	1 961 261 920			2 394 261 920
1313-1-12-50-11	RECONSTRUCTION HÔPITAL DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAIÏTI-CO-FINANCEMENT FRANCE - SOURCE UTE MAF	OUEST	0	0	0	893 007 000	0	893 007 000	PÉTROCARBÈ	EMPRUNT	450 000 000
1313-1-12-50-12	RECONSTRUCTION HÔPITAL DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAIÏTI-CO-FINANCEMENT FRANCE - SOURCE UTE MAF	OUEST	0	0	0	263 007 000		263 007 000	FRANCE	DOH	263 007 000

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES					RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP		
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		TOTAL RE	
1313-1-12-50-13	CONSTRUCTION ET REHABILITATION D'HOPITAUX ( HUEL, ST ANCHEL DE JACHEL, SIMBI CONTRAL DE MARTISSANT, HOP. SANS FIL, CENTRE DE TRAUMA DE L'AEROPORT, HOP. DE BON REPOS...)	NATIONAL	0			0	180 000 000			PETROCARIBE	EMPRUNT	180 000 000	180 000 000
1313-1-12-50-14	MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMBULANCIER REGIONAL DANS LE GRAND SUD (SUD-GRAND ANSE, NIPPES, SUD-EST) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	4 500 000			4 500 000						0	4 500 000
1313-1-12-50-15	MISE EN PLACE D'UN POSTE DE TRANSFUSION SANGUINE A MIRAGOANE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NIPPES	4 000 000			4 000 000						0	4 000 000
1313-1-12-50-16	REHABILITATION HOPITAL UNIVERSITAIRE JUSTINIEN - (PEDIATRIE, BLOC OPERATOIRE, CHIRURGIE, MEDECINE INTERNE) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD	10 000 000			10 000 000						0	10 000 000
1313-1-12-50-17	MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMBULANCIER REGIONAL DANS LE NORD-OUEST (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD-OUEST	4 500 000			4 500 000						0	4 500 000
1313-1-12-50-18	MISE EN PLACE D'UN CENTRE AMBULANCIER REGIONAL DANS LE NORD/NORD-EST (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD	3 000 000			3 000 000						0	3 000 000
	MISE EN PLACE DES HOPITAUX DE REFERENCE DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		6 000 000	0		6 000 000	0	0				0	6 000 000
1313-1-12-50-19	REHABILITATION DE L'HOPITAL SAINT-ANTOINE DE JEREMIE (ST ANTOINE (MATERNITE, PEDIATRIE, ET SERVICES D'URGENCE, PAVAGE DE LA COUR))	GRAND-ANSE	3 000 000			3 000 000						0	3 000 000
1313-1-12-50-20	CONSTRUCTION DU HCR DE OUANAMINTHE (CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DU MEXIQUE)	NORD-EST	3 000 000			3 000 000						0	3 000 000
	MISE EN PLACE DES HOPITAUX COMMUNAUTAIRES DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		16 000 000	0		16 000 000	0	0				0	16 000 000
1313-1-12-50-21	TRANSFORMATION DU CAL DES ANGLAIS EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	4 000 000			4 000 000						0	4 000 000
1313-1-12-50-22	TRANSFORMATION DU CAL DU BORGNE EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD	4 000 000			4 000 000						0	4 000 000
1313-1-12-50-23	TRANSFORMATION DU COI DE ANSE A VEAU EN HCR (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NIPPES	4 000 000			4 000 000						0	4 000 000
1313-1-12-50-26	RENOVATION DE L'HOPITAL ST AGNES DE BEAUMORT	GRAND-ANSE	4 000 000			4 000 000		0				0	4 000 000
	MISE EN PLACE DES HOPITAUX DE REFERENCE DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		4 000 000	0		4 000 000	0	0				0	4 000 000
1313-1-12-50-27	RENOVATION DE LA CHIRURGIE ET MEDECINE INTERNE DE L'HOPITAL IMMACULEE CONCEPTION DES CAYES	SUD	4 000 000			4 000 000						0	4 000 000
	MISE EN PLACE DES HOPITAUX COMMUNAUTAIRES DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		10 000 000	0		10 000 000	135 000 000	0				135 000 000	145 000 000
1313-1-12-50-28	FINALISATION CONSTRUCTION REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES SANITAIRES A CRX DES BOUQUETS ET JEAN PABE ET CARACOL (balance du projet TO HCR et de Caracol 2013-2014, HOPITAL Immaculee Conception des cayes (chirurgie et medecine homme, St Agnes de Beaumont, Grande Saline))	NATIONAL	10 000 000			10 000 000						0	10 000 000
1313-1-12-50-29	MISE EN PLACE DE SERVICES D'APPLI A LA SANTE (PHARMACIES...)	NATIONAL	0			0	135 000 000			PETROCARIBE	EMPRUNT	135 000 000	135 000 000

**BUDGET 2014-2016  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP	
					SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL RE	TOTAL PIP
	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES COMMUNES		5 000 000	0		5 000 000	0	0			0	5 000 000
1313-1-12-50-30	REHABILITATION CAL DE PETIT GOAVE - (Phase 2)	OUEST	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
	MISE EN PLACE DES HOPITAUX COMMUNAUTAIRES DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		0	0		0	225 000 000	0			225 000 000	225 000 000
1313-1-12-50-31	REHABILITATION ET CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURE SANITAIRE	NATIONAL				0	225 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	225 000 000	225 000 000
	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE AVEC LITS DANS LES COMMUNES		28 000 000	0		28 000 000	0	0			0	28 000 000
1313-1-12-50-32	CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A MAUSSADE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	CENTRE	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1313-1-12-50-34	CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A TIBURON (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1313-1-12-50-35	CONSTRUCTION NOUVEAU CAL A MOULLAGE FOULLETTE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1313-1-12-50-41	CONSTRUCTION CSL TROIS PALMISTES + PETITE MATERNITE/SONHUB-VALLIERES (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD-EST	3 000 000			3 000 000					0	3 000 000
1313-1-12-50-42	CONSTRUCTION CAL SONHUB A PETIT-YROU DE NIPPES (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NIPPES	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
1313-1-12-50-43	CONSTRUCTION CAL A LIMONADE (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD	5 000 000			5 000 000					0	5 000 000
	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE SANS LIT DANS LES SECTIONS COMMUNALES		113 000 000	0		113 000 000	0	0			0	113 000 000
1313-1-12-50-44	CONSTRUCTION 9 CSL - Phase 3 (Centre, Nord, Nord-est, Nord-ouest, Nippes, Sud, Sud-est, Grande Anse, Artibonite) (Phase 1 sur budget 2012-2013 et Phase 2 sur budget 2013-2014)	NATIONAL	101 000 000			101 000 000					0	101 000 000
1313-1-12-50-49	CONSTRUCTION CSL 2e SECTION LABICHE, COTES DE FER (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	SUD-EST	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1313-1-12-50-57	CONSTRUCTION CSL LOCALITE ST PIERRE, S. BOUCAN BOIS PIN, C. CORAILLON (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	OUEST	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1313-1-12-50-60	CONSTRUCTION CSL ST YVES, SC SAUT DU BARIL (C. ANSEVEAU) (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NIPPES	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
	RENFORCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DE POLITIQUES PORTANT SUR LA SANTE ET LA POPULATION		5 000 000	0		5 000 000	434 454 920	0			434 454 920	439 454 920
1313-1-12-50-62	AMELIORATION DES SERVICES DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE DANS L'ARTIBONITE (06/05/2001)	ARTIBONITE	0			0	89 372 793		CANADA	DON	89 372 793	89 372 793
1313-1-12-50-63	PRISE EN CHARGE INTEGREE DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT DANS L'ARTIBONITE (A035207-002)	ARTIBONITE	0			0	13 500 000		CANADA	DON	13 500 000	13 500 000
1313-1-12-50-64	PRISE EN CHARGE INTEGREE DE LA SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT DANS L'ARTIBONITE (11/03/2007-001)	ARTIBONITE	0			0	315 074 942		CANADA	DON	315 074 942	315 074 942
1313-1-12-50-65	ENCADREMENT DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION A TOUS LES NIVEAUX	NATIONAL	0			0	16 507 185		CANADA	DON	16 507 185	16 507 185
1313-1-12-50-66	APPLI A LA CHAINE DE FROID DU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION (GAZ PROPANE)	NATIONAL	2 000 000			2 000 000					0	2 000 000
1313-1-12-50-67	MISE EN PLACE DE MECANISMES DE COMMUNICATION ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX DU MSP (Phase 2) (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NATIONAL	3 000 000			3 000 000					0	3 000 000

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRECOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL FIP
					SOURCE	TOTAL FN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	
1313-1-12-50-00	MISE EN PLACE DES CENTRES DE SANTE SANS LIT DANS LES SECTIONS COMMUNALES		30 000 000	0		30 000 000	0	0	0		30 000 000
1313-1-12-50-00	CONSTRUCTION CSL FERBERI (Phase 2)	NORD-EST	4 000 000			4 000 000					4 000 000
1313-1-12-50-00	CONSTRUCTION CSL FERCHES IC (Phase 1 sur budget 2013-2014)	NORD-EST	4 000 000			4 000 000					4 000 000
1313-1-12-50-00	REHABILITATION DU DISPENSARE DE PETITE ENVERE (DAME MARIE) (Phase 2)		6 000 000			6 000 000					6 000 000
1313-1-12-50-70	DECOULEMENTS CHARDONNETTE, JEAN BELLUNE, PAHOTY, GOMER, GOBOUTINE ET LORY	GRAND-ANSE	4 000 000			4 000 000					4 000 000
1313-1-12-50-71	CONSTRUCTION CSL ANSE AMASSON (Phase 1 sur budget 2013-2014)	GRAND-ANSE	4 000 000			4 000 000					4 000 000
1313-1-12-50-72	CONSTRUCTION CSL ATOZIA - COMMUNE FESTEEL (Phase 2) sur budget 2013-2014	GRAND-ANSE	4 000 000			4 000 000					4 000 000
1313-1-12-50-80	CONSTRUCTION CSL A BOIS CAHANI, SC	NORD	4 000 000			4 000 000					4 000 000
1313-1-12-50-80	BALAN, ITERE SECTION PLAIN (DU NORD) (Phase 2) sur budget 2013-2014	NORD	4 000 000			4 000 000					4 000 000
1313-1-12-50-87	CONSTRUCTION D'UN CSL A ROCHE A BATEAU (Phase 2) sur budget 2013-2014	SUD	4 000 000			4 000 000					4 000 000
1313-1-12-50-89	LUTTE CONTRE LES MALADIES TROPHIQUES ET LES EPIDEMIES		69 000 000	0		69 000 000	0	96 800 000	0		165 800 000
1313-1-12-50-89	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA SUR LE TERRITOIRE NATIONAL	NATIONAL	27 000 000			27 000 000					27 000 000
1313-1-12-50-89	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA ET LA TUBERCULOSE (ENGAGEMENT DE LETAT A LA CONTRIBUTION DU FONDS MONDIAL)	NATIONAL	6 000 000			6 000 000					6 000 000
1313-1-12-50-89	LUTTE CONTRE LE CHOLERA	NATIONAL	0			0		96 800 000	0		96 800 000
1313-1-12-50-89	MISE EN PLACE D'ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LES ENDEMIES MAJEURES (MALARIA, CHIRUNGUYA, DENGUE, ... ETC) Engagement de l'Etat a la contribution du Fonds Mondial	NATIONAL	18 000 000			18 000 000		0			18 000 000
1313-1-12-50-90	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE SOINS DE SANTE PRIMAIRES DANS LES ZONES D'ACCES DIFFICILE	NATIONAL	18 000 000			18 000 000					18 000 000
1313-1-12-50-90	OEUVRE DE POLITIQUES PORTANT SUR LA SANTE ET LA POPULATION	NATIONAL	25 000 000	0		25 000 000		132 000 000			157 000 000
1313-1-12-50-94	APPROVISIONNEMENT EN MATIERES ET EQUIPEMENTS D'AUDIOPHONES 30 INSTITUTIONS DE SANTE (ICR, HD, CIL, CSL) POUR TOUT LE TERRITOIRE	NATIONAL	25 000 000			25 000 000					25 000 000
1313-1-12-50-97	AMELIORATION DE LA SANTE MATERIELLE ET INFANTILE (PAMSS)	NATIONAL	0			0		132 000 000	0		132 000 000
1313-1-12-50-98	IDENTIFICATION ET PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN DIFFICULTE		0			0		0	0		0
1313-1-12-50-98	FORMATION EN REHABILITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES (PH)	QUEST	0			0		0	0		0

**BUDGET 2014-2016  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERNES				TOTAL PP			
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RN	BIATERALE	MULTIATERALE	SOURCE	TYPE		TOTAL RE	TOTAL PP	
1313-1-12-51	PROGRAMME DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT		6 000 000	90 000 000		96 000 000		0	96 000 000	0	45 000 000	0	45 000 000	141 000 000
	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET SECURISATION DU MILIEU		6 000 000	90 000 000		96 000 000		0	96 000 000	0	45 000 000	0	45 000 000	141 000 000
1313-1-12-51-1	MISE EN PLACE DU PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTE ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE NATIONAL (Phase 2) (Phase 1 sur Budget 2013-2014)	NATIONAL	6 000 000			6 000 000			6 000 000				0	6 000 000
1313-1-12-51-1-2	PROTECTION SANITAIRE	NATIONAL	0			0			0		45 000 000	DOH	45 000 000	45 000 000
1313-1-12-51-1-3	CONSTRUCTION ET SUPERVISION DE LA CONGRÈS DE L'HOPITAL DE L'UNIVERSITE DE DAKAR (DHATI DOKP)	OUEST	0	90 000 000	ANNULATION/FMI	90 000 000			90 000 000				0	90 000 000
1313-1-12-52	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0	0		0			0		0		0	0
	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES ADMINISTRATIFS		0	0		0			0		0		0	0
1313-1-12-52-1	AMENAGEMENT DU BUREAU LOCAL DU MINISTRE A MANS GATE (EXTENSION)	OUEST	0	0		0			0		0		0	0
	ACCELERATION DE LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE		0	0		0			0		0		0	0
1313-1-12-52-1-4	CONSTRUCTION D'UN LOCAL POUR L'INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE MEDICALE DU CAP-UMH (STRACOH) (Phase 2) (Phase 1 sur Budget 2013-2014)	NORD	0			0			0				0	0
1314	MINISTRE A LA CONDITION FEMMINE ET AUX DROITS DES FEMMES		42 000 000	0		42 000 000			42 000 000				0	42 000 000
1314-1	SERVICES INTERIES		42 000 000	0		42 000 000			42 000 000				0	42 000 000
1314-1-12	DIRECTION GENERALE		42 000 000	0		42 000 000			42 000 000				0	42 000 000
1314-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DECENTREE		5 000 000	0		5 000 000			5 000 000				0	5 000 000
	REINFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION DECENTREE		5 000 000	0		5 000 000			5 000 000				0	5 000 000
1314-1-12-50-1	MISE EN PLACE DES BUREAUX DEPARTEMENTAUX DU NORD-EST, NORD-OUEST, ANTOURNE OUEST ET NIPPS-ETUDES ET PHASE 1	OUEST	5 000 000			5 000 000			5 000 000				0	5 000 000
1314-1-12-51	PROGRAMME D'ORGANISATION DE LA SOLIDARITE SOCIALE		35 000 000	0		35 000 000			35 000 000				0	35 000 000
	CONSTRUCTION DE CENTRES D'ACCUEIL POUR DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE DANS CHAQUE POLE LOCAL DE DEVELOPPEMENT		35 000 000	0		35 000 000			35 000 000				0	35 000 000
1314-1-12-51-1	INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES FILLES ET DES FEMMES DES DEPARTEMENTS DU SUD, GRAND-ANSE, CENTRE, NORD, NORD-EST, OUEST ET NORD-OUEST	NATIONAL	25 000 000			25 000 000			25 000 000				0	25 000 000
1314-1-12-51-1-2	CONTRIBUTION A L'HERBERGEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE	OUEST	10 000 000			10 000 000			10 000 000				0	10 000 000
1314-1-12-52	PROGRAMME DE REINFORCEMENT DE L'EQUALITE DE GENRE		2 000 000	0		2 000 000			2 000 000				0	2 000 000
	PRODUCTION ET DIFFUSION D'INFORMATION SUR L'EAGUITE DE GENRES		2 000 000	0		2 000 000			2 000 000				0	2 000 000
1314-1-12-52-1	PREVENTION ET PROTECTION CONTRE LES VIOLENCES SEXOCCEPQUES AU NIVEAU DES 10 DEPARTEMENTS	NATIONAL	2 000 000			2 000 000			2 000 000				0	2 000 000



BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	ATC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERIEURES			TOTAL RFP
					SOURCE	TOTAL RH	BILATERALE	AMBI-PLATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL EE
1314-1-12-50	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE		0		0	0	0	0	0	0	0
	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME NATIONAL D'ASSISTANCE LEGALE		0		0	0	0	0	0	0	0
1314-3-12-52-11	CREATION D'UN INSTITUT DES DROITS DES FEMMES ET DE L'EQUALITE HOMME/FEMME - PHASE 1	OUEST	0		0	0	0	0	0	0	0
1315-1	MINISTERE A LA JEUNESSE ET DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE		135 000 000		0	135 000 000	277 000 000	0	277 000 000	0	412 000 000
1315-1	SERVICES ARIENNES		135 000 000		0	135 000 000	277 000 000	0	277 000 000	0	412 000 000
1315-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES IPIERRES		135 000 000		0	135 000 000	277 000 000	0	277 000 000	0	412 000 000
1315-1-12-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		10 000 000		0	10 000 000	0	0	0	0	10 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		0		0	0	0	0	0	0	0
1315-1-12-50-11	RECENTREMENT NATIONAL DE LA PRATIQUE SPORTIVE	NATIONAL	0		0	0	0	0	0	0	0
	PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE		10 000 000		0	10 000 000	0	0	0	0	10 000 000
1315-1-12-50-12	MISE EN PLACE DE 3 CENTRES DE SERVICE CIVIQUE NATIONAL (NORD, SUD, GRAND-ANSE) INCLUANT LA FORMATION	NATIONAL	10 000 000		0	10 000 000	0	0	0	0	10 000 000
1315-1-12-51	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ACTION CIVIQUE DU SPORT DES LOISIRS ET DE LA JEUNESSE		125 000 000		0	125 000 000	277 000 000	0	277 000 000	0	402 000 000
	PROMOTION ET DEVELOPPEMENT DU SPORT DE HAUT NIVEAU		0		0	0	0	0	0	0	0
1315-1-12-51-11	INCLUSION SOCIALE PAR LE BIEN DE LA PRATIQUE SPORTIVE (CENTRE PHASE 3 FORMATION DE 22 JOUEURS AU BRESIL)	OUEST	0		0	0	0	0	0	0	0
	MISE EN PLACE DE CENTRES AUX 11 SPORTS ET DE LOISIRS DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT		26 000 000		0	26 000 000	0	0	0	0	26 000 000
1315-1-12-51-12	CREATION D'UN CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS ET D'ANIMATION SOCIO CULTUREL AU CAP HAÏTEN, AUX CAYES ET A PORT AU PRINCE	NATIONAL	10 000 000		0	10 000 000	0	0	0	0	10 000 000
1315-1-12-51-13	CONSTRUCTION D'UN CENTRE SPORTIF D'EXCELLENCE A JERemie ETUDES	GRAND-ANSE	6 000 000		0	6 000 000	0	0	0	0	6 000 000
1315-1-12-51-14	MISE EN PLACE DE 3 CENTRES D'ACCUEIL ET DE RECEPTION PAR LA FORMATION TECHNIQUE PROFESSIONNELLE ET SPORTIVE POUR DE JEUNES FEMMES EN SITUATION D'IMPACT A TERNIER VILLE ET AUX CAYES	NATIONAL	10 000 000		0	10 000 000	0	0	0	0	10 000 000
1315-1-12-51-15	DEVELOPPEMENT DU SPORT SCOLAIRE ET MUNICIPAL ET PROMOTION DU SPORT POUR TOUS		12 000 000		0	12 000 000	270 000 000	0	270 000 000	0	282 000 000
1315-1-12-51-16	INFRASTRUCTURES SPORTIVES (SPORTS POUR TOUS)	NATIONAL	12 000 000		0	12 000 000	0	0	0	0	12 000 000
1315-1-12-51-16	REHABILITATION / CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES	NATIONAL	0		0	0	210 000 000	0	210 000 000	PETROCARIBE	210 000 000

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERIEES				TOTAL RFP	TOTAL PP		
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RNI	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE			TOTAL RE	
	DEVELOPPEMENT DES JEUX HANDISPORTS		17 000 000	0	0	17 000 000	0	0	0	0	0	0	17 000 000	
1315-1-12-51-17	BENEFICIAIRE DE LA PRATIQUE SPORTIVE DES PERSONNES EN SITUATION D'HANDICAP A TRAVERS LE PAYS "HANDISPORT" - ETUDES	NATIONAL	17 000 000	0	0	17 000 000	0	0	0	0	0	0	17 000 000	
	PROTECTION ET DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE		70 000 000	0	0	70 000 000	0	0	0	0	0	0	70 000 000	
1315-1-12-51-18	MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES INITIATIVES DE JEUNES	NATIONAL	40 000 000	0	0	40 000 000	0	0	0	0	0	0	40 000 000	
1315-1-12-51-19	DEVELOPPEMENT DE LA CAPACITE ENTREPRENEURIALE CHEZ LES JEUNES (NORD, NORD-EST, RUPES)	NATIONAL	5 000 000	0	0	5 000 000	0	0	0	0	0	0	5 000 000	
1315-1-12-51-20	PROMOTION/DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES COMME FACTEUR DE SANTE SUR LES LIEUX PUBLICS/TREVAEL SANTE	NATIONAL	21 000 000	0	0	21 000 000	0	0	0	0	0	0	21 000 000	
1315-1-12-51-21	MISE EN PLACE D'UN BUREAU NATIONAL POUR L'EMPLOI DES JEUNES	NATIONAL	4 000 000	0	0	4 000 000	0	0	0	0	0	0	4 000 000	
14	SECTEUR CULTUREL		450 000 000	0	0	450 000 000	92 563 036	20 189 883	113 152 919	0	0	0	563 152 919	
1411	MINISTRE DES CULTES		10 000 000	0	0	10 000 000	0	0	0	0	0	0	10 000 000	
1411-1	SERVICES INTERNES		10 000 000	0	0	10 000 000	0	0	0	0	0	0	10 000 000	
1411-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		10 000 000	0	0	10 000 000	0	0	0	0	0	0	10 000 000	
1411-1-12-50	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		10 000 000	0	0	10 000 000	0	0	0	0	0	0	10 000 000	
	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS		10 000 000	0	0	10 000 000	0	0	0	0	0	0	10 000 000	
1411-1-12-50-11	PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL (MANTEN A TRAVERS LE SECTEUR RELIGIEUX ET LES ASSOCIATIONS PHILOSOPHIQUES)	OUEST	10 000 000	0	0	10 000 000	0	0	0	0	0	0	10 000 000	
1412	MINISTRE DE LA CULTURE		400 000 000	0	0	400 000 000	70 463 036	20 189 883	90 652 919	0	0	0	490 652 919	
1412-1	SERVICES INTERNES		400 000 000	0	0	400 000 000	70 463 036	20 189 883	90 652 919	0	0	0	490 652 919	
1412-1-12	DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES		372 000 000	0	0	372 000 000	40 288 057	20 189 883	60 477 940	0	0	0	432 477 940	
1412-1-12-50	PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		372 000 000	0	0	372 000 000	40 288 057	20 189 883	60 477 940	0	0	0	432 477 940	
	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS		11 000 000	0	0	11 000 000	0	0	0	0	0	0	11 000 000	
1412-1-12-50-11	CONSTRUCTION DU MEMORIAL DE ST CHRISTOPHE A TITAHEN	OUEST	7 000 000	0	0	7 000 000	0	0	0	0	0	0	7 000 000	
1412-1-12-50-13	CREATION D'UN ESPACE D'ANIMATION, D'EXPOSITION ET DE VENTE DE PRODUITS CULTURELS, ARTISTIQUES ET ARTISANAUX AUX CAYES	SUD	4 000 000	0	0	4 000 000	0	0	0	0	0	0	4 000 000	
	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE CENTRES CULTURELS		0	0	0	0	10 588 657	0	0	0	0	0	10 588 657	
1412-1-12-50-16	MISE EN PLACE D'UNE ECOLE ATELIER DE JACQUELIEAU - PHASE 4 ET 5	SUD-EST	0	0	0	0	10 588 657	0	0	0	0	0	10 588 657	
	MISE EN PLACE D'UN FONDS DE DEVELOPPEMENT CULTUREL		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1412-1-12-50-18	SUPPORT AUX INITIATIVES CULTURELLES	NATIONAL	0	0	0	0	20 189 883	0	0	0	0	0	20 189 883	

**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	RESSOURCES NATIONALES					RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP	
			TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE		TOTAL RE
	MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE CENTRES CULTURELS		357 000 000	0		357 000 000	29 700 000	0			29 700 000	386 700 000
1412-1-12-50-20	MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'EDUCATION PATRIMONIALE A L'ECOLE (PHASE 1)	NATIONAL	2 000 000			2 000 000	0				0	2 000 000
1412-1-12-50-21	ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UN DORTOIR A L'UNAMU	CENTRE	2 000 000			2 000 000	0				0	2 000 000
1412-1-12-50-22	REHABILITATION DES LOCAUX DU MINISTERE DE LA CULTURE	CENTRE	3 000 000			3 000 000	29 700 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	29 700 000	32 700 000
1412-1-12-50-23	ORGANISATION 12 <sup>EME</sup> EDITION CARIFESTA 2015 EN HAITI	NATIONAL	350 000 000			350 000 000	0				0	350 000 000
	MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS		4 000 000	0		4 000 000	0	0			0	4 000 000
1412-1-12-50-24	REHABILITATION DU LOCAL DU MPTIC DEVANT LOGER LE COMPLEXE ADMINISTRATIF ET CULTUREL DU MINISTERE	SUD-EST	4 000 000			4 000 000					0	4 000 000
1412-1-13	ECOLE NATIONALE DES ARTS		2 000 000	0		2 000 000	0	0			0	2 000 000
1412-1-13-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000	0		2 000 000	0	0			0	2 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000	0		2 000 000	0	0			0	2 000 000
1412-1-13-50-11	REHABILITATION PHYSIQUE DE L'EHARTS A PORT-AU-PRINCE	QUEST	2 000 000			2 000 000					0	2 000 000
1412-1-14	INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL		8 000 000	0		8 000 000	18 924 980	0			18 924 980	26 924 980
1412-1-14-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		8 000 000	0		8 000 000	18 924 980	0			18 924 980	26 924 980
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		8 000 000	0		8 000 000	18 924 980	0			18 924 980	26 924 980
1412-1-14-50-11	REHABILITATION DES FORTS JACQUES ET ALEXANDRE A FERMAIHE ET AMENAGEMENT DU PARC NATIONAL DES FORTS	QUEST	3 000 000			3 000 000					0	3 000 000
1412-1-14-50-12	RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DE L'ARTILLERIE ANGLAISE DE LA CITADELLE HENRY AU PARC NATIONAL HISTORIQUE CITADELLE SANS-SOUCI RAMIER	NORD	3 000 000			3 000 000					0	3 000 000
1412-1-14-50-13	REAMENAGEMENT DES JARDINS DU ROI ET PERENNISATION DU CAJMIER DU ROI SUR LE SITE DE SANS-SOUCI	NORD	2 000 000			2 000 000					0	2 000 000
1412-1-14-50-14	RESTAURATION PALAIS SANS-SOUCI	NORD	0			0	18 000 000		PETROCARIBE	EMPRUNT	18 000 000	18 000 000
1412-1-14-50-15	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL EN CULTURE ET CONSERVATION DU PATRIMOINE POUR LE DEVELOPPEMENT. PHASE 3	QUEST	0			0	924 980		ESPAGNE	DON	924 980	924 980
1412-1-15	THEATRE NATIONAL		2 000 000	0		2 000 000	0	0			0	2 000 000
1412-1-15-50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000	0		2 000 000	0	0			0	2 000 000
	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000	0		2 000 000	0	0			0	2 000 000
1412-1-15-50-11	REHABILITATION DES LOCAUX DU THEATRE NATIONAL	QUEST	2 000 000			2 000 000					0	2 000 000

BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	RESSOURCES NATIONALES					RESSOURCES EXTERNES					TOTAL FIP
		LOCALISATION	TRESOR PUBLIC	AFC	SOURCE	TOTAL FN	BILATERALE	MULTILATERALE	SOURCE	TYPE	TOTAL FE	
1412.1.16	MUSEE DU PATRIMOINE NATIONAL PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		3 000 000	0	0	3 000 000	11 250 000	0	0	11 250 000	0	14 250 000
1412.1.16.50	MUSEE DU PATRIMOINE NATIONAL PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		3 000 000	0	0	3 000 000	11 250 000	0	0	11 250 000	0	14 250 000
1412.1.16.50.11	REHABILITATION DES LOUAIRES MUPANOH	OUEST	0	0	0	0	11 250 000	0	RETRO-ARR	11 250 000	0	11 250 000
1412.1.16.50.12	CONSTRUCTION D'UN ATELIER DE RESTAURATION DES OEUVRES DU MUPANOH	OUEST	3 000 000	0	0	3 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000
1412.1.17	BUREAU D'ETHNOLOGIE PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.17.50	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.18	REPERCUSSIONS FINANCIERES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.18.50	REPERCUSSIONS FINANCIERES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.19	PREPARATION ET MISE EN VALEUR TOURISTIQUE DES PORTS D'EAU SAINT-JACQUES A Plateau du Nord, Sources Eprouvée & Cahari et Basse Waba a Fort Napari	NATIONAL	2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.19.50	PREPARATION ET MISE EN VALEUR TOURISTIQUE DES PORTS D'EAU SAINT-JACQUES A Plateau du Nord, Sources Eprouvée & Cahari et Basse Waba a Fort Napari		2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.20	BIBLIOTHEQUE NATIONALE PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.20.50	BIBLIOTHEQUE NATIONALE PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.21	MUSEE EN PLACE DE CENTRES DE LECTURE ET D'ORGANISATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN ARCHIVES A MUNIC		2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.21.50	MUSEE EN PLACE DE CENTRES DE LECTURE ET D'ORGANISATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN ARCHIVES A MUNIC		2 000 000	0	0	2 000 000	0	0	0	0	0	2 000 000
1412.1.22	ARCHIVES NATIONALES PROGRAMME DE CONCENTRATION DES ARCHIVES NATIONALES D'HAHI DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412.1.22.50	ARCHIVES NATIONALES PROGRAMME DE CONCENTRATION DES ARCHIVES NATIONALES D'HAHI DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412.1.23	MUSEE EN PLACE DE BUREAUX REGIONAUX DES ARCHIVES NATIONALES DANS LES POLES DE DEVELOPPEMENT		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412.1.23.50	MUSEE EN PLACE DE BUREAUX REGIONAUX DES ARCHIVES NATIONALES DANS LES POLES DE DEVELOPPEMENT		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412.1.24	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ORGANISATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN ARCHIVES A MUNIC		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412.1.24.50	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ORGANISATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN ARCHIVES A MUNIC		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1412.1.25	DIRECTION NATIONALE DU LOGEMENT PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		6 000 000	0	0	6 000 000	0	0	0	0	0	6 000 000
1412.1.25.50	DIRECTION NATIONALE DU LOGEMENT PROGRAMME DE PROTECTION ET DE VALORISATION DES BIENS CULTURELS ET DE SOUTIEN A LA CREATION CULTURELLE		6 000 000	0	0	6 000 000	0	0	0	0	0	6 000 000
1412.1.26	MUSEE EN PLACE DE CENTRES DE LECTURE ET D'ORGANISATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN ARCHIVES A MUNIC		6 000 000	0	0	6 000 000	0	0	0	0	0	6 000 000
1412.1.26.50	MUSEE EN PLACE DE CENTRES DE LECTURE ET D'ORGANISATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN ARCHIVES A MUNIC		6 000 000	0	0	6 000 000	0	0	0	0	0	6 000 000
1412.1.27	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ORGANISATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN ARCHIVES A MUNIC		3 000 000	0	0	3 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000
1412.1.27.50	CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE LECTURE ET D'ORGANISATION CULTURELLE PAR POLE LOCAL DE ETUDE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE BIBLIOTHEQUE ET D'UN ARCHIVES A MUNIC		3 000 000	0	0	3 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000
1412.1.28	REPERCUSSIONS FINANCIERES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3 000 000	0	0	3 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000
1412.1.28.50	REPERCUSSIONS FINANCIERES DE L'ADMINISTRATION CENTRALE		3 000 000	0	0	3 000 000	0	0	0	0	0	3 000 000



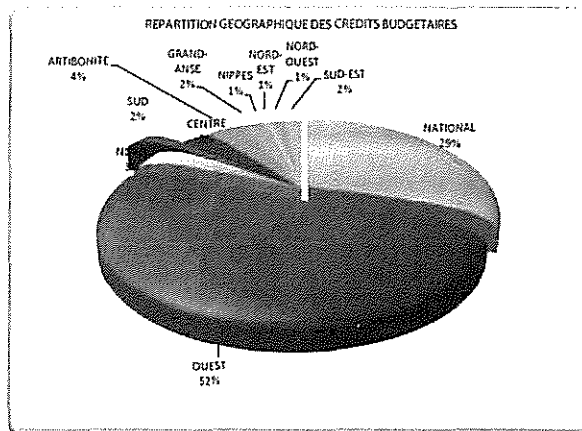
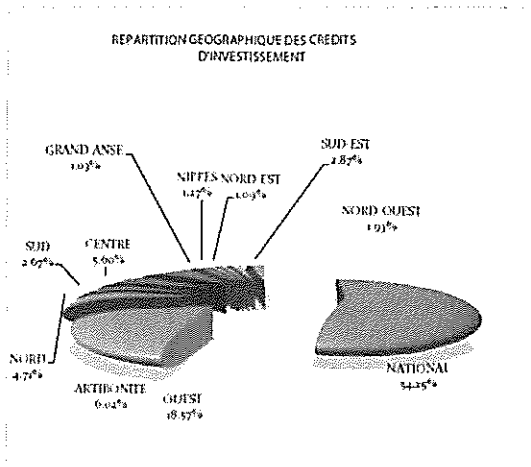
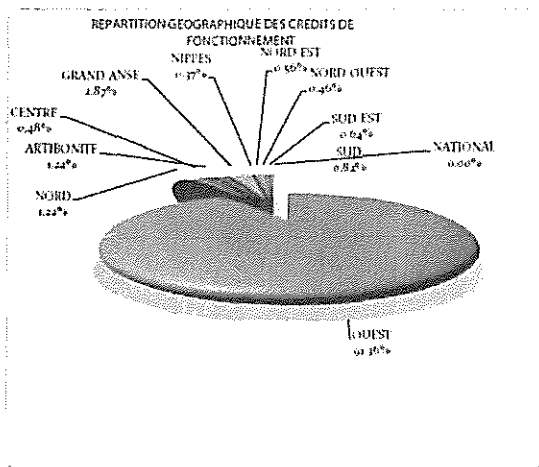
**BUDGET 2014-2015  
PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS**

CODE	PROGRAMMES ET PROJETS	LOCALISATION	TRÉSOR PUBLIC	AFC	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP
					SOURCE	TOTAL RN	BILATÉRALE	MULTILATÉRALE	SOURCE	TYPE	
3211-1-11-50-11	POLYVALE INDIANNE CONSEIL SUPÉRIEUR DU POUVOIR JURIDIQUE (CSPI)		20 000 000	45 000 000	65 000 000	0	0	0	0	0	65 000 000
3211-1-11-50-12	SERVICES INTERNES		20 000 000	45 000 000	65 000 000	0	0	0	0	0	65 000 000
3211-1-11-50-13	ADMINISTRATION GÉNÉRALE PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ		20 000 000	45 000 000	65 000 000	0	0	0	0	0	65 000 000
3211-1-11-50-14	CERTIFICATION DES PROFESSIONS JUDICIAIRES		20 000 000	45 000 000	65 000 000	0	0	0	0	0	65 000 000
3211-1-11-50-15	CERTIFICATION DES MAGISTRATS-PHASE I	NATIONAL	20 000 000		20 000 000	0	0	0	0	0	20 000 000
3211-1-11-50-16	CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENT PALAIS DE LA COUR DE CASSATION	OUEST	0	45 000 000	45 000 000	0	0	0	0	0	45 000 000
4111-1-11-50-17	4 INSTITUTIONS INDÉPENDANTES CSCA		40 000 000	112 500 000	152 500 000	310 679 460	0	0	0	310 679 460	463 179 460
4111-1-11-50-18	SERVICES INTERNES		0	112 500 000	112 500 000	0	0	0	0	0	112 500 000
4111-1-11-50-19	CONSEIL DE LA COUR		0	112 500 000	112 500 000	0	0	0	0	0	112 500 000
4111-1-11-50-20	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES NATIONALES		0	112 500 000	112 500 000	0	0	0	0	0	112 500 000
4111-1-11-50-21	RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDÉPENDANTES		0	112 500 000	112 500 000	0	0	0	0	0	112 500 000
4111-1-11-50-22	CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)	OUEST	0	112 500 000	112 500 000	0	0	0	0	0	112 500 000
4311-1-11-50-23	RECTORAT DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT (D'ANTILLES)		40 000 000	0	40 000 000	310 679 460	0	0	0	310 679 460	350 679 460
4311-1-11-50-24	SERVICES INTERNES		40 000 000	0	40 000 000	310 679 460	0	0	0	310 679 460	350 679 460
4311-1-11-50-25	RECTORAT DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D HAÏTI		40 000 000	0	40 000 000	310 679 460	0	0	0	310 679 460	350 679 460
4311-1-11-50-26	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES NATIONALES		40 000 000	0	40 000 000	310 679 460	0	0	0	310 679 460	350 679 460
4311-1-11-50-27	RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS INDÉPENDANTES		40 000 000	0	40 000 000	310 679 460	0	0	0	310 679 460	350 679 460
4311-1-11-50-28	CONSTRUCTION DU CAMPUS PRINCIPAL DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI (UNEF)	OUEST	0	0	0	90 000 000	0	0	PÉTROCARBÈE	EMPRUNT	90 000 000
4311-1-11-50-29	RENFORCEMENT DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI (UNEF)	NATIONAL	40 000 000	0	40 000 000	85 679 460	0	0	PÉTROCARBÈE	EMPRUNT	85 679 460
4311-1-11-50-30	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'ÉQUIPEMENTS DE CORRIDORS ET DE RESEARCHES POUR PROFESSEURS ET EXTENSION DU CAMPUS HENRI CHRISTOPHE DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI A L'UNION DES ILES (UNEF)	HORD	0	0	0	135 000 000	0	0	PÉTROCARBÈE	EMPRUNT	135 000 000

**CLASSIFICATION GÉOGRAPHIQUE  
DU BUDGET 2014 - 2015**

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES CREDITS BUDGETAIRES  
EXERCICE 2014-2015

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	Population estimée en 2013	Dépenses Publiques per capita et départementales
<b>TOTAL</b>	<b>56 026 598 360</b>	<b>66 623 084 995</b>	<b>122 649 683 345</b>	<b>10 579 230</b>	<b>11 593</b>
NATIONAL		36 146 292 888	36 146 292 888		
OUEST	51 183 106 565	12 371 178 648	63 554 285 213	3 906 874	16 267
NORD	686 043 928	3 141 109 509	3 827 153 436	1 034 651	3 699
SUD	458 252 793	1 776 139 191	2 234 391 984	751 349	2 974
CENTRE	271 626 928	3 729 326 792	4 000 953 720	723 487	5 530
ARTIBONITE	684 009 404	4 009 779 455	4 693 788 858	1 674 874	2 802
GRAND-ANSE	1 606 425 808	687 000 000	2 293 425 808	454 031	5 051
NIPPES	207 543 872	843 147 500	1 050 691 372	332 089	3 164
NORD-EST	313 119 054	723 570 000	1 036 689 054	381 961	2 714
NORD-OUEST	259 444 547	1 286 003 841	1 545 448 388	706 591	2 187
SUD-EST	357 025 452	1 909 537 173	2 266 562 625	613 323	3 696





## REPARTITION GEOGRAPHIQUE CREDITS D'INVESTISSEMENT

ARTIBONITE	3 684 779 455
ARTIBONITE/CENTRE/NORD-EST/NORD-OUEST	5 000 000
ARTIBONITE/GRAND-ANSE/OUEST	225 000 000
ARTIBONITE/GRAND-ANSE/OUEST/SUD/ SUD-EST	30 000 000
ARTIBONITE/NORD	50 000 000
ARTIBONITE/NORD/NORD-EST/NORD-OUEST/SUD/SUD-EST	432 000 000
ARTIBONITE/SUD/NORD/OUEST	395 000 000
CENTRE	3 757 626 792
CENTRE/ARTIBONITE	325 000 000
CENTRE/ARTIBONITE/NORD/NORD-EST/NORD-OUEST/SUD	104 763 058
CENTRE/NORD	35 000 000
CENTRE/NORD/NORD-EST/NORD-OUEST/NIPPES/SUD/SUD-EST/GRAND-ANSE/ARTIBONITE	4 000 000
GRAND-ANSE	676 000 000
NATIONAL	31 220 464 830
NIPPES	1 098 000 000
NORD	3 097 109 509
NORD/ARTIBONITE	30 000 000
NORD/CENTRE/OUEST	10 000 000
NORD/NORD-EST	540 000 000
NORD/NORD-EST/CENTRE/OUEST/NOR-OUEST/NIPPES/SUD/GRAND-ANSE/SUD-EST	5 000 000
NORD/NORD-OUEST	15 000 000
NORD/NORD-OUEST/SUD/SUD-EST	5 000 000
NORD/NOR-OUEST/CENTRE/OUEST	2 500 000
NORD/SUD/GRAND-ANSE	10 000 000
NORD/SUD-EST/OUEST	180 000 000
NORD-EST	853 570 000
NORD-EST/ARTIBONITE/NIPPES/CENTRE/NORD/OUEST	40 000 000
NORD-EST/SUD	5 000 000
NORD-OUEST	1 273 003 841
NORD-OUEST/ARTIBONITE/GRAND-ANSE/NORD	7 500 000
NORD-OUEST/SUD	10 000 000
OUEST	12 374 878 648
OUEST/NORD	5 000 000
OUEST/NORD/SUD/SUD-EST	10 000 000
OUEST/NORD-EST/SUD-EST/CENTRE	5 000 000
OUEST/SUD-EST	1 143 000 260
SUD	1 778 639 191
SUD/GRAND-ANSE	1 399 565 000
SUD/GRAND-ANSE/CENTRE/NORD/NORD-EST/NORD-OUEST/OUEST	25 000 000
SUD/NIPPES	28 147 500
SUD/NORD/ARTIBONITE	20 000 000
SUD/OUEST	22 500 000
SUD/SUD-EST/CENTRE/NORD	14 000 000
SUD-EST	1 666 536 913
SUD-GRAND-ANSE/NIPPES/SUD-EST	4 500 000
Total général	66 623 084 995

REPARTITION GEOGRAPHIQUE CREDITS DE  
FONCTIONNEMENT

## Crédits Budgétaires 2014-2015

ARTIBONITE	684 009 404
CENTRE	271 626 928
NIPPES	207 543 872
NORD	686 043 928
NORD-EST	313 119 054
NORD-OUEST	259 444 547
OUEST	51 183 106 565
SUD	458 252 793
SUD-EST	357 025 452
GRAND-ANSE	1 606 425 808
Grand Total	56 026 598 350

REPARTITION GEOGRAPHIQUE CREDITS D'INVESTISSEMENT	
<b>ARTIBONITE</b>	<b>4 009 779 455</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	462 500 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	637 250 000
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2 127 181 720
1117-MINISTERE DU TOURISME	10 000 000
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	8 000 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	303 900 000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	40 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	417 947 735
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	3 000 000
<b>CENTRE</b>	<b>3 729 326 792</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	1 310 000 000
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	20 000 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	114 625 000
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	2 114 001 792
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	8 000 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	51 000 000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	70 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	5 000 000
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	36 700 000
<b>GRAND-ANSE</b>	<b>687 000 000</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	141 000 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	25 000 000
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	372 500 000
1117-MINISTERE DU TOURISME	7 500 000
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	4 000 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	47 000 000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	63 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	21 000 000
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	6 000 000
<b>NATIONAL</b>	<b>36 146 292 888</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	2 749 784 460
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 616 283 323
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	3 228 100 418
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	12 250 540 882
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	696 627 332
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	400 000 000
1117-MINISTERE DU TOURISME	93 855 000
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	809 507 445
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	40 000 000
1215-PRIMATURE	345 000 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	564 500 000
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	20 000 000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	9 779 917 500
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1 550 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	1 046 307 185
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	37 000 000
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	399 000 000
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	374 189 883
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	20 000 000
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	125 679 460
<b>NIPPES</b>	<b>843 147 500</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	165 000 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	81 147 500
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	533 000 000
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	8 000 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	39 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	17 000 000
<b>NORD</b>	<b>3 141 109 509</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	435 000 000
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	20 000 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	1 109 000 000
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	690 086 719
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	45 000 000
1117-MINISTERE DU TOURISME	10 500 000
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	17 000 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	303 900 000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	53 290 395
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	271 332 395
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	26 000 000
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	23 000 000
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	2 000 000
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	135 000 000

REPARTITION GEOGRAPHIQUE CREDITS D'INVESTISSEMENT	
<b>NORD-EST</b>	<b>723 570 000</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	151 000 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	251 570 000
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	33 000 000
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	10 000 000
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	70 000 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	181 000 000
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	13 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	14 000 000
<b>NORD-OUEST</b>	<b>1 286 003 841</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	406 047 441
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	15 000 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	424 000 000
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	238 125 000
1117-MINISTERE DU TOURISME	111 831 400
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	4 500 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	39 000 000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	43 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	4 500 000
<b>OUEST</b>	<b>12 371 178 648</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	2 463 220 191
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	667 750 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	469 000 000
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	5 031 407 928
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	95 000 000
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	114 022 310
1117-MINISTERE DU TOURISME	30 100 000
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	457 200 239
1215-PRIMATURE	200 000 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	299 500 000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	53 796 000
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	868 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	812 007 000
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	5 000 000
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	7 000 000
1411-MINISTERE DES CULTES	10 000 000
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	32 174 980
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	58 500 000
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	450 000 000
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	45 000 000
4111-COUR SUPERIEUR DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	112 500 000
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	90 000 000
<b>SUD</b>	<b>1 776 139 191</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	200 000 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	257 338 000
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	369 500 000
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	95 000 000
1117-MINISTERE DU TOURISME	290 545 000
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	125 000 000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	406 256 191
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	26 500 000
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	4 000 000
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	2 000 000
<b>SUD-EST</b>	<b>1 909 537 173</b>
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	120 000 000
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	66 137 591
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	1 216 644 160
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	151 875 000
1117-MINISTERE DU TOURISME	254 292 365
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	60 000 000
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	16 000 000
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	3 000 000
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	4 000 000
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	17 588 057
<b>Total général</b>	<b>66 623 084 995</b>

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE  
DU BUDGET 2014 - 2015**

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES  
EXERCICE 2014-2015**

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
<b>TOTAL</b>		<b>56 026 598 350</b>	<b>66 623 084 995</b>	<b>122 649 683 345</b>
<b>01 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>		<b>24 762 714 482</b>	<b>3 608 459 095</b>	<b>28 371 173 577</b>
<b>011 FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS ,AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ET</b>		<b>18 293 239 247</b>	<b>2 756 862 535</b>	<b>21 050 101 783</b>
0111	FONCTIONNEMENT DES ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS	11 642 752 214	2 341 442 347	13 984 194 561
0112	AFFAIRES FINANCIERES ET FISCALES	4 220 095 617	415 420 188	4 635 515 805
0113	AFFAIRES ETRANGERES	2 430 391 417	0	2 430 391 417
<b>012 AIDE ECONOMIQUE EXTERIEURE</b>		<b>11 207 610</b>	<b>0</b>	<b>11 207 610</b>
0121	AIDE ECONOMIQUE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	0	0	0
0122	AIDE ECONOMIQUE PAR L'INTERMEDIAIRE D'ORGANISATION INTERNATIONALES (SC)	11 207 610	0	11 207 610
<b>013 SERVICES GENERAUX</b>		<b>1 044 145 790</b>	<b>329 089 114</b>	<b>1 373 234 905</b>
0131	SERVICES GENERAUX DE PERSONNEL (SC)	155 000 000	0	155 000 000
0132	SERVICES GENERAUX DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	872 358 615	329 089 114	1 201 447 730
0133	AUTRES SERVICES GENERAUX (SC)	16 787 175	0	16 787 175
<b>014 RECHERCHE FONDAMENTALE (SC)</b>		<b>25 033 200</b>	<b>0</b>	<b>25 033 200</b>
0140	RECHERCHE FONDAMENTALE (SC)	25 033 200	0	25 033 200
<b>015 R-D CONCERNANT LES SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0150	R-D CONCERNANT LES SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (SC)	0	0	0
<b>016 SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.</b>		<b>317 913 665</b>	<b>522 507 445</b>	<b>840 421 110</b>
0160	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	317 913 665	522 507 445	840 421 110
<b>017 OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC)</b>		<b>5 071 174 969</b>	<b>0</b>	<b>5 071 174 969</b>
0170	OPERATIONS CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE (SC)	5 071 174 969	0	5 071 174 969
<b>018 TRANSFERTS DE CARACTERE GENERAL ENTRE ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0180	TRANSFERTS DE CARACTERE GENERAL ENTRE ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (SC)	0	0	0
<b>02 DEFENSE</b>		<b>224 421 889</b>	<b>20 000 000</b>	<b>244 421 889</b>
<b>021 DEFENSE MILITAIRE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0210	DEFENSE MILITAIRE (SC)	0	0	0
<b>022 DEFENSE CIVILE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0220	DEFENSE CIVILE (SC)	0	0	0
<b>023 AIDE MILITAIRE A DES PAYS ETRANGERS</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0230	AIDE MILITAIRE A DES PAYS ETRANGERS (SC)	0	0	0
<b>024 R-D CONCERNANT LA DEFENSE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0240	R-D CONCERNANT LA DEFENSE (SC)	0	0	0
<b>025 DEFENSE N.C.A</b>		<b>224 421 889</b>	<b>20 000 000</b>	<b>244 421 889</b>
0250	DEFENSE N.C.A.(SC)	224 421 889	20 000 000	244 421 889
<b>03 ORDRE ET SECURITE PUBLIQUE</b>		<b>10 420 921 246</b>	<b>687 700 239</b>	<b>11 308 621 485</b>
<b>031 SERVICES DE POLICE</b>		<b>4 636 251 950</b>	<b>748 700 239</b>	<b>5 384 952 189</b>
0310	SERVICES DE POLICE(SC)	4 636 251 950	748 700 239	5 384 952 189
<b>032 SERVICES DE PROTECTION CIVILE</b>		<b>1 101 314 173</b>	<b>0</b>	<b>1 101 314 173</b>
0320	SERVICES DE PROTECTION CIVILE(SC)	1 101 314 173	0	1 101 314 173
<b>033 TRIBUNAUX</b>		<b>1 120 377 351</b>	<b>139 000 000</b>	<b>1 259 377 351</b>
0330	TRIBUNAUX (SC)	1 120 377 351	139 000 000	1 259 377 351
<b>034 ADMINISTRATION PENITENTIAIRE</b>		<b>840 841 199</b>	<b>0</b>	<b>840 841 199</b>
0340	ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	840 841 199	0	840 841 199
<b>035 R-D CONCERNANT L'ORDRE ET LA SECURITE PUBLICS</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0350	R-D CONCERNANT L'ORDRE ET LA SECURITE PUBLICS (SC)	0	0	0

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES  
EXERCICE 2014-2015**

TOTAL		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
		56 026 598 350	66 623 084 995	122 649 683 345
<b>036</b>	<b>ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.</b>	<b>2 722 136 574</b>	<b>0</b>	<b>2 722 136 574</b>
0360	ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.	2 722 136 574	0	2 722 136 574
<b>04 AFFAIRES ECONOMIQUES</b>		<b>2 478 960 433</b>	<b>32 893 826 234</b>	<b>35 372 786 667</b>
<b>041</b>	<b>TUTELLE DEL'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI</b>	<b>511 678 636</b>	<b>0</b>	<b>511 678 636</b>
0411	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES	456 451 447	0	456 451 447
0412	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC)	55 227 189	0	55 227 189
<b>042</b>	<b>AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE</b>	<b>808 024 598</b>	<b>6 105 581 149</b>	<b>6 913 605 747</b>
0421	AGRICULTURE	775 026 966	6 019 923 238	6 794 950 204
0422	SYLVICULTURE (SC)	15 168 609	0	15 168 609
0423	PECHE ET CHASSE (SC)	17 829 023	85 657 911	103 486 934
<b>043</b>	<b>COMBUSTIBLES ET ENERGIE</b>	<b>4 795 805</b>	<b>4 531 805 547</b>	<b>4 536 601 352</b>
0431	CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC)	4 795 805	0	4 795 805
0432	PETROLE ET GAZ NATUREL (SC)	0	0	0
0433	COMBUSTIBLE NUCLEAIRE (SC)	0	0	0
0434	AUTRES COMBUSTIBLES (SC)	0	0	0
0435	ELECTRICITE(SC)	0	4 531 805 547	4 531 805 547
0436	ENERGIE NON ELECTRIQUE(SC)	0	0	0
<b>044</b>	<b>INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES, CONSTRUCTION</b>	<b>794 038 872</b>	<b>595 124 313</b>	<b>1 389 163 185</b>
0441	EXTRACTION DE RESSOURCES MINERALES AUTRES QUE LES COMBUSTIBLES MINERAUX (SC)	43 808 232	0	43 808 232
0442	INDUSTRIES MANUFACTURIERES (SC)	28 347 625	0	28 347 625
0443	CONSTRUCTION (SC)	721 883 015	595 124 313	1 317 007 328
<b>045</b>	<b>TRANSPORTS</b>	<b>78 988 118</b>	<b>17 383 542 011</b>	<b>17 462 530 129</b>
0450	TRANSPORTS ROUTIERS	0	0	0
0451	TRANSPORTS ROUTIERS	50 249 979	16 821 977 741	16 872 227 721
0452	TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU	28 738 138	111 564 270	140 302 408
0453	TRANSPORTS PAR VOIE FERREE (SC)	0	0	0
0454	TRANSPORTS AERIENS (SC)	0	450 000 000	450 000 000
0455	PIPELINE ET SYSTEMES DE TRANSPORT DIVERS (SC)	0	0	0
<b>046</b>	<b>COMMUNICATIONS</b>	<b>80 136 981</b>	<b>80 500 000</b>	<b>160 636 981</b>
0460	COMMUNICATIONS (SC)	80 136 981	80 500 000	160 636 981
<b>047</b>	<b>AUTRES BRANCHES D'ACTIVITE</b>	<b>170 440 677</b>	<b>3 092 123 765</b>	<b>3 262 564 442</b>
0471	DISTRIBUTION, ENTREPOTS ET MAGASINS (SC)	19 926 255	0	19 926 255
0472	HOTELLERIE ET RESTAURATION (SC)	0	10 100 000	10 100 000
0473	TOURISME	147 299 425	564 523 765	711 823 190
0474	PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SC)	3 214 997	2 517 500 000	2 520 714 997
<b>048</b>	<b>R-D CONCERNANT LES AFFAIRES ECONOMIQUES</b>	<b>18 319 563</b>	<b>0</b>	<b>18 319 563</b>
0481	R-D CONCERNANT LA TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI (SC)	0	0	0
0482	R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE, LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC)	18 319 563	0	18 319 563
0483	R-D CONCERNANT LES COMBUSTIBLES ET L'ENERGIE (SC)	0	0	0
0484	R-D CONCERNANT LES INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES ET LA CONSTRUCTION (SC)	0	0	0
0485	R-D CONCERNANT LES TRANSPORTS (SC)	0	0	0
0486	R-D CONCERNANT LES COMMUNICATIONS (SC)	0	0	0
0487	R-D CONCERNANT D'AUTRES BRANCHES D'ACTIVITE (SC)	0	0	0
<b>049</b>	<b>AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.</b>	<b>12 537 184</b>	<b>1 105 149 449</b>	<b>1 117 686 633</b>
0490	AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.	12 537 184	1 105 149 449	1 117 686 633

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES  
EXERCICE 2014-2015**

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
<b>TOTAL</b>		<b>56 026 598 350</b>	<b>66 623 084 995</b>	<b>122 649 683 345</b>
<b>05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>		<b>745 103 454</b>	<b>2 958 697 310</b>	<b>3 703 800 764</b>
<b>051 GESTION DES DECHETS</b>		<b>408 899 922</b>	<b>437 300 000</b>	<b>846 199 922</b>
0510	GESTION DES DECHETS (SC)	408 899 922	437 300 000	846 199 922
<b>052 GESTION DES EAUX USEES</b>		<b>9 409 200</b>	<b>1 062 500 000</b>	<b>1 071 909 200</b>
0520	GESTION DES EAUX USEES (SC)	9 409 200	1 062 500 000	1 071 909 200
<b>053 LUTTE CONTRE LA POLLUTION</b>		<b>16 163 401</b>	<b>0</b>	<b>16 163 401</b>
0530	LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC)	16 163 401	0	16 163 401
<b>054 PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE</b>		<b>22 732 631</b>	<b>95 000 000</b>	<b>117 732 631</b>
0540	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC)	22 732 631	95 000 000	117 732 631
<b>055 RD DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0550	RD DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT(SC)	0	0	0
<b>056 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.</b>		<b>287 898 300</b>	<b>1 363 897 310</b>	<b>1 651 795 610</b>
0560	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	287 898 300	1 363 897 310	1 651 795 610
<b>06 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS</b>		<b>155 669 749</b>	<b>9 999 465 027</b>	<b>10 155 134 775</b>
<b>061 LOGEMENT</b>		<b>50 078 929</b>	<b>1 083 332 395</b>	<b>1 133 411 324</b>
0610	LOGEMENT (SC)	50 078 929	1 083 332 395	1 133 411 324
<b>062 EQUIPEMENTS COLLECTIFS</b>		<b>0</b>	<b>5 906 012 057</b>	<b>5 906 012 057</b>
0620	EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	5 906 012 057	5 906 012 057
<b>063 ALIMENTATION EN EAU</b>		<b>57 559 011</b>	<b>3 010 120 575</b>	<b>3 067 679 586</b>
0630	ALIMENTATION EN EAU	57 559 011	3 010 120 575	3 067 679 586
<b>064 ECLAIRAGE PUBLIC</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0640	ECLAIRAGE PUBLIC	0	0	0
<b>065 R-D DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0650	R-D DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	0	0
<b>066 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.</b>		<b>48 031 809</b>	<b>0</b>	<b>48 031 809</b>
0660	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.	48 031 809	0	48 031 809
<b>07 SANTE</b>		<b>3 344 423 490</b>	<b>2 394 261 920</b>	<b>5 738 685 410</b>
<b>071 PRODUITS APPAREILS ET MATERIELS MEDICAUX</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0711	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	0	0	0
0712	PRODUITS MEDICAUX DIVERS	0	0	0
0713	APPAREILS ET MATERIEL THERAPEUTIQUES	0	0	0
<b>072 SERVICES AMBILATOIRES</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0721	SERVICES DE MEDECINE GENERALE	0	0	0
0722	SERVICE DE MEDECINE SPECIALISEE	0	0	0
0723	SERVICES DENTAIRE	0	0	0
0724	SERVICES PARAMEDICAUX	0	0	0
<b>073 SERVICES HOSPITALIERS</b>		<b>584 267 283</b>	<b>0</b>	<b>584 267 283</b>
0731	SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX	559 342 506	0	559 342 506
0732	SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI)	11 322 754	0	11 322 754
0733	SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI)	13 602 023	0	13 602 023
0734	SERVICES DES MAISONS DE REPOS ET DES MAISONS DE SANTE (SI)	0	0	0
<b>074 SERVICES DE SANTE PUBLIQUE</b>		<b>1 036 454 222</b>	<b>8 000 000</b>	<b>1 044 454 222</b>
0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI)	1 036 454 222	8 000 000	1 044 454 222
<b>075 RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE</b>		<b>547 763 724</b>	<b>0</b>	<b>547 763 724</b>
0750	RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC)	547 763 724	0	547 763 724
<b>076 SANTE N.C.A</b>		<b>1 175 938 261</b>	<b>2 386 261 920</b>	<b>3 562 200 181</b>
0760	SANTE N.C.A (SC)	1 175 938 261	2 386 261 920	3 562 200 181
<b>08 LOISIRS CULTURE ET CULT</b>		<b>1 879 446 769</b>	<b>577 237 379</b>	<b>2 456 684 148</b>
<b>081 SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS</b>		<b>457 198 608</b>	<b>27 000 000</b>	<b>484 198 608</b>
0810	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	457 198 608	27 000 000	484 198 608
<b>082 SERVICES CULTURELLES</b>		<b>997 682 121</b>	<b>0</b>	<b>997 682 121</b>
0820	SERVICES CULTURELLES	997 682 121	0	997 682 121



**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS BUDGETAIRES  
EXERCICE 2014-2015**

		FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
<b>TOTAL</b>		<b>56 026 598 350</b>	<b>66 623 084 995</b>	<b>122 649 683 345</b>
<b>083</b>	<b>SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC)</b>	<b>271 202 880</b>	<b>0</b>	<b>271 202 880</b>
0830	SERVICE DES RADIODIFFUSION, DE TELEVISION ET D'EDITION(SC)	271 202 880	0	271 202 880
<b>084</b>	<b>CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC)</b>	<b>136 701 514</b>	<b>0</b>	<b>136 701 514</b>
0840	CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES (SC)	136 701 514	0	136 701 514
<b>085</b>	<b>RD-DANS LE DOMAINE DES LOISIRS, DE LA CULTURE ET DU CULTURE (SC)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
0850	RD-DANS LE DOMAINE DES LOISIRS, DE LA CULTURE ET DU CULTURE (SC)	0	0	0
<b>086</b>	<b>LOISIR, CULTURE ET CULTURE N.C.A. (SC)</b>	<b>16 661 646</b>	<b>550 237 379</b>	<b>566 899 025</b>
0860	LOISIR, CULTURE ET CULTURE N.C.A. (SC)	16 661 646	550 237 379	566 899 025
<b>09</b>	<b>ENSEIGNEMENT</b>	<b>11 109 740 521</b>	<b>10 651 937 792</b>	<b>21 761 678 313</b>
<b>091</b>	<b>ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET PRIMAIRE</b>	<b>39 329 797</b>	<b>5 542 562 200</b>	<b>5 581 891 997</b>
0910	ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE	0	0	0
0911	ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE	0	0	0
0912	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI)	39 329 797	5 542 562 200	5 581 891 997
<b>092</b>	<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>	<b>27 913 941</b>	<b>0</b>	<b>27 913 941</b>
0920	PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	0	0	0
0921	PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	27 913 941	0	27 913 941
0922	DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	0	0	0
<b>093</b>	<b>ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR</b>	<b>0</b>	<b>27 000 000</b>	<b>27 000 000</b>
0930	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR(SI)	0	27 000 000	27 000 000
<b>094</b>	<b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>1 222 161 463</b>	<b>130 679 460</b>	<b>1 352 840 923</b>
0941	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	1 222 161 463	130 679 460	1 352 840 923
0942	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DOCTORAL (SI)	0	0	0
<b>095</b>	<b>ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU</b>	<b>354 549 086</b>	<b>0</b>	<b>354 549 086</b>
0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI)	354 549 086	0	354 549 086
<b>096</b>	<b>SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT</b>	<b>0</b>	<b>3 032 650 132</b>	<b>3 032 650 132</b>
0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI)	0	3 032 650 132	3 032 650 132
<b>097</b>	<b>RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT</b>	<b>19 146 334</b>	<b>0</b>	<b>19 146 334</b>
0970	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC)	19 146 334	0	19 146 334
<b>098</b>	<b>ENSEIGNEMENT N.C.A.</b>	<b>9 446 639 900</b>	<b>1 918 446 000</b>	<b>11 365 085 900</b>
0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.(SC)	9 446 639 900	1 918 446 000	11 365 085 900
<b>10</b>	<b>PROTECTION SOCIALE</b>	<b>905 196 318</b>	<b>2 632 100 000</b>	<b>3 537 296 318</b>
<b>101</b>	<b>MALADIE ET INVALIDITE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1011	MALADIE(SI)	0	0	0
1012	INVALIDITE (SI)	0	0	0
<b>102</b>	<b>VIEILLESSE</b>	<b>21 157 790</b>	<b>0</b>	<b>21 157 790</b>
1020	VIEILLESSE (SI)	21 157 790	0	21 157 790
<b>103</b>	<b>SURVIVANTS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1030	SURVIVANTS(SI)	0	0	0
<b>104</b>	<b>FAMILLE ET ENFANTS</b>	<b>7 918 301</b>	<b>0</b>	<b>7 918 301</b>
1040	FAMILLE ET ENFANTS (SI)	7 918 301	0	7 918 301
<b>105</b>	<b>CHOMAGE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1050	CHOMAGE (SI)	0	0	0
<b>106</b>	<b>LOGEMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
1060	LOGEMENT	0	0	0
<b>107</b>	<b>EXCLUSION SOCIALE N.C.A.</b>	<b>122 314 519</b>	<b>10 000 000</b>	<b>132 314 519</b>
1070	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	122 314 519	10 000 000	132 314 519
<b>108</b>	<b>RD-DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE</b>	<b>0</b>	<b>196 000 000</b>	<b>196 000 000</b>
1080	RD-DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE	0	196 000 000	196 000 000
<b>109</b>	<b>PROTECTION SOCIALE N.C.A.</b>	<b>753 805 709</b>	<b>2 426 100 000</b>	<b>3 179 905 708</b>
1090	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	753 805 709	2 426 100 000	3 179 905 708

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE  
CREDITS DE FONCTIONNEMENT

	Crédits Budgétaires 2014-15
01-SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	24 762 714 482
013-SERVICES GÉNÉRAUX	1 044 145 790
0132-SERVICES GÉNÉRAUX DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	872 358 615
0133-AUTRES SERVICES GÉNÉRAUX	16 787 175
0131-SERVICES GÉNÉRAUX DE PERSONNEL	155 000 000
014-RECHERCHES FONDAMENTALES	25 033 200
0140-RECHERCHES FONDAMENTALES	25 033 200
011-FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS ,AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ETRANGERES	18 293 239 247
0112-AFFAIRES FINANCIERES ET FISCALES	4 220 095 617
0113-AFFAIRES ETRANGERES	2 430 391 417
0111-FONCTIONNEMENT DES ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS	11 642 752 214
012-AIDE ECONOMIQUE EXTERIEURE	11 207 610
0122-AIDE ECONOMIQUE PAR L'INTERMEDIAIRE D'ORGANISATION INTERNATIONALES	11 207 610
017-OPERATION CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE	5 071 174 969
0170-OPERATION CONCERNANT LA DETTE PUBLIQUE	5 071 174 969
016-SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	317 913 665
0160-SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	317 913 665
04-AFFAIRES ÉCONOMIQUES	2 478 960 433
041-TUTELLE DEL'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI	511 678 636
0411-TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES	456 451 447
0412-AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI	55 227 189
042-AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE	808 024 598
0421-AGRICULTURE	775 026 966
0423-PECHE ET CHASSE	17 829 023
0422-SYLVICULTURE	15 168 609
048-R-D CONCERNANT LES AFFAIRES ECONOMIQUES	18 319 563
0482-R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE	18 319 563
044-INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES CONSTRUCTION	794 038 872
0443-CONSTRUCTION	721 883 015
0441-EXTRACTION DE RESSOURCES MINERALES AUTRES QUE LES COMBUSTIBLES MINERAUX	43 808 232
0442-INDUSTRIES MANUFACTURIERES	28 347 625
046-COMMUNICATIONS	80 136 981
0460-COMMUNICATIONS	80 136 981
045-TRANSPORTS	78 988 118
0451-TRANSPORTS ROUTIERS	50 249 979
0452-TRANSPORT PAR VOIE D'EAU	28 738 138
043-COMBUSTIBLES ET ENERGIE	4 795 805
0431-CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES	4 795 805
047-AUTRES BRANCHES D'ACTIVITES	170 440 677
0471-DISTRIBUTION ENTREPOT MAGASINS	19 926 255
0473-TOURISME	147 299 425
0474-PROJET DE DEVELOPPEMENT POLYVALENT	3 214 997
049-AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.	12 537 184
0490-AFFAIRES ECONMIQUES N.C.A.	12 537 184
09-ENSEIGNEMENT	11 109 740 521
094-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 222 161 463
0941-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	1 222 161 463
095-ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	354 549 086
0950-ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU	354 549 086
097-R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT	19 146 334
0970-R-D DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT	19 146 334

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE  
CREDITS DE FONCTIONNEMENT

	Crédits Budgétaires 2014-15
098-ENSEIGNEMENT N.C.A.	9 446 639 900
0980-ENSEIGNEMENT N.C.A.	9 446 639 900
091-ENSEIGNEMENT PRELELEMENTAIRE ET PRIMAIRE	39 329 797
0912-ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	39 329 797
092-ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	27 913 941
0921-PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	27 913 941
10-PROTECTION SOCIALE	905 196 318
102-VIEILLESSE	21 157 790
1020-VIEILLESSE	21 157 790
109-PROTECTION SOCIALE N.C.A.	753 805 709
1090-PROTECTION SOCIALE N.C.A.	753 805 709
107-EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	122 314 519
1070-EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	122 314 519
104-FAMILLE ET ENFANTS	7 918 301
1040-FAMILLE ET ENFANTS	7 918 301
06-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	155 669 749
066-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.	48 031 809
0660-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.	48 031 809
063-ALIMENTATION EN EAU	57 559 011
0630-ALIMENTATION EN EAU	57 559 011
061-LOGEMENT	50 078 929
0610-LOGEMENT	50 078 929
05-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	745 103 454
056-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	287 898 300
0560-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	287 898 300
053-LUTTE CONTRE LA POLLUTION	16 163 401
0530-LUTTE CONTRE LA POLLUTION	16 163 401
054-PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE	22 732 631
0540-PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE	22 732 631
052-GESTION DES EAUX USEES	9 409 200
0520-GESTION DES EAUX USEES	9 409 200
051-GESTION DES DECHETS	408 899 922
0510-GESTION DES DECHETS	408 899 922
03-ORDRE ET SECURITE PUBLICS	10 420 921 246
036-ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.	2 722 136 574
0360-ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.	2 722 136 574
033-TRIBUNAUX	1 120 377 351
0330-TRIBUNAUX	1 120 377 351
031-SERVICE DE POLICE	4 636 251 950
0310-SERVICE DE POLICE	4 636 251 950
034-ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	840 841 199
0340-ADMINISTRATION PENITENTIAIRE	840 841 199
032-SERVICES DE PROTECTION CIVILE	1 101 314 173
0320-SERVICES DE PROTECTION CIVILE	1 101 314 173
07-SANTÉ	3 344 423 490
074-SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	1 036 454 222
0740-SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	1 036 454 222
073-SERVICES HOSPITALIERS	584 267 283
0731-SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX	559 342 506
0732-SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES	11 322 754
0733-SERVICES DE DISPENSAIRES ET DES MATERNITES	13 602 023

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE  
CREDITS DE FONCTIONNEMENT

	Crédits Budgétaires 2014-15
075-R-D DANS LE DOMAINE DE LA SANTE	547 763 724
0750-R-D DANS LE DOMAINE DE LA SANTE	547 763 724
076-SANTE N.C.A.	1 175 938 261
0760-SANTE N.C.A.	1 175 938 261
08-LOISIRS, CULTURE ET CULTE	1 879 446 769
081-SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	457 198 608
0810-SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	457 198 608
086-LOISIRS CULTURE ET CULTE N.C.A.	16 661 646
0860-LOISIRS CULTURE ET CULTE N.C.A.	16 661 646
084-CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES	136 701 514
0840-CULTE ET AUTRES SERVICES COMMUNAUTAIRES	136 701 514
082-SERVICES CULTURELLES	997 682 121
0820-SERVICES CULTURELLES	997 682 121
083-SERVICES DE RADIODIFFUSION DE TELEVISION ET D'EDITION	271 202 880
0830-SERVICES DE RADIODIFFUSION DE TELEVISION ET D'EDITION	271 202 880
02-DEFENSE	224 421 889
025-DEFENSE N.C.A.	224 421 889
0250-DEFENSE N.C.A.	224 421 889
<b>Total général</b>	<b>56 026 598 350</b>

## REPARTITION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE	Valeurs							Somme de TOTAL PIP
	TP	AFC	RN	BILATERALE	MULTILATERALE	RE		
01-SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	2 180 500 000	386 670 188	2 567 170 189	666 248 610	375 040 296	1 041 283 906	3 608 459 095	
011-FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS ,AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ET RANGERES	1 834 000 000	386 670 188	2 220 670 188	174 153 805	362 038 542	536 192 347	2 756 862 535	
013-SERVICES GENERAUX	237 500 000		237 500 000	78 587 360	13 001 754	91 589 114	329 089 114	
016-SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	109 000 000		109 000 000	413 507 445		413 507 445	522 507 445	
03-ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	245 000 000	67 500 000	312 500 000	575 200 239		575 200 239	887 700 239	
031-SERVICE DE POLICE	173 500 000		173 500 000	575 200 239		575 200 239	748 700 239	
033-TRIBUNAUX	71 500 000	67 500 000	139 000 000				139 000 000	
04-AFFAIRES ÉCONOMIQUES	4 394 538 000	1 591 394 124	5 985 932 124	17 848 236 821	9 059 657 289	26 907 894 110	32 893 826 234	
042-AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE	1 242 000 000		1 242 000 000	2 702 475 591	2 161 105 558	4 863 581 149	6 165 581 149	
043-COMBUSTIBLES ET ENERGIE	116 000 000	144 868 248	260 868 248	3 414 385 024	856 552 275	4 270 937 299	4 531 805 547	
044-INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES CONSTRUCTION	10 000 000		10 000 000	112 500 000	472 624 313	585 124 313	595 124 313	
045-TRANSPORTS	1 857 538 000	767 660 217	2 625 198 217	10 051 580 141	4 706 763 653	14 758 343 794	17 383 542 011	
046-COMMUNICATIONS	58 000 000		58 000 000	22 500 000		22 500 000	80 500 000	
047-AUTRES BRANCHES D'ACTIVITES	900 000 000	622 000 000	1 522 000 000	1 182 822 365	357 301 400	1 570 123 765	3 092 123 765	
049-AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.	211 000 000	56 865 659	267 865 659	361 973 700	475 310 090	837 283 790	1 105 149 449	
05-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	833 000 000		833 000 000	1 342 697 310	783 000 000	2 125 697 310	2 958 697 310	
051-GESTION DES DECHETS	8 000 000		8 000 000	429 300 000		429 300 000	437 300 000	
052-GESTION DES EAUX USEES	140 000 000		140 000 000	562 500 000	360 000 000	922 500 000	1 062 500 000	
054-PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE	5 000 000		5 000 000	90 000 000		90 000 000	95 000 000	
056-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	680 000 000		680 000 000	260 897 310	423 000 000	683 897 310	1 363 897 310	
06-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	488 962 000	1 972 566 386	2 461 528 386	4 540 502 970	2 997 433 671	7 537 936 641	9 999 466 027	
061-LOGEMENT	10 000 000		10 000 000	308 332 395	765 000 000	1 073 332 395	1 083 332 395	
062-EQUIPEMENTS COLLECTIFS	292 562 000	1 972 566 386	2 265 128 386	2 763 450 000	877 433 671	3 640 883 671	5 906 012 057	
063-ALIMENTATION EN EAU	186 400 000		186 400 000	1 468 720 575	1 355 000 000	2 823 720 575	3 010 120 575	
07-SANTÉ	343 000 000	90 000 000	433 000 000	1 687 461 920	273 800 000	1 961 261 920	2 394 261 920	
074-SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	8 000 000		8 000 000				8 000 000	
076-SANTE N.C.A.	335 000 000	90 000 000	425 000 000	1 687 461 920	273 800 000	1 961 261 920	2 386 261 920	

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE	TP	AFC	RN	BILATERALE	MULTILATERALE	RE	Somme de TOTAL PIP
08-LOISIRS, CULTURE ET CULTURE	434 000 000		434 000 000	123 047 496	20 189 883	143 237 379	577 237 379
081-SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	20 000 000		20 000 000	7 000 000		7 000 000	27 000 000
086-LOISIRS CULTURE ET CULTURE N.C.A.	414 000 000		414 000 000	116 047 496	20 189 883	136 237 379	550 237 379
09-ENSEIGNEMENT	3 351 000 000	1 951 429 371	5 302 429 371	889 322 026	4 459 586 395	5 348 908 421	10 651 337 792
091-ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE ET PRIMAIRE	2 822 900 000	1 812 462 200	4 635 362 200	-	907 200 000	907 200 000	5 542 562 200
093-ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE NON SUPERIEUR	27 000 000		27 000 000			-	27 000 000
094-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	45 000 000		45 000 000	85 679 460		85 679 460	130 679 460
096-SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT	302 100 000	138 967 171	441 067 171	490 346 566	2 101 236 395	2 591 582 961	3 032 650 132
098-ENSEIGNEMENT N.C.A.	154 000 000		154 000 000	313 296 000	1 451 150 000	1 764 446 000	1 918 446 000
10-PROTECTION SOCIALE	1 319 000 000	135 000 000	1 454 000 000	967 500 000	210 600 000	1 178 100 000	2 632 100 000
107-EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	10 000 000		10 000 000			-	10 000 000
108-R-D DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE	16 000 000		16 000 000		180 000 000	180 000 000	196 000 000
109-PROTECTION SOCIALE N.C.A.	1 293 000 000	135 000 000	1 428 000 000	967 500 000	30 600 000	998 100 000	2 426 100 000
02-DEFENSE	20 000 000		20 000 000			-	20 000 000
025-DEFENSE N.C.A.	20 000 000		20 000 000			-	20 000 000
Total général	13 609 000 000	6 194 560 069	19 803 560 069	28 640 217 392	18 179 307 534	46 819 524 926	66 623 084 995

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT  
2014-2015

GROUPE	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL PIP
				TRESOR PUBLIC	AFC	TOTAL RN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL RE	
		Grand Total		13 609 000 000	6 194 560 069	19 803 560 069	28 640 217 392	18 179 307 534	46 819 524 926	66 623 084 995
01		SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES		2 180 500 000	386 670 188	2 567 170 189	666 248 610	375 040 296	1 041 288 906	3 608 459 095
	011	FONCT. ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS AFF. FINANCIERES ET FISCALES AFF. ETRANGERES		1 834 000 000	386 670 188	2 220 670 188	174 153 805	362 038 542	536 192 347	2 756 862 535
		0111	FONCTIONNEMENT DES ORGANES EXECUTIFS ET LEGISLATIFS	1 749 000 000	56 250 000	1 805 250 000	174 153 805	362 038 542	536 192 347	2 341 412 347
		0112	AFFAIRES FINANCIERES ET FISCALES	85 000 000	330 420 188	415 420 188				-415 420 188
		0113	AFFAIRES ETRANGERES							
	012	AIDE ECONOMIQUE EXTERIEURE								
		0121	AIDE ECONOMIQUE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT OU EN TRANSITION							
	013	SERVICES GENERAUX		237 500 000		237 500 000	78 587 360	13 001 754	91 589 114	329 089 114
		0132	SERVICES GENERAUX DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	237 500 000		237 500 000	78 587 360	13 001 754	91 589 114	329 089 114
	015	R-D CONCERNANT DES SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES								
		0150	RECHERCHES CONCERNANT DES SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES							
	016	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.		109 000 000		109 000 000	413 507 445		413 507 445	522 507 445
		0160	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES N.C.A.	109 000 000		109 000 000	413 507 445		413 507 445	522 507 445
02		DEFENSE		20 000 000		20 000 000				20 000 000
	025	DEFENSE N.C.A.		20 000 000		20 000 000				20 000 000
		0250	SERVICE DE POLICE	20 000 000		20 000 000				20 000 000
03		ORDRE ET SECURITE PUBLICS		245 000 000	67 500 000	312 500 000	575 200 239		575 200 239	887 700 239
	031	SERVICE DE POLICE		173 500 000		173 500 000	575 200 239		575 200 239	748 700 239
		0310	SERVICE DE POLICE	173 500 000		173 500 000	575 200 239		575 200 239	748 700 239
	033	TRIBUNAUX		71 500 000	67 500 000	139 000 000				139 000 000
		0330	TRIBUNAUX	71 500 000	67 500 000	139 000 000				139 000 000
		0331	TRIBUNAUX							
	036	ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.								
		0360	ORDRE ET SECURITE PUBLICS N.C.A.							
04		AFFAIRES ECONOMIQUES		4 394 538 000	1 591 394 124	5 985 932 124	17 848 236 82	9 059 657 287	26 907 894 110	32 893 826 23
	041	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE, DES ECHANGES ET DE L'EMPLOI								
		0411	TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES							
		0412	AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI							
	042	AGRICULTURE SYLVICULTURE PECHE ET CHASSE		1 242 000 000		1 242 000 000	2 702 475 59	2 161 105 558	4 863 581 147	6 105 581 147
		0421	AGRICULTURE	1 198 000 000		1 198 000 000	2 600 817 680	2 161 105 558	4 821 923 238	6 019 923 238
		0423	PECHE ET CHASSE	44 000 000		44 000 000	41 657 911		41 657 911	85 657 911
	043	COMBUSTIBLES ET ENERGIE		116 000 000	1 44 868 248	260 868 248	3 414 385 024	856 552 275	4 270 937 299	4 531 805 547
		0435	ELECTRICITE	116 000 000	1 44 868 248	260 868 248	3 414 385 024	856 552 275	4 270 937 299	4 531 805 547
	044	INDUSTRIES EXTRACTIVES ET MANUFACTURIERES CONSTRUCTION		10 000 000		10 000 000	112 500 000	472 624 313	585 124 313	595 124 313
		0443	ELECTRICITE	10 000 000		10 000 000	112 500 000	472 624 313	585 124 313	595 124 313
	045	TRANSPORTS		1 857 538 000	767 660 217	2 625 198 217	10 051 580 148	4 706 763 653	14 758 343 797	17 383 542 011
		0451	TRANSPORTS ROUTIERS	1 857 538 000	767 660 217	2 625 198 217	9 490 015 871	4 706 763 653	14 196 779 527	16 821 977 741
		0452	TRANSPORT PAR VOIE D EAU				111 564 270		111 564 270	111 564 270
		0453	TRANSPORT PAR VOIE FERREE							
		0454	TRANSPORT PAR AERIENS				450 000 000		450 000 000	450 000 000
	046	COMMUNICATIONS		58 000 000		58 000 000	22 500 000		22 500 000	80 500 000
		0460	TRANSPORTS ROUTIERS	58 000 000		58 000 000	22 500 000		22 500 000	80 500 000

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT  
2014-2015

GROUPE	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES			RESSOURCES EXTERNES			TOTAL FFP
				TRESOR PUBLIC	AFI	TOTAL FN	BUDGETAIRE	EXTRA BUDGETAIRE	TOTAL BE	
	647	<b>AUTRES BRANCHES D'ACTIVITES</b>		920 000 000	1 622 000 000	1 522 000 000	1 182 822 500	3 887 304 400	1 370 123 760	3 092 133 760
		6472	HOTELLERIE ET RESTAURATION	10 100 000		10 100 000				10 100 000
		6473	HOTELLERIE ET RESTAURATION	100 000 000	50 000 000	150 000 000	292 822 300	1 10 000 400	412 623 700	364 523 700
		6474	PROJET DE DEVELOPPEMENT POLYVALENT	70 000 000	512 000 000	582 000 000	889 999 200	275 300 000	1 165 300 000	1 147 500 000
	649	<b>AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.</b>		211 000 000	56 865 650	267 865 650	361 973 700	475 310 000	837 283 700	1 103 149 400
		6490	AFFAIRES ECONOMIQUES N.C.A.	211 000 000	56 865 650	267 865 650	361 973 700	475 310 000	837 283 700	1 103 149 400
05		<b>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>		813 000 000		813 000 000	1 342 657 310	783 000 000	2 125 657 310	2 938 657 310
	651	<b>GESTION DES DECHETS</b>		8 000 000		8 000 000	429 300 000		429 300 000	437 300 000
		6510	GESTION DES DECHETS	8 000 000		8 000 000	429 300 000		429 300 000	437 300 000
	652	<b>GESTION DES EAUX USEES</b>		140 000 000		140 000 000	562 500 000	360 000 000	922 500 000	1 062 500 000
		6520	GESTION DES EAUX USEES	140 000 000		140 000 000	562 500 000	360 000 000	922 500 000	1 062 500 000
	654	<b>PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE</b>		5 000 000		5 000 000	99 000 000		99 000 000	95 000 000
		6540	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE	5 000 000		5 000 000	99 000 000		99 000 000	95 000 000
	656	<b>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.</b>		680 000 000		680 000 000	260 857 310	423 000 000	683 857 310	1 363 857 310
		6560	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	680 000 000		680 000 000	260 857 310	423 000 000	683 857 310	1 363 857 310
06		<b>LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS</b>		488 962 000	1 972 566 300	2 461 528 300	4 540 582 970	2 497 433 670	7 037 996 640	9 509 430 000
	661	<b>LOGEMENT</b>		10 000 000		10 000 000	308 332 300	765 000 000	1 073 332 300	1 083 332 300
		6610	LOGEMENT	10 000 000		10 000 000	308 332 300	765 000 000	1 073 332 300	1 083 332 300
	662	<b>EQUIPEMENTS COLLECTIFS</b>		292 562 000	1 972 566 300	2 265 128 300	4 232 250 670	1 732 433 670	5 964 684 340	8 426 152 000
		6620	EQUIPEMENTS COLLECTIFS	292 562 000	1 972 566 300	2 265 128 300	4 232 250 670	1 732 433 670	5 964 684 340	8 426 152 000
	663	<b>ALIMENTATION EN EAU</b>		186 400 000		186 400 000	1 400 720 570	1 155 000 000	2 555 720 570	3 010 120 570
		6630	ALIMENTATION EN EAU	186 400 000		186 400 000	1 400 720 570	1 155 000 000	2 555 720 570	3 010 120 570
	664	<b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>								
		6640	ECLAIRAGE PUBLIC							
07		<b>SANTÉ</b>		613 000 000	90 000 000	433 000 000	1 687 461 920	273 000 000	1 960 461 920	2 304 261 920
	071	<b>PRODUITS APPAREILS ET MATERIELS MEDICAUX</b>								
		0712	PRODUITS MEDICAUX DIVERS							
	072	<b>SERVICES AMBILATOIRES</b>								
		0722	SERVICE DE MEDECINE SPECIALISEE							
	074	<b>SERVICES DE SANTE PUBLIQUE</b>		8 000 000		8 000 000				8 000 000
		0740	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE	8 000 000		8 000 000				8 000 000
	075	<b>R-D DANS LE DOMAINE DE LA SANTE</b>								
		0750	SERVICES DE SANTE PUBLIQUE							
	076	<b>SANTE N.C.A.</b>		335 000 000	90 000 000	425 000 000	1 687 461 920	273 000 000	1 960 461 920	2 304 261 920
		0760	SANTE N.C.A.	335 000 000	90 000 000	425 000 000	1 687 461 920	273 000 000	1 960 461 920	2 304 261 920
08		<b>LOISIRS, CULTURE ET CULTE</b>		434 000 000		434 000 000	123 047 400	20 400 000	143 447 400	372 237 300
	681	<b>SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS</b>		20 000 000		20 000 000	7 000 000		7 000 000	27 000 000
		6810	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS	20 000 000		20 000 000	7 000 000		7 000 000	27 000 000
	682	<b>SERVICES CULTURELLES</b>								
		6820	SERVICES RECREATIFS ET SPORTIFS							
	686	<b>LOISIRS CULTURE ET CULTE N.C.A.</b>		414 000 000		414 000 000	116 047 400	20 400 000	136 447 400	345 237 300
		6860	LOISIRS CULTURE ET CULTE N.C.A.	414 000 000		414 000 000	116 047 400	20 400 000	136 447 400	345 237 300
09		<b>ENSEIGNEMENT</b>		1 351 000 000	1 951 479 370	3 302 479 370	9 897 327 020	4 459 586 300	14 356 913 320	18 654 337 700
	991	<b>ENSEIGNEMENT PRELELEMENTAIRE ET PRIMAIRE</b>		2 822 000 000	1 812 452 200	4 634 452 200		907 200 000	5 541 652 200	5 541 652 200
		9912	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	2 822 000 000	1 812 452 200	4 634 452 200		907 200 000	5 541 652 200	5 541 652 200



CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES CREDITS D'INVESTISSEMENT  
2014-2015

CIRCUIT	DIVISION	CLASSE	FONCTION	RESSOURCES NATIONALES				RESSOURCES EXTERIERES			TOTAL PIP
				TRESOR PUBLIC	AUC	TOTAL FN	BILATERALE	MULTILATERALE	TOTAL EE	TOTAL PIP	
	091	ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE NON SUPERIEUR		27 000 000		27 000 000					27 000 000
	0910		ENSEIGNEMENT POST SECONDAIRE NON SUPERIEUR	27 000 000		27 000 000					27 000 000
	094	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		45 000 000		45 000 000	85 679 460			85 679 460	139 679 460
	0941		ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	45 000 000		45 000 000	85 679 460			85 679 460	139 679 460
	095	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU									
	0950		ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU								
	096	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT		952 100 000	138 967 171	1 091 067 171	490 346 566	2 101 708 309	2 591 582 766	3 032 650 134	
	0960		SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT	302 100 000	138 967 171	441 067 171	450 346 566	2 101 236 192	2 591 582 766	3 032 650 134	
	098	ENSEIGNEMENT N.C.A.		154 000 000		154 000 000	313 296 000	1 451 150 000	1 764 446 000	1 918 446 000	
	0980		ENSEIGNEMENT N.C.A.	154 000 000		154 000 000	313 296 000	1 451 150 000	1 764 446 000	1 918 446 000	
10	PROTECTION SOCIALE			1 319 000 000	135 000 000	1 454 000 000	967 500 000	270 600 000	1 178 100 000	2 432 100 000	
	106	LOGEMENT									
	1060		LOGEMENT								
	107	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.		10 000 000		10 000 000				10 000 000	
	1070		EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	10 000 000		10 000 000				10 000 000	
	108	R-D DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE		16 000 000		16 000 000		189 000 000	189 000 000	196 000 000	
	1080		EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	16 000 000		16 000 000		189 000 000	189 000 000	196 000 000	
	109	PROTECTION SOCIALE N.C.A.		1 293 000 000	135 000 000	1 428 000 000	967 500 000	93 600 000	998 100 000	2 426 100 000	
	1090		PROTECTION SOCIALE N.C.A.	1 293 000 000	135 000 000	1 428 000 000	967 500 000	93 600 000	998 100 000	2 426 100 000	

**CRÉDITS BUDGÉTAIRES LIÉS A LA RÉDUCTION  
DE LA PAUVRETÉ EN 2014 - 2015**

CREDITS BUDGETAIRES LIES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 2014-2015		CREDITS 14-15
<b>TOTAL</b>		<b>77 973 650 135</b>
<b>EMPLOI</b>		<b>3 032 393 633</b>
<b>0411</b>	<b>TUTELLE DE L'ECONOMIE GENERALE ET DES ECHANGES</b>	<b>456 451 447</b>
	FONCTIONNEMENT	456 451 447
	INVESTISSEMENT	-
<b>0412</b>	<b>AFFAIRES GENERALES CONCERNANT L'EMPLOI (SC)</b>	<b>55 227 189</b>
	FONCTIONNEMENT	55 227 189
	INVESTISSEMENT	-
<b>0474</b>	<b>PROJETS DE DEVELOPPEMENT POLYVALENTS (SC)</b>	<b>2 520 714 997</b>
	FONCTIONNEMENT	3 214 997
	INVESTISSEMENT	2 517 500 000
<b>SECURITE ALIMENTAIRE</b>		<b>6 931 925 310</b>
<b>0421</b>	<b>AGRICULTURE</b>	<b>6 794 950 204</b>
	FONCTIONNEMENT	775 026 966
	INVESTISSEMENT	6 019 923 238
<b>0422</b>	<b>SYLVICULTURE (SC)</b>	<b>15 168 609</b>
	FONCTIONNEMENT	15 168 609
	INVESTISSEMENT	-
<b>0423</b>	<b>PECHE ET CHASSE (SC)</b>	<b>103 486 934</b>
	FONCTIONNEMENT	17 829 023
	INVESTISSEMENT	85 657 911
<b>0482</b>	<b>R-D CONCERNANT L'AGRICULTURE , LA SYLVICULTURE, LA PECHE ET LA CHASSE (SC)</b>	<b>18 319 563</b>
	FONCTIONNEMENT	18 319 563
	INVESTISSEMENT	-
<b>FOURNITURE D'ENERGIE</b>		<b>4 536 601 352</b>
<b>0431</b>	<b>CHARBON ET AUTRES COMBUSTIBLES MINERAUX SOLIDES (SC)</b>	<b>4 795 805</b>
	FONCTIONNEMENT	4 795 805
	INVESTISSEMENT	-
<b>0432</b>	<b>PETROLE ET GAZ NATUREL (SC)</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0433</b>	<b>COMBUSTIBLE NUCLEAIRE (SC)</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0434</b>	<b>AUTRES COMBUSTIBLES (SC)</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0435</b>	<b>ELECTRICITE(SC)</b>	<b>4 531 805 547</b>
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	4 531 805 547
<b>0436</b>	<b>ENERGIE NON ELECTRIQUE(SC)</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>TRANSPORTS</b>		<b>17 462 530 129</b>
<b>0451</b>	<b>TRANSPORTS ROUTIERS</b>	<b>16 872 227 721</b>
	FONCTIONNEMENT	50 249 979
	INVESTISSEMENT	16 821 977 741
<b>0452</b>	<b>TRANSPORTS PAR VOIE D'EAU</b>	<b>140 302 408</b>
	FONCTIONNEMENT	28 738 138
	INVESTISSEMENT	111 564 270
<b>0453</b>	<b>TRANSPORTS PAR VOIE FERREE (SC)</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-

CREDITS BUDGETAIRES LIES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 2014-2015		CREDITS 14-15
0454	TRANSPORTS AERIENS (SC)	450 000 000
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	450 000 000
0455	PIPELINE ET SYSTEMES DE TRANSPORT DIVERS (SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>ASSAINISSEMENT</b>		<b>3 703 800 764</b>
0510	GESTION DES DECHETS (SC)	846 199 922
	FONCTIONNEMENT	408 899 922
	INVESTISSEMENT	437 300 000
0520	GESTION DES EAUX USEES (SC)	1 071 909 200
	FONCTIONNEMENT	9 409 200
	INVESTISSEMENT	1 062 500 000
0530	LUTTE CONTRE LA POLLUTION(SC)	16 163 401
	FONCTIONNEMENT	16 163 401
	INVESTISSEMENT	-
0540	PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE ET PROTECTION DE LA NATURE(SC)	117 732 631
	FONCTIONNEMENT	22 732 631
	INVESTISSEMENT	95 000 000
0550	RD DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT(SC)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0560	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT N.C.A.	1 651 795 610
	FONCTIONNEMENT	287 898 300
	INVESTISSEMENT	1 363 897 310
<b>LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS</b>		<b>7 087 455 189</b>
0610	LOGEMENT (SC)	1 133 411 324
	FONCTIONNEMENT	50 078 929
	INVESTISSEMENT	1 083 332 395
0620	EQUIPEMENTS COLLECTIFS	5 906 012 057
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	5 906 012 057
0660	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS N.C.A.	48 031 809
	FONCTIONNEMENT	48 031 809
	INVESTISSEMENT	-
<b>ACCES A L'EAU POTABLE</b>		<b>3 067 679 586</b>
0630	ALIMENTATION EN EAU	3 067 679 586
	FONCTIONNEMENT	57 559 011
	INVESTISSEMENT	3 010 120 575
0640	ECLAIRAGE PUBLIC	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0650	R-D DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS COLLECTIFS	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-

CREDITS BUDGETAIRES LIES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 2014-2015		CREDITS 14-15
<b>SANTE</b>		<b>5 738 685 410</b>
<b>0711</b>	<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0712</b>	<b>PRODUITS MEDICAUX DIVERS</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0713</b>	<b>APPAREILS ET MATERIEL THERAPEUTIQUES</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0721</b>	<b>SERVICES DE MEDECINE GENERALE</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0722</b>	<b>SERVICE DE MEDECINE SPECIALISEE</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0723</b>	<b>SERVICES DENTAIRE</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0724</b>	<b>SERVICES PARAMEDICAUX</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0731</b>	<b>SERVICES HOSPITALIERS GENERAUX</b>	<b>559 342 506</b>
	FONCTIONNEMENT	559 342 506
	INVESTISSEMENT	-
<b>0732</b>	<b>SERVICES HOSPITALIERS SPECIALISES(SI)</b>	<b>11 322 754</b>
	FONCTIONNEMENT	11 322 754
	INVESTISSEMENT	-
<b>0733</b>	<b>SERVICES DES DISPENSAIRES ET DES MATERNITES (SI)</b>	<b>13 602 023</b>
	FONCTIONNEMENT	13 602 023
	INVESTISSEMENT	-
<b>0734</b>	<b>SERVICES DES MAISONS DE REPOS ET DES MAISONS DE SANTE (SI)</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0740</b>	<b>SERVICES DE SANTE PUBLIQUE (SI)</b>	<b>1 044 454 222</b>
	FONCTIONNEMENT	1 036 454 222
	INVESTISSEMENT	8 000 000
<b>0750</b>	<b>RD DANS LE DOMAINE DE LA SANTE (SC)</b>	<b>547 763 724</b>
	FONCTIONNEMENT	547 763 724
	INVESTISSEMENT	-
<b>0760</b>	<b>SANTE N.C.A (SC)</b>	<b>3 562 200 181</b>
	FONCTIONNEMENT	1 175 938 261
	INVESTISSEMENT	2 386 261 920
<b>EDUCATION</b>		<b>22 875 282 445</b>
<b>0911</b>	<b>ENSEIGNEMENT PREELEMENTAIRE</b>	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
<b>0912</b>	<b>ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (SI)</b>	<b>5 581 891 997</b>
	FONCTIONNEMENT	39 329 797
	INVESTISSEMENT	5 542 562 200
<b>0921</b>	<b>PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)</b>	<b>27 913 941</b>
	FONCTIONNEMENT	27 913 941
	INVESTISSEMENT	-

CREDITS BUDGETAIRES LIES A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE 2014-2015		CREDITS 14-15
0922	DEUXIEME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0930	ENSEIGNEMENT POSTESECONDAIRE NON SUPERIEUR(SI)	27 000 000
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	27 000 000
0941	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON DOCTORAL	1 352 840 923
	FONCTIONNEMENT	1 222 161 463
	INVESTISSEMENT	130 679 460
0942	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DOCTORAL (SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
0950	ENSEIGNEMENT NON DEFINI PAR NIVEAU(SI)	354 549 086
	FONCTIONNEMENT	354 549 086
	INVESTISSEMENT	-
0960	SERVICES ANNEXES A L'ENSEIGNEMENT(SI)	3 032 650 132
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	3 032 650 132
0970	RD- DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT (SC)	19 146 334
	FONCTIONNEMENT	19 146 334
	INVESTISSEMENT	-
0980	ENSEIGNEMENT N.C.A.(SC)	12 479 290 032
	FONCTIONNEMENT	9 446 639 900
	INVESTISSEMENT	3 032 650 132
	<b>PROTECTION SOCIALE</b>	<b>3 537 296 318</b>
1011	MALADIE(SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1012	INVALIDITE (SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1020	VIELLESSE (SI)	21 157 790
	FONCTIONNEMENT	21 157 790
	INVESTISSEMENT	-
1030	SURVIVANTS(SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1040	FAMILLE ET ENFANTS (SI)	7 918 301
	FONCTIONNEMENT	7 918 301
	INVESTISSEMENT	-
1050	CHOMAGE (SI)	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1060	LOGEMENT	-
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	-
1070	EXCLUSION SOCIALE N.C.A.	132 314 519
	FONCTIONNEMENT	122 314 519
	INVESTISSEMENT	10 000 000
1080	RD-DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE	196 000 000
	FONCTIONNEMENT	-
	INVESTISSEMENT	196 000 000
1090	PROTECTION SOCIALE N.C.A.	3 179 905 708
	FONCTIONNEMENT	753 805 709
	INVESTISSEMENT	2 426 100 000

**PRÉVISION DE PRÉLÈVEMENTS  
DES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**

DIRECTION DU TRÉSOR PRÉVISION DE PRÉLÈVEMENTS DES COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR POUR  
L'EXERCICE FISCAL 2014-2015

	FDU	CFGDCT	PENSION CIVILE
Prévision	297 000 000,00	2 300 293 375,00	3 708 867 460,09

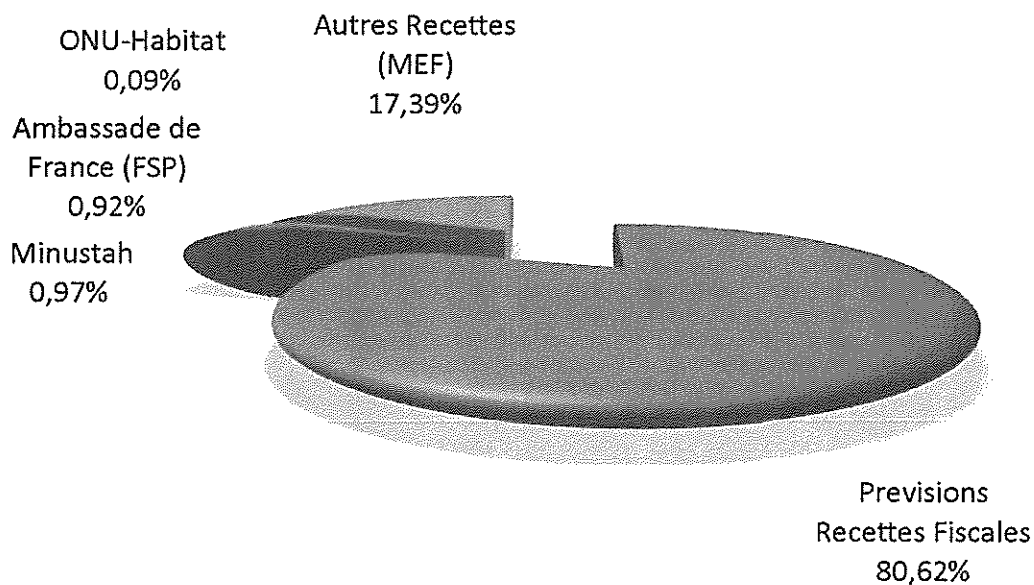


**PRÉVISION DU FONDS DE GESTION ET DE  
DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES POUR L'EXERCICE 2014 - 2015**

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales (FGDCT)  
Prévision 2014-2015

<b>RECETTES GLOBALES</b>	<b>2 300 293 375</b>
Prévisions Recettes Fiscales	1 854 601 955
Ambassade de France (FSP)	21 271 160
Minustah	22 406 900
ONU-Habitat	2 013 360
Autres Recettes (MEF)	400 000 000

Répartition des Ressources du FGDCT  
Exercice 2014-2015



**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**  
**Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales (FGDCT)**  
**Prévision 2014-2015**

Répartition FGDCT	Exercice 2014-2015
Prévision de dépenses des organes des Collectivités Territoriales (A+B+C +D)	1 129 501 955
A- Allocation de Fonctionnement des Mairies	686 328 755
Allocation Mairie	588 903 755
Loyer Mairie Exercice 2014-2015	4 000 000
Dette Loyer Mairie	-
Fetes Nationales	25 000 000
Fêtes Patronales Mairie	46 425 000
Carnaval/ Rara Mairie	22 000 000
Appui fin d'année aux Mairies	-
B- Allocation de Fonctionnement des CASEC	258 043 200
Allocation CASEC	199 243 200
Loyer CASEC exercice 2014-2015	22 800 000
Dette Loyer CASEC	5 000 000
Patronales CASEC	31 000 000
Appui fin d'année aux CASEC	-
C - Allocation ASEC/DV/AM/CD et CID	170 130 000
Allocation ASEC et Délégués Villes (DV)	114 370 000
Allocations Assemblies Departementales	3 360 000
Allocations Conseils Departementaux	20 000 000
Allocations Assemblées Municipales	26 400 000
Allocations CID	6 000 000
D- Assurances aux élus	15 000 000

**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**  
**Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales (FGDCT)**  
**Prévision 2014-2015**

Répartition FGDCT	Exercice 2014-2015
APPUI AUX CHARGES COURANTES	77 000 000
Déplacement à l'interieur	7 000 000
Frais de déplacement à l'exterieur des Elus CT	12 000 000
Entretien mota CFT	3 000 000
Entretien autres véhicules Elus (4x4)	4 000 000
Formation	15 000 000
Rencontre avec Administration Centrale	21 000 000
Autres dépenses liées aux charges courantes	15 000 000
FINANCEMENT DE PROJETS (i. + i.i.)	699 891 420
i. Financement de projets de biens pour CT	670 891 420
Financement des Projets Communaux I MAIRIES et CASEC	570 000 000
Acquisition motos ingénieurs municipaux	70 000 000
Immobilisations Corporelles (Acquisition terrain, Batiment etc. )	15 000 000
Contrepartie aux proiets finances par les bailleurs	15 891 420
i.i . Financement de projets initiés par la DCT	29 000 000
Projet de Délimitation Territoriale	9 000 000
Appui aux Projets de Mobilisation Fiscale des communes	20 000 000

**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**  
**Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales (FGDCT)**  
**Prévision 2014-2015**

Répartition FGDCT	Exercice 2014-2015
SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS DES CT	40 500 000
Subvention à la Fédération des CASEC (FENACAH)	4 000 000
Subvention à la Fédération des ASEC (FENASEC)	4 000 000
Subvention aux Associations Départementales des Mairies	10 000 000
Subvention à la Conférence Nationale des Maires sur le Leadership (CNMLH)	11 500 000
Subvention à la fédération des Délégués de Ville (FENADEVIH)	2 000 000
Subvention à l'Association des Mairies Frontalières	2 000 000
Subvention à la Fédération des Maires (FENAMH)	6 000 000
Subvention aux Associations Départementales des CASEC	1 000 000
AUTRES DEPENSES	267 000 000
Fond d'Urgence	20 000 000
Titrisation Dettes des CT /EDH	215 000 000
Autres dépenses liées aux CT	32 000 000
AUTRES ORGANES	86 400 000
Delegations Departementales	36 000 000
Vice-Delegations	50 400 000
<b>Dépenses Globales 2014 - 2015</b>	<b>2 300 293 375</b>

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriale  
(FGDCT)  
Prévision 2014-2015

Prévision des Allocations des Mairies par Département

Département	Nombre de Communes	Montant total
Centre	12	46 553 050
Artibonite	15	68 819 424
Nord	19	73 691 332
Nord-Est	13	46 019 823
Nord-Ouest	10	39 601 225
Sud	18	65 418 031
Sud-Est	10	38 809 664
Ouest	15	75 677 521
Grand-Anse	12	43 373 559
Nippes	11	38 369 172
Région métropolitaine de Port-au-Prince*	5	52 570 952
<b>Total</b>	<b>140</b>	<b>588 903 755</b>

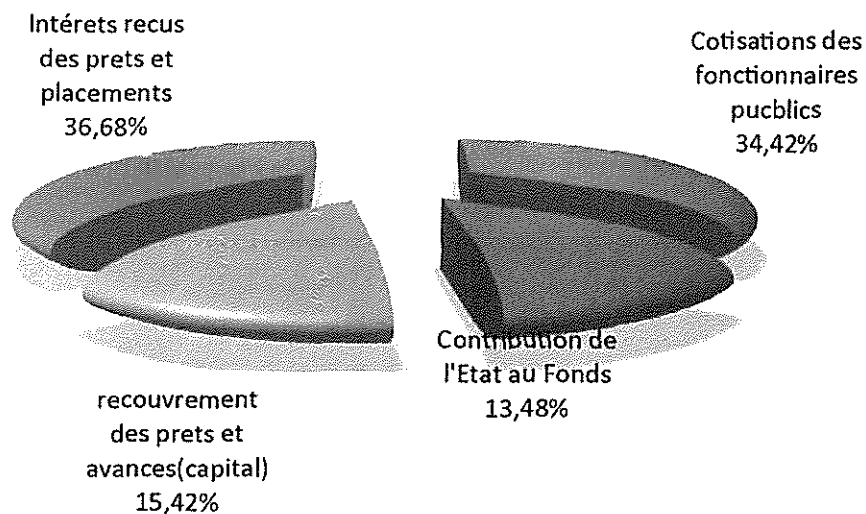
\* Port-au-Prince+ Pétion-Ville+ Tabarre +Delmas+ Carrefour

**PRÉVISION DE LA PENSION CIVILE  
POUR L'EXERCICE 2014 - 2015**

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION DE LA PENION CIVILE  
Prévision du Fonds de pension 2014-2015

<b>RECETTES GLOBALES</b>	<b>3 708 867 460</b>
Cotisations des fonctionnaires publics	1 276 489 625
Contribution de l'Etat au Fonds	500 000 000
recouvrement des prets et avances(capital)	571 913 728
Intérêts recus des prets et placements	1 360 464 107

Répartition des Ressources du Fonds de Pension  
Exercice 2014-2015

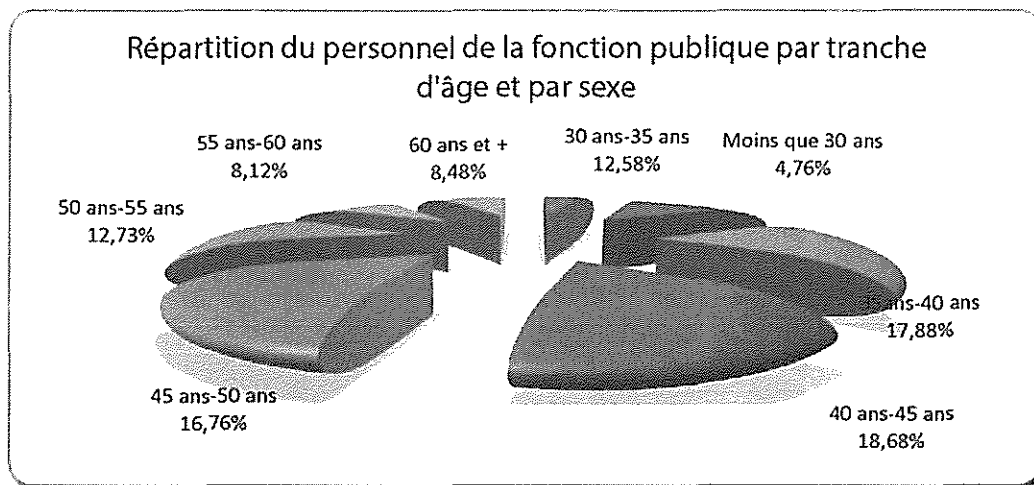
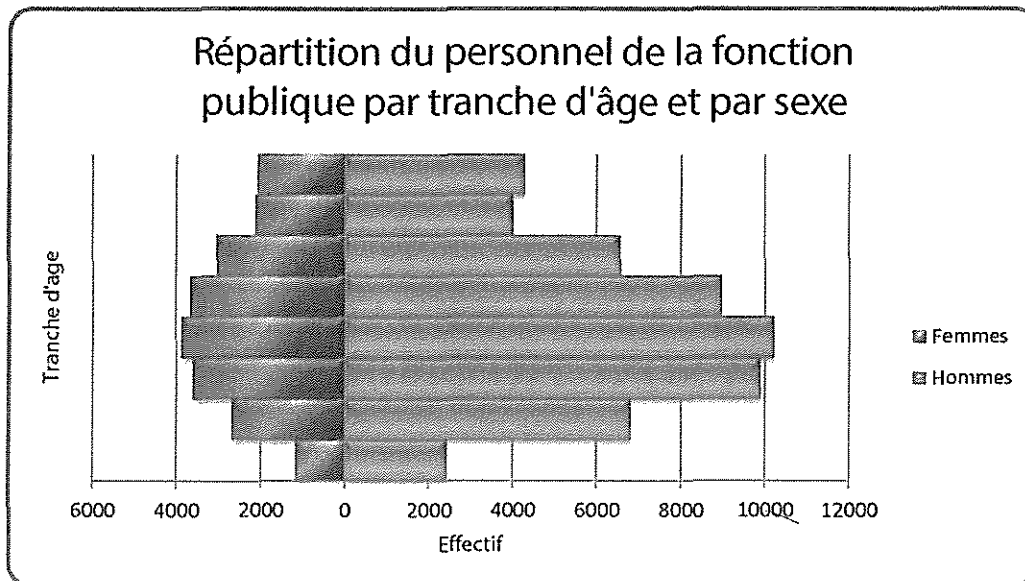


Répartition du Fonds Pension	Exercice 2014-2015
Prévision de dépenses	1 510 000 000
Prestations aux pensionnaires civils	1 500 000 000
Remboursement de cotisations	10 000 000
<b>Solde non absorbé par des dépenses courantes de l'exercice</b>	<b>2 198 867 460</b>

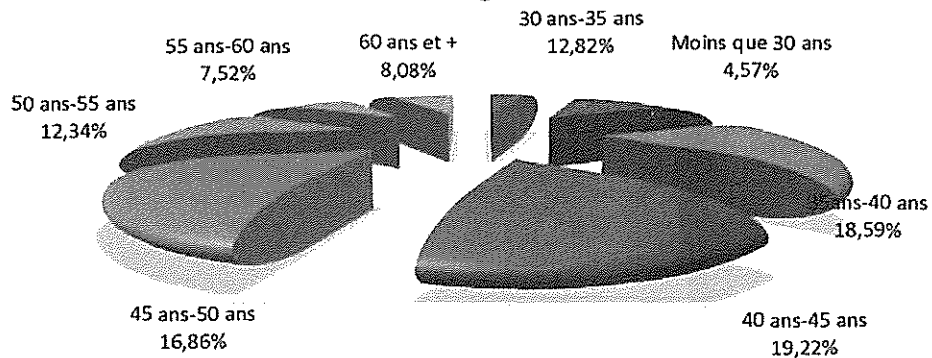


**EFFECTIF ET MASSE SALARIALE  
DE LA FONCTION PUBLIQUE**

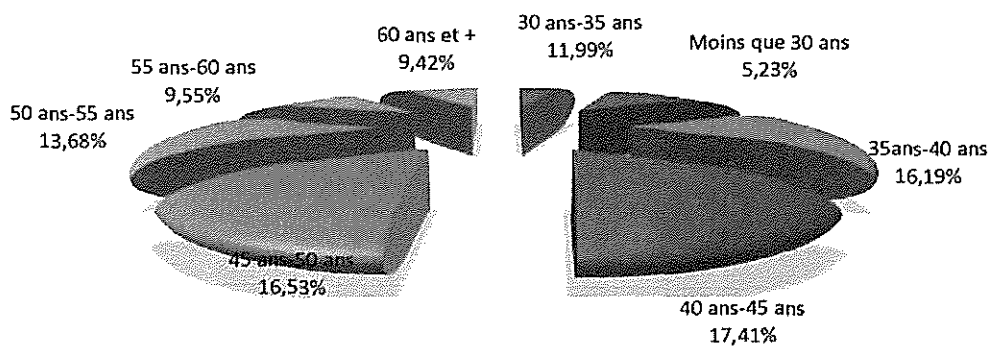
Groupe d'Age	Hommes	Femmes	TOTAL
Moins que 30 ans	2 429	1 161	3 590
30 ans-35 ans	6 820	2 661	9 481
35ans-40 ans	9 886	3 592	13 478
40 ans-45 ans	10 220	3 863	14 083
45 ans-50 ans	8 967	3 667	12 634
50 ans-55 ans	6 564	3 034	9 598
55 ans-60 ans	4 002	2 118	6 120
60 ans et +	4 299	2 089	6 388
<b>TOTAL</b>	<b>53 187</b>	<b>22 185</b>	<b>75 372</b>



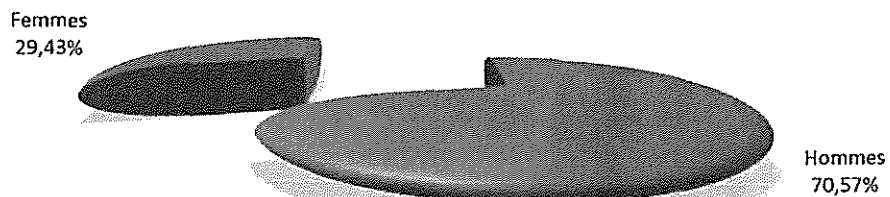
### Répartition des hommes de la fonction publique par tranche d'âge



### Répartition des femmes de la fonction publique par tranche d'âge



### Répartition du personnel de la fonction publique par sexe



## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
1111-MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	585	16 243 945
1111111-BUREAU DU MINISTRE	22	620 750
AGENT DE SECURITE	3	40 800
ASSISTANT	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
CHAUFFEUR	2	30 200
INFIRMIERE	1	21 800
MECANOGRAPHE	1	12 850
MENAGER	1	8 700
MESSAGER	3	34 800
RESPONSABLE	1	20 700
SECRETAIRE	2	64 000
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	55 600
SECRETAIRE D'ETAT	2	194 400
TECHNICIEN	1	15 100
1111112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	449	12 675 305
AGENT ADMINISTRATIF	6	130 300
AGENT DE DEVELOPPEMENT	17	369 500
AGENT DE SECURITE	6	77 100
AGENT TECHNIQUE	1	21 800
AGRONOME	3	88 700
AMENAGISTE	1	41 100
ANALYSTE	32	998 200
ANALYSTE	10	284 300
ANALYSTE DE PROJETS	9	263 500
ANALYSTE DE SYSTEME	5	154 900
ANALYSTE SENIOR I	1	44 900
ARCHITECTE	1	33 100
ARCHIVISTE	10	149 800
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	3	113 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	5	168 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	2	64 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	5	203 000
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	5	267 500
ASSISTANT RESPONSABLE	1	40 600
AUXILIAIRE INFIRMIERE	1	15 650
BIBLIOTHECAIRE	1	20 700
CHARGE DE MISSION	10	563 800
CHARGE DE PROJETS	10	278 000
CHAUFFEUR	23	321 400
CHEF DE SECURITE	1	20 700
CHEF DE SERVICE	21	942 900
COMPTABLE	10	286 800
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	2	66 200
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
CONSEILLER	4	215 175
CONSULTANT	3	130 900
COORDONNATEUR	2	123 600
COORDONNATEUR ADJOINT	1	53 500
DACTYLOGRAPHE	2	33 550
DIRECTEUR	10	618 000
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	5	309 000
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
DOCUMENTALISTE	3	44 150
ECONOMISTE	13	423 100
ELECTRICIEN	2	35 800
EMPLOYE	1	15 100
ENCADREUR	6	133 100
GARDIEN	5	43 500
GESTIONNAIRE	1	44 900
INFORMATICIEN	1	27 800
INFORMATICIEN	4	112 200
INGENIEUR	9	297 000
INTENDANT	2	27 950
JURISTE	1	33 100
MANUTENTIONNAIRE	1	11 600

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
MECANICIEN	1	11 600
MECANOGRAPHE	2	24 450
MENAGER	20	185 600
MESSAGER	14	150 800
OPERATEUR DE SAISIE	3	52 000
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	15 650
PLANIFICATEUR	7	244 700
PLOMBIER	1	15 100
PROGRAMMEUR	1	32 000
RECEPTIONISTE	5	77 700
RESPONSABLE	4	93 600
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE	21	468 550
SECRETAIRE DE DIRECTION	13	359 600
SERVEUR	2	19 130
SOCIOLOGUE	2	66 200
SURVEILLANT	1	15 100
TECHNICIEN	65	1 721 650
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	3	78 400
<b>111113-CENTRE DE TECHNIQUE DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE</b>	<b>39</b>	<b>821 160</b>
AGENT DE LIAISON	1	12 850
AIDE BIBLIOTHECAIRE	3	56 300
ASSISTANT	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
COORDONNATEUR	1	51 500
DIRECTEUR	1	53 500
INFORMATICIEN	1	35 300
INTENDANT	3	40 800
MECANOGRAPHE	1	11 600
MENAGER	2	16 230
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	9	78 850
RESPONSABLE	4	96 000
SECRETAIRE	1	27 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	30 500
SECRETAIRE GENERAL	1	53 500
STATISTICIEN	1	27 800
TECHNICIEN	6	116 930
TECHNICIEN SENIOR III	1	30 500
<b>111114-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES</b>	<b>32</b>	<b>766 480</b>
ADMINISTRATEUR	1	61 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	32 000
CHEF DE SECTION	1	23 500
CHEF DE SERVICE	2	81 200
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GARDIEN	1	8 700
HOQUETON	1	8 700
MENAGER	2	19 850
RESPONSABLE	1	33 100
SECRETAIRE	4	88 910
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
TECHNICIEN	14	219 620
TECHNICIEN EN COOPERATIVE	1	15 100
<b>111115-CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEO SPATIALE</b>	<b>43</b>	<b>1 360 250</b>
AGENT	1	15 650
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	6	243 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	44 900
ASSISTANT DIRECTEUR	3	160 500
CHAUFFEUR	3	45 300
CHAUFFEUR	2	30 200
CHEF DE SECTION	2	64 000
CHEF DE SERVICE	3	134 700
CUISINIERE	2	19 700
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DOCUMENTALISTE	2	30 200
GARDIEN	1	11 600
INGENIEUR	1	53 500
INTENDANT	1	15 100
MENAGER	2	19 700
MESSAGER	2	23 200
TECHNICIEN	4	138 900
TENEUR DE LIVRE	1	20 700

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	3877	101 222 804
1112111-BUREAU DU MINISTRE	36	1 255 009
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE PROTOCOLE	2	49 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	44 900
ASSISTANT ADMINISTRATIVE SENIOR I	1	50 400
ASSISTANT ADMINISTRATIVE SENIOR II	2	89 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ECONOMISTE	1	22 360
ECONOMISTE GRADE I	9	221 287
ECONOMISTE GRADE III	2	76 526
ECONOMISTE GRADE IV	5	174 646
ECONOMISTE GRADE V	1	44 862
ECONOMISTE GRADE VI	2	98 228
INTENDANT	1	12 850
INTENDANT	1	12 850
MINISTRE	1	121 200
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
TECHNICIEN	1	17 300
1112112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	541	17 644 685
AGENT ADMINISTRATIF	2	31 300
AGENT ADMINISTRATIF	7	162 800
AGENT DE LIAISON	2	27 950
AGENT DE SECURITE	5	50 550
AGENT DE SECURITE	6	75 850
ANALYSTE	1	41 100
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	5	189 800
ANALYSTE DE SYSTEME	3	139 900
ANALYSTE SENIOR I	1	49 400
ANALYSTE SENIOR II	1	41 100
ASSISTANT ADMINISTRATIVE	1	44 900
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	3	121 800
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	2	64 000
ASSISTANT ADMINISTRATIVE SENIOR I	1	50 400
ASSISTANT ADMINISTRATIVE SENIOR II	3	134 700
ASSISTANT CHEF DE SECTION	5	147 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	5	203 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	21	856 900
ASSISTANT CONTROLEUR FINANCIER GRADE I	1	34 200
ASSISTANT DIRECTEUR	14	749 000
CHARGE DE MISSION	1	44 900
CHARGE DE MISSION	2	137 400
CHAUFFEUR	10	117 250
CHAUFFEUR	22	322 950
CHEF DE SECTION	1	32 000
CHEF DE SECTION	8	253 400
CHEF DE SERVICE	38	1 723 400
COMMIS ADMINISTRATIF	15	243 700
COMPTABLE CONTROLEUR	2	32 400
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR I	2	41 400
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR II	3	55 300
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR III	3	45 300
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	8	222 400
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	3	70 500
COMPTABLE PUBLIC	62	2 829 240
CONSEILLER	6	345 900
CONSEILLER JURIDIQUE	1	41 100
COORDONNATEUR	2	123 600
COORDONNATEUR ADJOINT	3	160 500
DACTYLOGRAPHE	2	31 300
DIRECTEUR	17	1 050 600
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	4	247 200
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	2	151 200
DOCUMENTALISTE	1	15 650
DOCUMENTALISTE	2	28 500
ECONOMISTE GRADE III	1	27 820
ECONOMISTE GRADE IV	5	187 198
ECONOMISTE GRADE V	1	45 774
ECONOMISTE GRADE VI	2	98 044
ECONOMISTE JUNIOR	1	27 800
ECONOMISTE SENIOR	1	49 400
ELECTRICIEN	1	17 300
FISCALISTE SENIOR	1	49 400
GARDIEN	1	7 530
INSPECTEUR	1	20 700
INSPECTEUR	4	119 700
INSPECTEUR JUNIOR II	2	34 600

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
INSPECTEUR JUNIOR III	4	60 400
INSPECTEUR JUNIOR III	2	30 200
INSPECTEUR SENIOR	2	55 600
INSPECTEUR SENIOR III	6	137 600
INSPECTEUR VERIFICATEUR	4	69 200
INTENDANT	1	12 850
INTENDANT	2	30 200
MANUTENTIONNAIRE	3	22 590
MECANICIEN	1	20 700
MENAGER	9	75 360
MESSAGER	17	167 580
OPERATEUR DE SAISIE	2	61 300
OPERATEUR DE SAISIE	4	79 950
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	9 850
RECEPTIONISTE	5	80 500
RESPONSABLE	3	97 600
SECRETARE	5	109 000
SECRETARE	11	239 800
SECRETARE DE DIRECTION	15	420 600
TECHNICIEN	3	168 500
TECHNICIEN	15	336 700
TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES	82	2 624 000
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	9	288 000
TECHNICIEN JUNIOR III	1	15 100
TECHNICIEN SENIOR I	2	55 600
TECHNICIEN SENIOR II	1	23 500
<b>1112213-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE</b>	<b>123</b>	<b>3 746 050</b>
AGENT DE LIAISON	2	25 700
AIDE STATISTICIEN	1	15 100
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	2	55 600
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	32 000
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	81 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	6	243 600
ASSISTANT DIRECTEUR	5	267 500
CARTOGRAPHE	3	83 400
CHAUFFEUR	10	127 750
CHEF DE SECTION	2	53 800
CHEF DE SERVICE	15	682 100
COMMIS ADMINISTRATIF	3	54 300
COMPTABLE	1	27 800
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
ECONOMISTE	6	166 800
GARDIEN	6	68 000
INFORMATICIEN	1	27 800
INGENIEUR	2	55 600
INTENDANT	7	92 950
PORTIER	1	11 600
RECEPTIONISTE	1	20 700
RESPONSABLE	4	145 400
SECRETARE	7	148 600
SECRETARE DE DIRECTION	4	116 500
STATISTICIEN	8	184 300
TECHNICIEN	17	586 950
TECHNICIEN EN STATISTIQUE	1	25 600
<b>1112214-DIRECTION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>112</b>	<b>3 592 350</b>
ADMINISTRATEUR	1	35 300
AGENT DE SECURITE	2	30 750
ANALYSTE	3	96 000
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	69 400
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CONTROLEUR FINANCIER	7	205 800
ASSISTANT CONTROLEUR FINANCIER GRADE I	1	32 000
ASSISTANT CONTROLEUR FINANCIER GRADE I	7	228 400
ASSISTANT CONTROLEUR FINANCIER GRADE I 2E ECHELON	2	74 800
ASSISTANT DIRECTEUR	2	107 000
CHAUFFEUR	9	129 150
CHEF DE SERVICE	4	179 600
COMMIS ADMINISTRATIF	1	15 650
COMPTABLE CONTROLEUR	3	96 000
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR II	1	26 000
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	32 000
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR III	1	21 800
COMPTABLE DELEGUE	1	26 000
COMPTABLE VERIFICATEUR SENIOR I	1	36 000
COMPTABLE VERIFICATEUR SENIOR II	2	64 000

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
CONTROLEUR FINANCIER	1	44 900
CONTROLEUR FINANCIER GRADE I 1ER ECHELON	1	34 200
CONTROLEUR FINANCIER GRADE II 4E ECHELON	3	134 700
CONTROLEUR FINANCIER GRADE II 5E ECHELON	8	370 800
DIRECTEUR	6	370 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
ECONOMISTE	5	173 200
ECONOMISTE JUNIOR	3	90 000
ECONOMISTE JUNIOR I	1	29 400
ELECTRICIEN	1	15 100
GESTIONNAIRE	2	61 400
MANUTENTIONNAIRE	2	22 000
MENAGER	3	34 800
MESSAGER	6	74 600
RECEPTIONISTE	1	15 650
RESPONSABLE	1	17 300
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
STATISTICIEN	2	66 200
TECHNICIEN	8	201 250
TECHNICIEN SENIOR I	1	36 300
TECHNICIEN SENIOR II	1	36 300
<b>112215-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS</b>	<b>1603</b>	<b>39 941 870</b>
AGENT	1	15 100
AGENT	3	47 500
AGENT CONTROLEUR	2	44 200
AGENT DE DEPISTAGE	1	15 100
AGENT DE LIAISON	8	120 800
AGENT DE LIAISON	87	1 275 400
AGENT DE MAITRISE	1	20 700
AGENT DE SECURITE	20	280 450
AGENT FISCAL	10	153 200
AGENT FISCAL JUNIOR II	16	259 200
AGENT FISCAL JUNIOR III	37	579 700
AIDE ARPENTEUR	1	17 300
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	1	41 100
ARCHIVISTE	1	15 100
ARPENTEUR	3	51 900
ASSISTANT	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	2	81 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	5	203 000
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	2	72 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE SENIOR I	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	11	319 100
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	12	487 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	13	519 200
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	9	447 100
ASSISTANT VERIFICATEUR	9	215 800
ASSISTANT VERIFICATEUR	12	294 900
ATTACHE DE PRESSE	1	33 100
AVOCAT	3	87 600
CAISSIER	2	34 600
CHARGE DE MISSION	4	179 600
CHAUFFEUR	29	438 400
CHEF DE BRIGADE	1	32 000
CHEF DE SECTION	3	96 000
CHEF DE SECTION	117	3 711 500
CHEF DE SECURITE	1	23 500
CHEF DE SERVICE	3	121 800
CHEF DE SERVICE	97	4 099 500
CHEF D'EQUIPE	4	128 000
COMMIS ADMINISTRATIF	5	74 300
CONSEILLER TECHNIQUE	1	61 800
COORDONNATEUR	5	300 700
COORDONNATEUR	3	155 600
COORDONNATEUR ADJOINT	19	1 007 900
DACTYLOGRAPHE	33	521 500
DIRECTEUR	5	275 500
DIRECTEUR	23	1 385 400
DIRECTEUR ADJOINT	8	419 400
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	13	703 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
EMPLOYE	98	1 755 090
FISCALISTE SENIOR II	1	41 100
GARDIEN	1	6 950
INFORMATICIEN	2	68 900



## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
INFORMATICIEN	6	221 100
INSPECTEUR	164	3 278 000
INSPECTEUR	221	4 450 650
INSPECTEUR	1	17 300
INSPECTEUR CONTROLEUR	1	27 800
INSPECTEUR JUNIOR I	5	100 100
INSPECTEUR JUNIOR II	17	291 900
INSPECTEUR JUNIOR III	1	17 300
INSPECTEUR JUNIOR III	7	105 700
INSPECTEUR PRINCIPAL	7	156 200
INSPECTEUR PRINCIPAL	58	1 167 700
INSPECTEUR SENIOR	30	947 100
INSPECTEUR SENIOR III	1	23 500
INTENDANT	50	653 750
MECANICIEN	6	96 200
MEMBRE DU CONSEIL TECHNIQUE	1	61 800
MENAGER	9	104 350
MESSAGER	3	39 550
MESSAGER	13	159 750
OPERATEUR	2	44 200
OPERATEUR DE SAISIE	13	238 760
OPERATEUR D'ORDINATEUR	2	42 500
PREPOSE	3	51 900
PREPOSE A LA PERCEPTION	1	20 700
PROGRAMMEUR SENIOR II	1	40 600
RECEPTIONNISTE	2	39 100
RESPONSABLE	1	61 800
RESPONSABLE	3	108 900
RESPONSABLE DE GARAGE	1	32 000
RESPONSABLE RELATIONS PUBLIQUES	1	44 900
SECRETAIRE	23	500 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	7	193 700
STAGIAIRE	1	15 100
STATISTICIEN	4	136 600
SURVEILLANT	2	25 700
TECHNICIEN	18	491 570
TECHNICIEN	1	15 100
TECHNICIEN	106	2 640 350
TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES	15	486 600
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	2	32 400
TECHNOLOGISTE MEDICAL	1	12 850
TENEUR DE LIVRE	1	17 300
VERIFICATEUR	34	950 500
VERIFICATEUR JUNIOR I	1	27 800
<b>1112216-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES</b>	<b>1394</b>	<b>32 785 630</b>
AGENT	1	19 600
AGENT	1	9 850
AGENT ADMINISTRATIF	2	25 700
AGENT ADMINISTRATIF	153	2 275 550
AGENT ADMINISTRATIF JUNIOR I	20	397 000
AGENT ADMINISTRATIF JUNIOR II	18	311 400
AGENT ADMINISTRATIF JUNIOR III	16	234 650
AGENT ADMINISTRATIF JUNIOR IV	1	12 850
AGENT ADMINISTRATIF SENIOR II	1	21 800
AGENT ADMINISTRATIF SENIOR III	17	351 900
AGENT DE SECURITE	4	38 650
AGENT DE SECURITE	14	166 000
AGENT DE SURVEILLANCE JUNIOR II	125	2 162 500
AGENT DOUANIER	210	3 790 700
AGENT DOUANIER	1	20 700
AGENT DOUANIER JUNIOR I	16	333 750
AGENT DOUANIER JUNIOR II	34	596 300
AGENT DOUANIER JUNIOR II	14	242 200
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	36 300
ASSISTANT CHEF DE SECTION	5	174 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	74 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	84	2 919 100
ASSISTANT DIRECTEUR	35	1 447 800
ATTACHE AU PROTOCOLE	1	42 800
AVOCATE	1	29 400
CHAUFFEUR	9	108 150
CHAUFFEUR	28	375 300
CHEF DE DIVISION	40	1 624 000
CHEF DE SECTION	64	2 172 800
CHEF DE SERVICE	66	2 486 100
COMPTABLE	1	23 500
CONSEILLER JURIDIQUE	2	89 800
CONSEILLER TECHNIQUE	2	151 200
CONSULTANT	2	87 600
CONTROLEUR	4	128 000

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
CUISINIERE	1	11 600
DACTYLOGRAPHE	15	224 150
DIRECTEUR	1	36 300
DIRECTEUR	25	1 318 500
DIRECTEUR ADJOINT	2	107 000
DIRECTEUR ADJOINT	22	1 177 000
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	2	151 200
EBENISTE	3	55 300
ELECTRICIEN	4	70 500
EMPLOYE	25	474 100
GARDIEN	1	11 600
INFORMATICIEN	1	33 100
INGENIEUR	2	81 700
INSPECTEUR	32	1 024 000
INSPECTEUR	39	1 251 400
MANUTENTIONNAIRE	14	152 350
MECANICIEN	2	43 600
MENAGER	27	243 880
MESSAGER	3	26 100
MESSAGER	43	473 200
PLOMBIER	1	11 600
PLOMBIER	1	17 300
RESPONSABLE	4	123 800
RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES	1	44 900
SECRETAIRE	7	155 300
SURVEILLANT	3	29 550
TECHNICIEN	90	1 443 050
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	19	691 700
TECHNICIEN JUNIOR I	3	83 400
TECHNICIEN JUNIOR III	3	62 100
TECHNICIEN SENIOR I	1	27 800
1112217-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES	2	194 400
SECRETAIRE D'ETAT	2	194 400
1112225-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	55	1 726 350
AGENT DE SECURITE	4	63 850
AGENT DE STOCK	1	20 700
AGENT D'ENTRETIEN	1	8 700
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	58 800
CHAUFFEUR	2	23 200
CHAUFFEUR	3	41 800
CHEF DE SECTION	2	64 000
CHEF DE SERVICE	1	44 900
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR ADJOINT	1	53 500
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
INSPECTEUR	4	174 400
INSPECTEUR ASSISTANT CHEF DE BRIGADE	8	300 000
INSPECTEUR PRINCIPAL	3	150 000
INSPECTEUR VERIFICATEUR	5	219 000
INTENDANT	1	15 100
MENAGER	1	11 600
MESSAGER	3	33 050
OPERATEUR DE SAISIE	2	45 300
RESPONSABLE	1	29 400
SECRETAIRE	2	57 200
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
SERVEUR	1	9 850
TECHNICIEN EN FINANCES PUBLIQUES	4	128 000
1112122-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	11	336 459
AGENT DE SECURITE	1	8 700
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	53 500
CHAUFFEUR	2	30 200
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
INFORMATICIEN	1	27 800
MANUTENTIONNAIRE	1	6 950
MENAGER	1	8 700
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	30 709

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
1113-MINISTRE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES DU DEVELOPPEMENT RURAL	1553	33 891 610
111311-BUREAU DU MINISTRE	61	1 751 280
AGENT ADMINISTRATIF	1	11 600
AGENT D'ACHATS	1	15 100
AGENT D'INVENTAIRE	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	26 000
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ATTACHE DE PRESSE	1	21 800
CHAUFFEUR	5	65 250
COMMIS ADMINISTRATIF	1	20 700
COMPTABLE	4	102 600
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR I	1	23 500
ECONOMISTE	1	27 800
INGENIEUR	2	55 600
INGENIEUR AGRONOME	5	196 000
MEDECIN VETERINAIRE	11	276 100
MESSAGER	3	28 980
MINISTRE	1	121 200
OPERATEUR DE SAISIE	1	19 600
RESPONSABLE	2	55 500
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	4	111 200
SECRETAIRE D'ETAT	3	291 600
SERVEUR	2	19 700
TECHNICIEN	8	194 800
111312-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	1145	24 496 927
ADMINISTRATEUR	7	212 350
AGENT	2	21 450
AGENT	9	96 040
AGENT ADMINISTRATIF	1	15 100
AGENT AGRICOLE	47	465 910
AGENT COMMUNAUTAIRE	2	26 700
AGENT D'ACHATS	1	15 650
AGENT D'ACHATS	1	21 800
AGENT DE CULTURE	3	28 400
AGENT DE LIAISON	1	12 850
AGENT DE PECHE	4	50 850
AGENT DE QUARANTAINE	1	9 850
AGENT DE RELATION PUBLIQUE	1	16 000
AGENT DE SECURITE	3	34 300
AGENT DE VULGARISATION	2	17 380
AGENT FORESTIER	3	30 140
AGENT INSPECTEUR DE QUARANTAINE	1	9 850
AGENT POLYVALENT	3	28 980
AGENT TECHNIQUE	2	17 380
AGENT VETERINAIRE	4	39 400
AGROFORESTIER	1	20 700
AGRO-FORMATEUR	1	27 800
AGRONOME	27	915 650
AIDE COMPTABLE	1	17 300
AIDE MECANICIEN	1	11 600
ANIMATEUR	2	18 550
ARCHIVISTE	1	12 850
ASSISTANT	1	17 300
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	27 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	4	126 900
ASSISTANT DIRECTEUR	5	267 500
AUXILIAIRE INFIRMIERE	2	27 420
CAISSIER	2	36 900
CHARGE DE MISSION	1	61 800
CHARGE DE MISSION	4	230 600
CHARGE DES AFFAIRES JURIDIQUES	1	61 800
CHAUFFEUR	1	9 850
CHAUFFEUR	25	298 500
CHEF DE PERSONNEL	2	47 000
CHEF DE SECTION	3	96 000
CHEF DE SERVICE	1	25 600
CHEF DE SERVICE	19	776 585
COMMIS ADMINISTRATIF	4	42 400
COMPTABLE	1	20 700
COMPTABLE	11	227 400
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	6	109 650
COMPTABLE EN CHEF	2	70 200
CONTROLEUR	4	38 400
CONTROLEUR FINANCIER	2	74 800
COORDONNATEUR	16	985 400
COORDONNATEUR	4	280 375
COORDONNATEUR ADJOINT	2	102 900
CUISINIERE	4	30 090

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
DACTYLOGRAPHE	10	130 750
DIRECTEUR	4	247 200
DIRECTEUR	19	1 145 200
DIRECTEUR ADJOINT	13	678 300
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	19	1 124 400
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
ECONOMISTE	1	27 800
ECONOMISTE JUNIOR	1	23 500
ELECTRICIEN	2	23 200
EMPLOYE	5	44 610
GARCON DE COUR	1	7 530
GARDE FORESTIER	1	9 850
GARDIEN	17	131 500
GESTIONNAIRE	6	179 600
INFIRMIERE	5	104 600
INFIRMIERE VETERINAIRE	6	113 000
INFORMATICIEN	1	20 700
INGENIEUR	31	997 450
INGENIEUR AGRONOME	33	983 400
INGENIEUR AGRONOME	1	41 100
INSPECTEUR CONSEILLER PEDAGOGIQUE	1	32 000
INSPECTEUR EN CHEF	1	17 300
LOGISTICIEN	1	15 000
MAGASINIER	2	20 200
MANUTENTIONNAIRE	2	17 380
MECANICIEN	12	140 050
MEDECIN GENERALISTE	2	55 600
MEDECIN VETERINAIRE	10	275 300
MEDECIN VETERINAIRE	28	686 700
MENAGER	15	118 190
MESSAGER	18	161 110
MIMEOGRAPHE	1	7 530
MONITEUR	1	11 600
OPERATEUR DE SAISIE	5	85 550
OPERATEUR D'ORDINATEUR	1	15 650
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	2	17 400
OUVRIER DE PECHE	3	24 910
PHARMACIEN	1	27 800
PHOTOGRAPHE	1	21 800
PLOMBIER	1	11 000
RECEPTIONISTE	3	45 150
RESPONSABLE	6	138 647
RESPONSABLE D'APPROVISIONNEMENT	1	23 500
RESPONSABLE ENTRETIEN & REP. DES EQ. METEOR.	1	17 300
RESPONSABLE STATISTIQUES AGRICOLES	2	24 950
SECRETARE	29	581 300
SECRETARE DE DIRECTION	12	315 600
SERVEUR	1	8 700
SOCIOLOGUE	1	44 900
SOUDEUR	1	15 100
SPECIALISTE EN DEVELOPPEMENT RURAL	1	23 500
STATISTICIEN	2	55 600
SYNDIC D'IRRIGATION	5	37 650
TECHNCIEN	5	54 240
TECHNICIEN	5	110 650
TECHNICIEN	444	7 125 750
TECHNICIEN AGRICOLE	5	103 500
TECHNICIEN AGRICOLE	35	644 500
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	5	114 700
TECHNICIEN EN METEO	1	15 100
TECHNICIEN FORESTIER	1	20 700
TECHNICIEN FORESTIER	5	104 600
TECHNICIEN GEOLOGUE	1	15 100
TECHNICIEN SENIOR II	1	20 700
TECHNOLOGISTE MEDICAL	15	302 700
TENEUR DE LIVRE	1	15 100
TOPOGRAPHE	2	30 750
VANNIER	1	7 530
VERIFICATEUR	1	53 500
VETERINAIRE	3	69 200
VULGARISATEUR	1	9 850

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
	229	4 403 103
1113113-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE		
AGENT D'ACHATS	1	19 600
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE SECURITE	3	34 130
AGENT POLYVALENT	1	13 000
ANIMATEUR	2	20 290
ARCHIVISTE	1	12 314
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	41 800
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	3	139 600
ASSISTANT DISPATCHER	1	20 000
ASSISTANT RESPONSABLE	4	99 600
ATTACHE AU PROTOCOLE	1	9 000
ATTACHE DE PRESSE	1	20 000
AVOCAT	1	18 000
CAISSIER	1	25 000
CAMERAMAN	1	11 600
CHAUFFEUR	20	225 780
CHEF DE PERSONNEL	1	40 600
CHEF DE SECTION	1	25 100
CHEF DE SERVICE	3	104 700
COMMIS ADMINISTRATIF	1	12 850
COMPTABLE	3	67 200
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	19 600
COMPTABLE DELEGUE	1	20 000
COMPTABLE EN CHEF	2	74 800
CONSEILLER JURIDIQUE	1	34 200
CONTROLEUR	4	53 050
COORDONNATEUR	1	61 800
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	6	321 347
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	53 500
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
DISPATCHER	1	19 600
ELECTRICIEN	2	30 750
EMPLOYE	1	15 650
FOREMAN	1	20 000
INFORMATICIEN	2	35 800
INGENIEUR	12	294 200
INGENIEUR AGRONOME	1	27 800
INTENDANT	1	15 100
MECANICIEN	18	227 750
MENAGER	2	13 900
MESSAGER	4	33 600
OPERATEUR	41	569 532
OPERATEUR DE SAISIE	2	27 420
OUVRIER DE PECHE	2	15 650
PERCEPTEUR	1	8 000
PLOMBIER	1	11 600
PLONGEUR	1	12 850
PREPOSE A LA PERCEPTION	1	8 700
RECEPTIONISTE	2	27 500
RESPONSABLE	17	406 480
RESPONSABLE ACCUEIL	1	20 700
SECRETAIRE	3	72 700
SECRETAIRE DE DIRECTION	4	121 000
SUPERVISEUR	1	15 000
TECHNICIEN	2	19 700
TECHNICIEN	11	174 800
TECHNICIEN AGRICOLE	2	22 000
TECHNICIEN AGRICOLE	3	44 550
TECHNICIEN SENIOR II	1	23 500
TOPOGRAPHE	6	97 300
VULGARISATEUR	9	94 010

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1113114-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE</b>	<b>118</b>	<b>3 240 300</b>
ADMINISTRATEUR	3	134 700
ANIMATEUR	16	331 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	121 800
CHARGE D'AFFAIRES	1	37 400
CHAUFFEUR	7	96 700
CHEF DE SECTION	4	128 000
CHEF DE SERVICE	4	179 600
COMPTABLE DELEGUE	1	29 400
DIRECTEUR	2	115 300
DIRECTEUR ADJOINT	1	53 500
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	2	123 600
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GARDIEN	2	17 400
INFORMATICIEN	2	70 500
INGENIEUR	1	61 800
INGENIEUR AGRONOME	1	41 100
INTENDANT	1	12 850
MENAGER	8	69 600
MESSAGER	3	24 930
OPERATEUR DE SAISIE	1	19 600
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	9 850
RECEPTIONISTE	1	12 320
RESPONSABLE	1	37 400
RESPONSABLE	5	201 800
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE	4	87 200
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
TECHNICIEN	34	923 450
TOPOGRAPHE	5	103 500
<b>1114-MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS</b>	<b>1214</b>	<b>27 738 995</b>
<b>1114111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>40</b>	<b>1 317 390</b>
ADMINISTRATEUR	1	40 600
AGENT DE SECURITE	3	38 450
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	72 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
CHARGE DE MISSION	2	123 600
CHAUFFEUR	7	94 450
CHEF DE SERVICE	1	44 900
CHIMISTE	1	27 800
COMMIS ADMINISTRATIF	1	16 650
CONSEILLER	1	61 800
CONSEILLER JURIDIQUE	1	30 000
CONSEILLER TECHNIQUE	4	247 200
EMPLOYE	3	39 740
INTENDANT	1	15 000
MENAGER	2	17 400
MESSAGER	1	11 600
MINISTRE	1	121 200
RESPONSABLE	2	66 000
SECRETAIRE	1	22 800
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
TECHNICIEN	2	68 600
TECHNICIEN SENIOR	1	27 800
<b>1114112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>832</b>	<b>18 339 470</b>
ADMINISTRATEUR	10	331 300
AGENT ADMINISTRATIF	2	24 950
AGENT DE SECURITE	24	295 030
AIDE COMPTABLE	2	38 150
AIDE OPERATEUR	5	64 000
AIDE TOPOGRAPHE	4	58 650
ARCHIVISTE	6	98 300
ASSISTANT	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	2	72 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	3	121 800
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	7	224 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	58 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	12	491 500
ASSISTANT COMPTABLE	8	141 900
ASSISTANT COORDONNATEUR	3	160 500
ASSISTANT DIRECTEUR	17	776 200
ASSISTANT RESPONSABLE	6	191 750
CHAI NEUR	1	15 100
CHAUFFEUR	64	895 690
CHEF DE BUREAU	3	55 750
CHEF DE SECTION	7	211 200
CHEF DE SERVICE	7	314 300
COMMIS ADMINISTRATIF	5	86 650
COMPTABLE	25	550 150

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
COMPTABLE CONTROLEUR	2	55 600
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR I	1	20 700
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	1	23 500
CONSEILLER	1	53 500
CONSEILLER JURIDIQUE	2	76 900
CONSEILLER TECHNIQUE	4	187 200
CONTROLEUR	18	268 390
COORDONNATEUR	2	123 600
DACTYLOGRAPHE	8	125 200
DESSINATEUR	1	17 300
DIRECTEUR	1	53 500
DIRECTEUR	5	292 900
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	10	535 000
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
DISPATCHER	2	27 950
ELECTRICIEN	7	108 450
EMPLOYE	13	160 500
FOREMAN	1	15 100
FOREMAN	7	105 150
GARDIEN	3	30 150
GESTIONNAIRE	2	64 600
GRAISSEUR	1	9 850
INFORMATICIEN	1	23 500
INGENIEUR	81	2 708 100
INSPECTEUR	1	8 700
INSPECTEUR	17	250 800
INSPECTEUR DIVISIONNAIRE	1	15 100
INSPECTEUR JUNIOR III	1	15 100
LAVEUR D'AUTOS	1	9 850
MAGASINIER	1	11 600
MANUTENTIONNAIRE	2	18 560
MECANICIEN	26	356 270
MENAGER	29	249 960
MENUISIER	1	12 850
MESSAGER	18	186 110
OPERATEUR	47	701 010
OPERATEUR DE SAISIE	5	101 820
OPERATEUR DISTRICT	1	12 850
OPERATEUR D'ORDINATEUR	15	287 640
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	21 800
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	4	43 490
PLANTON	2	17 400
PROFESSIONNEL JUNIOR	6	148 300
PROFESSIONNEL SENIOR	4	140 400
RECEPTIONISTE	3	44 150
REPARATEUR	1	8 700
RESPONSABLE	20	644 600
RESPONSABLE DE DISTRICT	2	81 200
SECRETAIRE	34	751 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	6	166 800
SUPERVISEUR	1	15 100
TECHNICIEN	2	57 750
TECHNICIEN	160	3 029 050
TECHNICIEN JUNIOR	2	34 600
TECHNICIEN JUNIOR I	2	41 400
TECHNICIEN JUNIOR III	1	15 100
TECHNICIEN SENIOR I	1	33 100
TECHNICIEN SENIOR II	1	40 600
TOPOGRAPHE	10	166 350
<b>1114113-SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE</b>	<b>15</b>	<b>571 500</b>
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
CHEF DE SERVICE	2	89 800
COMPTABLE CONTROLEUR	1	23 500
DIRECTEUR	1	61 800
INGENIEUR	1	30 400
RESPONSABLE	2	89 600
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	47 400
TECHNICIEN	5	175 500

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1114115-LABORATOIRE NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS</b>	<b>49</b>	<b>1 227 905</b>
AIDE MECANICIEN	1	11 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
CHAUFFEUR	2	23 200
CHEF DE POSTE	1	32 000
CHEF DE SERVICE	2	89 800
COMPTABLE DELEGUE	1	20 700
COORDONNATEUR	2	123 600
DIRECTEUR	2	115 300
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
EMPLOYE	1	17 300
GARDIEN	1	8 700
INGENIEUR	1	26 750
INGENIEUR	7	186 755
MESSAGER	1	7 530
OPERATEUR DE SAISIE	1	12 850
RECEPTIONISTE	1	12 850
RESPONSABLE	1	32 000
SECRETAIRE	1	21 800
SONDEUR	2	23 800
TECHNICIEN	18	275 170
<b>1114116-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE</b>	<b>77</b>	<b>1 864 700</b>
AGENT ADMINISTRATIF	3	66 500
AGENT DE SANTE	1	8 700
AGENT TECHNIQUE	4	60 450
ASSISTANT CHEF DE SECTION	7	205 800
ASSISTANT COMPTABLE EN CHEF	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ASSISTANT RESPONSABLE	1	17 000
CHAUFFEUR	5	64 250
CHEF DE BRIGADE	5	82 100
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE SECTION	7	224 000
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR ADJOINT	1	53 500
DACTYLOGRAPHE	1	17 300
DESSINATEUR	1	18 500
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	2	123 600
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
ENQUETEUR	1	11 000
MAGASINIER	1	10 000
MESSAGER	3	30 000
OPERATEUR DE SAISIE	2	28 500
RECEPTIONISTE	3	39 200
REPARATEUR	11	116 650
RESPONSABLE	2	36 150
SECRETAIRE	2	47 000
TECHNICIEN	2	106 700
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	16 650
TOPOGRAPHE	1	15 650
VERIFICATEUR	2	37 000
<b>1114117-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION</b>	<b>55</b>	<b>1 383 220</b>
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	23 500
ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT COMPTABLE EN CHEF	1	40 600
CHAUFFEUR	3	43 050
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMPTABLE	2	44 200
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	1	61 800
DIRECTEUR	2	123 600
DIRECTEUR ADJOINT	1	53 500
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
INSPECTEUR	4	71 600
INSPECTEUR	5	79 940
INSPECTEUR JUNIOR III	1	15 100
MENAGER	5	45 800
MESSAGER	6	60 950
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	9 850
PLONGEUR	1	19 600
RECEPTIONISTE	1	12 850
RESPONSABLE	1	15 100



## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	49 600
TECHNICIEN	8	174 730
TENEUR DE LIVRE	1	15 650
<b>1114118-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS</b>	<b>29</b>	<b>487 610</b>
AGENT ADMINISTRATIF	1	7 530
ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL	1	25 100
CHEF DE SERVICE	1	29 400
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	32 000
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	44 900
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
MENAGER	1	7 530
MESSAGER	1	7 530
RESPONSABLE	2	36 900
SECRETAIRE	1	9 850
SURVEILLANT	1	7 530
TECHNICIEN	17	194 940
<b>1114119-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE</b>	<b>110</b>	<b>2 427 470</b>
AGENT DE LIAISON	5	68 750
AGENT DE SECURITE	1	8 700
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
CHAUFFEUR	5	65 000
CHEF DE BUREAU	1	32 000
CHEF DE SECTION	7	224 000
CHEF DE SERVICE	6	269 400
COMMIS ADMINISTRATIF	1	12 850
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR I	1	25 100
COORDONNATEUR	1	61 800
DIRECTEUR	2	123 600
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	1	53 500
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DOCUMENTALISTE	1	15 650
ELECTRICIEN	1	20 700
EMPLOYE	1	9 850
GARDIEN	3	23 580
INGENIEUR	5	141 100
INTENDANT	1	15 100
MECANICIEN	2	22 600
MENAGER	3	26 100
MESSAGER	7	70 730
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	20 700
PROFESSIONNEL SENIOR	2	82 500
RECEPTIONISTE	1	15 650
SECRETAIRE	3	65 400
SECRETAIRE DE DIRECTION	4	94 800
SURVEILLANT	2	18 550
TECHNICIEN	1	8 700
TECHNICIEN	26	368 960
TECHNICIEN GEOLOGUE	2	43 600
TECHNICIEN JUNIOR II	1	20 700
TECHNICIEN JUNIOR III	2	30 200
TECHNICIEN SENIOR I	2	51 300
TECHNICIEN SPECIALISE	2	43 600
TECHNICIEN SPECIALISE	1	21 800
TENEUR DE LIVRE	1	23 500
<b>1114122-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	<b>7</b>	<b>119 730</b>
ASSISTANT COMPTABLE	1	15 100
INGENIEUR	2	49 600
SECRETAIRE	1	12 850
TECHNICIEN	3	42 180

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE</b>	<b>354</b>	<b>11 087 284</b>
<b>1115111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>40</b>	<b>1 230 800</b>
AGENT DE SECURITE	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
CHARGE DE MISSION	2	115 300
CHAUFFEUR	3	41 800
CHEF DE SECTION	4	128 000
CHEF DE SERVICE	3	134 700
COMMIS ADMINISTRATIF	3	56 450
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	1	61 800
ECONOMISTE JUNIOR II	1	23 500
INSPECTEUR	4	69 300
MINISTRE	1	121 200
SECRETAIRE	2	43 600
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
TECHNICIEN	8	219 300
TECHNICIEN SENIOR I	2	55 600
TECHNICIEN SENIOR II	2	47 000
<b>1115112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>314</b>	<b>9 856 484</b>
AGENT DE LIAISON	3	43 050
AGENT DE SECURITE	1	9 850
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	2	90 500
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	32 000
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	8	324 800
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	11	323 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	14	568 400
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	18	971 300
CAMERAMAN	1	27 800
CHARGE DE MISSION	7	344 500
CHAUFFEUR	10	151 000
CHEF DE SECTION	21	672 000
CHEF DE SERVICE	29	1 302 100
COMMIS ADMINISTRATIF	28	567 400
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	27 800
CONSEILLER TECHNIQUE	4	238 900
COORDONNATEUR	1	61 800
DIRECTEUR	4	230 600
DIRECTEUR	10	601 400
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
EMPLOYE	1	12 850
GARDIEN	4	39 400
INSPECTEUR	6	96 200
INSPECTEUR	19	350 700
INSPECTEUR	1	15 100
INSPECTEUR JUNIOR I	1	20 700
INSPECTEUR JUNIOR III	1	15 100
INSPECTEUR SENIOR III	1	21 800
MENAGER	8	84 050
MESSAGER	15	167 000
NETTOYEUR	1	11 600
OPERATEUR DE SAISIE	1	20 700
PLOMBIER	1	15 100
RECEPTIONISTE	3	53 100
RESPONSABLE	1	53 500
SECRETAIRE	4	73 964
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	55 600
TECHNICIEN	4	213 700
TECHNICIEN	2	45 800
TECHNICIEN	35	942 920
TECHNICIEN JUNIOR	1	20 700
TECHNICIEN JUNIOR I	3	62 100
TECHNICIEN JUNIOR III	3	58 700
TECHNICIEN SENIOR I	12	333 600
TECHNICIEN SENIOR III	3	65 400
TECHNICIEN SPECIALISE	1	49 400

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	406	10 249 682
1116111-BUREAU DU MINISTRE	57	1 741 400
AGENT	3	46 000
AGENT ENVIRONNEMENTAL	1	11 600
AGENT TECHNIQUE	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	58 800
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
CHARGE DE MISSION	1	61 800
CHAUFFEUR	1	15 100
CHEF DE SECTION	3	96 000
CHEF DE SERVICE	3	134 700
COORDONNATEUR	1	44 200
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	1	44 900
INTENDANT	2	27 950
MENAGER	3	34 800
MESSAGER	1	11 600
MINISTRE	1	121 200
PROFESSIONNEL SENIOR	3	107 300
RECEPTIONISTE	1	23 500
RESPONSABLE	1	40 600
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	33 100
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
TECHNICIEN	2	42 500
TECHNICIEN JUNIOR II	1	17 300
TECHNICIEN JUNIOR III	1	17 300
TECHNICIEN SENIOR I	9	250 200
TECHNICIEN SENIOR II	10	235 000
1116112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	349	8 508 282
AGENT	17	226 950
AGENT DE LIAISON	3	40 800
AGENT DE MAINTENANCE	1	8 700
AGENT DE SECURITE	17	210 950
AGENT DE STOCK	1	21 800
AGENT DE SURVEILLANCE	15	175 180
AGENT DU CORPS DE SURVEILLANCE	5	58 000
AGENT ENVIRONNEMENTAL	4	46 400
ARCHIVISTE	1	17 300
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	3	113 200
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	58 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	6	243 600
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	5	267 500
CHARGE D'AFFAIRES	2	41 400
CHARGE DE SUIVI DES DOSSIERS	1	44 900
CHAUFFEUR	17	237 050
CHEF DE SECTION	8	250 800
CHEF DE SERVICE	10	449 000
COMMIS ADMINISTRATIF	17	297 900
COMPTABLE	3	83 400
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
CONCIERGE	2	15 060
COORDONNATEUR	2	123 600
DIRECTEUR	2	123 600
DIRECTEUR	8	494 400
DIRECTEUR ADJOINT	3	160 500
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	7	331 200
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
ENQUETEUR	2	41 400
INFIRMIERE	1	21 800
INGENIEUR	1	44 900
INSPECTEUR	1	20 700
INSPECTEUR CHEF DE BRIGADE	1	32 000
INSPECTEUR JUNIOR II	1	23 500
INTENDANT	7	87 700
MECANICIEN	1	15 100
MENAGER	15	171 100
MENAGER	1	11 600
MESSAGER	2	18 550
OPERATEUR DE SAISIE	2	43 600
PROFESSIONNEL JUNIOR	6	202 500
PROFESSIONNEL SENIOR	11	382 800
RESPONSABLE	3	131 500
RESPONSABLE DE GARAGE	1	32 000
SECRETAIRE	9	203 900
SECRETAIRE DE DIRECTION	8	248 900
SURVEILLANT	20	232 000

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
TECHNICIEN	13	315 650
TECHNICIEN JUNIOR	2	34 600
TECHNICIEN JUNIOR I	9	193 492
TECHNICIEN JUNIOR II	7	124 500
TECHNICIEN JUNIOR III	4	60 400
TECHNICIEN SENIOR I	25	695 000
TECHNICIEN SENIOR II	13	308 100
TECHNICIEN SENIOR III	14	305 200
TENEUR DE LIVRE	2	43 600
<b>1117-MINISTRE DU TOURISME</b>	<b>151</b>	<b>4 581 230</b>
<b>1117111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>15</b>	<b>655 200</b>
AGENT DE SECURITE	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
CHARGE DE MISSION	2	123 600
CHAUFFEUR	1	15 100
CHEF DE SECTION	1	32 000
MINISTRE	1	121 200
RESPONSABLE	1	43 850
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
SUPERVISEUR	1	23 500
TECHNICIEN JUNIOR	1	17 300
TECHNICIEN JUNIOR I	1	20 700
<b>1117112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>116</b>	<b>3 453 550</b>
ADMINISTRATEUR	1	32 000
AGENT DE LIAISON	1	12 850
AIDE MECANICIEN	1	9 850
ANIMATEUR	1	27 800
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	81 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	2	64 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	6	243 600
ASSISTANT DIRECTEUR	2	107 000
CHARGE DE MISSION	3	154 500
CHAUFFEUR	9	123 150
CHEF DE SECTION	6	192 000
CHEF DE SERVICE	4	179 600
COMPTABLE	1	23 500
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	32 000
COMPTABLE DELEGUE	1	27 800
CONSEILLER JURIDIQUE	2	93 600
COORDONNATEUR	1	61 800
DIRECTEUR	5	309 000
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	1	61 800
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	3	185 400
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
ELECTRICIEN	1	20 700
GARDIEN	4	34 190
GUIDE	1	8 700
HOTESSE	1	21 800
INTENDANT	5	71 000
MENAGER	4	34 800
MENAGER	1	8 700
MESSAGER	3	30 150
NETTOYEUR	1	9 850
OPERATEUR DE SAISIE	1	23 500
PROFESSIONNEL SENIOR	8	378 600
RECEPTIONISTE	1	15 650
REDACTEUR	1	23 500
RESPONSABLE	2	62 200
SECRETAIRE	4	87 800
TECHNICIEN	12	180 760
TECHNICIEN JUNIOR I	1	20 700
TECHNICIEN SENIOR I	1	27 800
TECHNICIEN SENIOR I	5	133 000
TECHNICIEN SENIOR II	2	47 000
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	1	15 100

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1117113-ECOLE HOTELIERE</b>	<b>20</b>	<b>472 480</b>
AGENT DE LIAISON	1	11 600
ARCHIVISTE	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
COMPTABLE	1	40 600
COORDONNATEUR	1	40 600
DIRECTEUR	1	61 800
EMPLOYE	1	7 530
GARDIEN	1	8 700
JARDINIER	1	8 700
MENAGER	1	8 700
PROFESSEUR	5	102 200
RESPONSABLE	2	70 000
TECHNICIEN	1	23 500
TECHNICIEN	2	35 100
<b>1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE</b>	<b>16265</b>	<b>336 625 189</b>
<b>1211111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>17</b>	<b>597 250</b>
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	81 200
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
CONSEILLER JURIDIQUE	3	121 800
COORDONNATEUR	1	61 800
MENAGER	1	8 700
MESSAGER	2	21 450
MINISTRE	1	121 200
TECHNICIEN	4	72 000
TECHNICIEN SENIOR I	1	27 800
TECHNICIEN SENIOR III	1	27 800
<b>1211112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>2926</b>	<b>55 918 301</b>
ADMINISTRATEUR	2	47 000
ADMINISTRATEUR	6	162 400
AGENT DE LIAISON	2	30 200
AGENT DE SECURITE	1	12 850
AGENT DE SECURITE	73	907 550
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	1	49 400
ARCHIVISTE	29	399 250
ASSISTANT	1	20 700
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	3	113 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE	2	81 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	12	491 500
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	6	200 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	6	176 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	11	450 500
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
CHARGE DE MISSION	2	157 560
CHARGE DE MISSION	4	255 960
CHAUFFEUR	3	45 300
CHAUFFEUR	48	680 550
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE POSTE	1	23 500
CHEF DE SECTION	9	288 000
CHEF DE SERVICE	18	808 200
CLERC OFFICE D'ETAT CIVIL	147	1 706 891
COMMIS ADMINISTRATIF	5	90 550
COMMIS GREFFIER	1	25 070
COMMIS PARQUET	59	683 380
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	1	78 780
COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT	21	1 660 440
COMPTABLE	2	51 300
COMPTABLE CONTROLEUR	1	27 800
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	2	55 600
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
CONSEILLER JURIDIQUE	3	131 600
COORDONNATEUR	6	370 800
COORDONNATEUR ADJOINT	1	61 800
DACTYLOGRAPHE	3	36 050
DACTYLOGRAPHE	86	1 191 172
DESSINATEUR	1	21 800
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	2	123 600
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	2	115 300
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DISPATCHER	1	23 500
DOCUMENTALISTE	3	69 100
ELECTRICIEN	2	30 150
EMPLOYE	5	45 210
ENQUETEUR	1	7 530
GARDIEN	2	13 900
GARDIEN	25	187 710

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
GREFFIER	31	576 266
GREFFIER	318	6 140 242
GREFFIER 1ERE INSTANCE	54	1 362 330
GREFFIER A LA COUR D'APPEL	13	301 070
GREFFIER DU TRIBUNAL DE PAIX	246	4 168 310
GREFFIER DU TRIBUNAL CIVIL	6	150 420
GREFFIER EN CHEF	12	388 701
HOQUETON	9	66 610
HOQUETON	135	997 730
HUISSIER	69	1 018 180
HUISSIER AUDIENCIER	1	14 606
HUISSIER AUDIENCIER	49	734 894
INFIRMIERE	1	15 650
INFORMATICIEN	1	32 000
INGENIEUR	1	49 400
INGENIEUR	4	130 200
INSPECTEUR	3	96 000
INSPECTEUR	6	181 800
INTENDANT	3	45 300
JARDINIER	2	18 550
JUGE 1ERE INSTANCE	2	133 320
JUGE AU TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL	1	60 600
JUGE DE PAIX SUPPLEANT	5	260 580
JUGE DE PAIX TITULAIRE	3	175 740
JUGE D'INSTRUCTION	5	333 300
LAVEUR D'AUTOS	2	15 060
MACON	1	20 700
MANUTENTIONNAIRE	2	15 650
MECANICIEN	4	67 050
MEDECIN GENERALISTE	1	36 300
MENAGER	160	1 312 256
MENAGER	1	7 530
MESSAGER	3	34 800
MESSAGER	114	1 123 918
OFFICIER D'ETAT CIVIL	3	48 100
OFFICIER D'ETAT CIVIL	101	1 593 950
OPERATEUR	2	43 600
OPERATEUR DE SAISIE	15	323 700
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	2	24 950
RECEPTIONISTE	2	31 300
RECEPTIONISTE	29	438 750
REDACTEUR	1	21 800
REPORTEUR	1	20 700
RESPONSABLE	10	285 600
SECRETAIRE	9	196 200
SECRETAIRE	158	3 216 096
SECRETAIRE DE DIRECTION	10	269 200
SERVEUR	4	45 500
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT	13	884 760
SUBSTITUT DU GOUVERNEMENT	98	6 619 220
SUBSTITUT PARQUET	2	133 320
SUPERVISEUR	1	12 850
TECHNICIEN	4	62 240
TECHNICIEN	490	6 978 049
TECHNICIEN JUNIOR	5	86 500
TECHNICIEN JUNIOR I	1	20 700
TECHNICIEN JUNIOR I	6	124 200
TECHNICIEN JUNIOR II	3	56 400
TECHNICIEN JUNIOR III	3	53 100
TECHNICIEN SENIOR I	2	55 600
TECHNICIEN SENIOR I	29	806 200
TECHNICIEN SENIOR II	19	455 000
TECHNICIEN SENIOR III	6	130 800

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

1211216-POLICE NATIONALE D'HAITI	Effectif	Masse Salariale
	13321	280 012 438
ADMINISTRATEUR	4	170 700
AGENT	2	34 100
AGENT ADMINISTRATIF	2	27 250
AGENT CONTROLEUR	1	21 800
AGENT DE LIAISON	6	81 600
AGENT DE LIAISON	98	1 396 000
AGENT DE RELATION PUBLIQUE	1	25 600
AGENT DE SECURITE	8	92 800
AIDE ELECTRICIEN	1	11 600
AIDE ELECTRICIEN JUNIOR II	1	12 850
AIDE EN SOINS INFIRMIERS	2	23 200
AIDE FERRONNIER	1	11 600
AIDE MECANICIEN	43	527 380
AIDE MECANICIEN JUNIOR III	7	81 200
AIDE MECANICIEN JUNIOR III	1	11 600
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	5	179 900
ARCHIVISTE	4	59 800
ARMURIER	2	32 400
ASSISTANT	7	160 100
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	13	527 800
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	13	416 000
ASSISTANT ASSISTANT SOCIALE	2	44 200
ASSISTANT CHEF DE BUREAU	5	103 500
ASSISTANT CHEF DE SECTION	4	108 900
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	9	365 900
ASSISTANT COMPTABLE EN CHEF	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	11	588 500
ASSISTANT LEGAL III	1	20 700
ASSISTANT RESPONSABLE	1	20 700
ASSISTANT TECHNIQUE	1	27 800
AUXILIAIRE INFIRMIERE	3	43 050
AUXILIAIRE-INFIRMIERE	1	15 100
BRANCARDIER	1	7 530
CHARGE D'AFFAIRES	1	33 100
CHARGE DE MISSION	2	91 200
CHARPENTIER	1	8 700
CHAUFFEUR	2	30 200
CHAUFFEUR	94	1 197 650
CHEF DE BUREAU	2	43 600
CHEF DE SECTION	6	192 000
CHEF DE SERVICE	16	718 400
CHEF DU PROTOCOLE	1	32 000
CHIMISTE	1	27 800
COMMIS ADMINISTRATIF	80	1 508 600
COMMISSAIRE DE POLICE	40	1 772 710
COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE	38	2 033 000
COMMISSAIRE PRINCIPAL	45	2 200 500
COMPTABLE	3	71 100
COMPTABLE CONTROLEUR	3	67 700
COMPTABLE CONTROLEUR	2	48 500
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR I	5	110 600
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR II	12	223 400
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR III	3	50 900
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	2	55 600
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	9	211 500
COMPTABLE DELEGUE	1	29 400
CONSEILLER JURIDIQUE	2	55 600
CONSULTANT	1	53 500
CONTROLEUR	8	216 600
CONTROLEUR JUNIOR I	1	44 900
COORDONNATEUR	9	522 200
COORDONNATEUR	5	309 000
COORDONNATEUR ADJOINT	5	267 500
CUISINIERE	97	949 780
DACTYLOGRAPHE	6	91 100
DIRECTEUR	2	107 000
DIRECTEUR	5	300 700
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	2	115 300
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DOCUMENTALISTE	17	234 700
EBENISTE	4	59 100
ELECTRICIEN	22	365 900
EMPLOYE	21	246 260
FERRONNIER	1	15 100
FRIGORISTE	1	15 100
GARCON DE COUR	116	923 730
GARDIEN	1	7 530
GARDIEN	31	281 220
GESTIONNAIRE	3	85 300

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
HOQUETON	1	11 600
IMMATRICULATION	1	11 600
INFIRMIERE	31	563 200
INFIRMIERE DE LIGNE	1	17 300
INFIRMIERE HYGIENISTE	3	53 100
INFIRMIERE JUNIOR I	2	41 400
INFIRMIERE JUNIOR I	8	165 600
INFIRMIERE JUNIOR II	2	34 600
INFIRMIERE JUNIOR II	4	72 600
INFIRMIERE JUNIOR III	1	15 100
INFORMATICIEN	1	21 800
INFORMATICIEN	7	153 750
INGENIEUR	4	134 700
INSPECTEUR	1	25 600
INSPECTEUR CONSEILLER PEDAGOGIQUE	1	61 800
INSPECTEUR DE POLICE	2	50 600
INSPECTEUR DE POLICE	248	6 381 700
INSPECTEUR DIVISIONNAIRE	1	38 500
INSPECTEUR DIVISIONNAIRE	285	10 983 500
INSPECTEUR GENERAL	12	710 800
INSPECTEUR GENERAL EN CHEF	2	150 600
INSPECTEUR PRINCIPAL	1	31 000
INSPECTEUR PRINCIPAL	184	5 726 500
INTENDANT	7	98 950
INTENDANT	64	866 100
JARDINIER	7	62 010
JOURNALISTE	1	15 100
JURISTE	1	23 500
LAVEUR D'AUTOS	9	72 450
LESSIVEUSE	7	52 710
MAGASINIER	2	25 700
MANUTENTIONNAIRE	23	200 590
MECANICIEN	1	15 100
MECANICIEN	78	1 271 400
MECANICIEN JUNIOR II	11	190 300
MECANICIEN JUNIOR III	1	15 100
MECANICIEN JUNIOR III	13	189 300
MECANOGRAPHE	1	11 000
MEDECIN DENTISTE	1	20 700
MEDECIN GENERALISTE	8	210 500
MEDECIN PSYCHOLOGUE	1	20 700
MENAGER	256	2 094 670
MENAGER	1	7 530
MESSAGER	8	63 730
MESSAGER	78	678 750
MONITEUR	3	53 720
OPERATEUR	3	30 730
OPERATEUR DE SAISIE	3	57 050
OPERATEUR DE SAISIE	78	1 601 300
OPERATEUR D'ORDINATEUR	2	41 400
PEINTRE	4	31 290
PHARMACIEN	1	23 500
PHOTOGRAPHE	7	97 400
PLOMBIER	28	450 868
POLICIER A1	1067	20 273 000
POLICIER A1	2505	47 610 900
POLICIER A2	242	5 010 500
POLICIER A2	2177	45 082 300
POLICIER A3	2	43 600
POLICIER A3	1811	39 527 060
POLICIER A4	7	168 000
POLICIER A4	2056	49 342 400
PORTIER	2	16 230
PRESENTATEUR	1	20 700
PROFESSEUR	2	36 700
PROFESSIONNEL JUNIOR	24	561 800
PROFESSIONNEL SENIOR	12	527 000
PROGRAMMEUR	3	72 000
RECEPTIONISTE	2	31 300
RECEPTIONISTE	43	630 950
RECHERCHISTE	1	25 600
REDACTEUR	2	48 500
REPARATEUR	3	33 650
RESPONSABLE	24	722 650
RESPONSABLE DE LA MAINTENANCE	1	33 100
SAPEUR-POMPIER	150	2 265 000
SECRETAIRE	46	1 010 300
SECRETAIRE DE DIRECTION	48	1 376 100
SUPERVISEUR	1	15 100
SUPERVISEUR	2	45 600



## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
SUPERVISEUR GENERAL	1	24 000
TECHNICIEN	3	36 860
TECHNICIEN	1	21 800
TECHNICIEN	438	7 147 800
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	7	133 600
TECHNICIEN JUNIOR	3	51 900
TECHNICIEN JUNIOR I	38	781 300
TECHNICIEN JUNIOR II	16	284 700
TECHNICIEN JUNIOR III	24	372 400
TECHNICIEN SENIOR I	12	326 500
TECHNICIEN SENIOR II	10	235 000
TECHNICIEN SENIOR III	1	21 800
TECHNICIEN SENIOR III	18	395 800
TECHNOLOGISTE MEDICAL	9	128 800
TECHNOLOGISTE MEDICAL	1	23 500
TENEUR DE LIVRE	1	17 300
TRAVAILLEUR SOCIAL	1	27 800
<b>1211118-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE</b>	<b>1</b>	<b>97 200</b>
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
<b>1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER</b>	<b>69</b>	<b>2 177 706</b>
<b>1212111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>12</b>	<b>371 610</b>
AGENT DE PROTOCOLE	1	27 800
CHAUFFEUR	2	30 200
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COORDONNATEUR	1	46 350
INTENDANT	1	14 560
MESSAGER	3	34 800
MINISTRE	1	121 200
TECHNICIEN	2	51 800
<b>1212112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>57</b>	<b>1 806 096</b>
AGENT DE PROTOCOLE	1	34 000
AGENT DE PROTOCOLE	3	102 000
AGENT DE SECURITE	3	38 550
AGENT DOUANIER	1	23 500
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	3	121 800
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	4	213 500
CHARGE DE MISSION	2	123 600
CHAUFFEUR	1	15 100
CHEF DE SECTION	4	128 000
CHEF DE SERVICE	2	89 800
COMMIS ADMINISTRATIF	2	31 300
COMPTABLE CONTROLEUR	1	29 400
COMPTABLE DELEGUE	1	29 400
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
CONSEILLER JURIDIQUE	1	49 400
COORDONNATEUR	1	61 800
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DOCUMENTALISTE	1	15 650
INTENDANT	1	12 850
MENAGER	1	11 600
MESSAGER	8	77 100
PORTIER	1	11 600
RESPONSABLE	1	40 446
RESPONSABLE PROTOCOLE	1	40 500
TECHNICIEN	1	27 800
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	27 800
TECHNICIEN JUNIOR II	1	17 300
TECHNICIEN SENIOR II	2	47 000
TECHNICIEN SENIOR III	1	21 800

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
1213-MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES	495	15 378 893
1213111-BUREAU DU MINISTRE	83	2 803 550
1ER.ASSISTANT	7	374 600
2EME.ASSISTANT	1	40 600
2EME.ASSISTANT	6	260 800
AGENT DE LIAISON	1	12 850
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	3	96 000
ATTACHE AU PROTOCOLE	14	493 400
BARMAN	1	15 100
CHARGE DE MISSION	4	288 600
CHAUFFEUR	1	15 100
COMMIS ADMINISTRATIF	3	65 400
COMMIS ADMINISTRATIF	17	321 400
COORDONNATEUR	2	83 600
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	2	123 600
INFORMATICIEN	1	32 000
MANUTENTIONNAIRE	4	40 000
MANUTENTIONNAIRE	1	10 000
MECANICIEN	1	20 700
MESSAGER	6	69 600
MINISTRE	1	121 200
NETTOYEUR	2	20 000
RESPONSABLE	1	84 400
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	55 600
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
1213112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	412	12 575 343
1ER.ASSISTANT	1	53 500
1ER.ASSISTANT	17	872 600
2EME.ASSISTANT	8	324 800
2EME.ASSISTANT	31	1 327 400
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE LIAISON	4	51 400
AGENT DE SECURITE	1	20 700
ARCHIVISTE	1	15 650
ASSISTANT ADMINISTRATIVE	1	32 000
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	32 000
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	6	192 000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	27 800
ASSISTANT RESPONSABLE	1	27 800
ATTACHE AU PROTOCOLE	85	3 012 400
CHARGE DE MISSION	1	61 800
CHARGE DE MISSION	18	1 126 700
CHAUFFEUR	2	30 200
CHAUFFEUR	9	153 800
CHEF DE SECTION	1	32 000
CHEF DE SERVICE	1	44 900
CHEF DE SERVICE	2	89 800
CHEF DU PROTOCOLE	1	61 800
COMMIS ADMINISTRATIF	2	37 450
COMMIS ADMINISTRATIF	72	1 320 768
COORDONNATEUR	4	247 200
COORDONNATEUR	1	33 100
DEUXIEME ASSISTANT A L'AMBASSADE	2	94 300
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	4	247 200
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GOUVERNANTE	1	20 000
INFORMATICIEN	1	32 000
INSPECTEUR GENERAL	1	84 000
INTENDANT	1	15 100
MAGASINIER	1	16 800
MECANICIEN	1	20 700
MEDECIN GENERALISTE	1	19 600
MENAGER	2	20 000
MESSAGER	39	452 400
NETTOYEUR	6	60 000
NETTOYEUR	3	29 250
OPERATEUR DE SAISIE	4	77 750
OPERATEUR DE SAISIE	29	571 500
PLOMBIER	1	21 800
PORTIER	1	10 000
PREMIER ASSISTANT DE L'AMBASSADE	3	156 400
RESPONSABLE	6	230 700
SECRETAIRE	3	87 600
SECRETAIRE DE DIRECTION	4	120 800
TECHNICIEN	2	47 000
TECHNICIEN	11	258 500
TECHNICIEN	9	429 275

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
1214-LA PRESIDENCE	164	3 009 630
1214111-BUREAU DU PRESIDENT	28	876 690
AGENT	1	25 100
AGENT ADMINISTRATIF	1	15 100
AGENT DE SECURITE	2	17 970
ARCHIVISTE	2	32 400
CHAUFFEUR	1	15 100
CONSEILLER PRIVE DU PRESIDENT	1	121 200
DESSINATEUR	1	25 100
DIRECTEUR	1	121 200
EMPLOYE	1	12 320
MESSAGER	1	11 000
OPERATEUR	1	11 600
SECRETARE	3	58 700
SECRETARE DE DIRECTION	2	60 900
SECRETARE GENERAL	2	242 400
TECHNICIEN	8	106 600
1214112- ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	136	2 132 940
AIDE CUISINIERE	1	12 850
AIDE MECANICIEN	1	19 600
ATTACHE AU PROTOCOLE	1	23 500
CHAUFFEUR	1	15 100
CHEF DE SERVICE	1	38 500
COMMIS ADMINISTRATIF	1	12 320
COMMIS ADMINISTRATIF	7	108 250
CUISINIERE	1	11 600
ELECTRICIEN	1	15 100
ELEVEUR	1	9 850
EMPLOYE	2	36 700
GESTIONNAIRE	1	15 650
JARDINIER	14	137 900
LAVANDIERE	1	11 600
LAVEUR D'AUTOS	1	9 850
LESSIVEUSE	1	11 600
MECANICIEN	5	78 150
MENAGER	11	126 290
MENAGER	1	9 850
MESSAGER	5	55 750
NETTOYEUR	1	9 850
PEINTRE	1	12 850
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	1	242 400
PROFESSIONNEL SENIOR	1	9 850
RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX	1	44 900
SECRETARE	1	21 800
SECRETARE DE DIRECTION	2	49 600
SERVEUR	1	12 850
SUPERVISEUR	1	12 850
SUPERVISEUR	2	27 950
TECHNICIEN	1	12 320
TECHNICIEN	65	915 710

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
1215-PRIMATURE	244	7 427 855
1215111-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	84	3 156 405
AGENT DE PROTOCOLE	4	124 700
AIDE MECANICIEN	1	12 850
ASSISTANT	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	9	369 700
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	1	75 600
CHARGE DE MISSION	1	53 500
CHAUFFEUR	4	60 400
CHEF DE SERVICE	2	89 800
COMMIS ADMINISTRATIF	8	149 800
COMPTABLE DELEGUE	1	27 800
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
CONTROLEUR	1	41 195
COORDONNATEUR	2	137 900
COORDONNATEUR ADJOINT	1	75 600
DIRECTEUR	2	183 000
INFIRMIERE	1	20 700
INTENDANT	1	15 100
MENAGER	9	103 450
MESSAGER	6	69 600
MINISTRE	4	484 800
PLOMBIER	1	11 600
PORTIER	1	11 600
PREMIER MINISTRE	1	162 000
RECEPTIONISTE	1	15 650
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	29 960
SECRETAIRE GENERAL	1	121 200
SERVEUR	1	12 850
TECHNICIEN	9	285 650
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	2	77 000
1215112-ADMINISTRATION GENERALE	141	3 692 200
ACCUEIL	1	15 650
AGENT	3	46 950
AGENT D'ACCUEIL	1	15 650
AGENT DE PROTOCOLE	1	33 100
AGENT DE SECURITE	1	12 850
AIDE MECANICIEN	1	12 850
ANALYSTE DE PROJETS	1	33 100
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	2	81 200
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	5	211 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
ASSISTANT CHEF DE TRANSPORT	1	40 600
ASSISTANT COMPTABLE	1	34 200
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
CHARGE DE MISSION	8	599 800
CHAUFFEUR	19	299 200
CHEF DE SECTION	2	64 000
CHEF DE SERVICE	7	314 300
COMMIS ADMINISTRATIF	11	244 750
COMPTABLE CONTROLEUR	1	40 600
COORDONNATEUR	2	146 200
ELECTRICIEN	2	25 700
EMPLOYE	2	27 200
GARDIEN	4	51 400
INFORMATICIEN	1	27 800
INFORMATICIEN	1	27 800
JARDINIER	4	55 900
LAVEUR D'AUTOS	1	12 850
MANUTENTIONNAIRE	5	64 250
MECANICIEN	2	30 200
MENAGER	3	39 300
MESSAGER	5	69 300
PLOMBIER	1	17 300
PORTIER	3	38 550
RECEPTIONISTE	3	51 900
RESPONSABLE	1	12 850
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT	1	97 200
SERVEUR	4	52 150
TECHNICIEN	24	522 650

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1215214-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>	<b>19</b>	<b>579 250</b>
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
CHAUFFEUR	1	15 100
CHEF DE SERVICE	2	89 800
COMMIS ADMINISTRATIF	1	15 650
COMPTABLE	1	27 800
DIRECTEUR	3	207 600
GARDIEN	3	31 250
INTENDANT	1	15 100
MENAGER	1	11 000
RECEPTIONISTE	1	15 650
TECHNICIEN	1	15 650
TECHNICIEN	1	12 850
<b>1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>1044</b>	<b>23 339 650</b>
<b>1216111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>31</b>	<b>1 178 250</b>
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	58 800
CHARGE DE MISSION	1	40 600
CHEF DE SECTION	2	64 000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	21 800
CONSEILLER JURIDIQUE	1	20 700
COORDONNATEUR	2	123 600
COORDONNATEUR ADJOINT	2	107 000
MENAGER	1	8 700
MESSAGER	2	20 300
MINISTRE	1	121 200
OPERATEUR DE SAISIE	3	62 100
RECEPTIONISTE	1	15 650
RESPONSABLE	1	27 800
SECRETARE	1	27 800
SECRETARE DE DIRECTION	2	55 600
SECRETARE D'ETAT	3	291 600
TECHNICIEN	4	70 400
<b>1216112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>1013</b>	<b>22 161 400</b>
ADMINISTRATEUR	1	20 700
AGENT	4	50 550
AGENT DE COMMUNICATION	1	12 850
AGENT DE LIAISON	1	15 100
AGENT DE LIAISON	19	249 900
AGENT DE SECURITE	2	16 230
AGENT DE SECURITE	55	540 390
AGENT TECHNIQUE	1	11 000
ANALYSTE DE SYSTEME	1	33 100
ARCHIVISTE	4	48 900
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	3	104 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	73 700
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	8	265 700
ASSISTANT CHEF DE SECTION	17	499 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	13	505 400
ASSISTANT COMPTABLE EN CHEF	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	2	107 000
ASSISTANT DIRECTEUR	2	107 000
ASSISTANT RESPONSABLE	1	25 600
ATTACHE DE PRESSE	4	95 200
CHARGE DE MISSION	12	559 500
CHAUFFEUR	1	7 530
CHAUFFEUR	50	508 930
CHEF DE PERSONNEL	1	15 100
CHEF DE SECTION	16	509 400
CHEF DE SECURITE	1	27 800
CHEF DE SERVICE	23	1 019 800
COMMIS ADMINISTRATIF	4	87 200
COMPTABLE	44	1 115 900
COMPTABLE CONTROLEUR	2	49 800
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR II	1	17 300
COMPTABLE CONTROLEUR JUNIOR III	1	15 100
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	3	65 250
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	1	23 500
COMPTABLE DELEGUE	2	50 400
COMPTABLE EN CHEF	1	29 960
CONSEILLER JURIDIQUE	5	81 900
CONSULTANT	1	30 500
COORDONNATEUR	7	382 190
COORDONNATEUR	4	247 200
COORDONNATEUR ADJOINT	7	374 500
DACTYLOGRAPHIE	5	58 540
DELEGUE	10	756 000
DIRECTEUR	6	370 800

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
DIRECTEUR ADJOINT	5	275 800
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	2	123 600
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
DOCUMENTALISTE	2	31 300
DOCUMENTALISTE	18	264 750
ECONOMISTE	3	79 100
ECONOMISTE SENIOR	1	41 100
EMPLOYE	20	243 660
ENCADREUR	1	17 300
FORMATEUR DES FORMATEURS	1	8 700
GARDIEN	19	147 750
INFORMATICIEN	1	41 100
INGENIEUR	20	588 000
INSPECTEUR	10	167 500
INSPECTEUR	16	304 100
INSPECTEUR JUNIOR I	6	125 300
INSPECTEUR JUNIOR II	25	432 500
INSPECTEUR JUNIOR II	5	87 700
INSPECTEUR JUNIOR III	1	15 100
INSPECTEUR JUNIOR III	56	851 200
INSPECTEUR PRINCIPAL	1	29 400
INSPECTEUR SENIOR	2	49 600
INSPECTEUR SENIOR III	1	15 100
INTENDANT	6	88 350
JARDINIER	1	8 700
MECANICIEN	1	15 100
MENAGER	47	355 200
MESSAGER	36	290 360
OPERATEUR DE SAISIE	2	36 350
OPERATEUR DE SAISIE	15	267 850
OPERATEUR D'ORDINATEUR	5	72 800
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	15 650
OPERATEUR INFORMATIQUE	3	62 100
PLANIFICATEUR	2	32 300
PLOMBIER	2	18 550
PROGRAMMEUR	3	67 700
RECEPTIONISTE	16	202 440
RECEVEUR	1	12 850
REDACTEUR	31	351 240
RESPONSABLE	12	353 400
RESPONSABLE ADJOINT	1	29 400
RESPONSABLE ADMINISTRATIF	1	32 000
SECOURISTE	1	15 650
SECRETAIRE	39	625 320
SECRETAIRE DE DIRECTION	19	515 600
SECRETAIRE EXECUTIF	1	15 100
SECRETAIRE GENERAL	19	491 280
SUPERVISEUR	12	382 400
SUPERVISEUR GENERAL	1	44 900
SUPERVISEUR GENERAL ADJOINT	1	32 000
SUPERVISEUR GENERAL ADJOINT	4	144 300
TECHNICIEN	1	12 320
TECHNICIEN	1	23 500
TECHNICIEN	110	1 827 500
TECHNICIEN EN COMMUNICATION	1	9 850
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	23 500
TECHNICIEN EN MAINTENANCE	1	20 700
VERIFICATEUR	3	43 600
VICE-DELEGUE	2	107 000
VICE-DELEGUE	41	2 146 950
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	63	1 868 800
1217111-BUREAU DU MINISTRE	8	280 600
AGENT DE PROTOCOLE	1	20 700
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
CHAUFFEUR	1	15 100
COMMIS ADMINISTRATIF	2	43 600
MESSAGER	1	11 600
MINISTRE	1	121 200
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>12.17112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>55</b>	<b>1 588 200</b>
AGENT DE SECURITE	3	34 700
ARCHIVISTE	1	15 100
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	4	101 000
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	121 800
CHARGE DE MISSION	1	32 000
CHAUFFEUR	5	71 000
CHEF DE SECTION	1	32 000
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMMIS ADMINISTRATIF	2	43 600
COMMIS ADMINISTRATIF	2	43 600
COMPTABLE	2	62 000
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR II	1	23 500
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	1	61 800
COORDONNATEUR ADJOINT	1	53 500
DIRECTEUR	1	61 800
DIRECTEUR	2	115 300
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
GARDIEN	1	6 950
INTENDANT	1	12 850
MENAGER	2	21 550
MESSAGER	1	11 600
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	27 800
PHOTOGRAPHE	1	15 100
PROFESSIONNEL SENIOR	1	30 000
RECEPTIONISTE	1	15 650
REDACTEUR	1	26 000
RESPONSABLE	1	44 900
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	3	69 800
TECHNICIEN	2	30 200
TECHNICIEN SENIOR II	1	23 500
<b>1311-MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>30980</b>	<b>361 651 459</b>
<b>1311111-BUREAU DU MINISTRE</b>	<b>42</b>	<b>1 114 540</b>
AGENT ADMINISTRATIF	5	97 800
AGENT DE SECURITE	4	46 400
ASSISTANT ADMINISTRATEUR	1	40 600
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
CHARGE DE SUIVI DES DOSSIERS	1	75 000
CHAUFFEUR	1	15 650
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COORDONNATEUR	1	51 500
DIRECTEUR	2	123 600
INTENDANT	5	65 090
LAVEUR D'AUTOS	1	7 530
MENAGER	3	23 760
MESSAGER	1	8 700
MINISTRE	1	121 200
SECRETAIRE	1	23 500
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
TECHNICIEN	6	86 910
TECHNICIEN SENIOR I	1	27 800
TECHNICIEN SENIOR II	1	23 500
TECHNICIEN SENIOR II	2	47 000
TECHNICIEN SENIOR III	2	54 900
<b>1311112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES</b>	<b>30009</b>	<b>343 380 939</b>
ADMINISTRATEUR	6	188 430
AGENT	1	44 900
AGENT ADMINISTRATIF	20	376 600
AGENT ADMINISTRATIF	116	2 055 500
AGENT ADMINISTRATIF JUNIOR III	1	17 300
AGENT DE MAINTENANCE	1	20 700
AGENT DE SECURITE	66	771 850
AGENT DE SECURITE	105	1 248 356
AGENT D'ÉDUCATION FAMILIALE	1	9 280
AGENT D'IMPRIMERIE	1	15 100
AIDE JARDINIER	1	9 280
ANALYSTE	33	724 500
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	4	181 000
ANALYSTE DE SYSTEME	6	213 600
ARCHIVISTE	11	154 700
ASSISTANT	1	29 400
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	64 100
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SECURITE	1	32 000

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	7	284 200
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	21	865 500
ASSISTANT CONTROLEUR FINANCIER	1	53 500
ASSISTANT DIRECTEUR	4	214 000
ASSISTANT DIRECTEUR	27	1 309 120
ASSISTANT RESPONSABLE	2	58 800
ATTACHE DE PRESSE	2	51 300
AUTRES PROFESSIONNELS	11	109 760
AVOCAT	2	82 500
BIBLIOTHECAIRE	3	41 350
BIBLIOTHECAIRE	19	234 960
BLANCHISSEUSE	3	22 590
CENSEUR	72	1 692 000
CENSEUR	113	2 655 500
CHARGE DE MISSION	1	53 500
CHARGE DE MISSION	7	330 200
CHAUFFEUR	10	120 750
CHAUFFEUR	52	671 390
CHEF DE PERSONNEL	5	131 900
CHEF DE SECTION	15	488 600
CHEF DE SERVICE	3	134 700
CHEF DE SERVICE	65	2 918 500
CHEF ELECTRICIEN	1	21 800
COMMIS ADMINISTRATIF	3	38 550
COMMIS ADMINISTRATIF	79	1 101 500
COMPTABLE	1	17 300
COMPTABLE	24	448 500
COMPTABLE CONTROLEUR	1	27 800
COMPTABLE CONTROLEUR	2	47 000
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	4	79 700
COMPTABLE DELEGUE	1	27 800
COMPTABLE EN CHEF	2	47 000
CONSEILLER	17	429 400
CONSEILLER PEDAGOGIQUE	68	1 706 800
CONTROLEUR FINANCIER	4	169 435
COORDONNATEUR	9	472 300
COORDONNATEUR	8	227 500
COORDONNATEUR ADJOINT	17	861 200
COORDONNATEUR PEDAGOGIQUE	240	6 440 560
CUISINIERE	1	7 530
CUISINIERE	69	519 570
DACTYLOGRAPHE	5	65 540
DACTYLOGRAPHE	54	691 470
DIRECTEUR	12	572 260
DIRECTEUR	91	3 612 800
DIRECTEUR ADJOINT	9	455 700
DIRECTEUR DE LYCEE	9	184 880
DIRECTEUR D'ECOLE	39	1 086 540
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	17	898 040
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT	5	215 900
DIRECTEUR GENERAL	2	146 200
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
DIRECTEUR I	32	914 400
DIRECTEUR II (Ecole Fondamentale Complète)	136	3 436 600
DIRECTEUR III (Ecole Fondamentale 1er et 2e Cycle)	1145	15 381 306
DIRECTEUR III (ECOLE FONDAMENTALE)	1	13 440
EBENISTE	1	7 530
EBENISTE	3	45 300
ECLAIRAGISTE EN CHEF	1	22 400
ELECTRICIEN	3	45 300
EMPLOYE	2	19 720
ENSEIGNANT	2	21 440
FORMATEUR DES FORMATEURS	1	8 120
FRIGORISTE	2	30 200
GARCON DE COUR	138	1 040 300
GARDIEN	100	752 420
GARDIEN	275	2 072 520
GESTIONNAIRE	1	32 000
GREFFIER 1ERE INSTANCE	1	8 120
GREFFIER DU TRIBUNAL DE PAIX	3	24 360
INFIRMIERE	1	8 700
INFORMATICIEN	5	132 750
INFORMATICIEN	18	578 400
INGENIEUR	1	23 500
INGENIEUR	9	211 647
INSPECTEUR	25	595 000
INSPECTEUR	247	5 975 380
INSPECTEUR	1	29 400
INSPECTEUR CONSEILLER PEDAGOGIQUE	34	784 300
INSPECTEUR DU FONDAMENTAL	19	414 200



## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
INSPECTEUR JUNIOR III	1	8 120
INSPECTEUR PRINCIPAL	1	23 500
INSPECTEUR PRINCIPAL	27	660 100
INSTITUTEUR	9662	93 807 040
INSTITUTEUR	42	397 880
INSTITUTEUR (EDUCATION SPECIALE)	1	17 300
INSTITUTEUR I	1	11 600
INSTITUTEUR II	1	10 440
INTENDANT	1	8 700
INTENDANT	14	160 940
JARDINIER	2	15 060
JURISTE	1	49 400
LAVANDIERE	1	7 530
LAVEUR D'AUTOS	4	33 030
LESSIVEUSE	1	7 530
MANUTENTIONNAIRE	4	29 540
MECANICIEN	7	98 700
MECANICIEN	7	102 200
MECANOGRAPHE	1	11 600
MEDECIN GENERALISTE	1	8 120
MEMBRE DU CONSEIL TECHNIQUE	1	34 200
MENAGER	248	1 907 150
MESSAGER	13	119 440
MESSAGER	71	600 540
MIMEOGRAPHE	1	9 850
MONITEUR	149	1 281 120
MONITEUR	73	571 320
MONITEUR SPORTIF	2	18 550
OFFICIER D'ETAT CIVIL	2	16 240
OPERATEUR	3	38 550
OPERATEUR DE RISOGRAPHE	2	21 550
OPERATEUR DE SAISIE	20	294 000
OPERATEUR DE SAISIE	81	1 106 670
OPERATEUR D'ORDINATEUR	10	140 800
OPERATRICE DE SAISIE	1	12 850
PLANIFICATEUR	6	110 240
PLOMBIER	3	45 300
PROFESSEUR	130	2 175 720
PROFESSEUR	168	3 257 140
PROFESSEUR (1E. CHAIRE)	5	71 680
PROFESSEUR (2E. CHAIRE)	9	178 400
PROFESSEUR (3E. CHAIRE)	2	21 600
PROFESSEUR (SECONDAIRE)	1917	17 561 300
PROFESSEUR (SECONDAIRE)	4	32 480
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	1	8 120
PROFESSEUR A CHAIRE SIMPLE	6647	54 059 890
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	9	201 600
PROFESSEUR A TEMPS PLEIN	722	16 134 860
PROFESSEUR CENTRE DE FORMATION	1	9 280
PROFESSEUR CENTRE DE FORMATION	2	18 560
PROFESSEUR DE LYCEE	50	1 082 520
PROFESSEUR ECOLE NORMALE	17	226 520
PROFESSEUR SUPPLEANT	3	27 840
PROFESSEUR SUPPLEANT	524	4 837 920
PROFESSIONNEL SENIOR	2	30 520
RECEPTIONISTE	2	25 700
RECEPTIONISTE	7	95 550
RESPONSABLE	30	775 950
RESPONSABLE CENTRE D'EDUCATION FAMILIALE	22	207 030
RESPONSABLE DE LA CORRESPONDANCE	1	29 400
RESPONSABLE DE SECTION	5	168 600
RESPONSABLE DE SECTION	1	32 000
RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES	1	23 500
SECRETAIRE	36	571 750
SECRETAIRE	202	3 190 230
SECRETAIRE ACADEMIQUE	1	21 800
SECRETAIRE DE DIRECTION	26	620 559
SECRETAIRE EXECUTIF	1	29 400
SECRETAIRE GENERAL	1	57 600
SPECIALISTE EN DEVELOPPEMENT RURAL	2	16 240
STATISTICIEN	1	32 000
SUPERVISEUR	3	45 600
SUPERVISEUR	5	72 670
SURVEILLANT	8	67 360
SURVEILLANT GENERAL	5	61 600
SURVEILLANT GENERAL	175	2 151 800
TECHNICIEN	620	5 970 330
TECHNICIEN	38	667 190
TECHNICIEN	4203	51 785 285
TECHNICIEN ELECTRIQUE	1	12 850

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
TECHNICIEN EN ELECTRICITE	2	30 200
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	10	203 550
TECHNICIEN EN PLOMBERIE	1	15 100
TECHNICIEN JUNIOR I	8	233 500
TECHNICIEN JUNIOR II	1	41 100
TECHNICIEN SENIOR I	6	231 600
TECHNICIEN SENIOR I	16	544 200
TECHNICIEN SENIOR II	1	23 500
TECHNICIEN SENIOR II	58	1 437 700
TECHNICIEN SENIOR III	4	98 500
TECHNICIEN(NE) EN INFORMATIQUE	1	21 800
<b>1311113-BUREAU DE L'ALPHABETISATION</b>	<b>111</b>	<b>3 178 965</b>
AGENT DE LIAISON	3	45 300
AGENT DE SECURITE	1	12 850
ARCHIVISTE	1	15 100
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	2	81 200
ASSISTANT CHEF DE PERSONNEL	1	37 400
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	58 800
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	81 200
ASSISTANT COORDONNATEUR	1	40 600
CHAUFFEUR	10	144 250
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE SECTION	4	126 500
CHEF DE SERVICE	10	449 000
COMMIS ADMINISTRATIF	1	9 850
COMPTABLE	1	21 800
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	29 400
COORDONNATEUR	4	153 100
COORDONNATEUR ADJOINT	2	81 200
COORDONNATEUR PEDAGOGIQUE	9	354 300
DIRECTEUR	4	247 200
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
GARDIEN	5	46 390
INTENDANT	3	39 450
LAVEUR D'AUTOS	1	9 850
MAGASINIER	1	11 600
MANUTENTIONNAIRE	1	9 850
MENAGER	3	26 100
MESSAGER	2	23 200
OPERATEUR	1	21 800
OPERATEUR D'ORDINATEUR	3	64 300
PROGRAMMEUR	1	23 500
RECEPTIONISTE	2	27 250
RESPONSABLE	5	132 700
SECRETAIRE	3	65 400
SECRETAIRE DE DIRECTION	4	111 200
SECRETAIRE D'ETAT	1	97 200
TECHNICIEN	14	373 425
<b>1311115-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO</b>	<b>20</b>	<b>636 755</b>
AGENT DE SECURITE	1	12 850
ANALYSTE /PROGRAMMEUR	1	41 100
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
CHAUFFEUR	2	30 200
CHEF DE SERVICE	1	44 900
COMMIS ADMINISTRATIF	3	50 300
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
DIRECTEUR ADJOINT	1	53 500
INSTITUTEUR (EDUCATION SPECIALE)	1	49 400
JARDINIER	1	9 280
MENAGER	2	22 000
RESPONSABLE	1	44 900
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE PERMANENT	1	84 400
TECHNICIEN	1	75 625
TECHNICIEN	1	11 000

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
1311117-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	798	13 340 260
ADMINISTRATEUR	1	61 800
AGENT ADMINISTRATIF	3	57 050
AGENT D'ACHATS	1	20 700
AGENT DE DEVELOPPEMENT	1	17 300
AGENT DE MAINTENANCE	1	15 100
AGENT DE SECURITE	22	259 140
AGENT TECHNIQUE	1	15 100
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	3	112 400
ASSISTANT CHEF DE SECTION	2	46 700
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	121 800
ASSISTANT RESPONSABLE	1	22 400
AUTRES PROFESSIONNELS	4	60 810
BIBLIOTHECAIRE	1	21 800
CHARGE DE MISSION	1	53 500
CHAUFFEUR	1	15 650
CHAUFFEUR	7	99 800
CHEF D'ATELIER	1	23 500
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE SECTION	4	128 000
CHEF DE SERVICE	4	179 600
CHEF DES TRAVAUX	8	193 800
COMMIS ADMINISTRATIF	12	215 800
COMPTABLE	8	190 700
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	1	21 800
CONSEILLER	1	23 500
CONTROLEUR FINANCIER	1	40 600
COORDONNATEUR	1	15 100
COORDONNATEUR PEDAGOGIQUE	6	129 820
CUISINIERE	9	67 770
DACTYLOGRAPHE	4	57 000
DIRECTEUR	8	302 900
DIRECTEUR ADJOINT	2	107 000
DIRECTEUR CENTRE DE FORMATION	1	17 300
DIRECTEUR D'ECOLE	1	32 000
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR I	10	278 000
DIRECTEUR II (Ecole Fondamentale Complète)	2	47 000
E BENISTE	1	15 100
ELECTRICIEN	1	15 100
EMPLOYE	2	30 750
ENSEIGNANT	1	15 650
FORMATEUR	1	10 440
FORMATEUR	2	22 760
FORMATEUR DES FORMATEURS	3	83 400
GARCON DE COUR	2	17 400
GARDIEN	1	8 700
GARDIEN	15	125 240
INFORMATICIEN	3	75 100
INSPECTEUR	2	81 200
INSPECTEUR	3	91 900
INSPECTEUR ASSISTANT CHEF DE BRIGADE	1	23 500
INSTITUTEUR	16	207 560
INSTITUTEUR (EDUCATION SPECIALE)	1	15 650
INTENDANT	1	12 850
JARDINIER	1	7 530
MAGASINIER	16	222 960
MANUTENTIONNAIRE	4	40 030
MECANICIEN	4	84 850
MEMBRE DU SECRETARIAT	1	41 100
MENAGER	21	177 990
MESSAGER	9	92 180
NETTOYEUR	2	16 230
OPERATEUR D'ORDINATEUR	1	20 700
PREFET DE DISCIPLINE	1	15 100
PROFESSEUR	96	1 329 500
PROFESSEUR	74	1 254 260
PROFESSEUR (2E. CHAIRE)	1	10 440
PROFESSEUR (SECONDAIRE)	10	195 670
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	14	243 800
PROFESSEUR A CHAIRE SIMPLE	4	34 800
PROFESSEUR CENTRE DE FORMATION	35	422 920
PROFESSEUR CENTRE DE FORMATION	31	443 420
PROFESSEUR DE LYCEE	3	84 560
PROFESSEUR ECOLE NORMALE	1	15 650
RECEPTIONISTE	1	15 650
RESPONSABLE	11	298 200
SCULPTEUR	1	15 100
SECRETAIRE	1	21 800
SECRETAIRE	20	438 800

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
SUPERVISEUR	1	23 500
SURVEILLANT	3	51 450
TECHNCIEN	17	238 500
TECHNICIEN	215	3 328 830
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	2	45 300
TECHNICIEN SENIOR	1	27 800
1312-MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	1421	27 595 512
1312111-BUREAU DU MINISTRE	257	4 993 793
AGENT DE MAINTENANCE	1	11 600
AGENT DE SECURITE	26	262 060
ARCHIVISTE	7	90 320
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	33 100
ASSISTANT CHEF DE SECTION	5	147 000
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	3	121 800
ASSISTANT DIRECTEUR	1	32 000
ASSISTANT DIRECTEUR	3	147 600
CHARGE DE MISSION	2	123 600
CHAUFFEUR	9	99 180
CHEF DE PERSONNEL	1	29 400
CHEF DE SECTION	3	96 000
CHEF DE SERVICE	5	194 400
COMMIS ADMINISTRATIF	4	47 460
COMPTABLE	7	185 550
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR III	1	33 100
COMPTABLE EN CHEF	2	89 800
COORDONNATEUR ADJOINT	1	53 500
COORDONNATEUR PEDAGOGIQUE	1	12 850
DIRECTEUR	4	196 500
DIRECTEUR	2	106 700
ELECTRICIEN	3	30 250
EMPLOYE	10	118 610
GARÇON DE COUR	1	6 950
GARDIEN	3	22 590
INFIRMIERE	3	58 700
INFORMATICIEN	1	21 800
INFORMATICIEN	1	21 800
INSPECTEUR	6	105 100
INSPECTEUR	7	125 700
INTENDANT	1	12 850
MECANICIEN	3	28 400
MENAGER	6	48 080
MESSAGER	15	125 330
MIMEOGRAPHE	1	11 600
MINISTRE	1	121 200
OPERATEUR DE SAISIE	3	54 200
PORTIER	3	22 590
PROFESSEUR	1	23 500
PROFESSEUR	2	21 450
PROFESSEUR (2E. CHAIRE)	2	43 600
PROFESSEUR A CHAIRE SIMPLE	1	8 120
PROFESSIONNEL JUNIOR	1	21 800
RECEPTIONISTE	7	97 640
RESPONSABLE	2	89 800
SECRETAIRE	1	20 700
SECRETAIRE	8	174 600
SECRETAIRE DE DIRECTION	3	80 523
SUPERVISEUR	2	19 700
SUPERVISEUR	1	17 300
TECHNCIEN	5	86 050
TECHNICIEN	13	259 950
TECHNICIEN	47	887 090
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	21 800
TECHNOLOGISTE MEDICAL	1	19 600
TRAVAILLEUR SOCIAL	2	51 300

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

1312112-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	Effectif	Masse Salariale
	910	16 550 694
ADMINISTRATEUR	1	44 900
AGENT DE DEVELOPPEMENT	1	11 600
AGENT DE LIAISON	1	12 850
AGENT DE SECURITE	42	461 120
ARCHIVISTE	11	154 300
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	32 000
ASSISTANT ADMINISTRATIVE II	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	13	488 900
ASSISTANT DIRECTEUR	11	462 900
AUTRES PROFESSIONNELS	2	18 550
AUXILIAIRE INFIRMIERE	2	27 410
CHARGE DE MISSION	1	26 750
CHARGE DE MISSION	3	139 000
CHAUFFEUR	16	208 600
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE SECTION	10	330 860
CHEF DE SECURITE	1	15 100
CHEF DE SERVICE	18	754 000
COMMIS ADMINISTRATIF	6	80 770
COMPTABLE	13	319 300
COMPTABLE CONTROLEUR SENIOR I	2	59 800
COMPTABLE EN CHEF	3	134 700
CONSEILLER TECHNIQUE	1	20 700
COORDONNATEUR	4	247 200
CUISINIERE	1	8 700
DACTYLOGRAPHE	2	25 700
DIRECTEUR	5	245 400
DIRECTEUR	16	819 800
DIRECTEUR ADJOINT	2	82 900
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	2	123 600
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL	1	44 900
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DISTRIBUTEUR	1	15 650
DOCUMENTALISTE	1	17 300
ELECTRICIEN	3	46 440
EMPLOYE	114	1 269 160
GARCON DE COUR	4	31 880
GARDIEN	9	78 280
HUISSIER	1	12 850
INFIRMIERE	5	97 800
INFORMATICIEN	1	15 100
INSPECTEUR	11	173 720
INSPECTEUR	33	563 470
INSPECTEUR SENIOR III	1	21 800
INTENDANT	2	19 700
JARDINIER	1	10 440
LESSIVEUSE	1	6 950
MECANICIEN	6	58 070
MEDECIN GENERALISTE	1	44 900
MENAGER	45	372 750
MESSAGER	27	230 240
OPERATEUR DE SAISIE	1	17 300
OPERATEUR D'ORDINATEUR	1	20 700
OPERATEUR INFORMATIQUE	1	29 400
OPERATEUR PHOTOCOPIEUSE	1	12 850
PLOMBIER	1	9 850
PORTIER	1	11 000
PREFET DE DISCIPLINE	1	11 600
PROFESSEUR	3	26 660
PROFESSEUR	12	126 390
PROFESSEUR (UNIVERSITAIRE)	1	9 850
PROFESSEUR A CHAIRE SIMPLE	2	16 240
PROFESSEUR CENTRE DE FORMATION	2	21 450
PROFESSEUR DE LYCEE	1	12 850
RECEPTIONISTE	7	94 750
REDACTEUR	1	40 600
REPARATEUR	1	7 530
RESPONSABLE	7	178 200
RESPONSABLE DE SECURITE	1	23 500
SECRETARE	1	15 100
SECRETARE	38	761 960
SECRETARE DE DIRECTION	5	146 460
SUPERVISEUR	1	12 850
SUPERVISEUR	3	51 430
SURVEILLANT	2	25 540
TECHNICIEN	6	104 970
TECHNICIEN	7	142 186
TECHNICIEN	339	5 939 958

## EFFECTIF ET MASSE SALARIALE DU PERSONNEL REGULIER DE L'ADMINISTRATION D'ETAT AU MOIS DE MAI 2014

	Effectif	Masse Salariale
<b>1312113-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES</b>	<b>111</b>	<b>2 355 980</b>
ADMINISTRATEUR	1	20 700
AGENT ADMINISTRATIF	1	15 100
AGENT DE SECURITE	2	18 560
AGENT DE SOUTIEN	1	6 950
ASSISTANT	1	32 000
ASSISTANT CHEF DE SECTION	1	29 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	2	107 000
AUXILIAIRE INFIRMIERE	1	15 100
CHAUFFEUR	2	24 450
CHEF DE SECTION	2	64 000
CHEF DE SERVICE	1	44 900
CHEF DE SERVICE	9	404 100
COMPTABLE EN CHEF	1	44 900
COORDONNATEUR	2	58 800
DIRECTEUR	2	123 600
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DOCUMENTALISTE	1	15 650
EMPLOYE	3	24 350
INSPECTEUR	2	30 200
INSPECTEUR	2	30 200
MEDECIN GENERALISTE	1	15 100
MENAGER	5	42 330
MESSAGER	2	18 550
PERCEPTEUR	1	17 300
RECEPTIONISTE	3	47 550
SECRETAIRE	5	103 400
SECRETAIRE DE DIRECTION	1	27 800
TECHNICIEN	49	726 790
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	15 100
TECHNICIEN SPECIALISE	1	15 100
TECHNOLOGISTE MEDICAL	2	30 200
<b>1312114-ENTREPRISE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX</b>	<b>73</b>	<b>2 110 955</b>
ADMINISTRATEUR	1	37 400
ADMINISTRATEUR	1	37 400
AGENT ADMINISTRATIF	1	21 800
AGENT DE LIAISON	6	88 350
AGENT DE SECURITE	3	38 550
ASSISTANT ADMINISTRATIVE I	1	37 400
ASSISTANT CHEF DE SERVICE	2	78 000
ASSISTANT COMPTABLE	1	40 600
ASSISTANT DIRECTEUR	1	53 500
CHARGE DE MISSION	1	43 850
CHAUFFEUR	4	55 900
CHEF DE PERSONNEL	1	44 900
CHEF DE SERVICE	8	359 200
COMPTABLE	3	83 400
DACTYLOGRAPHE	1	15 650
DESSINATEUR	2	42 000
DIRECTEUR	3	199 200
DIRECTEUR ADMINISTRATIF	1	61 800
DIRECTEUR GENERAL	1	84 400
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT	1	75 600
DOCUMENTALISTE	3	45 300
ECONOMISTE	1	32 000
ELECTRICIEN	1	17 300
INGENIEUR ARCHITECTE	1	29 400
INTENDANT	1	20 700
MANUTENTIONNAIRE	1	11 600
MECANICIEN	1	17 300
MENAGER	1	8 700
MESSAGER	1	11 600
OPERATEUR DE SAISIE	1	21 280
PERCEPTEUR	2	34 600
PLOMBIER	1	15 100
RECEPTIONISTE	1	15 650
SECRETAIRE	2	62 000
SECRETAIRE DE DIRECTION	2	53 400
TECHNICIEN	8	185 625
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE	1	21 800
TRAVAILLEUR SOCIAL	1	8 700